

Monitoringcomité

Voorlopige realisaties 2025

Raming 2026

Meerjarenraming 2027 – 2031

Inhoudstafel

INTRODUCTION	5
PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES DANS LES ESTIMATIONS	6
1 RÉSULTATS ESTIMÉS À LÉGISLATION CONSTANTE	12
1.1 Solde nominal de l'entité I	12
1.2 Soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics	18
1.3 Taux d'endettement	22
1.3.1 Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics	22
1.3.2 Taux d'endettement de l'entité I	23
1.4 Uitgavenaggregaat	24
2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	26
2.1 Environnement international	26
2.2 Belgique	29
DEEL I – ACTUALISATIE 2025 – RAMING 2026	34
3 ENTITEIT I	35
3.1 Federale overheid	35
3.1.1 Solde de financement du pouvoir fédéral	35
3.1.2 Bespreking van de ramingen per ontvangsten-/uitgavenrubriek	36
3.1.2.1 Fiscale ontvangsten 2025-2026	36
3.1.2.1.1 Fiscale ontvangsten 2025	36
3.1.2.1.2 Fiscale ontvangsten 2026	38
3.1.2.2 Fiscale afdrachten	50
3.1.2.2.1 Algemeen overzicht	50
3.1.2.2.2 Fiscale afdrachten aan de EU	51
3.1.2.2.3 Fiscale afdrachten aan Gemeenschappen en Gewesten	52
3.1.2.2.4 Fiscale afdrachten aan de Sociale Zekerheid	56
3.1.2.2.5 Overige afdrachten	56
3.1.2.3 De niet-fiscale ontvangsten en niet-fiscale middelen 2025-2026	57
3.1.2.4 Les dépenses primaires	59
3.1.2.5 De interestlasten 2025-2026	69
3.1.2.6 Vrijstellingen doorstorting bedrijfsvoorheffing	72
3.1.2.7 Solde des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral (2025-2026)	73
3.1.2.8 Onverdeelde overgangscorrecties	78

3.2	Sécurité sociale	79
3.2.1	Remarques préalables	79
3.2.2	Solde SEC de la sécurité sociale	80
3.2.3	Régime des travailleurs salariés	82
3.2.4	Régimes des travailleurs indépendants	88
3.2.5	Régimes des soins de santé	91
3.2.6	Régimes hors gestions globales	93
3.3	Soldes de l'entité I	95
3.3.1	Soldes nominal et primaire pour l'entité I	95
3.3.2	Solde primaire structurel de l'entité I	96
4	SOLDE ET TAUX D'ENDETTEMENT DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS	99
4.1	Solde de l'ensemble des pouvoirs publics	99
4.2	Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics	101
	DEEL II – MEERJARENRAMING 2027-2031	102
5	ENTITEIT I	103
5.1	Federale overheid	103
5.1.1	Solde de financement du pouvoir fédéral	103
5.1.2	Bespreking van de ramingen per ontvangsten-/uitgavenrubriek	104
5.1.2.1	Fiscale ontvangsten 2027-2031	104
5.1.2.1.1	De fiscale ontvangsten in ESR-termen voor 2027-2031	104
5.1.2.1.2	De overgang naar de fiscale ontvangsten in kas-termen voor 2027-2031	115
5.1.2.2	Fiscale afdrachten	117
5.1.2.2.1	Algemeen overzicht	117
5.1.2.2.2	Fiscale afdrachten aan de EU	119
5.1.2.2.3	Fiscale afdrachten aan Gemeenschappen en Gewesten	120
5.1.2.2.4	Afdrachten aan de sociale zekerheid	122
5.1.2.2.5	Overige afdrachten	122
5.1.2.3	De niet-fiscale ontvangsten en niet-fiscale middelen 2026-2031	123
5.1.2.4	Les dépenses primaires	127
5.1.2.5	De interestlasten 2026-2031	132
5.1.2.6	Vrijstellingen doorstorting bedrijfsvoorheffing	134
5.1.2.7	Solde des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral (2026-2031)	136
5.1.2.8	Onverdeelde overgangscorrecties	140
5.2	Sécurité sociale	141
5.2.1	Remarques préalables	141
5.2.2	Solde SEC de la sécurité sociale	142
5.2.3	Régime des travailleurs salariés	144
5.2.4	Régime des travailleurs indépendants	150
5.2.5	Régime des soins de santé	154
5.2.6	Régimes hors gestions globales	156

5.3	Soldes de l'entité I	158
5.3.1	Soldes nominal et primaire de l'entité I	158
5.3.2	Solde primaire structurel de l'entité I	159
6	SOLDES ET TAUX D'ENDETTEMENT DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS	161
6.1	Soldes de l'ensemble des pouvoirs publics	161
6.2	Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics	162
7	BIJLAGEN	163

Introduction

La circulaire budgétaire du 16 janvier 2026 charge le Comité de monitoring d'établir un rapport contenant une actualisation 2026 et une projection pluriannuelle pour 2027-2031. Les estimations doivent se baser, entre autres, sur les paramètres macroéconomiques du Budget économique et les prévisions pluriannuelles du Bureau fédéral du Plan de février 2026.

Les données présentées dans ce rapport tiennent compte de l'impact des mesures tel qu'il est repris dans les fiches transmises en amont.

Le rapport commence par un aperçu des principales hypothèses utilisées dans les estimations, suivi d'une synthèse des résultats estimés à politique inchangée et aborde ensuite brièvement l'environnement macroéconomique.

Le rapport est ensuite divisé en deux parties. La partie I couvre une actualisation des données pour 2025 et 2026. La partie II couvre les prévisions pluriannuelles 2027-2031. La structure des deux parties est similaire. Tout d'abord, les estimations des recettes et des dépenses du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale sont examinées plus en détail, puis la détermination des différents soldes au niveau de l'entité I est expliquée. Enfin, la détermination des différents soldes et de la dette au niveau de l'ensemble de pouvoirs publics est expliquée.

Principales hypothèses utilisées dans les estimations

Au niveau général

Les données relatives à l'**année 2025** sont encore provisoires et sont basées sur des données reçues jusqu'au 13 mars 2026. L'**ICN** publiera le 20 avril 2026 sa première estimation des comptes annuels pour l'année 2025.

Au niveau des paramètres macroéconomiques

Les **projections** reprises dans ce rapport sont basées sur les estimations transmises par les différentes institutions concernées qui, pour ce qui concerne les paramètres macroéconomiques, s'appuient sur les paramètres macroéconomiques du **Budget économique 2026 et des Perspectives économiques 2027-2031** du Bureau fédéral du Plan de février 2026. Il est à noter que pour les estimations des charges d'intérêts du pouvoir fédéral, l'Agence Fédérale de la Dette utilise ses propres hypothèses pour l'évolution des taux d'intérêts.

Selon les perspectives économiques du Bureau fédéral du Plan, les prochains **dépassements de l'indice pivot** sont prévus en novembre 2026, janvier 2028, janvier 2029, janvier 2030 et février 2031. Selon les dernières prévisions d'inflation du Bureau fédéral du Plan (mars 2026, non reprises dans ce rapport), le prochain dépassement de l'indice pivot devrait avoir lieu en juillet 2026.

Il est à noter que ces paramètres macroéconomiques ne tiennent pas compte de la situation géopolitique en Iran et dans les pays voisins et de ses conséquences sur la situation économique internationale.

Au niveau des recettes fiscales

Pour les recettes fiscales, les données utilisées dans ce rapport sont notamment basées sur les données transmises par le SPF Finances (voir la note « Prévision des recettes fiscales totales 2026-2031 » portant la référence ESS/2026-0024-03 du 4 mars 2026, émanant du SPF Finances).

Des corrections ont été apportées aux chiffres SEC de cette note afin de neutraliser l'impact de la chaîne de TVA (actuellement estimé à +1.042 millions d'euros pour 2025) et les différences de rythme d'enregistrement des rôles de précompte professionnel (-304 millions d'euros en 2025).

Il a été possible de se baser sur les résultats de trésorerie jusqu'en janvier 2026. Cela signifie que les recettes SEC 2025 ne sont pas encore entièrement connues, étant donné qu'un décalage de deux mois est appliqué pour certaines rubriques entre le concept de trésorerie et celui du SEC.

En ce qui concerne les avoirs russes gelés, un montant de 1.016 millions d'euros a désormais été intégré par le SPF Finances pour 2026, et ce montant a été maintenu pour la période 2027-2031. Dans l'accord de Pâques 2025, il avait été tenu compte d'un montant de 1.163 millions d'euros en 2026, 1.217 millions d'euros en 2027, 1.269 millions d'euros en 2028 et 1.297 millions d'euros en 2029.

Au niveau des recettes non fiscales

Les estimations des recettes non fiscales reposent sur les résultats des réunions bilatérales en termes caisse et sont complétées par des corrections SEC.

Les frais de perception remboursés par l'UE ont été corrigés afin d'être cohérents avec les estimations pour l'ensemble des contributions à l'UE à partir de 2027.

Une contribution interfédérale au cadre financier pluriannuel (CFP) a été intégrée à partir de 2028, comme cela a été décidé lors du budget initial 2026.

L'ICN a revu sa méthodologie pour la correction liée à la comptabilisation des versements effectués par les entreprises dans le cadre du transfert de leurs obligations de pension à l'État, ce qui a entraîné une révision à la baisse (189 millions d'euros en 2026 à la place de 375 millions d'euros dans le budget initial 2026).

L'effort supplémentaire demandé aux banques intégré dans la contribution des établissements financiers au Fonds de garantie des dépôts est désormais intégré dans la taxe bancaire fiscale, et non plus comme une recette non fiscale.

Les intérêts du portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations affichent une recette exceptionnelle en 2026. Une correction visant à neutraliser cette recette exceptionnelle a été appliquée et correspond à la différence entre les recettes caisse et les droits constatés (-78 millions d'euros).

Les recettes ETS2 et CBAM ont été ajustées au moyen de corrections SEC en fonction des estimations de la Santé publique, sur la base d'hypothèses de prix fixes et de recettes intégrales pour la Belgique, en vue d'être conformes aux règles SEC. Les montants relatifs à CBAM sont imputés dans l'année en cours alors que ceux relatifs à ETS sont imputés avec un an de retard.

Au niveau des transferts à l'UE et de la contribution RNB

Les calculs de la **contribution à l'UE** sont basés, pour 2026, sur le budget adopté en novembre 2025 et, pour 2027, sur les projections financières à long terme de la Commission (2026-2034).

Pour la période 2028-2031, les estimations reposent sur le maintien des politiques actuelles, avec des paiements comparables à ceux des premières années du CFP 2021-2027, ajustés à l'inflation. S'y ajoutent des paiements liés au reste à liquider (334 milliards d'euros au total), au remboursement de l'instrument NextGenerationEU (environ 24 milliards d'euros par an) et à l'aide annuelle à l'Ukraine (4,25 milliards d'euros). Le financement est supposé s'effectuer selon le système actuel de ressources propres, avec certaines adaptations liées à la réforme douanière (taxe de manutention sur les colis et suppression de la valeur minimale d'exonération des droits). Les mécanismes de correction existants et l'opt-out devraient être maintenus, ce dernier augmentant de 2 % par an.

La dépense concernant la **contribution plastique** pour les années 2026 à 2031 est, conformément à l'imputation des réalisations par l'ICN, reprise au niveau du pouvoir fédéral. Les montants sont estimés à 137 millions d'euros en 2026 et 2027, 141 millions d'euros en 2028, 143 millions d'euros en 2029, 144 millions d'euros en 2030 et 145 millions d'euros en 2031.

Au niveau des dépenses primaires (budget général des dépenses)

Les estimations des dépenses primaires reposent sur les résultats des réunions bilatérales en termes caisse et sont complétées par des corrections SEC.

Une correction augmentant les dépenses SEC de 92 millions d'euros (et donc avec impact négatif sur le solde SEC de 92 millions d'euros) est apportée pour tenir compte de l'enregistrement des intérêts dus dans le cadre de la condamnation relative aux droits de douane sur l'importation de **textiles chinois**. Ce montant de 92 millions d'euros est une estimation qui avait été reprise comme correction pour 2025 dans l'exposé général 2026. Cependant, vu que le montant n'est pas encore définitivement arrêté mais est une estimation basée sur le montant en principal estimé pour la condamnation, il n'a pas été repris dans les comptes publics de 2025. Nous sommes donc partis de l'hypothèse que le montant serait définitivement fixé en 2026 et que le budget de 2026 serait en conséquence impacté négativement.

Une correction SEC pour la **contribution aux Banques de développement** vient augmenter les dépenses SEC pour le montant total du programme lorsque la première tranche d'un programme est payée. Lors des bilatérales, l'hypothèse que la Belgique participerait aux programmes IDA 22 et IDA 23 a été retenue. C'est ainsi que la correction SEC pour les Banques de développement vient augmenter les dépenses SEC 2028 et 2031 suite à la prise en compte des programmes IDA 22 (266,4 millions d'euros) et IDA 23 (280 millions d'euros) dont les premières tranches devraient être payées respectivement en 2028 et 2031.

Au niveau des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral

La correction SEC destinée à tenir compte du coût du **tarif social** est basée sur les estimations du coût du tarif social reçues de la CREG le 2 mars 2026, c'est à dire avant le conflit en Iran. Dans ce rapport, il n'est donc pas encore tenu compte de l'impact du conflit en Iran sur le niveau des prix de l'énergie.

Dans le cadre du conclave budgétaire relatif au budget initial 2026, l'**ONDRAF** a reçu des moyens supplémentaires pour le financement du passif nucléaire BP1/BP2 de 2026 à 2029. Pour les années 2030 et 2031, dans la mesure où cette décision d'accorder des moyens supplémentaires se limite aux années 2026 à 2029, le montant de base de 95 millions d'euros a dès lors été pris en compte pour le financement du passif nucléaire BP1/BP2.

Au niveau des charges d'intérêts

En ce qui concerne les charges d'intérêts à la charge du Trésor, les estimations se fondent sur l'estimation de la note de synthèse datée du 03 mars 2026. Comme à l'accoutumée, celles-ci ont été complétées par les chiffres actualisés des charges d'intérêts des institutions à consolider et par les montants reclassés des dépenses primaires vers les dépenses d'intérêts.

Pour ces derniers, une correction SEC d'un montant de -159 millions d'euros a été appliquée pour 2026 afin de neutraliser l'impact exceptionnel en 2026 de la modification de la méthodologie d'imputation des intérêts auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Au niveau de la sécurité sociale

Au niveau de la sécurité sociale, les données utilisées dans ce rapport se basent sur des données transmises par le SPF Sécurité sociale, ces dernières se reposant sur des données issues des gestions globale des travailleurs salariés et indépendants, de l'INAMI-Soins de santé, du SFP pour les pensions publiques et des organismes hors gestion globale.

Pour 2025 à 2031, le **financement alternatif** a été calculé, conformément à la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale, sur base des données actualisées concernant la TVA et le précompte mobilier transmises par le SPF Finances. De 2026 à 2028, l'application des pourcentages aux recettes de TVA donne un résultat inférieur aux montants minimums, qui sont dès lors utilisés.

S'agissant des **dotations d'équilibre**, un décompte a été fait concernant l'année 2025. Il en ressort un trop-perçu de 548 millions d'euros pour l'ONSS-Gestion Globale et un trop peu perçu de 219 millions d'euros pour l'INASTI-Gestion Globale. Le trop-perçu a été ajouté au niveau des dépenses diverses de l'ONSS-Gestion Globale en 2026. Le trop peu perçu sera ajouté à la dotation d'équilibre de l'INASTI-Gestion Globale de 2026 lorsque celle-ci sera recalculée après le conclave budgétaire de mars 2026. Pour l'année 2026, les dotations d'équilibre ont été maintenues au niveau du budget initial 2026. Dans le cadre de ce rapport, pour les années 2027 à 2031, le montant de la dotation d'équilibre de l'année N+1 est fixé à titre provisoire au montant de l'année N indexé avec l'indice santé de l'année N+1. Notons que, dans les données communiquées par le SPF Sécurité Sociale, le montant de la dotation d'équilibre de l'année N+1 est fixé, à titre provisoire, en utilisant le montant nécessaire à l'équilibre budgétaire.

La **norme de croissance** pour la détermination de l'objectif budgétaire de l'INAMI-Soins de santé est de 2 % en 2026 et en 2027, 2,6 % en 2028 et de 3 % de 2029 à 2031, ajustée du coût supplémentaire des indexations et des corrections liées aux recettes de conventions en rapport avec l'indemnité temporaire pour médicaments innovants. De plus, à partir de 2026, l'objectif budgétaire intègre la partie étatique du BMF concernant les patients affiliés à l'une des sept mutualités belges, qui était précédemment reprise en transferts externes.

Les données relatives aux **pensions** ont été adaptées de manière à prendre en compte la 3^{ème} lecture de la réforme des pensions conformément à la décision du Conseil des ministre du 6 mars 2026.

Au niveau de l'objectif de sous-utilisation

Les estimations tiennent compte de l'objectif de sous-utilisation tel que défini dans les notifications du 14 février 2025. Pour 2031, les montants de 2030 ont été repris.

Tableau 1 : Détails sous-utilisation

En millions EUR	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Dépenses primaires	1.255	1.255	1.275	1.352	1.352	1.352
OIP	148	148	151	160	160	160
IPSS	221	221	225	239	239	239
Total	1.625	1.625	1.650	1.750	1.750	1.750

Au niveau des enveloppes bien-être

Conformément aux notifications du conclave budgétaire du 14 février 2025, les enveloppes bien-être ne sont plus reprises dans les estimations pour 2025 à 2029. Conformément à l'approche retenue par le Bureau fédéral du Plan dans ses Perspectives économiques 2027-2031 et le rapport de juillet 2025 du Comité d'étude sur le vieillissement, les enveloppes bien-être ont été intégrées à partir de 2030. Ces montants ont été calculés en application de la loi du 23 décembre 2005 relative au Pacte de solidarité entre les générations. Le tableau ci-dessous présente les montants intégrés.

Tableau 2 : Détail des montants relatifs aux enveloppes bien-être

<i>En millions EUR</i>	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Salariés	0	0	0	0	494	1.008
Indépendants	0	0	0	0	77	156
Aide sociale	0	0	0	0	86	175
Total	0	0	0	0	656	1.339

Il faut toutefois noter qu'une incertitude existe quant aux modalités pratiques d'application des enveloppes bien-être après la suspension par le gouvernement jusqu'en 2029.

Au niveau des mesures non réparties

Étant donné que les modalités d'une série de mesures prévues par le gouvernement ne sont pas encore connues, l'impact prévu de ces mesures a été inclus sur une ligne non répartie au niveau de l'entité I.

Tableau 3 : Mesures non réparties au niveau de l'entité I

(in miljoen EUR)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	(en millions EUR)
Totaal	846	1.567	2.161	2.809	2.809	2.809	Total

Dans le budget initial, l'impact net de l'indexation en centimes a été intégré en tant que mesure non répartie, sur la base des estimations établies par le Bureau fédéral du Plan. Dans le cadre de cet exercice, les effets ont été directement intégrés dans les différentes rubriques, tant du côté des recettes que des dépenses. Il convient d'en tenir compte lors de la comparaison entre les chiffres utilisés ici et ceux figurant dans l'Exposé général du budget initial 2026. Pour certaines rubriques, par exemple les recettes fiscales, il est en outre difficile d'isoler l'effet de l'indice en centimes, étant donné que celui-ci est intégré dans l'estimation de l'évolution des agrégats macroéconomiques utilisés pour l'estimation de ces recettes.

Au niveau de l'impact des mesures relatives aux économies en matière de personnel

Dans le cadre de l'élaboration des budgets initiaux pour 2025 et 2026, le gouvernement a adopté une série de mesures d'économies en matière de personnel (réduction linéaire, contribution pour le personnel statutaire, taux de remplacement sélectif, etc.). D'après le Comité de monitoring, ces mesures auront un impact négatif (par exemple en raison d'un manque de personnel de contrôle) sur le rendement d'autres mesures décidées par le gouvernement dans les domaines fiscal et social, et plus généralement sur les recettes et les dépenses du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale. Dans le cadre de cet exercice, le SPF Finances a transmis une note estimant l'impact de ces économies sur les recettes fiscales.

Tableau 4 : Impact des décisions gouvernementales en matière de réduction des effectifs sur les recettes fiscales

Minderontvangsten ingevolge personeelsbesparingen (in miljoen euro)						
	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Verlies aan controlerend personeel	102,130	181,350	252,700	327,490	402,280	477,070
Verlies aan kritieke functies	7,527	147,084	299,280	35,386	0	0
Boetes ingevolge verminderde eerstelijnscontrole	70	70	70	70	70	70
TOTAAL verlies	179,657	398,434	621,980	432,876	472,280	547,070

Source : SPF Finances

Les chiffres utilisés dans le présent rapport tiennent compte pour 2026 de l'impact calculé par le SPF Finances de ces économies en matière de personnel car, selon le SPF Finances, l'impact pour l'année 2026 est inévitable à situation inchangée. Pour les années 2027 à 2031, les montants ayant été calculés à politique inchangée, l'impact estimé par le SPF Finances n'est pas définitif. Cet impact n'a dès lors pas encore été pris en compte dans les chiffres. Si l'application stricte de la politique d'économies décrite ci-dessus est maintenue, les impacts négatifs dans les prochaines années sur les recettes et dépenses seront mentionnés dans un prochain rapport par les institutions concernées.

1 Résultats estimés à législation constante

1.1 Solde nominal de l'entité I

Les tableaux suivants présentent la répartition et la composition des soldes nominal et primaire de l'Entité I pour la période 2025-2031, en tenant compte des hypothèses décrites ci-dessus.

Tableau 5 : Solde de financement de l'entité I (2025-2031)

	2025	2026	2026	2027	2028	2029	2030	2031	31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Vershil	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
(in miljoen EUR)	Mon. 03/26	Initial	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	(en millions EUR)
Federale overheid	-23.519	-26.740	-26.057	-31.181	-32.790	-38.242	-40.045	-42.449	-16.392	Pouvoir fédéral
Sociale zekerheid	-433	678	67	330	-297	-396	-1.017	-1.826	-1.893	Sécurité sociale
Onverdeelde maatregelen	0	1.425	846	1.567	2.161	2.809	2.809	2.809	1.963	Mesures non réparties
Entiteit I	-23.952	-24.637	-25.144	-29.285	-30.926	-35.829	-38.253	-41.466	-16.322	Entité I
<i>bbp</i>	<i>643.134</i>	<i>662.067</i>	<i>664.778</i>	<i>683.938</i>	<i>705.609</i>	<i>727.910</i>	<i>751.169</i>	<i>773.914</i>		<i>PIB</i>
	2025	2026	2026	2027	2028	2029	2030	2031	31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Vershil	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
(in % bbp)	Mon. 03/26	Initial	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	(en % PIB)
Federale overheid	-3,7	-4,0	-3,9	-4,6	-4,6	-5,3	-5,3	-5,5	-1,6	Pouvoir fédéral
Sociale zekerheid	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	Sécurité sociale
Onverdeelde maatregelen	0,0	0,2	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,2	Mesures non réparties
Entiteit I	-3,7	-3,7	-3,8	-4,3	-4,4	-4,9	-5,1	-5,4	-1,6	Entité I

Tableau 6 : Composition des soldes nominal et primaire de l'entité I – flux globaux (2025-2031) (en % PIB)

	In % bbp								
	-								
	En % PIB								
	2025 Mon. 03/26	2026 Initieel	2026 Mon. 03/26	2027 Mon. 03/26	2028 Mon. 03/26	2029 Mon. 03/26	2030 Mon. 03/26	2031 Mon. 03/26	
	- Mon. 03/26	- Initial	- Mon. 03/26	- Mon. 03/26	- Mon. 03/26	- Mon. 03/26	- Mon. 03/26	- Mon. 03/26	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	
Inkomsten	30,2	30,5	30,3	29,9	29,9	29,5	29,3	29,3	Recettes
Nettofiscale inkomsten	15,4	15,7	15,6	15,5	15,3	15,0	14,8	14,8	Recettes fiscales nettes
Brutofiscale inkomsten	25,3	25,4	25,3	25,3	25,0	24,7	24,4	24,4	Recettes fiscales brutes
Directe belastingen	15,3	15,2	15,2	15,1	15,0	14,7	14,5	14,5	Impôts directs
Indirecte & kapitaal	10,0	10,1	10,0	10,1	10,0	10,0	9,9	9,8	Impôts indirects et capital
Eigen fiscale ontvangsten ION	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	Recettes fiscales propres OIP
Fiscale afdrachten naar EU & andere entiteiten	-9,9	-9,7	-9,7	-9,8	-9,7	-9,7	-9,6	-9,6	Transferts fiscaux à l'UE et à d'autres entités
Sociale bijdragen/parafiscale ontvangsten	12,9	12,9	12,9	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	Cotisations sociales/recettes parafiscales
Niet-fiscale ontvangsten	1,9	1,9	1,9	1,6	1,8	1,7	1,7	1,7	Recettes non fiscales
Primaire uitgaven	-32,2	-32,6	-32,3	-32,4	-32,4	-32,4	-32,2	-32,1	Dépenses primaires
Finale uitgaven	-28,2	-28,5	-28,2	-28,1	-28,1	-28,1	-28,2	-28,2	Dépenses finales
Totaal prestaties Sociale Zekerheid	-20,5	-20,5	-20,7	-20,8	-20,8	-20,8	-21,0	-21,1	Ensemble des prestations sociales
Andere uitgaven Sociale Zekerheid	-1,9	-1,8	-1,4	-1,4	-1,4	-1,4	-1,3	-1,3	Autres dépenses de la sécurité sociale
Primaire uitgaven begroting & ION	-5,8	-6,2	-6,1	-6,0	-6,0	-6,0	-5,9	-5,8	Budget des dépenses primaires et OIP
Nettobudgettaire transferten	-4,0	-4,1	-4,1	-4,2	-4,3	-4,2	-4,0	-4,0	Transferts budgétaires nets
Onverdeeld	0,0	0,2	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	Non réparti
Primair saldo	-2,0	-1,9	-1,9	-2,3	-2,2	-2,5	-2,5	-2,5	Solde primaire
Interestlasten	-1,7	-1,8	-1,9	-2,0	-2,2	-2,4	-2,6	-2,9	Charges d'intérêts
Vorderingensaldo	-3,7	-3,7	-3,8	-4,3	-4,4	-4,9	-5,1	-5,4	Solde de financement

Entre le budget initial 2026 et le présent rapport, certaines adaptations méthodologiques ont été réalisées au niveau du tableau de consolidation de l'entité I (tableau 4). Ces dernières concernent certains glissements des recettes non fiscales vers les impôts directs entre les colonnes (2) et (3) dans le but de se rapprocher le plus possible de l'approche SEC. Cela n'a aucun impact sur les soldes primaire et de financement mais affecte la comparaison pour les lignes concernées.

Selon les réalisations provisoires, le solde de financement de l'entité I en 2025 atteint -23.952 millions d'euros ou -3,7 % du PIB.

Le solde de financement de l'entité I en 2026 est estimé à -25.144 millions d'euros ou -3,8 % du PIB. Il s'agit d'une détérioration de 1.192 millions d'euros par rapport aux réalisations provisoires pour l'année 2025.

Par rapport au budget initial 2026, le solde de financement de l'entité I se détériore de 507 millions d'euros ou 0,1 point de pourcentage du PIB. Cette évolution s'explique comme suit :

- Pouvoir fédéral : +683 millions d'euros dont principalement :
 - Recettes non fiscales : +767 millions d'euros
Principalement en raison du remboursement du trop-perçu lié à la dotation d'équilibre 2025 des salariés ;
 - Dépenses primaires : -642 millions d'euros

L'augmentation des crédits (+197 millions d'euros) est compensée par l'augmentation des intérêts payés par la Caisse des dépôts et de consignation (+146 millions d'euros) qui sont déduits des dépenses primaires et intégrés dans les charges d'intérêts SEC et par l'actualisation des corrections de passage (-693 millions d'euros) ;

- Transferts fiscaux : +345 millions d'euros
L'augmentation des transferts aux Communautés et Régions (+753 millions d'euros) et à l'UE (+146 millions d'euros) est partiellement compensée par la diminution des corrections de passage (-547 millions d'euros) ;
- Sécurité sociale : -611 millions d'euros dont principalement :
 - Salariés : -493 millions d'euros (en raison notamment du remboursement du trop-perçu lié à la dotation d'équilibre 2025) ;
- Mesures non réparties : -579 millions d'euros en lien notamment avec :
 - La suppression de la mesure relative à l'introduction de frais de traitement pour l'e-commerce (-210 millions d'euros en 2026) ;
 - L'intégration dans la base de l'impact de la mesure relative à l'indexation en centimes (-272 millions d'euros en 2026).

Les détails relatifs à cette présentation synthétique de l'évolution du solde de financement de l'entité I en 2026 sont présentés dans la suite de ce rapport.

Entre 2026 et 2031, le solde de financement de l'entité I se détériore pour passer de -25.144 millions d'euros à -41.466 millions d'euros, soit de -3,8 % du PIB à -5,4 % du PIB. Cela représente une détérioration de 1,6 point de pourcentage du PIB. La diminution des dépenses (-0,2 point de pourcentage du PIB) et l'augmentation des recettes non réparties (+0,2 point de pourcentage du PIB) ne compensent pas la diminution des recettes (-1,0 point de pourcentage du PIB) et l'augmentation des charges d'intérêts (+1,0 point de pourcentage du PIB). La diminution au niveau des recettes s'explique principalement par la diminution des impôts directs (-0,7 point de pourcentage du PIB).

Le tableau suivant présente une comparaison, pour les années 2026 à 2029, des soldes de financement et primaire entre les données publiées dans le cadre de l'exposé général du budget 2026 et du rapport du Comité de monitoring de mars 2026.

Tableau 7 : Comparaison des données entre le budget initial 2026 et le rapport du Comité de monitoring de mars 2026 (2026-2029)

	2026			2027			2028			2029			
	IB 2026 EG 2026	MC 03/26 CM 03/26	Verschil Différence	IB 2026 EG 2026	MC 03/26 CM 03/26	Verschil Différence	IB 2026 EG 2026	MC 03/26 CM 03/26	Verschil Différence	IB 2026 EG 2026	MC 03/26 CM 03/26	Verschil Différence	
	In miljard EUR - En milliards EUR												
Vorderingensaldo	-24,6	-25,1	-0,5	-26,9	-29,3	-2,4	-28,8	-30,9	-2,2	-31,2	-35,8	-4,6	Solde de financement
Interestlasten	12,2	12,3	0,1	13,9	13,8	-0,2	15,7	15,5	-0,3	17,8	17,5	-0,4	Charges d'intérêts
Primair saldo	-12,5	-12,8	-0,4	-13,0	-15,5	-2,5	-13,0	-15,5	-2,4	-13,4	-18,4	-5,0	Solde primaire
	In % bbp - En % PIB												
Vorderingensaldo	-3,7	-3,8	-0,1	-3,9	-4,3	-0,3	-4,1	-4,4	-0,3	-4,3	-4,9	-0,6	Solde de financement
Interestlasten	1,8	1,9	0,0	2,0	2,0	0,0	2,2	2,2	0,0	2,5	2,4	-0,1	Charges d'intérêts
Primair saldo	-1,9	-1,9	0,0	-1,9	-2,3	-0,4	-1,9	-2,2	-0,3	-1,8	-2,5	-0,7	Solde primaire

Si l'on compare les prévisions pluriannuelles pour l'année 2029 issues du budget initial de 2026 avec les prévisions actuelles pour la même année, le solde de financement se détériore de 0,6 point de pourcentage du PIB.

Cette détérioration s'explique en grande partie par la baisse des recettes fiscales. D'une part, la base de départ plus faible pour 2025 influence les prévisions pour les années suivantes ; d'autre part, l'impact d'un certain nombre de mesures a été revu à la baisse, voire ramené à zéro. Ainsi, l'impact prévu de l'ajustement du taux de TVA sur les plats à emporter, les boissons non alcoolisées et les établissements de sport et de loisirs a notamment été ramené à zéro, tandis que les estimations concernant l'impact de l'augmentation des accises sur le gaz naturel à usage non professionnel, de la taxe sur les billets d'avion et des recettes provenant des avoirs russes ont été revues à la baisse. Par ailleurs, les recettes initialement prévues provenant de l'introduction d'une taxe de manutention pour le commerce électronique n'ont plus été prises en compte, dans l'attente d'une décision européenne. En outre, dans le budget initial, l'impact net de l'indexation en centimes a été pris en compte comme une mesure non répartie. Dans le cadre de cet exercice, les effets ont été directement intégrés dans les différentes rubriques, tant du côté des recettes que des dépenses. Cela a un impact négatif sur les recettes fiscales.

On observe également une légère baisse des cotisations sociales exprimées en pourcentage du PIB, tandis que les versements et les transferts budgétaires à l'UE et à l'entité II, entre autres, sont légèrement plus élevés.

Au sein des dépenses primaires, on observe également une hausse, qui résulte principalement de la révision de la correction SEC de la Défense pour les munitions et les investissements.

En revanche, les dépenses de sécurité sociale et les charges d'intérêts exprimées en pourcentage du PIB sont plus basses.

Tableau 8 : Détail des montants repris au niveau des mesures non réparties (2026-2031)

(in miljoen EUR)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	(en millions EUR)
Beslissingen 2025	783	1.212	1.433	1.940	1.940	1.940	Décisions 2025
Sociale fraudebestrijding (fiscale hervorming)	100	125	150	200	200	200	Lutte contre la fraude sociale (réforme fiscale)
Rechtszekerheid	50	75	100	100	100	100	Sécurité juridique
Reorganisatie federale overheid	50	75	100	150	150	150	Réorganisation des autorités fédérales
Centralisatie ondersteunende (staf)diensten	50	75	100	150	150	150	Centralisation des services d'appui (et d'encadrement)
Usurperende bevoegdheden	0	17	28	40	40	40	Compétences usurpées
Afbouw federale subsidies	49	74	99	199	199	199	Réduction des subventions fédérales
Sociale fraudebestrijding (diverse)	200	250	300	400	400	400	Lutte contre la fraude sociale (divers)
Centraal register sociale voordelen	10	20	30	40	40	40	Registre central et plafonnement des avantages sociaux
Convergentie tussen de stelsels	3	125	125	125	125	125	Convergence entre les régimes
Rationaliseren prestigeprojecten	0	30	30	30	30	30	Rationalisation des projets prestigieux
Niet-geventileerde fiscale maatregelen	271	346	371	506	506	506	Mesures fiscales non ventilées
<i>Wet Lagere kosten</i>	-19	-19	-29	-44	-44	-44	<i>Loi sur la réduction des coûts</i>
<i>Fiscale fraude (fiscale hervorming)</i>	100	125	150	200	200	200	<i>Fraude fiscale (réforme fiscale)</i>
<i>Fiscale fraude (bijdrage sterkste schoulers en diverse)</i>	200	250	300	400	400	400	<i>Fraude fiscale (contribution des épaules les plus larges et divers)</i>
<i>Cooreman De Clercq bis en hervorming beurstaks</i>	-10	-10	-50	-50	-50	-50	<i>Cooreman De Clercq bis et réforme taxe boursière</i>
Initiële begroting 2026	63	355	728	868	868	868	Budget initial 2026
Selectieve vervangingsratio publieke werkgever	100	125	150	175	175	175	Ratio de remplacement sélectif employeur public
Strijd tegen sociale en fiscale fraude en Compliance programma FOD Financiën	7,5	155	454	489	489	489	Lutte contre la fraude sociale et fiscale et Programme de compliance du SPF Finances
Creatie FIOD en nationaal financieel parket	4	38	116	196	196	196	Création FIOD et du parquet financière national
Enveloppe (KMO-plan)	-6	-10	-15	-15	-15	-15	Enveloppe plan PME
Sociaal klimaatfonds (SKF)	7	38	37	36	36	36	Fonds Social Climat (FSC)
Federaal sociaal klimaatplan	-9	-51	-49	-48	-48	-48	Plan social climat fédéral
Familiekrediet	-40	-40	-65	-65	-65	-65	Crédit familial
Vermijden misbruik sociale voordelen	0	50	50	50	50	50	Prévention des abus en matière d'avantages sociaux
Operationeel register sociale voordelen	0	50	50	50	50	50	Registre opérationnel des avantages sociaux
Totaal	846	1.567	2.161	2.809	2.809	2.809	Total

1.2 Soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics

Les tableaux suivants présentent les estimations du solde de financement et du solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics pour la période 2025-2031.

Tableau 9 : Solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics (2025-2026)

	2025	2026	2026			
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Verschil	Verschil	
	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Initial	Mon. 03/26	Différence	Différence	
(in miljoen EUR)	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(en millions EUR)
Entiteit I						Entité I
Vorderingensaldo	-23.952	-24.637	-25.144	-1.192	-507	Solde de financement
Structureel primair saldo	-12.008	-11.601	-11.902	106	-301	Solde primaire structurel
Entiteit II						Entité II
Vorderingensaldo	-9.764	-8.016	-8.143	1.621	-127	Solde de financement
Structureel primair saldo	-5.771	-3.852	-3.031	2.741	822	Solde primaire structurel
Gezamenlijke overheid						Ensemble des pouvoirs publics
Vorderingensaldo	-33.716	-32.653	-33.287	429	-634	Solde de financement
Structureel primair saldo	-17.800	-15.474	-14.953	2.846	521	Solde primaire structurel

	2025	2026	2026			
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Verschil	Verschil	
	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Initial	Mon. 03/26	Différence	Différence	
(in % bbp)	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(en % PIB)
Entiteit I						Entité I
Vorderingensaldo	-3,7	-3,7	-3,8	-0,1	-0,1	Solde de financement
Structureel primair saldo	-1,9	-1,8	-1,8	0,1	0,0	Solde primaire structurel
Entiteit II						Entité II
Vorderingensaldo	-1,5	-1,2	-1,2	0,3	0,0	Solde de financement
Structureel primair saldo	-0,9	-0,6	-0,5	0,4	0,1	Solde primaire structurel
Gezamenlijke overheid						Ensemble des pouvoirs publics
Vorderingensaldo	-5,2	-4,9	-5,0	0,2	-0,1	Solde de financement
Structureel primair saldo	-2,8	-2,3	-2,2	0,5	0,1	Solde primaire structurel

Tableau 10 : Solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics (2026-2031)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
(in miljoen EUR)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	(en millions EUR)
Entiteit I								Entité I
Vorderingensaldo	-25.144	-29.285	-30.926	-35.829	-38.253	-41.466	-16.322	Solde de financement
Structureel primair saldo	-11.902	-13.250	-13.344	-16.093	-17.446	-19.024	-7.121	Solde primaire structurel
Entiteit II								Entité II
Vorderingensaldo	-8.143	-5.935	-4.711	-4.792	-5.621	-4.762	3.381	Solde de financement
Structureel primair saldo	-3.031	-603	1.121	770	359	1.932	4.962	Solde primaire structurel
Gezamenlijke overheid								Ensemble des pouvoirs publics
Vorderingensaldo	-33.287	-35.219	-35.637	-40.621	-43.874	-46.228	-12.941	Solde de financement
Structureel primair saldo	-14.953	-13.874	-12.244	-15.344	-17.108	-17.113	-2.159	Solde primaire structurel

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
(in % bbp)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	(en % PIB)
Entiteit I								Entité I
Vorderingensaldo	-3,8	-4,3	-4,4	-4,9	-5,1	-5,4	-1,6	Solde de financement
Structureel primair saldo	-1,8	-1,9	-1,9	-2,2	-2,3	-2,5	-0,7	Solde primaire structurel
Entiteit II								Entité II
Vorderingensaldo	-1,2	-0,9	-0,7	-0,7	-0,7	-0,6	0,6	Solde de financement
Structureel primair saldo	-0,5	-0,1	0,2	0,1	0,0	0,2	0,7	Solde primaire structurel
Gezamenlijke overheid								Ensemble des pouvoirs publics
Vorderingensaldo	-5,0	-5,1	-5,1	-5,6	-5,8	-6,0	-1,0	Solde de financement
Structureel primair saldo	-2,2	-2,0	-1,7	-2,1	-2,3	-2,2	0,0	Solde primaire structurel

Les données relatives à l'entité II proviennent du Budget économique 2026 et des Perspectives économiques 2027-2031 du Bureau fédéral du Plan de février 2026 et ont été adaptées concernant les Communautés et Régions en tenant compte de la différence d'estimation de l'IPP régional en SEC entre le BFP et le SPF Finances.

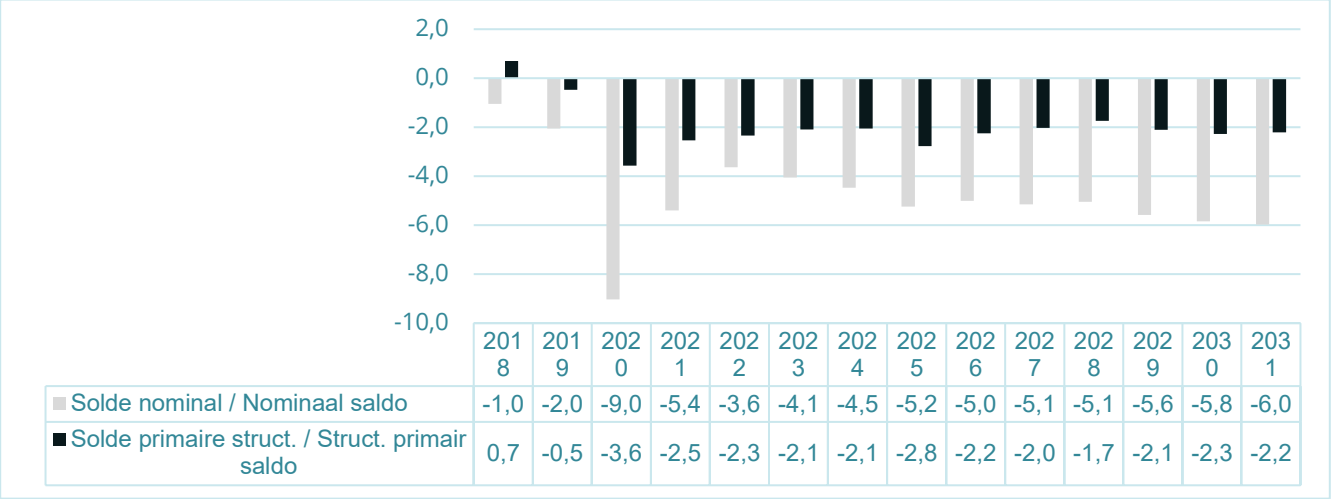
En 2025, le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics est estimé à -33.716 millions d'euros -5,2 % du PIB. Le solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics est quant à lui estimé à -17.800 millions d'euros ou -2,8 % du PIB.

En 2026, le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics est estimé à -33.287 millions d'euros ou -5,0 % du PIB. Cela représente une amélioration de 0,2 point de pourcentage du PIB par rapport à 2025. Par rapport au budget initial 2026, le solde se détériore de 0,1 point de pourcentage du PIB. Le solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics atteint quant à lui -14.953 millions d'euros ou -2,2 % du PIB. Cela représente une amélioration de 0,5 point de pourcentage du PIB par rapport à 2025 et de 0,1 point de pourcentage du PIB par rapport au budget initial 2026.

Sur la période 2026-2031, le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics se détériore de 12.941 millions d'euros et passe de -33.287 millions d'euros à -46.228 millions d'euros. Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit de l'ensemble des pouvoirs publics passe de 5,0 % du PIB à 6,0 % du PIB. Le solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics reste quant à lui à -2,2 % du PIB.

Le graphique suivant présente l'évolution des soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics entre 2018 et 2031.

Graphique 1 : Évolution des soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics



1.3 Taux d'endettement

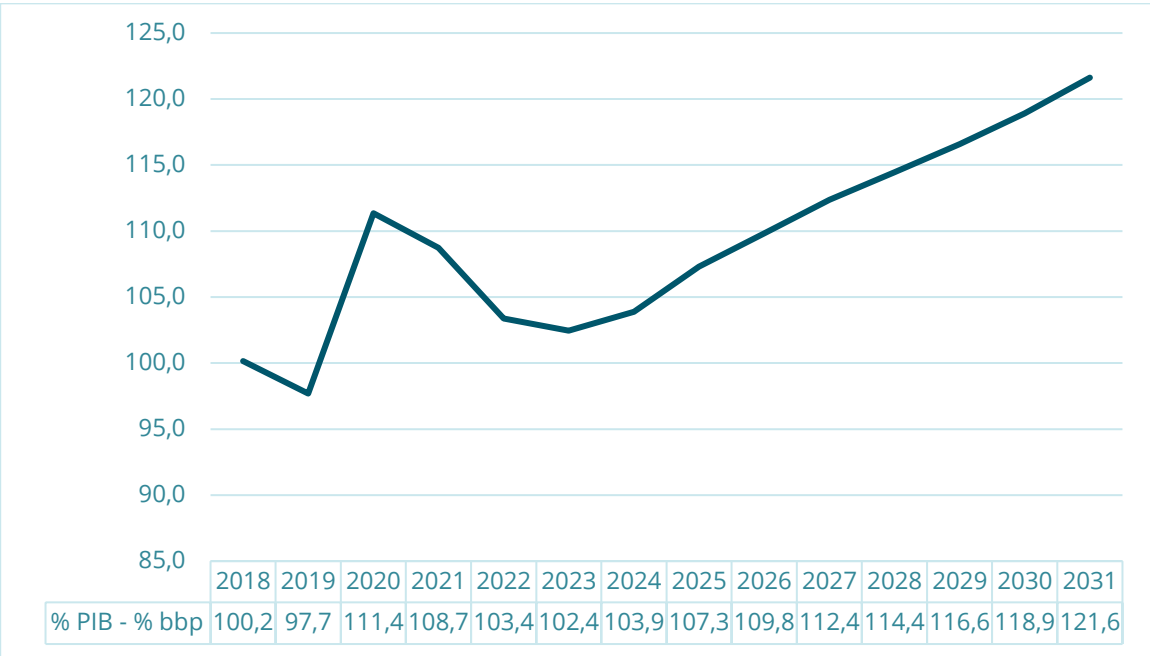
1.3.1 Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

Les tableau et graphique suivants présentent l'évolution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics pour la période 2018-2031.

Tableau 11 : Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
	INR	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	
(in % bbp)	-	-	-	-	-	-	-	-	
	ICN	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	(en % PIB)
Schuldgraad	103,9	107,3	109,8	112,4	114,4	116,6	118,9	121,6	Taux d'endettement
Verandering schuldgraad	1,4	3,4	2,5	2,6	2,1	2,1	2,3	2,7	Variation du taux d'endettement
Endogene factoren	1,4	1,5	1,5	2,1	1,6	2,1	2,2	2,5	Facteurs endogènes
Exogene factoren	0,0	1,9	1,0	0,5	0,5	0,1	0,1	0,2	Facteurs exogènes

Graphique 2 : Évolution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics



Le taux d'endettement en 2024 atteint 103,9 % du PIB. Ensuite, le taux d'endettement se détériore pour atteindre 107,3 % du PIB en 2025 et 109,8 % du PIB en 2026. Après 2026, le taux d'endettement augmente chaque année pour atteindre 121,6 % du PIB en 2031.

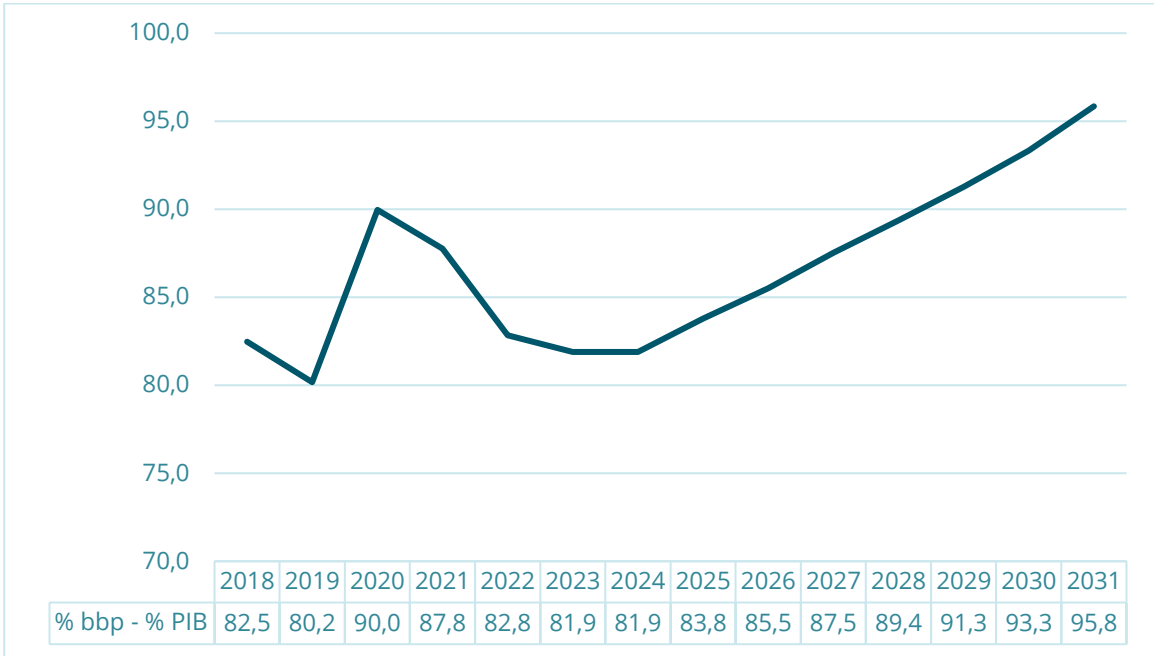
1.3.2 Taux d'endettement de l'entité I

Les tableau et graphique suivants présentent l'évolution du taux d'endettement de l'Entité I pour la période 2018-2031.

Tableau 12 : Taux d'endettement de l'entité I

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
	INR	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	
(in % bbp)	-	-	-	-	-	-	-	-	
	ICN	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	(en % PIB)
Schuldgraad	81,9	83,8	85,5	87,5	89,4	91,3	93,3	95,8	Taux d'endettement
Verandering schuldgraad	0,0	1,9	1,7	2,0	1,8	1,9	2,0	2,5	Variation du taux d'endettement
Endogene factoren	0,3	0,8	1,1	1,9	1,7	2,2	2,3	2,6	Facteurs endogènes
Exogene factoren	-0,3	1,1	0,7	0,1	0,1	-0,3	-0,2	-0,1	Facteurs exogènes

Graphique 3 : Évolution du taux d'endettement de l'entité I



1.4 Uitgavenaggregaat

Na de herziening van het Europees begrotingskader werd het traject van de netto-uitgaven de unieke indicator voor het begrotingsbeleid. Hieronder wordt **voor entiteit I** de groei van het uitgavenaggregaat zoals dit voortvloeit uit de gehanteerde ramingen vergeleken met de doelstelling.

De gehanteerde doelstelling werd overgenomen uit het verslag van de Afdeling Financieringsbehoefte van de Hoge Raad van Financiën van 18 april 2025 en is dus ook consistent met de beslissing van de Ecofinraad van 20 juni 2025 voor de periode 2025-2029. In 2029 moet België immers een nieuw plan voor de middellange termijn indienen, waaruit een gewijzigd uitgaventraject kan voortvloeien.

Bij de beoordeling van de groei van de netto-uitgaven wordt ook rekening gehouden met de door Europa toegestane flexibiliteit voor defensie-uitgaven voor de periode 2025-2028.

Gezien het feit dat een aantal maatregelen worden opgenomen als onverdeeld en het voor sommige onduidelijk is hoe groot de impact zal zijn op de uitgaven (bv. strijd tegen sociale fraude) moet noodgedwongen gewerkt worden met een hypothese inzake de verdeling over ontvangsten en uitgaven.

Voor de toepassing van de flexibiliteit werd vertrokken van de cijfers inzake defensie-uitgaven zoals vastgelegd bij de bilaterale vergaderingen. Deze cijfers werden zo opgemaakt dat rekening houdend met de geplande vereffeningen op de begroting van defensie en de geraamde externe defensie-inspanning voor de periode 2025-2031 voldaan wordt aan de NAVO-doelstelling van 2 % van het bbp. Voor de flexibiliteit moet er evenwel gewerkt worden met de zogenaamde cofog-classificatie die gebaseerd is op ESR-uitgaven.

Tabel 13 : Overzicht defensie-inspanning

Defensie-inspanning	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Budget Defensie (Sectie 16 Crt)	10.486	10.958	11.181	11.347	11.562	12.046	12.476
Externe Defensie-inspanning	2.251	2.338	2.498	2.765	2.996	2.978	2.978
Defensie-inspanning nominaal (NAVO definitie)	12.737	13.296	13.679	14.112	14.558	15.024	15.454
Defensie-inspanning in % BBP (NAVO definitie)	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Budget Defensie (Sectie 16 Crt)	10.486	10.958	11.181	11.347	11.562	12.046	12.476
Externe	1.752	1.783	1.850	1.859	1.806	1.826	1.844
ESR-correctie	-3.280	-2.114	-438	124	1.851	1.780	815
Defensie-inspanning benadering (COFOG definitie)	8.958	10.627	12.593	13.330	15.220	15.652	15.135
Defensie-inspanning in % BBP (COFOG definitie)	1,4%	1,6%	1,8%	1,9%	2,1%	2,1%	2,0%

Onderstaande tabel geeft een overzicht van de toetsing van de naleving van het uitgavenaggregaat op het niveau van entiteit I rekening houdend met de flexibiliteitsclausule.

Tabel 14 : Toetsing uitgavenaggregaat entiteit I

In miljard EUR			2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	En milliards EUR (sauf indication contraire)
Norm Entiteit I	%	(1)	3,81 %	2,96 %	2,54 %	2,32 %	2,27 %	2,50 %	2,62 %	Norme de l'Entité I
Netto-uitgaven	mia €	(2)	190,3	196,8	203,2	209,4	216,0	221,4	228,0	Dépenses nettes
DRM (discretionaire ontvangstenmaatregelen) (excl. one-off)	mia €	(3)	0,1	2,0	0,7	0,5	-0,9	-0,9	0,0	DRM (excl. one-off)
Netto-uitgaven (na DRM)	mia €	(4)=(3)-(-2)	190,2	194,8	202,5	208,9	216,9	222,3	228,0	Dépenses nettes (après DRM)
Groei netto-uitgaven	%	(5)=(4)/(2) _{t-1}	4,7 %	2,4 %	2,9 %	2,8 %	3,6 %	2,9 %	3,0 %	Croissance
Jaarlijkse afwijking	mia €	(6)=[(5)-(1)]*(2) _{t-1}	1,6	-1,2	0,7	1,0	2,7	0,8	0,8	Écart annuel
Gecumuleerde afwijking	mia €	(7)=(7) _{t-1} +(6)	1,6	0,4	1,2	2,2	4,9	5,7	6,5	Écart cumulé
Controlerekening										Compte de contrôle:
Jaarlijkse balans (% bbp) (+=hoger dan norm)	%bbp	(8)=(6) in %bbp	0,2 %	-0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,4 %	0,1 %	0,1 %	Bilan annuel (% PIB) (+=plus que la norme)
Gecumuleerde balans (% bbp)	%bbp	(9)=(7) in %bbp	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %	Bilan cumulé (% bbp)
Flexibiliteit inzake defensie	%bbp	(10)	0,53 %	0,73 %	0,98 %	1,03 %				Défense 2025-2021
Gecumuleerde balans na flexibiliteit	%bbp	(11)=(9)-(10)	-0,28 %	-0,67 %	-0,81 %	-0,72 %	0,67 %	0,76 %	0,84 %	Bilan corrigé après flexibilité

De op lijn 2 opgenomen netto-uitgaven werden bepaald op basis van de door de HRF gehanteerde definitie in de adviezen van juli 2024 en april 2025.

Uit de tabel valt af te leiden dat de netto-uitgaven op 2026 na, sneller groeien dan de doelstelling. Voor de periode tot 2028 wordt de impact hiervan op de controle-rekening meer dan gecompenseerd door de toegestane flexibiliteit. Het is op dit moment nog onduidelijk hoe in de praktijk de overstap van een periode met flexibiliteit naar een periode zonder flexibiliteit gaat gebeuren. In principe zal er ook na 2028 nog een vorm van flexibiliteit kunnen toegepast worden voor uitgaven die voortvloeien uit de gedurende de periode van flexibiliteit gesloten contracten (vastleggingen). In tabel 13 werd er nog geen rekening gehouden met deze bijkomende correctie.

De groei van de netto-uitgaven in 2025 werd vooral beïnvloed door de bijkomende defensie-uitgaven. De groei in 2026 wordt onder meer gedrukt door de impact van de geplande maatregelen inzake sociale prestaties (beperking werkloosheid in de tijd en pensioenhervorming). In de door Europa gehanteerde definitie van netto-uitgaven wordt er ook rekening gehouden met de discretionaire impact van ontvangstenmaatregelen. Voor 2029 en 2030 (en in mindere mate 2031) verhoogt deze discretionaire impact de groei van het uitgavenaggregaat.

Merk op dat de evolutie van de netto-uitgaven en de ermee verbonden controlerekening voor de periode tot en met 2029 een stuk minder gunstig is dan deze die is opgenomen in de Algemene Toelichting bij de initiële begroting 2026. Dit weerspiegelt enerzijds het wegvallen of het naar beneden toe herraamen van de impact van een aantal fiscale maatregelen en, anderzijds, de evolutie van de in aanmerking te nemen uitgaven (onder meer door de herziening van de impact van de centenindex op de uitgaven en aanzienlijke aanpassingen aan de ESR-correctie voor defensie-uitgaven).

2 Environnement économique

Le 12 février 2026, le Bureau fédéral du Plan a publié le « Budget économique 2026 » qui estime les paramètres macroéconomiques de 2026. De plus, le Bureau fédéral du Plan a fourni une estimation des paramètres macroéconomiques sur la période 2027-2031. Ces données servent de base aux prévisions budgétaires du présent rapport.

Cette projection macroéconomique ne tient compte que des mesures dont les modalités étaient connues avec suffisamment de précision le 6 février 2026. Par conséquent, la situation géopolitique en Iran et dans les pays voisins ainsi que ses conséquences sur la situation économique internationale ne sont pas prises en comptes dans les paramètres macroéconomiques du présent rapport.

2.1 Environnement international

Croissance économique

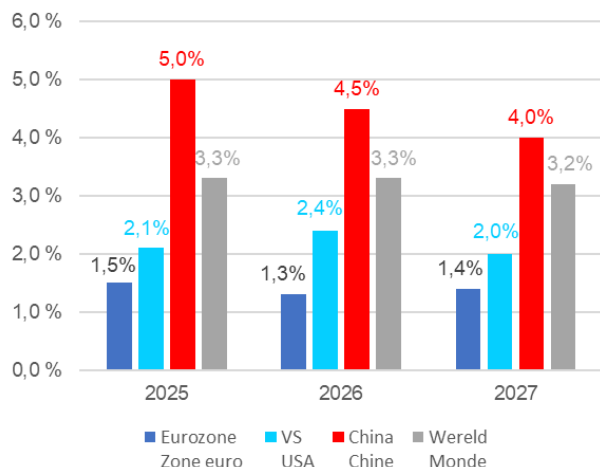
Selon les projections de janvier du FMI, la croissance économique mondiale oscille autour de 3,3 % pour la période 2023-2027, ce qui est un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % sur la période 2000–2019). Cette apparente stabilité tient à la neutralisation de forces contraires. En effet, d'une part, on retrouve des forces défavorables résultant de la réorientation des politiques commerciales telles que la hausse des droits de douane américains et les tensions géopolitiques persistantes. D'autre part, on retrouve des forces favorables générées par les investissements liés aux nouvelles technologies, telle que l'intelligence artificielle (IA) (impactant plus l'Amérique du Nord et l'Asie), ainsi que par le soutien budgétaire et monétaire, les conditions financières globalement accommodantes et la souplesse du secteur privé.

L'économie américaine s'est montrée dynamique en 2025 (+2,1 % selon le FMI), soutenue par d'importants investissements dans l'intelligence artificielle et la consommation des particuliers à hauts revenus rendue possible par des effets de richesse. Pour 2026 et 2027, les projections du FMI indiquent une croissance de 2,4 % et 2,0 %. Cette croissance s'explique par les baisses d'impôts et l'assouplissement de la politique monétaire qui compensent l'impact résiduel des droits de douane plus élevés.

L'économie chinoise est en berne depuis quelques années sous l'effet de la crise du marché immobilier qui instaure un climat d'insécurité qui pèse sur les investissements et la consommation des ménages. Toutefois, les exportations chinoises sont en plein essor. Le FMI indique que la croissance économique de la Chine a atteint 5,0 % en 2025 et devrait ralentir à 4,5 % et 4,0 % en 2026 et 2027.

Après avoir connu une croissance modeste en 2023-2024, la zone euro a connu une meilleure croissance qu'attendu en 2025, enregistrant une croissance de 1,5 % contre 0,9 % estimé en septembre 2025. Cette performance a été rendue possible par la consommation des particuliers portée par un marché de travail robuste et l'augmentation des salaires réels. De plus, les investissements ont été au beau fixe principalement dans les domaines de la transition énergétique, la numérisation et la défense. Enfin, la consommation publique a également contribué de manière significative à la croissance économique. Pour 2026-2027, la croissance économique de la zone euro devrait se maintenir soutenue par la demande intérieure, plus particulièrement par les investissements liés à la défense et la consommation des particuliers. Les exportations, quant à elles, seraient freinées par la forte appréciation de l'euro et par la surabondance de produits chinois sur le marché mondial.

Graphique 4: Croissance du PIB de la zone euro, les États-Unis, la Chine et le monde en %



Notons que ces prévisions s'insèrent dans un climat international très incertain. De fait, les tensions géopolitiques pourraient provoquer une flambée des prix de l'énergie et les conflits commerciaux pourraient restreindre le commerce mondial. À l'inverse, une politique commerciale internationale plus stable ou moins fragmentée ainsi qu'une croissance de la productivité supérieure aux prévisions pourraient mener à une croissance de l'économie mondiale meilleure qu'anticipée.

Évolution des prix

L'inflation globale au niveau mondial devrait ralentir, selon le FMI, passant d'un taux estimé de 4,1 % en 2025 à 3,8 % en 2026, puis à 3,4 % en 2027.

Le prix du pétrole a diminué ces dernières années pour atteindre 69,1 USD/baril en 2024. Cette baisse devrait se poursuivre jusqu'à atteindre 63,5 USD/baril en 2027. Par la suite, le cours du pétrole devrait repartir à la hausse pour atteindre 79,3 USD/baril à l'horizon 2031.

Marchés financiers

La Federal Reserve Bank (Fed) a amorcé la baisse de ses taux directeurs depuis septembre 2024. Par conséquent, après avoir atteint un pic des taux d'intérêt à environ 5,25 % - 5,50 %, la Fed a des taux d'intérêt qui se situent désormais à 3,50 % - 3,75 %. La Banque centrale européenne (BCE), quant à elle, a commencé à baisser ses taux directeurs à partir de juin 2024 après avoir connu un pic de ses taux d'intérêt (de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt) à 4,50 %, 4,75 % et 4,0 % au 20 septembre 2023. La BCE a des taux d'intérêt qui atteignent depuis le 11 juin 2025 respectivement 2,15 %, 2,40 % et 2,00 %.

Le taux d'intérêt de la zone euro sur les obligations d'État à 10 ans a atteint 3,1 % en 2025. Pour 2026, le taux d'intérêt à long terme devrait remonter légèrement pour atteindre 3,3 %, puis devrait se stabiliser à 3,2 % à l'horizon 2031. Le taux d'intérêt à court terme (Euribor 3 mois), quant à lui, a atteint 2,2 % en 2025. Par la suite, le taux devrait se maintenir autour de 2,1 % en 2026-2031.

Le taux de change de l'euro en dollars a atteint 113,0 dollars/100 d'euros en 2025. La hausse des droits de douane et la remise en cause de l'indépendance de la Fed lancent une vague d'incertitude et d'instabilité

économique sur les États-Unis, ce qui cause une dépréciation du dollar. Ainsi, le taux de change atteindrait 118,4 dollars/100 d'euros en 2026. À moyen terme, le taux de change se stabiliserait à 120,1 dollars/100 d'euros.

2.2 Belgique

Croissance économique

Les principaux paramètres économiques de la Belgique pour la période 2024-2031 sont présentés dans le tableau suivant.

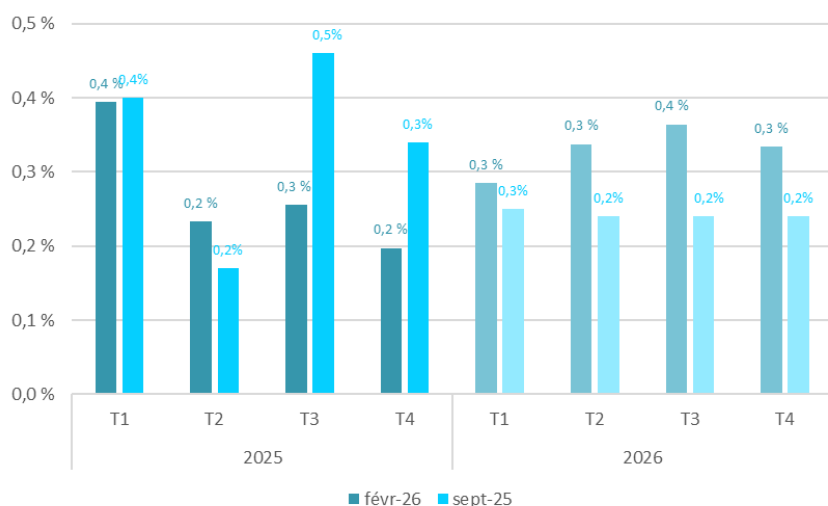
Tableau 15 : Prévisions macroéconomiques selon le Bureau fédéral du Plan

<i>Wijzigingspercentages in volume, tenzij anders vermeld</i>	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	<i>Pourcentages de variation du volume, sauf indication contraire</i>
Consumptieve bestedingen van de particulieren	2,0	1,8	1,2	1,3	1,1	1,3	1,4	1,2	Dépenses de consommation finale privée
Consumptieve bestedingen van de overheid	1,8	1,3	1,1	0,6	1,0	0,5	1,2	1,2	Dépenses de consommation finale des administrations publiques
Brutovorming van vast kapitaal	2,0	0,2	2,8	2,1	1,8	2,1	2,4	1,2	Formation brute de capital fixe
a. Bedrijfsinvesteringen	3,1	2,6	3,4	2,3	1,9	2,0	2,1	1,8	a. Investissement des entreprises
b. Overheidsinvesteringen	11,6	0,3	4,7	-0,5	0,9	3,3	5,4	-2,5	b. Investissement public
c. Investeren in woongebouwen	-6,9	-8,6	-0,7	2,8	2,5	1,9	1,8	1,7	c. Investissement résidentiel
Veranderingen in voorraden (bijdrage tot de bbp-groei)	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Variations des stocks (contribution à la croissance du PIB)
Totale binnenlandse vraag	1,4	1,2	1,6	1,3	1,2	1,3	1,6	1,2	Demande intérieure totale
Uitvoer van goederen en diensten	-1,7	-0,1	0,6	1,8	2,3	2,3	2,4	2,4	Exportations de biens et de services
Invoer van goederen en diensten	-1,3	0,2	1,2	2,0	2,3	2,3	2,6	2,4	Importations de biens et services
Netto-uitvoer (bijdrage tot bbp-groei)	-0,3	-0,3	-0,4	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	Exportations nettes (contribution à la croissance du PIB)
Bruto binnenlands product	1,1	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,4	1,2	Produit intérieur brut
Bbp-deflator	1,9	2,7	2,2	1,8	2,0	1,9	1,8	1,8	Déflateur du PIB
Nationaal indexcijfer der consumptieprijsen	3,1	2,5	1,9	1,6	2,2	1,8	1,7	1,7	Indice national des prix à la consommation
Gezondheidsindex	3,3	2,6	2,1	1,7	2,1	1,8	1,7	1,7	Indice santé
Reël beschikbaar inkomen van de particulieren	1,1	1,2	0,4	1,2	0,6	1,7	1,6	1,1	Revenu disponible réel des particuliers
Spaarquote van de particulieren (in % beschikbaar inkomen)	12,9	12,3	11,6	11,6	11,2	11,6	11,8	11,7	Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)
Evolutie werkgelegenheid (in duizendtallen)	12,9	19,6	27,9	46,1	50,2	48,2	53,4	50,4	Évolution de l'emploi (en milliers)
Werkgelegenheidsgraad (concept EU2020 (20-64 jaar, EAK-cijfers), jaargemiddelde)	72,3	72,8	72,9	73,3	73,8	74,3	74,8	75,2	Taux d'emploi (concept EU2020 (20-64 ans, chiffres EFT), moyenne annuelle)
Werkloosheidsgraad (definitie FPB, in %)	9,2	9,6	9,6	9,4	9,2	9,0	8,7	8,4	Taux de chômage (définition du BFP, en %)
Saldo lopende verrichtingen met buitenland (in % bbp)	-0,4	-2,4	-2,7	-2,9	-3,1	-3,2	-3,5	-3,6	Solde des transactions courantes avec le reste du monde (en % du PIB)
Wisselkoers van de euro in dollar (aantal dollars/100 euro)	108,2	113,0	118,4	120,1	120,1	120,1	120,1	120,1	Taux de change de l'euro en dollars (nombre de dollars/100 euros)

La Belgique a enregistré une croissance économique de 1,0 % en 2025 et devrait connaître une croissance économique de 1,1 % en 2026-2027. Cette croissance belge est portée par la consommation des particuliers et les investissements des entreprises. À moyen terme, la croissance économique belge devrait croître de 1,3% en moyenne.

D'un point de vue trimestriel, le PIB a enregistré une moindre croissance par rapport à celle prévue en septembre pour la seconde partie de 2025. Cependant, en 2026, la croissance économique serait plus dynamique qu'attendue en septembre 2025 et ce sur l'ensemble de l'année.

Graphique 5 : Croissance trimestrielle du PIB en %



Source : Bureau fédéral du Plan

Composantes des dépenses

La croissance de la consommation des particuliers a atteint 1,8 % en 2025, malgré une croissance du revenu disponible des particuliers plus faible (+1,2 %). Ce résultat s'explique par le fait que les ménages ont puisé dans leur épargne pour maintenir leur niveau de consommation. En 2026, la croissance de la consommation des particuliers devrait être plus modérée (+1,2 %) au vu de la faible croissance du revenu disponible (+0,4 %), expliquée par la limitation dans le temps des allocations de chômage. Sur la période 2027-2031, la croissance de la consommation des particuliers devrait ralentir pour atteindre en moyenne 1,3 %. Le revenu disponible devrait connaître une évolution plus variable à cause de l'implémentation d'une série de mesures telles que le plafonnement de l'indexation des salaires et des allocations plus élevés (impact négatif en 2027 et 2029), l'augmentation des impôts indirects ainsi que l'entrée en vigueur du système ETS2 (impact négatif en 2028) et l'importante diminution de l'impôt des personnes physiques (impact positif en 2029-2030). Le taux d'épargne, quant à lui, se stabiliserait juste autour de 11,6 % à l'horizon 2031 et retrouverait ainsi son niveau historique d'avant la crise sanitaire.

Les investissements résidentiels, en berne depuis 2022, ont continué de se contracter jusqu'en 2025 (-8,6 %). Cette évolution s'explique par la remontée des taux hypothécaires et le coût élevé des matériaux de construction. À partir de 2026, les investissements résidentiels devraient reprendre de manière modérée, mais l'acquis de croissance négatif de 2025 se traduirait par une baisse annuelle de 0,7 %. À moyen terme, la croissance des investissements résidentiels atteindrait en moyenne 2,1 %. Cette reprise serait rendue possible grâce à la stabilité des taux d'intérêt de long terme et l'augmentation du pouvoir d'achat.

Malgré le contexte de faible taux d'utilisation des capacités de production industrielle et de hausse des taux d'intérêt de long terme, les investissements des entreprises ont crû de manière soutenue en 2024-2025 (+3,1 % - +2,6 %). Cette croissance a été soutenue par les différents plans de relance qui prendront fin en 2026. Sur la période 2026-2031, la croissance des investissements des entreprises devrait se maintenir pour atteindre en moyenne 2,3 % grâce à l'amélioration des marges bénéficiaires qui donnent aux entreprises davantage de possibilités d'autofinancement, notamment dans les domaines tels que la digitalisation et la transition écologique.

Les investissements publics ont connu une croissance très faible en 2025 (+0,3 %), en raison du recul des investissements des pouvoirs locaux après les élections communales. Par la suite, la croissance des investissements publics présenterait un profil très volatil. D'abord, en 2026, les investissements publics seront très soutenus (+4,7 %) grâce aux dépenses de la Défense. Cependant, en 2027, la fin des plans de relance tant européens que régionaux plomberont les investissements publics qui se contracteront de 0,5 %. Par la suite, les investissements publics devraient repartir à la hausse progressivement à l'approche des élections communales de 2030.

La consommation publique a crû de 1,3 % en 2025 sous l'impulsion des dépenses de soins de santé. Pour 2026, la consommation publique ralentirait à 1,1 % au vu de la faible croissance des dépenses de soins de santé qui compense les dépenses liées à la Défense. Par la suite, à l'horizon 2031, la croissance de la consommation publique devrait osciller entre 0,5 % et 1,2 %.

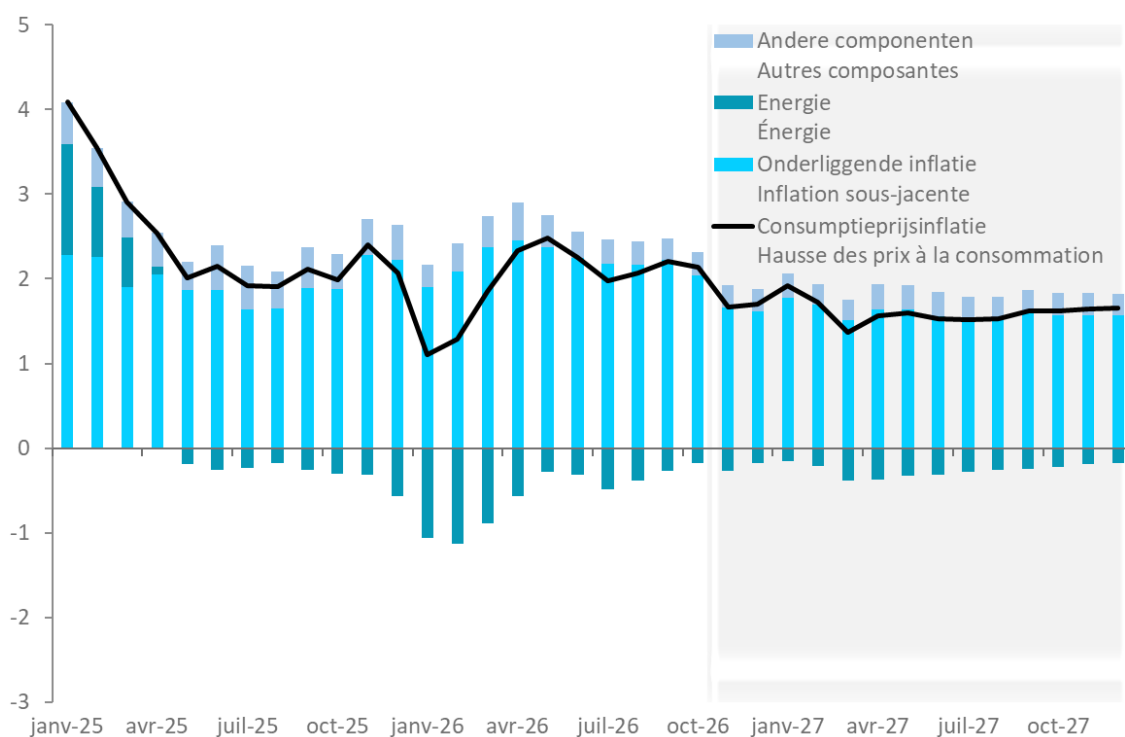
La balance commerciale a une contribution négative ou nulle à la croissance du PIB sur toute la période de projection. En effet, la Belgique a perdu d'importantes parts de marché ces dernières années à cause de la disparition des exportations de vaccins contre le Covid après la pandémie, ainsi que de l'affaiblissement de la compétitivité-coûts en matière de salaires et de prix de l'énergie. Ainsi après s'être contractées durant plusieurs années, les exportations belges devraient repartir à la hausse à partir de 2026 (+0,6 %). Sur la

période 2027-2031, les exportations devraient continuer à croître en moyenne de 2,2 % par an ce qui est légèrement en dessous de l'évolution des marchés potentiels d'exportation de la Belgique. Les importations également en berne ces dernière années ont enregistré une reprise de la croissance en 2025 (+0,2 %). Par la suite, la croissance des importations s'intensifierait pour atteindre 1,2 % en 2026 et même 2,3 % en moyenne par an sur la période 2027-2031.

Évolution des prix

La désinflation se poursuit. En effet, l'inflation enregistré en 2025 a atteint 2,5 % et ce malgré le sursaut temporaire des prix de l'énergie connu en début d'année sous l'influence de l'incertitude politique et de la vague de froid. En effet, l'importante production énergétique américaine combinée à la dépréciation du dollar ont contribué à la baisse des prix de l'énergie. Début 2026, les prix de l'énergie connaissent à nouveau un sursaut à cause de l'hiver très froid impactant notamment les États-Unis, ce qui a pour conséquence de réduire leur offre de GNL. Cependant, ce sursaut ne semble que temporaire et les prix de l'énergie devraient retrouver leur tendance baissière après l'hiver. Par conséquent, le Bureau fédéral du Plan estime que l'inflation atteindrait 1,9% en 2026, puis 1,6% en 2027. En 2028, l'entrée en vigueur du système ETS2 provoquerait une augmentation de l'inflation (+2,2 %). À moyen terme, l'inflation atteindrait en moyenne 1,7 %.

Graphique 6 : Évolution de l'inflation sur base mensuelle (contributions à la hausse des prix à la consommation)



Source : Bureau fédéral du Plan

Tout comme l'inflation, l'indice santé a connu et connaîtrait un ralentissement de sa croissance en passant de 2,6 % en 2025 à 1,7 % en 2031, avec un sursaut à 2,1 % en 2028. Le dernier dépassement de l'indice pivot a eu lieu en décembre 2025 et les prochains dépassements devraient se produire en novembre 2026, janvier 2028, janvier 2029, janvier 2030 et février 2031. Selon les dernières prévisions d'inflation du Bureau fédéral du Plan (mars 2026), le prochain dépassement de l'indice pivot devrait avoir lieu en juillet 2026.

Marché du travail

En 2025, seuls 19.600 nouveaux emplois ont été créés. Pour 2026, la création d'emploi devrait se renforcer et atteindre 27.900 nouveaux emplois. Par la suite, la création d'emploi continuerait à se renforcer jusqu'à atteindre 50.400 nouveaux emplois en 2031. Notons que la croissance de l'emploi trouve son origine dans l'emploi marchand, étant donné que l'emploi public évolue de manière quasi-nulle (les emplois créés à la Défense seraient compensés par la réduction du nombre de postes dans les administrations publiques).

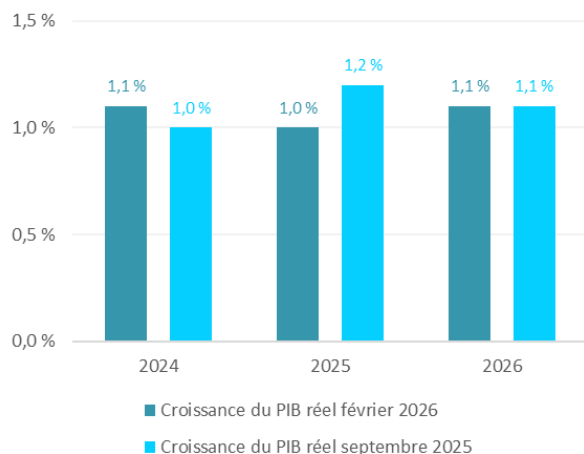
Le taux d'emploi (définition EFT¹) connaîtrait une augmentation progressive tout au long de la période de projection. Il est estimé à 72,8 % en 2025 et devrait atteindre 75,2 % en 2031. Notons que le taux d'emploi concerne uniquement les groupes d'âge 20-64. Or, plus d'un tiers de l'augmentation de l'emploi concerne les personnes âgées de 65 ans et plus, compte tenu entre autres du relèvement de l'âge légal de la pension.

Le taux de chômage administratif a atteint 9,6 % en 2025. En 2026, le taux de chômage devrait se maintenir au niveau de 2025. Par la suite, le chômage diminuerait jusqu'à 8,4 % en 2031.

Comparaison avec les estimations de septembre

En comparaison avec le budget économique de septembre 2025, les données de croissance ont été légèrement revues à la baisse pour 2025. Cette évolution s'explique par une révision à la baisse de la demande nationale.

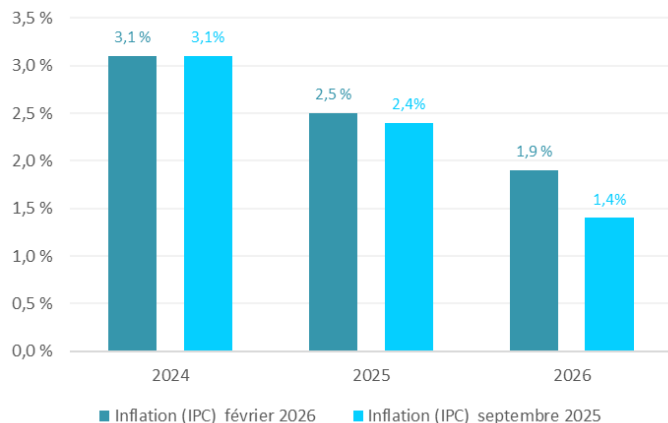
Graphique 7 : Comparaison des estimations de croissance



¹ EFT = Enquête sur les forces de travail.

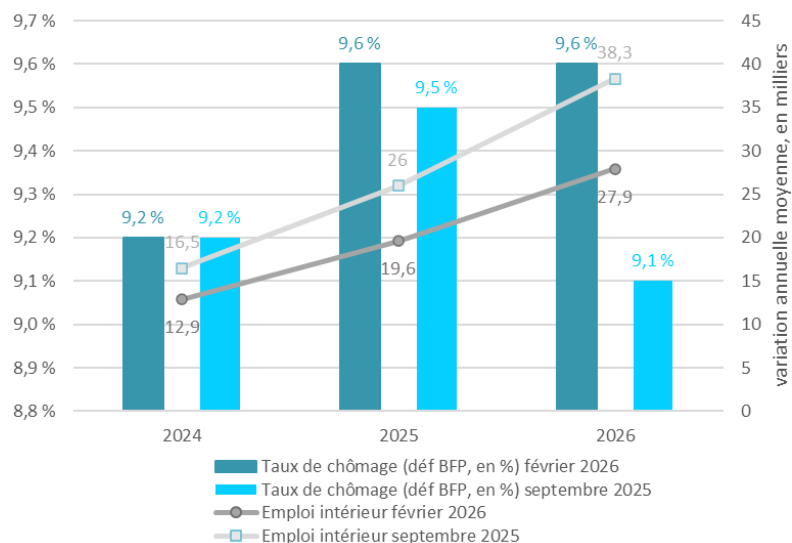
En comparaison avec le budget économique de septembre 2025, on constate que l'inflation a été revue à la hausse surtout pour 2026. Cette révision s'explique principalement par certaines mesures telles que la hausse de certains taux de TVA et l'augmentation des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur francophone.

Graphique 8 : Comparaison des estimations d'inflation



En comparaison avec le budget économique de septembre 2025, on constate que le taux de chômage a été revu à la hausse pour la période 2025-2026. D'autre part, concernant la création de nouveaux emplois, on constate une révision à la baisse par rapport aux estimations de septembre.

Graphique 9 : Comparaison des estimations de chômage et de créations d'emploi



Deel I – Actualisatie 2025 – Raming 2026

3 Entiteit I

3.1 Federale overheid

3.1.1 Solde de financement du pouvoir fédéral

Le tableau ci-dessous présente la composition du solde de financement du pouvoir fédéral.

Tableau 16 : Solde de financement du pouvoir fédéral (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26	2026 Initieel	2026 Mon. 03/26	Verschil	Verschil	%	%	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Fiscale ontvangsten	158.625	163.806	163.631	5.006	-175	3,2	-0,1	Recettes fiscales
Fiscale overdrachten (-)	-91.142	-92.582	-92.926	-1.784	-345	-2,0	-0,4	Transferts fiscaux (-)
Fiscale middelen	67.483	71.224	70.704	3.222	-519	4,8	-0,7	Moyens fiscaux
Niet-fiscale middelen	6.714	5.850	6.617	-97	767	-1,4	13,1	Moyens non fiscaux
Middelen	74.197	77.074	77.321	3.125	247	4,2	0,3	Recettes Voies et Moyens
Interestlasten (-)	-10.960	-12.343	-12.455	-1.495	-111	-13,6	-0,9	Charges d'intérêt (-)
Primaire uitgaven (-)	-83.389	-88.234	-87.592	-4.203	642	-5,0	0,7	Dépenses primaires (-)
Uitgave vrijstellingen BV (-)	-4.452	-4.639	-4.544	-93	94	-2,1	2,0	Dép. dispenses précompte pr. (-)
Primair saldo instellingen	1.066	1.446	1.256	190	-190	17,9	-13,1	Solde primaire organismes
Onverdeelde overgangscorrecties	19	-44	-44	-63	0	-335,8	0,8	Corrections de passage non ventilées
Vorderingensaldo federale overheid	-23.519	-26.740	-26.057	-2.538	683	-10,8	2,6	Solde de financement pouvoir fédéral
% bbp	-3,7	-4,0	-3,9	-0,3	0,1	-7,2	3,0	% PIB

En 2025, le solde de financement du pouvoir fédéral est estimé à -23.519 millions d'euros ou -3,7 % du PIB.

En 2026, le solde de financement du pouvoir fédéral est estimé à -26.057 millions d'euros ou -3,9 % du PIB, soit une détérioration de 2.538 millions d'euros ou 0,3 point de pourcentage du PIB par rapport à 2025. Cette détérioration s'explique principalement par l'augmentation des transferts fiscaux (+1.784 millions d'euros), des charges d'intérêts (+1.495 millions d'euros) et des dépenses primaires (+4.203 millions d'euros), qui sont toutefois compensées par l'augmentation des recettes fiscales (+5.006 millions d'euros).

Par rapport au budget initial 2026, le solde de financement du pouvoir fédéral s'améliore de 683 millions d'euros ou 0,1 point de pourcentage du PIB. Cela s'explique principalement par la diminution des dépenses primaires (-642 millions d'euros) et l'augmentation des recettes non fiscales (+767 millions d'euros) qui sont en partie compensées par l'augmentation des transferts fiscaux (+345 millions d'euros), des charges d'intérêts (+111 millions d'euros), la diminution des recettes fiscales (-175 millions d'euros) et la détérioration du solde primaire des OIP (-190 millions d'euros).

Une analyse des estimations par grand poste de recettes et de dépenses est présentée ci-après.

3.1.2 Bespreking van de ramingen per ontvangsten-/uitgavenrubriek

3.1.2.1 Fiscale ontvangsten 2025-2026

De cijfers van de fiscale ontvangsten zijn gebaseerd op de ramingen van de FOD Financiën². Ze betreffen de federaal geïnde bedragen, exclusief de gemeentelijke opcentiemen. Ten opzichte van de ramingen van deze nota van de FOD Financiën werden nog correcties toegevoegd aan de ESR-ontvangsten 2025 voor de neutralisatie van de impact van de btw-ketting (nu geraamd op 1.042 miljoen euro) en de verschillen in inkohieringsritme van de kohieren bedrijfsvoorheffing (-304 miljoen euro in 2025).

Daarbovenop werd voor 2026 rekening gehouden met de door de FOD Financiën berekende impact van de voorziene personeelsbesparingen op de fiscale ontvangsten (-180 miljoen euro, zie supra deel hypothesen).³

3.1.2.1.1 Fiscale ontvangsten 2025

Bij de opmaak van de ramingen voor dit verslag waren de kasresultaten tot en met januari 2026 bekend. Dit betekent dat afhankelijk van de soort belasting de ESR-ontvangst van 2025 volledig bekend was of dat er nog een maand ontbrak (dit is het geval voor de kohieren). Er wordt immers soms, al naargelang de belastingcategorie, nog een verschuiving tot maximaal twee maanden toegepast op de kasontvangsten om de cijfers in ESR-termen te bekomen.

De onderstaande tabel vergelijkt de cijfers van 2025 gehanteerd bij de begrotingsopmaak 2026 met de actuele cijfers van 2025. Globaal gezien worden de ESR-ontvangsten nu -645 miljoen euro lager ingeschat. Van dit verschil is 304 miljoen euro toe te schrijven aan het nu incorporeren van een ESR-correctie voor het inkohieringsritme bij de kohieren bedrijfsvoorheffing en 128 miljoen euro ten gevolge een lagere inschatting van de te corrigeren impact van de btw-ketting. Beide inschattingen zijn nog voorlopig. Het resterend verschil van 213 miljoen euro komt onder meer van hogere ontvangsten van btw en roerende voorheffing en lagere ontvangsten van bedrijfsvoorheffing.

² Zie nota "Prévision des recettes fiscales totales 2026-2031" met ref. ESS/2026-0024-03 van 4 maart 2026 van de stafdienst BEO van de FOD Financiën.

³ Zie nota "Algemene impact van de regeringsbeslissingen inzake personeelbesparingen op de ontvangsten" met ref. ESS/2026-0024-02 van 20 februari 2026 van de stafdienst BEO van de FOD Financiën.

Tabel 17: De fiscale ontvangsten voor 2025

	2025 Begrotings- opmaak ESR	2025 MC 03/2026 ESR	Verschil	
Verkeersbelasting	0	0	0	Taxe de circulation
Belasting op inverterstelling	0	0	0	Taxe de mise en circulation
Eurovignet	0	0	0	Eurovignette
Accijnscompenserende belasting	0	0	0	Taxe compensatoire des accises
Belasting op spelen en weddenschappen	30	31	1	Taxe sur les jeux et paris
en automatische ontspanningstoestellen	10	10	0	et les appareils automatiques
Onroerende voorheffing	0	0	0	Précompte immobilier
Roerende voorheffing	7.612	7.947	335	Précompte mobilier
w.o. : RV dividenden	4.327	4.657	331	soit : Pr.M. dividendes
: RV andere	3.168	3.171	3	: Pr.M. autres
: Kohieren	118	119	2	: Rôles
: Woonstaathheffing	0	0	0	: Prélèvement Etat de résidence
Bijdrage op hoge vermogensinkomens	0	0	0	Cotisation sur les hauts revenus du patrimoine
Belasting werknemersparticipatie	12	12	0	Impôt sur les participations de salariés
Voorafbetalingen	23.185	23.193	8	Versements anticipés
Kohieren	-307	-384	-76	Rôles
w.o. : Kohieren vennootschappen	3.969	3.864	-105	soit : Rôles sociétés
: Kohieren natuurlijke personen	-4.407	-4.303	104	: Rôles personnes physiques
: Kohieren BNI	131	56	-75	: Rôles INR
Bedrijfsvoorheffing	65.988	65.292	-696	Précompte professionnel
w.o. : Bronheffing	65.361	64.535	-825	soit : Source
: Kohieren	627	757	130	: Rôles
Andere	198	178	-20	Divers
Totaal Directe Belastingen	96.728	96.280	-448	Total Contributions directes
Douane	3.305	3.531	227	Douanes
Accijnzen en diversen	11.216	10.962	-254	Accises et divers
Totaal Douane en Accijnzen	14.521	14.494	-27	Total Douanes et Accises
BTW	41.934	42.210	275	TVA
w.o. : zuivere BTW	37.825	37.991	166	soit : TVA pure
: "diverse" rechten en taksen	4.109	4.219	110	: droits et taxes "divers"
Registratierechten	2.157	2.250	93	Droits d'enregistrement
w.o. : gewestelijke registratierechten	1.984	2.092	108	soit : droits d'enregistrement régionaux
: niet-geregionaliseerde registratierechten	173	158	-15	: droits d'enregistrement non régionalisés
Diversen en boetes	1.207	1.131	-76	Divers et amendes
w.o. : geregionaliseerde boetes	282	247	-35	soit : amendes régionalisées
: niet-geregionaliseerde boetes en diverse rechten	925	884	-40	: amendes non régionalisées et droits divers
Totaal Btw, Registratie en diversen	45.298	45.591	293	Total TVA, Enregistrement et divers
Successierechten	1.284	1.273	-10	Droits de succession
Fiscale regularisatie	42	20	-22	Régularisation fiscale
Jaarlijkse taks op het langetermijnsparen	226	228	2	Taxe épargne à long terme
TOTAAL FISCALE ONTVANGSTEN (nota FOD FIN)	158.100	157.887	-213	TOTAL DES RECETTES FISCALES (note SPF FIN)
correctie kohieren bedrijfsvoorheffing		-304	-304	correction rôles précompte professionnel
neutralisatie btw-ketting	1.170	1.042	-128	neutralisation chaîne TVA
TOTAAL FISCALE ONTVANGSTEN (Monitoringcomité)	159.270	158.625	-645	TOTAL DES RECETTES FISCALES (Comité de Monitoring)
	2025	2025		
Vrijstellingen doorstortingen bedrijfsvoorheffing	4668	4452	-216	Dispenses de versements P r P

3.1.2.1.2 Fiscale ontvangsten 2026

De ESR-cijfers, die gebruikt worden voor de berekening van het vorderingensaldo, worden eerst toegelicht. Vervolgens wordt de overgang tussen ESR-ontvangsten en kasontvangsten nog kort besproken.

3.1.2.1.3 Fiscale ESR-ontvangsten 2026

Ramingsmethode

De raming van de fiscale ontvangsten door de FOD Financiën gebeurt grotendeels rechtstreeks in ESR-termen⁴. De belangrijkste belastingcategorieën worden geraamd op basis van de cijfers van het voorgaande jaar, in casu volledige cijfers voor 2025 behalve voor de kohieren en successierechten. Daarop worden een aantal parameters uit de economische vooruitzichten toegepast, en wordt er gecorrigeerd voor specifieke technische factoren en voor de aanvullende impact van maatregelen.

De herziening van de economische parameters heeft een positieve invloed op de raming van de ontvangsten. De onderstaande tabel geeft een overzicht van de belangrijkste macro-economische parameters van de economische vooruitzichten van februari gehanteerd voor de raming van de fiscale ontvangsten.

Tabel 18: Belangrijkste parameters voor raming van de fiscale ontvangsten 2026

		2026	2026
Impôt	Variables	BE sept 2025	BE fev 2026
PRP	Salaires (croissance "réelle")	0,3%	0,3%
	Allocations (croissance "réelle")	-1,0%	-0,3%
	Dont inflation (t-1)	2,4%	2,5%
ISoc	Base macroéconomique	3,2%	4,4%
	Profitabilité	0,4%	1,1%
TVA	Base macroéconomique	2,3%	3,2%
Accises	Consommation à prix constants	1,2%	1,2%
	Part du tabac, carburants, alcool	-2,2%	-1,1%

Voor het ramen van de ontvangsten 2026 op basis van de ramingen 2025 elimineerde de FOD Financiën eerst de impact van een aantal uitzonderlijke inkomsten en tijdelijke maatregelen uit de basis 2025. Voor de belastingen op de opbrengsten van beleggingen van bevroren Russische tegoeden werd nu een bedrag van 1.016 miljoen euro geïncorporeerd voor 2026 (ten opzichte van 1.148 miljoen euro voor 2025). Doordat de FOD Financiën vertrekt van een ESR-basis 2025 exclusief neutralisatie van de uitzonderlijke impact van de btw-ketting en de problemen met de inkohiering bedrijfsvoorheffing werd hiervoor telkens een technische factor opgenomen (respectievelijk 1.042 miljoen euro en -304 miljoen euro). Er werd nu ook een technische factor voorzien ten bedrage

⁴ De FOD Financiën neemt enkel een verschuiving van een aantal belastingontvangsten in de tijd, de vrijstellingen van doorstorting bedrijfsvoorheffing en de accijnsverrekening in het kader van de BLEU mee als verschil tussen kas- en ESR-concept.

van -402 miljoen euro om rekening te houden met uitzonderlijke ontvangsten in december 2025 ten gevolge anticipatie-effecten op de verhoging van het tarief binnen het VVPRbis-regime.

De tabel hierna geeft de impact van de technische correcties voor de ramingen van 2026 weer per belastingcategorie:

Tabel 19: Technische correcties gehanteerd door de FOD Financiën voor de raming 2026

	PB			VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	
	IPP			I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles	VA	Rôles					
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2025 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2025
Wederopbouwreserve voor vennootschappen					4				4	Réserve de reconstitution pour les sociétés
Tijdelijke aanpassing korf met het oog op minimumbelasting					-13				-13	Adaptation temporaire corbeille en vue d'une imposition minimale
Bijzondere bijdrage energie								-18	-18	Contribution spéciale d'énergie
IPA: Verlenging niet-belaste overuren met overloon (plafond 180 uur) 1/7/2023-30/6/2025		16							16	AIP: Prolongation heures supplémentaires non-taxées avec sursalaire (plafond 180 heures) 1/7/2023-30/6/2025
IPA: Verlenging niet-belaste overuren (relance-uren) 1/7/2023-30/6/2025		15							15	AIP: Prolongation heures supplémentaires non-taxées (heures de relance) 1/7/2023-30/6/2025
Vergemening fietsvergoeding & compenserend belastingkrediet					2				2	Généralisation indemnité vélo & crédit d'impôt compensatoire
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				-1.148					-1.148	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes
impact van de aankondiging van de verhoging van het tarief VVPRbis - uitzonderlijke ontvangsten van december 2025								-402	-402	impact de l'annonce de la hausse de taux VVPRbis - recettes exceptionnelles de décembre 2025
Impact btw-ketting						1.042			1.042	Impact chaine TVA
Problemen met inkohiering BV		-304							-304	Problèmes enrolement précompte professionnel
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2026 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2026
Hervorming BV			221						221	Réforme PrP
HEDERA compensatie TBV								46	46	HEDERA indemnisation TOB
HEDERA compensatie TCTER								23	23	HEDERA indemnisation TCTER
HEDERA compensatie RV								80	80	HEDERA indemnisation PrM
Aanpassing sanctiebeleid controles			-8		-16				-23	Adaptation de la politique de sanction en cas de contrôles (sécurité juridique dans le texte)
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				1.016					1.016	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes

Vervolgens wordt de aanvullende impact in 2026 van maatregelen die niet vervat is in de parameters van het Federaal Planbureau toegevoegd. Volgende tabel toont de aanvullende impact van maatregelen voor 2026.

Tabel 20: Op te nemen bijkomende impact van maatregelen voor 2026

2026	PB				VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	2026
	IPP				I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren AJ 2025	Kohieren AJ 2026	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles ex 2025	Rôles ex 2026	VA	Rôles					
Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2020	0,0	0,0	-6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-6,1	Mesures: conclave budgétaire octobre 2020
Bedrijfsvoorheffing tijdelijke werkloosheid			-6,1							-6,1	Précompte professionnel chômage temporaire
Maatregelen post-conclaaf maart 2021	0,0	0,0	0,4	0,0	-0,7	0,8	0,0	0,0	0,0	0,5	Mesures post conclave mars 2021
Belastingvermindering laadpalen			0,4							0,4	Réduction impôt bornes électriques
Verhoogde aftrek laadpalen						1,2				1,2	Déduction majorée bornes électriques
Investeringsaftrek e-trucks					-0,7	-0,4				-1,1	DPI eTrucks
Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	0,0	2,9	Mesures: conclave budgétaire octobre 2021
Professionele diesel: vermindering van de terugbetaling van accijnzen								2,9		2,9	Diesel professionnel: réduction du remboursement des accises
Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2022	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	Mesures: conclave budgétaire octobre 2022
Schrappen fiscaal voordeel voor de aanschaf van tweede en volgende woning (nieuwe instroom)			1,8							1,8	Suppression de l'avantage fiscal pour une deuxième et suivante habitation (nouveaux entrants)
Maatregelen: begrotingsconclaaf maart 2022	0,0	0,0	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,5	Mesures: conclave budgétaire mars 2022
Uitbreiding van de belastingvermindering op laadpalen			-0,5							-0,5	Extension de la réduction fiscale sur les bornes de recharge
Maatregelen post-conclaaf maart 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	-32,8	-0,1	0,0	0,0	0,0	-32,8	Mesures post conclave mars 2022
Inkorting periode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling					-32,8	-0,1				-32,8	Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé
Maatregelen: begrotingsconclaaf maart 2023	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-95,8	0,0	0,0	0,0	-95,8	Mesures: conclave budgétaire mars 2023
Uitstel hervorming van de investeringsaftrek						-10,5				-10,5	Report réforme de la déduction pour investissement
Niet aftrekbaarheid regionale belastingen m.b.t. spelen & weddenschappen						1,5				1,5	Non-déductibilité des taxes régionales liées aux jeux et paris
OESO Taks (internationale minimumbelasting)						-86,8				-86,8	Taxe OCDE (impôt minimum international)
Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2023	0,0	0,0	-7,2	-5,6	0,0	7,6	0,0	0,0	11,3	6,0	Mesures: conclave budgétaire octobre 2023
Hervorming kaaimantaks									11,3	11,3	Réforme taxe caïman
Verscherpte controle rechtspersonenbelasting (art. 181-182 WIB)						2,6				2,6	Contrôle renforcé impôt personnes morales (art. 181-182 CIR92)
Bankentaks, taks op verzekeringsondernemingen en taks op collectieve beleggingsinstellingen verworpen als beroeskosten voor banken						1,6				1,6	La taxe bancaire, la taxe sur les entreprises d'assurance et la taxe sur les organismes de placement collectif non admises comme frais professionnels pour les banques
Aanpassing CFC-regelgeving						1,7				1,7	Modification réglementation CFC
Aanpassing artikelen 54 en 344, § 2, WIB 92						1,2				1,2	Modification des articles 54 et 344, §2, CIR 92
Aanpassing werkbonus			-7,2	-5,6						-12,8	Modification bonus emploi
Invoering minimale houdperiode regime gespecialiseerde vastbeleggingsfondsen						0,6				0,6	Introduction période de détention minimale fonds d'investissement immobiliers spécialisés
Maatregelen post-conclaaf oktober 2023	0,0	-1,8	0,0	0,0	-2,2	-1,5	0,0	0,0	0,0	-5,4	Mesures post conclave octobre 2023
Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding		-1,8			-2,2	-1,5				-5,4	Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo
Maatregelen maart 2024	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	-11,3	0,0	0,0	0,0	-5,9	Mesures Mars 2024
papieren publicaties			0,0		5,4	-11,0				-5,7	Concession presse
belastingkrediet SNCB						-0,2				-0,2	Credit d'impôt SNCB

2026	PB				VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	2026
	IPP				I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren AJ 2025	Kohieren AJ 2026	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles ex 2025	Rôles ex 2026	VA	Rôles					
Conclaaf Februari 2025	0,1	0,0	0,0	279,0	39,1	1,0	-75,4	0,0	53,0	296,7	Mesures conclave accord de GVT Fevrier 2025
Maatregel beter investeringsklimaat				0,2	-5,0					-4,7	Mesure meilleur climat d'investissement
Flexi-jobs				0,3						0,3	Flexi-jobs
Verdubbeling incentive eigen middelen				-5,3						-5,3	Doublement incitant ressources propres
Groene investeringsaftrek					-14,8					-14,8	Déduction pour investissement (vert)
BTW tarief warmtepompen verlaagd tarief							-10,1			-10,1	Taux TVA pompes à chaleur tarif réduit
BTW Sloop en heropbouw naar verlaagd tarief							-124,0			-124,0	Taux TVA démolition et reconstruction tarif réduit
Schrappen kleinere aftrekposten					19,2	1,0				20,2	Suppression des petits postes de déduction
Overgangsperiode hybride voertuigen	0,1									0,1	Période transitoire véhicules hybrides
Schrappen kleinere aftrekposten, uitzonderingen en vrijstellingen				45,8						45,8	Suppression des petits postes de déduction, des exceptions et des exonérations
Belastingkrediet kinderen ten laste niet indexering				3,8						3,8	Non-indexation crédit d'impôt enfant à charge
Onderhoudsultkeringen				26,6						26,6	Pensions alimentaires
Niet indexering fiscale uitgaven excl vervangingsinkomens				4,2						4,2	Non-indexation des dépenses fiscales (à l'exclusion des revenus de remplacement)
BTW verbrandingsketel 21 procent							57,5			57,5	TVA chaudière à combustible 21%
BTW steenkool 21 procent							1,2			1,2	TVA charbon 21%
Inschepingstax									25,3	25,3	Taxe d'embarquement
Tax nationaliteitsverklaring									17,6	17,6	Taxe déclaration de la nationalité
DBI					39,6					39,6	RDT
Afschaffing gewone interestaftrek				203,5						203,5	Suppression de la déduction ordinaire d'intérêts
Exit taks									10,1	10,1	Exit tax
Conclaaf maart 2025	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	141,0	141,0	Mesures conclave mars 2025
Fiscale regularisatie									126,0	126,0	Régularisation fiscale
Uitbreiding belastbare basis RV									15,0	15,0	Élargissement base imposable PM
Maatregelen Zomerakkoord	12,5	-259,3	0,0	1,8	-34,8	0,0	0,0	-0,2	230,0	-49,8	Mesures Accords d'été
Wet lagere kost 1								-0,2	-6,0	-6,2	Loi moindre coût I
Meerwaarde financiële activa									236,0	236,0	Taxe sur les plus-values
Belastingvrije som		-265,5								-265,5	Quotité exemptée
Hervorming kinderen ten laste		2,5								2,5	Réforme enfants à charge
Uitdoven huwelijksquotient niet gepensioneerden tegen 2029		33,1								33,1	Réduction du quotient conjugal pour les non-retraités d'ici à 2029
Afbouw huwelijksquotient gepensioneerden		6,5								6,5	Quotient conjugal (suppression pensionnés en 20 ans)
Belastingvermindering werkloosheidsultkeringen		136,1								136,1	Fin de la réduction d'impôt allocations de chômage
Afbouw belastingvermindering hoogste pensioenen		17,0								17,0	Diminution de la réduction d'impôt pour les pensions les plus élevées
Overuren		-46,9		1,8						-45,1	Heures supplémentaires
Auteursrechten - IT sector		-142,1								-142,1	Droits d'auteur - secteur IT
Bedrijfsleidersbezoldiging 50K verlaagd tarief VenB	12,5				-7,8					4,8	Rémunération dirigeants 50K taux réduit ISOC
Verlies verlaagd tarief 20% voordelen van alle aard bedrijfsleiders					18,3					18,3	Perte taux réduit ATN 20% dirigeants
Afzonderlijk aanslag 7,5% voordelen van alle aard bedrijfsleiders/werknemers					10,6					10,6	Cotisation distincte 7,5% ATN dirigeants/employés (PA)
Maaltijdcheques - verhoging van 8 naar 10 euro					-55,8					-55,8	Chèques repas - passage de 8 à 10 euros
Conclaaf december 2025	0,0	-29,5	0,0	0,0	0,0	0,0	176,6	-21,5	721,8	647,3	Mesures conclave decembre 2025
Hotels en camping							132,0			132,0	Hôtels et camping
Accijnzen aardgas (accijnzen ter anticipatie Europese richtlijn)								21,2		21,2	Accises sur le gaz naturel (accises anticipant la directive européenne)
Verlaging accijnzen elektriciteit beschermde klanten								-23,3		-23,3	Baisse accises électricité clients protégés
Accijnzen huisbrandolie en IC								11,2		11,2	Accises sur le mazout de chauffage et IC
BTW op pesticiden 12% naar 21%							44,6			44,6	TVA sur les pesticides de 12 % à 21 %
Jaarlijkse Taks op de effectenrekeningen									414,0	414,0	Taxe annuelle sur les comptes-titres
Vervennootschappelijk tegengaan VVPRbis/liquidatie 18% i.p.v. 15%									67,6	67,6	Lutte contre le passage en société VVPRbis/liquidation 18 % au lieu de 15 %
Bankentaks (vrijstelling EIB inclusief)									150,0	150,0	Taxe bancaire (y compris exemption BEI)
Kostenaftrek auteursrechten schrappen									39,0	39,0	Suppression de la déduction fiscale des frais pour le régime des droits d'auteur
Verzekeringstaks 9,6% in plaats 9,25%									36,4	36,4	Taxe d'assurance 9,6 %au lieu de 9,25 %
Werkbonus		-29,5								-29,5	Bonus à l'emploi
Verlaging accijnzen elektriciteit residentiële								-30,6		-30,6	Réduction des accises sur l'électricité résidentielle
De onmiddellijke inningen worden verhoogd met 10% (5.700 KEUR).									14,8	14,8	Les perceptions immédiates sont augmentées de 10 % (5.700 KEUR).
Algemeen totaal	12,6	-290,6	-11,6	275,2	-25,9	-99,2	101,2	-18,8	1.157,0	1.099,9	Total général
Algemeen totaal per belasting			-14,4			-125,2	101,2	-18,8	1.157,0	1.099,9	Total général par impôt

Er moet worden opgemerkt dat dit de impact is die modelmatig moet worden toegevoegd aan de berekeningen op basis van 2025 en de parameters van het Planbureau. Dit stemt niet volledig overeen met de impact van de genomen maatregelen. Bijvoorbeeld, terugverdieneffecten vervat in de parameters van het Federaal Planbureau worden hier niet opgenomen teneinde een dubbeltelling te vermijden. Maatregelen die budgetneutraal zijn binnen het begrotingsjaar worden hier evenmin opgenomen.

De voorziene impact van de maatregelen voor 2026 werd significant herzien en bedraagt nu +1.100 miljoen euro t.o.v. +1.585 miljoen euro bij de begrotingsopmaak. Een groot deel hiervan kan worden verklaard doordat de impact van de aanpassing van het btw-tarief op take away, niet-alcoholhoudende dranken en inrichtingen voor sport en ontspanning op nul werd gezet. Voor de impact van de maatregel met betrekking tot de belastingvrije som werd de negatieve impact aanzienlijk kleiner geraamd. Onderstaande tabel geeft het verschil weer ten opzichte van de initiële begroting:

Tabel 21: Verschillen aanvullende impact maatregelen ten opzichte IB 2026

	IB2026	MC maart	verschil
OESO Taks (internationale minimumbelasting)	32	-87	-119
Fiscale regularisatie	84	126	42
Belastingvrije som	-531	-265	265
Hervorming kinderen ten laste	7	3	-4
Uitdoven huwelijksquotient niet gepensioneerden tegen 2029	66	33	-33
Afbouw huwelijksquotient gepensioneerden	13	7	-7
Belastingvermindering werkloosheidsuitkeringen	257	136	-121
Afbouw belastingvermindering hoogste pensioenen	34	17	-17
Overuren	-26	-45	-19
Bedrijfsleidersbezoldiging 50K verlaagd tarief VenB	4	5	0
Maaltijdcheques - verhoging van 8 naar 10 euro	-76	-56	20
Hercontrole VI (olv themacontroles)	4		-4
Overgangsmaatregelen Consumptie	-106		106
Hotels en camping	158	132	-26
Inrichtingen voor sport en ontspanning	253		-253
Take-away en niet-alcoholhoudende dranken	222		-222
Accijnzen aardgas (accijnzen ter anticipatie Europese richtlijn)	91	21	-70
Verlaging accijnzen elektriciteit beschermde klanten		-23	-23
Accijnzen huisbrandolie en IC	19	11	-8
BTW op pesticiden 12% naar 21%	53	45	-8
Vervennootschappelijk tegengaan VVPRbis/liquidatie 18% i.p.v. 15%	90	68	-22
Kostenaftrek auteursrechten schrappen	30	39	9
Verzekeringstaks 9,6% in plaats 9,25%	51	36	-15
Werkbonus	-60	-30	30
Verlaging accijnzen elektriciteit residentieel	-50	-31	19
De onmiddellijke inningen worden verhoogd met 10% (5.700 kEUR).	20	15	-5
Andere	944	944	0
Algemeen totaal per belasting	1.585	1.100	-485

De raming van de personenbelasting gebeurt traditioneel eerst globaal. Vervolgens worden de bedrijfsvoorheffing en de voorafbetalingen voor de personenbelasting geraamd. Het resterend saldo ten opzichte van het totaal wordt dan aan de kohieren toegewezen, waarbij moet rekening worden gehouden dat deze over verschillende jaren gespreid moeten worden. Volgende tabel vat de berekening samen voor de grote belastingcategorieën die worden geraamd aan de hand van de macro-economische methode.

Tabel 22: Overzicht van de raming via de macro-economische methode

	2025	2026	
	Voorlopige ontvangsten - <i>Recettes provisoires</i>	Verwachte ontvangsten - <i>Recettes prévues</i>	
1. Personenbelasting "ESR"			1. Impôt des personnes physiques "SEC"
1.1. Globale PB-opbrengst, aanslagjaar t+1			1.1 Produit global IPP, exercice t+1
Nominale toename van het globaal inkomen		2,6 %	Croissance nominale du revenu global
Inflatie voorgaand jaar (t-1)		2,5 %	Inflation décalée d'un an (t-1)
Reële groeivoet		0,1 %	Taux de croissance réelle
Groei globale PB-opbrengst, excl. maatregelen en verschuivingen		2,6 %	Croissance du produit global IPP, hors mesures et glissements
Globale PB-opbrengst bij lopende wetgeving	62 676,6	64 039,5	Produit global IPP à législation courante
Idem groeivoet		2,2 %	Idem taux de croissance
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering)		- 294,4	Incidences complémentaires des mesures (hors indexation)
Globale PB-opbrengst bij wetgeving t-1	62 315,2	64 333,9	Produit global IPP à législation de t-1
1.2 Bedrijfsvoorheffing "ESR"			1.2 Précompte professionnel "SEC"
Nominale loonstijging		2,8 %	Croissance nominale des salaires
Nominale groei van de sociale uitkeringen		2,1 %	Croissance nominale des allocations sociales
Inflatie voorgaand jaar (t-1)		2,5 %	Inflation décalée d'un an (t-1)
Reële groei van de reële lonen		0,3 %	Croissance réelle des salaires réels
Reële groei van de uitkeringen		-0,3 %	Croissance réelle des allocations
Groei bedrijfsvoorheffing, excl. maatregelen en verschuivingen		2,6 %	Croissance du précompte professionnel, hors mesures et glissements
Bedrijfsvoorheffing "ESR" bij lopende wetgeving	65 292,0	66 388,1	Pr P "SEC" à législation courante
		1,7 %	
Maatregelen (excl. indexering van de belastingsschalen en vrijstellingen)		-290,6	Mesures (hors indexation des barèmes fiscaux et hors dispenses)
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"		-273,5	Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"		0,0	Glissements et facteurs divers "t"
Bedrijfsvoorheffing "ESR" bij wetgeving t-1	65 834,5	66 959,2	Pr P "SEC" à législation de t-1
		1,7%	
1.3 Voorafbetalingen personenbelasting			1.3 Versements anticipés personnes physiques
Voorafbetalingen bij lopende wetgeving	1 609,0	1 666,5	Versements anticipés à législation courante
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering)		12,6	Incidences complémentaires des mesures (hors indexation)
Verschuivingen en diverse factoren		0,0	Glissements et facteurs divers
Voorafbetalingen personenbelasting bij wetgeving t-1	1 616,9	1 653,9	Versements anticipés personnes physiques à législation de t-1
1.4 Kohieren PB "ESR"			1.4 Rôles IPP "SEC"
Saldo vastgestelde rechten bij wetgeving t-1	-5 136,2	-4 279,2	Solde des droits constatés à législation t-1
Inachtneming van de vorige aanslagjaren en van de niet-geïnde rechten	-4 186,3	-3 487,7	Prise en compte des exercices antérieurs et des droits non perçus
Kohieren PB bij wetgeving t-1	-4 303,5	-4 218,6	Rôles IPP à législation de t-1
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering), vorig aanslagjaar		- 11,6	Incidences complémentaires des mesures (hors indexation), ex. antérieur
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering), lopend aanslagjaar		275,2	Incidences complémentaires des mesures (hors indexation), ex. en cours
Verschuivingen en diverse factoren		213,0	Glissements et facteurs divers
Kohieren PB bij lopende wetgeving	-4 303,5	-3 742,0	Rôles IPP à législation courante

	2025	2026	
	Voorlopige ontvangsten - <i>Recettes provisoires</i>	Verwachte ontvangsten - <i>Recettes prévues</i>	
2. Vennootschapsbelasting "ESR"			2. Impôt des sociétés "SEC"
<i>Verklarende variabelen</i>			<i>Variables explicatives</i>
Primair inkomen van de vennootschappen	105 711,8	110 351,6	Revenu primaire des sociétés
Groeivoet		4,4 %	Taux de croissance
Winstgevendheid	0,341	0,345	Profitabilité
Groeivoet		1,1 %	Taux de croissance
Groei van de ontvangsten bij ongewijzigde wetgeving		4,2%	Croissance des recettes à législation constante
Structurele groei bij ongewijzigde wetgeving			Croissance structurelle à législation constante
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>			<i>Mesures et glissements</i>
Bijkomende weerslag maatregelen		-125,2	Incidences complémentaires des mesures
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"		-1.155,1	Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"		1.000,4	Glissements et facteurs divers "t"
Ontvangsten Ven.B "ESR"	26 482,7	27 270,4	Recettes d'I.Soc "SEC"
Verwachte groei van de ontvangsten		3,0 %	Croissance prévue des recettes
<i>Waaronder</i>			<i>Dont</i>
Voorafbetalingen vennootschappen	21 584,8	22 288,2	Versements anticipés sociétés
Kohieren vennootschappen	3864,3	3905,0	Rôles sociétés
Roerende voorheffing vennootschappen	1033,6	1077,2	Précompte mobilier sociétés
3. Roerende voorheffing natuurlijke personen "ESR"			3. Précompte mobilier personnes physiques "SEC"
<i>Verklarende variabelen</i>			<i>Variables explicatives</i>
Ontvangen rente en winstuitkeringen	38.870,0	39.700,0	Intérêts reçus et revenus distribués
Groeivoet		2,1%	Taux de croissance
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>			<i>Mesures et glissements</i>
Bijkomende weerslag maatregelen		143,0	Incidences complémentaires des mesures
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"		-402,1	Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"		79,9	Glissements et facteurs divers "t"
Ontvangsten roerende voorheffing natuurlijke personen	6.913,7	6.873,5	Recettes précompte mobilier personnes physiques
Verwachte groei van de ontvangsten		-0,6%	Croissance prévue des recettes
4. Btw "ESR"			4. TVA "SEC"
<i>Verklarende variabelen</i>			<i>Variables explicatives</i>
Macro-economische grondslag	332 160,3	342 867,3	Base macroéconomique
Uitvoer jaar "t" en eerste kwartaal "t+1"	371 333,3	370 195,0	Exportations année "t" et 1er trimestre "t+1"
Uitvoer 4e kwartaal "t-1" tot en met 3e kwartaal "t"	362 238,7	367 446,5	Exportations du 4ème trim. "t-1" au 3ème trimestre "t"
<i>Idem, groeivoet</i>			<i>Idem, taux de croissance</i>
Macro-economische grondslag		3,2 %	Base macroéconomique
Uitvoer jaar "t" en eerste kwartaal "t+1"		-0,3 %	Exportations année "t" et 1er trimestre "t+1"
Uitvoer 4e kwartaal "t-1" tot en met 3e kwartaal "t"		1,4 %	Exportations du 4ème trim. "t-1" au 3ème trimestre "t"
<i>Groei van de ontvangsten, excl. maatregelen en verschuivingen</i>		2,8 %	<i>Croissance des recettes, hors mesures et glissements</i>
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>			<i>Mesures et glissements</i>
Bijkomende weerslag maatregelen		101,2	Incidences complémentaires des mesures
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"		1.041,7	Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"		0,0	Glissements et facteurs divers "t"
Ontvangsten btw	37 991,0	40 222,7	Recettes de TVA
Verwachte groei van de ontvangsten		5,87 %	Croissance prévue des recettes
5. Accijnzen "ESR"			5. Accises "SEC"
<i>Verklarende variabelen</i>			<i>Variables explicatives</i>
Gezinsconsumptie tegen constante prijzen (groei)		1,2 %	Consommation privée à prix constants (croissance)
Aandeel van tabak, brandstoffen en alcohol in gezinsconsumptie (groei)		-1,1 %	Part du tabac, des carburants et de l'alcool dans la consommation privée (croissance)
<i>Groei van de ontvangsten, excl. maatregelen en verschuivingen</i>		0,2%	<i>Croissance des recettes, hors mesures et glissements</i>
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>			<i>Mesures et glissements</i>
Bijkomende weerslag van de maatregelen		-18,8	Incidences complémentaires des mesures
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"		0,0	Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"		0,0	Glissements et facteurs divers "t"
Ontvangsten accijnzen	10 962,3	10 965,3	Recettes d'accises
Verwachte groei van de ontvangsten		0,03 %	Croissance prévue des recettes

De resultaten in ESR-termen 2026

Tabel 23: De fiscale ontvangsten 2026 in ESR-termen

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Verschil -	Verschil -	% -	% -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Roerende voorheffing	7.947	7.990	7.951	3	-39	0,0	-0,5	Précompte mobilier
dividenden	4.657	4.503	4.491	-166	-12	-3,6	-0,3	dividendes
andere	3.171	3.366	3.338	167	-28	5,3	-0,8	autres
kohieren	119	122	122	3	0	2,3	0,2	rôles
Werknemersparticipatie	12	13	13	0	0	2,5	-1,4	Participation des travailleurs
Vooraftbetalingen	23.193	23.700	23.955	762	254	3,3	1,1	Versements anticipés
Kohieren	-384	-196	279	663	476	172,8	242,5	Rôles
vennootschappen	3.864	4.084	3.905	41	-179	1,1	-4,4	sociétés
natuurlijke personen	-4.303	-4.410	-3.742	561	668	13,0	15,2	personnes physiques
belasting der niet-inwoners	56	131	116	61	-14	109,6	-10,8	impôt des non résidents
Bedrijfsvoorheffing	65.292	66.841	66.388	1.096	-453	1,7	-0,7	Précompte professionnel
bron	64.535	66.392	65.923	1.388	-469	2,2	-0,7	source
kohieren	757	449	465	-292	16	-38,5	3,5	rôles
Niet-geregionaliseerde diversen	178	377	367	189	-10	106,1	-2,7	Divers non régionaux
Directe belastingen	96.239	98.726	98.952	2.713	227	2,8	0,2	Impôts directs
Accijnzen	10.962	11.211	10.965	3	-246	0,0	-2,2	Accises
Btw	42.210	45.148	45.148	2.938	0	7,0	0,0	TVA
zuivere	37.991	40.274	40.223	2.232	-52	5,9	-0,1	pure
diverse rechten en taken	4.219	4.874	4.926	707	51	16,7	1,1	droits et taxes divers
Niet-geregionaliseerde registratierechten	158	193	176	17	-17	10,9	-8,8	Droits d'enregistrement non régionaux
Niet-geregionaliseerde diversen en boeten	884	996	841	-43	-155	-4,8	-15,5	Divers et amendes non régionaux
Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)	20	126	126	106	0	531,4	0,0	Régularisation (montants non répartis)
Taks op het langetermijnsparen	228	230	230	2	0	0,7	-0,1	Taxe épargne à long terme
ESR-correctie btw-ketting	1.042	0	0	-1.042	0			Correction SEC chaîne tva
ESR-correctie kohieren bedrijfsvoorheffing	-304	0	0	304	0			Correction SEC rôles précompte professionnel
Impact personeelsbesparingen	0	0	-180	-180	-180			Impact économies en matière de personnel
Totaal excl. belastingen geheel geïnd voor derden	151.439	156.631	156.259	4.820	-371	3,2	-0,2	Total hors impôts entièrement encaissés pour des tiers
Belastingen geheel geïnd voor derden								Impôts entièrement encaissés pour des tiers
Gewestelijke belastingen	3.654	3.773	3.824	170	51	4,7	1,4	Impôts régionaux
Belasting op spelen en weddenschappen	31	31	32	0	1	1,1	3,2	Taxe sur les jeux et paris
Automatische ontpanningstoestellen	10	11	10	0	0	1,1	-3,0	Appareils automatiques de divertissement
Geregionaliseerde registratierechten	2.092	2.067	2.167	75	100	3,6	4,9	Droits d'enregistrement régionalisés
Geregionaliseerde boeten indirecte bel.	247	412	355	108	-57	43,7	-13,8	Amendes reg. impôts indirects
Successierechten	1.273	1.253	1.260	-13	7	-1,0	0,5	Droits de succession
Douanerechten	3.531	3.402	3.547	16	146	0,5	4,3	Droits de douane
Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)	158.625	163.806	163.631	5.006	-175	3,2	-0,1	Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)

De fiscale ontvangsten van **2026** worden nu overeenkomstig de hoger besproken parameters en methodiek geraamd op 163.631 miljoen euro, dit is 175 miljoen euro lager (-0,1 %) dan in de begroting 2026.

Exclusief de volledig voor derden geïnde gewestelijke belastingen en douanerechten bedraagt het verschil -371 miljoen euro (-0,2 %). De belangrijkste verschillen ten opzichte van de raming van de initiële begroting situeren zich, naast de integratie van de impact van personeelsbesparingen, bij:

- Kohieren vennootschappen: -179 miljoen euro (-4,4 %). De realisaties 2025 die als basis worden gebruikt voor de raming 2026, zijn minder gunstig dan geraamd in oktober -105 miljoen euro);
- Vooraftbetalingen: +254 miljoen euro (+1,1 %). De stijging is toe te schrijven aan de hogere groei van het primair inkomen van vennootschappen in de economische begroting.

- Bedrijfsvoorheffing: -453 miljoen euro (-0,7 %), te verklaren door de herziening van de startbasis 2025 (-696 miljoen euro). De daling van de startbasis wordt voor een deel gecompenseerd door gunstigere cijfers van de economische begroting;
- Kohieren natuurlijke personen: +668 miljoen euro (+15,2 %). Deze worden hoger geraamd ten gevolge een hogere groei van het globaal inkomen van de particulieren in 2025 in de economische begroting van februari (+4,3 % i.p.v. 3,7 % in september) en de lager dan voorziene bedrijfsvoorheffing in 2025, zodat er meer zal worden geïnd via kohier in 2026;
- Niet-geregionaliseerde diversen en boeten: -155 miljoen euro (-15,5 %). Dit betreft voor een groot deel een neerwaartse herziening van boetes op basis van prognoses van de FOD Justitie;
- Accijnzen: -246 miljoen euro (-2,2 %). De daling kan worden verklaard door de lagere basis 2025 (-254 miljoen euro) en de impact van accijnsmaatregelen;

Bij de zuivere btw is de daling vrij beperkt (-52 miljoen euro), ondanks het wegvallen van een aanzienlijk deel van de impact van btw-maatregelen. Dit is toe schrijven aan de betere startbasis 2025 en hogere macro-economische basis van de economische begroting.

3.1.2.1.4 De overgang naar de fiscale ontvangsten in kas-termen

Een groot gedeelte van de overgang tussen ESR- en kasconcept betreft de vrijstellingen van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing (in ESR te beschouwen als een subsidie). Deze komen verder nog aan bod in een aparte rubriek als ESR-uitgave.

Daarnaast wordt het verschil tussen kas- en ESR-termen voor de ontvangsten ook bepaald door de gebruikelijke correctie voor het verschil in moment van registratie voor een aantal belastingcategorieën.

Voor de accijns-verrekening in het kader van de BLEU is er momenteel geen bedrag opgenomen vanaf 2026.

De tabel hierna toont de overgang van de totale fiscale ontvangsten in ESR-termen naar de totale fiscale ontvangsten op kasbasis voor 2025-2026.

Tabel 24: De overgang van ESR-ontvangsten naar kasontvangsten 2025-2026

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Vershil -	Vershil -	% Vershil -	% Vershil -	
	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Difference (3) vs. (1)	Difference (3) vs. (2)	Difference (3) vs. (1)	Difference (3) vs. (2)	
ESR-basis	158.625	163.806	163.631	5.006	-175	3	-0,1	base SEC
vrijstellingen doorstorting BV	4.452	4.639	4.544	93	-94	2	-2,0	dispenses versements PrP
federale ESR-correctie excl. vrijstellingen BV	1.085	1.223	677	-409	-547	- 38	-44,7	correction SEC fédérale dispenses versements PrP exclues
niet-federale ESR-correctie	-17	1	11	27	10	163	1561,8	correction SEC non-fédérale
kasbasis	153.104	157.943	158.399	5.295	456	3	0,3	base caisse

De ramingen van de fiscale ontvangsten op kasbasis komen voor 2025 uit op 153.104 miljoen euro en op 158.399 miljoen euro voor 2026.

De volgende tabel geeft het detail weer van de fiscale ontvangsten op kasbasis.

Tabel 25: De fiscale ontvangsten op kasbasis 2025-2026

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Verschil -	Verschil -	% Verschil -	% Verschil -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Roerende voorheffing	7.872	7.956	7.941	69	-15	0,9	-0,2	Précompte mobilier
dividenden	4.523	4.493	4.503	-20	10	-0,5	0,2	dividendes
andere	3.222	3.342	3.316	95	-26	2,9	-0,8	autres
kohieren	127	121	122	-5	1	-4,0	0,4	rôles
Werknemersparticipatie	12	13	13	0	0	2,5	-1,4	Participation des travailleurs
Voorafbetalingen	23.193	23.700	23.955	762	254	3,3	1,1	Versements anticipés
Kohieren	-743	-563	257	1.000	821	134,6	145,7	Rôles
vennootschappen	3.406	4.035	3.883	478	-152	14,0	-3,8	sociétés
natuurlijke personen	-4.308	-4.697	-3.746	562	951	13,0	20,2	personnes physiques
belasting der niet-inwoners	159	98	120	-39	22	-24,7	22,1	impôt des non résidents
Bedrijfsvoorheffing	60.798	62.085	61.706	908	-379	1,5	-0,6	Précompte professionnel
bron	60.019	61.668	61.219	1.199	-449	2,0	-0,7	source
kohieren	778	417	487	-291	70	-37,4	16,7	rôles
Niet-geregionaliseerde diversen	178	377	367	189	-10	106,1	-2,7	Divers non régionaux
Directe belastingen	91.310	93.568	94.238	2.929	670	3,2	0,7	Impôts directs
Accijnzen	11.069	11.211	10.965	-104	-246	-0,9	-2,2	Accises
Btw	42.231	44.444	44.641	2.410	197	5,7	0,4	TVA
zuivere	38.030	39.566	39.713	1.683	147	4,4	0,4	pure
diverse rechten en taken	4.201	4.878	4.928	727	51	17,3	1,0	droits et taxes divers
Niet-geregionaliseerde registratierechten	158	193	176	17	-17	10,9	-8,8	Droits d'enregistrement non régionaux
Niet-geregionaliseerde diversen en boeten	884	996	841	-43	-155	-4,8	-15,5	Divers et amendes non régionaux
Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)	22	126	126	104	0	485,8	0,0	Regularisation (montants non répartis)
Taks op het langetermijnsparen	228	230	230	2	0	0,7	-0,1	Taxe épargne à long terme
Impact personeelsbesparingen	0	0	-180	-180	-180			Impact économies en matière de personnel
Totaal	145.902	150.769	151.038	5.136	270	3,5	0,2	Total
<u>Belastingen geheel geïnd voor derden</u>								<u>Impôts entièrement encaissés pour des tiers</u>
Gewestelijke belastingen	3.670	3.772	3.814	143	41	3,9	1,1	Impôts régionaux
Verkeersbelasting	0	0	0	0	0			Taxe de circulation
Belasting op inverterstelling	0	0	0	0	0			Taxe de mise en circulation
Belasting op spelen en weddenschappen	31	31	32	0	1	1,1	3,2	Taxe sur les jeux et paris
Automatische ontspanningstoestellen	10	11	10	0	0	1,1	-3,0	Appareils automatiques de divertissement
Onroerende voorheffing	0	0	0	0	0			Précompte immobilier
Geregion. fiscale boeten directe bel.	0	0	0	0	0			Amendes reg. impôts directs
Geregion. registratierechten	2.092	2.067	2.167	75	100	3,6	4,9	Droits d'enregistrement régionalisés
Geregion. fiscale boeten indirecte bel.	247	412	355	108	-57	43,7	-13,8	Amendes reg. impôts indirects
Successierechten	1.290	1.253	1.249	-41	-3	-3,1	-0,3	Droits de succession
Douanerechten	3.531	3.402	3.547	16	146	0,5	4,3	Droits de douane
Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)	153.104	157.943	158.399	5.295	456	3,5	0,3	Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)

3.1.2.2 Fiscale afdrachten

3.1.2.2.1 Algemeen overzicht

De volgende tabel geeft een overzicht van de geraamde evolutie van de fiscale afdrachten voor 2025-2026.

Tabel 26: Fiscale afdrachten (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 Mon. 03/26 (1)	2026 Initieel Initial (2)	2026 Mon. 03/26 Mon. 03/26 (3)	Verschil - Différence (3) vs. (1)	Verschil - Différence (3) vs. (2)	% Verschil Différence (3) vs. (1)	% Verschil Différence (3) vs. (2)	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
EU	4.247	4.150	4.296	49	146	1,1	3,5	UE
Btw	716	748	748	33	0	4,6	0,0	TVA
Douanerechten	3.531	3.402	3.547	16	146	0,5	4,3	Droits de douane
Gemeenschappen en Gewesten	58.442	59.163	59.916	1.473	753	2,5	1,3	Communautés et Régions
Gewestelijke belastingen	3.670	3.772	3.814	143	41	3,9	1,1	Impôts régionaux
Gewestelijke aanvullende belasting op PB (voorschotten)	13.870	14.288	14.864	994	575	7,2	4,0	Taxe additionnelle régionale sur l'IPP (avances)
PB- en btw-dotaties	41.020	41.174	41.311	291	137	0,7	0,3	Dotations IPP et TVA
2 %-beperking van de 'stortingen' zoals bedoeld in artikel 54, § 1, zesde en zevende lid, BFW	-118	-72	-73	45	0	38,4	-0,4	Limitation 2 % des 'versements' comme prévu dans l'article 54, § 1, alinéa 6 et 7, LSF
Sociale zekerheid	26.553	27.325	27.309	756	-16	2,8	-0,1	Sécurité sociale
Globaal beheer werknemers	22.671	23.392	23.380	709	-12	3,1	-0,1	Gestion globale travailleurs salariés
Globaal beheer zelfstandigen	3.788	3.829	3.827	40	-2	1,0	-0,1	Gestion globale travailleurs indépendants
BBSZ en deeleconomie	94	103	102	8	-1	8,3	-1,3	CSSS et l'économie collaborative
Andere	1.611	1.870	1.879	268	9	16,6	0,5	Autres
Politie	372	378	381	9	3	2,4	0,9	Police
CREG	381	512	526	145	13	38,0	2,6	CREG
Elia	758	761	723	-35	-39	-4,7	-5,1	Elia
NIRAS	48	30	63	14	33	29,9	111,7	ONDRAF
Hedera	14	149	149	135	0	966,4	0,0	Hedera
ASEVA	38	40	38	0	-2	0,0	-4,9	ASEVA
Afdrachten fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties	90.853	92.508	93.400	2.546	891	2,8	1,0	Transferts de recettes fiscales avant les corrections de passage
Niet-federale overgangscorrecties	-17	1	11	27	10	163,3	1 561,8	Corrections de passage non fédérales
Andere overgangscorrecties	305	73	-484	-789	-557	-258,5	-764,8	Autres corrections de passage
Afdrachten fiscale ontvangsten, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau	91.142	92.582	92.926	1.784	345	2,0	0,4	Transferts de recettes fiscales, incluant les corrections de passage au niveau du solde

De fiscale afdrachten na overgangscorrecties bedroegen voor 2025 91.142 miljoen euro.

Voor 2026 worden de fiscale afdrachten na overgangscorrecties geraamd op 92.926 miljoen euro. Dit is 345 miljoen euro hoger ten opzichte van de ramingen in de initiële begroting voor 2026. De toename wordt vooral verklaard door een stijging van de afdrachten van douanerechten (+146 miljoen euro) en van de pb- en btw-dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten (+137 miljoen euro). Daarnaast is er ook een stijging van de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting op basis van doorgestorte voorschotten (+575 miljoen euro); in ESR termen is er slechts een stijging van 18 miljoen euro (zie 4.1.2.2.3). De overgang van het concept op basis van doorgestorte voorschotten naar ESR wordt gecorrigeerd via de lijn 'andere overgangscorrecties'.

Tussen 2025 en 2026 stijgen de fiscale afdrachten met 2,0 % of 1.784 miljoen euro ingevolge de hogere afdrachten aan Gemeenschappen en Gewesten (1.473 miljoen euro of 2,5 %) en aan de sociale zekerheid (756 miljoen euro of 2,8 %).

3.1.2.2.2 Fiscale afdrachten aan de EU

De fiscale afdrachten aan de EU bedroegen voor 2025 4.247 miljoen euro, waarvan 3.531 miljoen euro betrekking had op de afdracht van de inkomsten uit douanerechten en 716 miljoen euro op de afdracht van btw-inkomsten.

Voor 2026 worden de fiscale afdrachten aan de EU geraamd op 4.296 miljoen euro. Dit is 146 miljoen euro hoger dan de ramingen bij begrotingsopmaak. De toename is integraal toe te schrijven aan de hogere afdrachten van de inkomsten uit douanerechten. Deze worden nu geraamd op 3.547 miljoen euro tegenover 3.402 miljoen euro bij begrotingsopmaak. De afdrachten van de btw-inkomsten blijven constant ten opzichte van begrotingsopmaak en worden geraamd op 748 miljoen euro.

3.1.2.2.3 Fiscale afdrachten aan Gemeenschappen en Gewesten

1. Parameters

De volgende tabel geeft een overzicht van de parameters die werden gehanteerd voor de raming van de fiscale afdrachten aan de Gemeenschappen en Gewesten in het kader van de Bijzondere Financieringswet.

Tabel 27: Parameters BFW

begrotingsjaar (t) / année budgétaire (t)	2025	2026
	definitief - définitif	aangepast - ajusté
ICP / IPC	2,47%	1,90%
reële bbp-groei / croissance réelle PIB	FOD-SPF ECO	EB-BE 12/02/26
	1,00%	1,10%
	EB-BE 12/02/26	EB-BE 12/02/26
# inwoners -18 jaar	30/06/2024 (DEF)	30/06/2025 (2° obs)
# habitants -18 ans		
VG / RF	1.315.601	1.313.925
WG excl. DG / RW excl. CG	723.306	717.195
BHG / RBC	270.650	266.999
totaal excl. DG / total hors CG	2.309.557	2.298.119
DG / CG	15.657	15.609
# leerlingen (6 tem 17 jaar) *	sch j / année scol	sch j / année scol
# élèves (6 à 17 ans inclus) *	2024 - 2025 REA	2025 - 2026 ram-est
VG / Comm fl	921.382	921.485
	58,515%	58,671%
FG / Comm fr	653.228	649.101
	41,485%	41,329%
totaal excl. DG / total hors CG	1.574.610	1.570.587
# inwoners 0 tot en met 18 jaar *	01/01/2025 REA	01/01/2026 ram-est
# habitants 0 à 18 ans inclus *		
VG / RF	1.394.309	1.394.769
WG incl. DG / RW avec CG incluse	782.412	775.404
BHG / RBC	284.048	280.192
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	2.460.769	2.450.365
DG / CG	16.490	16.540
WG excl. DG / RW hors CG	765.922	758.864
totaal excl. DG / total hors CG	2.444.279	2.433.825
# inwoners +80 jaar *	01/01/2025 REA	01/01/2026 ram-est
# habitants +80 ans *		
VG	380.145	388.162
WG incl. DG / RW avec CG incluse	165.724	168.515
BHG / RBC	41.499	41.809
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	587.368	598.486
DG / CG	4.336	4.325
WG excl. DG / RW hors CG	161.388	164.190
totaal excl. DG / total hors CG	583.032	594.161
totale bevolking *	01/01/2025 REA	01/01/2026 ram-est
population totale*		
VG / RF	6.864.766	6.905.020
WG incl. DG / RW avec CG incluse	3.704.990	3.713.241
BHG / RBC	1.255.795	1.256.976
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	11.825.551	11.875.237
DG / CG	79.537	79.717
WG excl. DG / RW hors CG	3.625.453	3.633.524
totaal excl. DG / total hors CG	11.746.014	11.795.520
totale bevolking: solid. mech. / population totale: méc. de solid.	01/01/(AJ-EI)2024 REA	01/01/(AJ-EI)2025 REA
VG / RF	6.821.770	6.864.766
WG incl. DG / RW avec CG incluse	3.692.283	3.704.990
BHG / RBC	1.249.597	1.255.795
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	11.763.650	11.825.551
DG / CG	79.479	79.537
WG excl. DG / RW hors CG	3.612.804	3.625.453
totaal excl. DG / total hors CG	11.684.171	11.746.014
federale personenbelasting / impôt des personnes physiques fédéral	AJ-EI 2024 REA	AJ-EI 2025 ram-est
VG / RF	28.810.580.740,82	29.858.979.783,77
WG excl. DG / RW total hors CG	12.162.029.859,17	12.686.681.554,32
BHG / RBC	3.846.118.471,33	3.999.960.004,79
DG / CG	184.857.328,14	191.979.990,87
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	45.003.586.399,46	46.737.601.333,76
WG incl. DG / RW avec CG incluse	12.346.887.187,31	12.878.661.545,20
sleutel federale personenbelasting / clé impôt des personnes physiques fédérz	AJ-EI 2024 REA	AJ-EI 2025 ram-est
VG / RF	64,018%	63,886%
WG excl. DG / RW total hors CG	27,025%	27,144%
BHG / RBC	8,546%	8,558%
DG / CG	0,411%	0,411%
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	100,000%	100,000%
WG incl. DG / RW avec CG incluse	27,435%	27,555%
Stroom van pendelaars	2025	2026
Flux de navetteurs		
VG / RF	61,866%	61,866%
WG / RW	38,134%	38,134%
Tota(ə)l :	100,000%	100,000%
Reële bbp-groei per inwoner / taux de croissance réelle du PIB par habitant	0,4713%	0,6770%

Bron : FOD Financiën

2. Gewestelijke belastingen

De afdrachten inzake gewestelijke belastingen bedroegen 3.670 miljoen euro in 2025.

Voor 2026 worden de afdrachten inzake gewestbelastingen geraamd op 3.814 miljoen euro. Dit is een stijging met 41 miljoen euro ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak. Het verschil wordt voornamelijk verklaard door een toename van de inkomsten uit registratierechten (+100 miljoen euro) en een daling van de inkomsten uit fiscale boeten (-57 miljoen euro) en uit successierechten (-3 miljoen euro).

3. Gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting

De gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting voor 2025 (doorgestorte voorschotten en afrekeningen) bedroeg 13.870 miljoen euro. In ESR-termen wordt de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting geraamd op 14.057 miljoen euro. Het verschil tussen beide optieken (187 miljoen euro) wordt via de overgangscorrecties meegenomen om zodoende rekening te houden met het ESR-concept.

Voor 2026 wordt de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting (doorgestorte voorschotten en afrekeningen) geraamd op 14.864 miljoen euro. In vergelijking met de ramingen bij begrotingsopmaak gaat het om een toename met 575 miljoen euro. Deze toename is hoofdzakelijk het gevolg van een hogere inschatting van de opbrengst van de gewestelijke opcentiemen (+412 miljoen euro), een hogere inschatting van de afrekening uit vorige aanslagjaren (+168 miljoen euro) en een lichte toename van de fiscale uitgaven (1 miljoen euro). In ESR-termen wordt de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting voor 2026 geraamd op 14.307 miljoen euro. Het verschil tussen beide optieken (557 miljoen euro minder afdrachten volgens het ESR-concept) wordt via de overgangscorrecties meegenomen om zodoende rekening te houden met het ESR-concept.

De volgende tabel geeft een overzicht van de samenstelling van de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting voor 2025 en 2026 (doorgestorte voorschotten), de gewestelijke personenbelasting in ESR-termen, alsook de ramingen van de gewestelijke opcentiemen en de fiscale uitgaven.

Tabel 28: Samenstelling van de gewestelijke pb 2025-2026, opbrengst gewestelijke opcentiemen en fiscale uitgaven

<i>in miljoen EUR</i>	2025 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (1)	2026 Initieel - Initial (2)	2026 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (3)	Vershil - Différence (3) vs. (1)	Vershil - Différence (3) vs. (2)
Gewestelijke pb (doorgestorte voorschotten)	13.849	14.467	14.874	1.026	408
Afrek AJ x-1 sept	-163	-358	-112	50	246
Verschuiving terugvordering negatief saldo AJ2024	47	0	-47	-95	-47
Afrek AJ x-1 ontv sep-dec	63	104	71	9	-33
Voorgaande AJ	79	81	83	4	2
Afrek BNI AJ x-1	-6	-5	-5	1	0
TOTAAL	13.870	14.288	14.864	994	575
<i>waarvan afrekeningen</i>	<i>21</i>	<i>-178</i>	<i>-11</i>	<i>-32</i>	<i>168</i>

Gewestelijke pb in ESR	14.057	14.289	14.307	250	18
------------------------	--------	--------	--------	-----	----

<i>Vershil ESR - doorgestorte voorschotten</i>	<i>187</i>	<i>0</i>	<i>-557</i>	<i>-744</i>	<i>-557</i>
--	------------	----------	-------------	-------------	-------------

<i>in miljoen EUR</i>	2025 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (1)	2026 Initieel - Initial (2)	2026 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (3)	Vershil - Différence (3) vs. (1)	Vershil - Différence (3) vs. (2)
Opcentiemen	16.063	16.486	16.897	835	412
Fiscale uitgaven	2.240	1.929	1.930	-310	1

Uit de definitieve vaststelling van de autonomiefactor in 2018 bleek dat de Gewesten voor de jaren 2015 tot en met 2017 te veel middelen hadden ontvangen. Voor die jaren voorzag de wet immers de toepassing van een voorlopige autonomiefactor die uiteindelijk hoger bleek te zijn dan de definitieve autonomiefactor. De afrekening bedroeg ongeveer 1.626 miljoen euro. Dit bedrag werd in ESR integraal op 2018 aangerekend. In kastermen wordt deze afrekening evenwel over meerdere jaren gespreid om niet meer dan 2 % van de overgedragen middelen per begrotingsjaar te overschrijden. Hierdoor liggen de afdrachten voor 2025 en 2026 in kastermen respectievelijk 118 miljoen euro en 73 miljoen euro lager. Via een overgangscorrectie wordt dit bedrag evenwel geneutraliseerd om te komen tot een bedrag in ESR. Vanaf 2026 heeft deze verrekening enkel nog betrekking op het Vlaamse gewest. Na 2026 rest er in totaal nog ongeveer 474 miljoen euro te verrekenen in de daaropvolgende jaren.

4. Pb- en btw-dotaties

De pb- en btw-dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten bedroegen in 2025 41.020 miljoen euro.

Voor 2026 worden de pb- en btw-dotaties geraamd op 41.311 miljoen euro. Dit is 137 miljoen euro meer ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak. Deze stijging is vooral het gevolg van de toepassing van de onderliggende macro-economische parameters.

3.1.2.2.4 Fiscale afdrachten aan de Sociale Zekerheid

De fiscale afdrachten aan de sociale zekerheid bedroegen voor 2025 26.553 miljoen euro.

Voor 2026 worden de fiscale afdrachten aan de sociale zekerheid geraamd op 27.309 miljoen euro. Dit is lichte daling met 16 miljoen euro ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak voor 2026.

De fiscale afdrachten voor 2026 kunnen als volgt uitgesplitst worden:

- Inzake alternatieve financiering: 27.207 miljoen euro:
 - Globaal beheer werknemers: 23.380 miljoen euro;
 - Globaal beheer zelfstandigen 3.827 miljoen euro;
- BBSZ en deeleconomie: 102 miljoen euro.

Het gedeelte met betrekking tot de alternatieve financiering komt ook aan bod in de hoofdstukken met betrekking tot de respectieve globale beheren (zie infra).

3.1.2.2.5 Overige afdrachten

Het gaat om afdrachten ter financiering van de CREG, Elia, Niras, Hedera, ASEVA (Petroleumagentschap), alsook de Politie (sociale dotatie en bijdrage voor het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie).

Deze afdrachten bedroegen voor 2025 1.611 miljoen euro.

Voor 2026 worden de afdrachten geraamd op 1.879 miljoen euro. Dit is 9 miljoen euro hoger ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak voor 2026.

Ten opzichte van 2025 is er een stijging met 268 miljoen euro of 16,6 %. De stijging wordt verklaard door de afdracht aan Hedera die oploopt tot 149 miljoen euro of 135 miljoen euro méér dan 2025. Het gaat hier om fiscale afdrachten ter compensatie van bepaalde federale belastingen. Naast de roerende voorheffing betreft het vanaf 2026 ook de effectentaks en de taks op beursverrichtingen. Daarnaast stijgen de fiscale afdrachten aan CREG met 145 miljoen euro. Dit heeft vooral betrekking op de hogere afdrachten in het kader van het sociaal tarief.

3.1.2.3 De niet-fiscale ontvangsten en niet-fiscale middelen 2025-2026

Tabel 29: De niet-fiscale ontvangsten en middelen 2025-2026

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Vershil -	Vershil -	% -	% -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Kanselarij van de Eerste Minister	6	10	6	0	-3	7,7	- 34,7	Chancellerie du Premier Ministre
Beleid en Ondersteuning	305	447	448	142	0	46,5	0,0	Stratégie et Appui
Justitie	67	61	61	-7	0	- 9,9	0,0	Justice
Binnenlandse Zaken	72	198	199	127	1	177,2	0,7	Intérieur
Buitenlandse Zaken	157	124	124	-33	0	- 21,0	0,3	Affaires étrangères
Landsverdediging	53	67	67	14	0	26,5	0,0	Défense
Federale politie en geïntegreerde werking	50	50	64	14	14	27,6	27,2	Police fédérale et fonctionnement intégré
Financiën	4.423	5.126	5.330	907	205	20,5	4,0	Finances
Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg	1	0	0	-1	0	- 82,6	0,0	Emploi, Travail et Concertation sociale
Sociale Zekerheid	1.195	2	737	-458	735	- 38,3	46 140,8	Sécurité sociale
Volksgezondheid	47	109	109	62	0	131,9	0,0	Santé publique
Economie, Middenstand en Energie	193	102	257	64	155	33,1	152,5	Économie, Classes moyennes et Énergie
Mobiliteit en Vervoer	149	180	148	-1	-32	- 0,5	- 17,7	Mobilité et Transports
Maatschappelijke integratie	40	10	22	-18	11	- 44,9	110,6	Intégration sociale
Wetenschapsbeleid	4	5	7	3	2	87,0	29,1	Politique scientifique
Niet-fiscale ontvangsten	6.763	6.491	7.580	817	1.089	12,1	16,8	Recettes non fiscales
waarvan lopende ontvangsten	5.280	3.968	5.469	189	1.501	3,6	37,8	dont recettes courantes
waarvan kapitaalontvangsten	1.482	2.522	2.111	628	-412	42,4	- 16,3	dont recettes de capital
Afgestane niet-fiscale ontvangsten	20	20	20	1	0	3,4	0,3	Recettes non fiscales transférées
Niet-fiscale middelen	6.743	6.470	7.559	816	1.089	12,1	16,8	Recettes non fiscales Voies et Moyens
Overgangscorrecties	-29	-620	-943	-913	-322	- 105	- 52,0	Corrections de passage
Correctie codes 8	-894	-1.116	-1.174	-279	-58	- 31,3	- 5,2	Correction codes 8
Andere overgangscorrecties	865	495	231	-634	-264	- 73,3	- 53,3	Autres corrections de passage
Niet-fiscale middelen, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau	6.714	5.850	6.617	-97	767	- 1,4	13,1	Recettes non fiscales Voies et Moyens, incluant les corrections de passage au niveau du solde

Voor **2025** werden de realisaties uit Fedcom overgenomen en aangevuld met overgangscorrecties.

Na overgangscorrecties bedragen de niet-fiscale middelen voor 2025 nu 6.714 miljoen euro.

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties voor **2026** stijgen met 767 miljoen euro tot 6.617 miljoen euro (+13,1 %) ten opzichte van de initiële begroting⁵. Dit is een daling met 97 miljoen euro ten opzichte van de realisaties voor 2025.

De ramingen van de niet-fiscale ontvangsten zijn gebaseerd op de resultaten van de bilaterale vergaderingen, die werden verzameld in de exl-database van de FOD BOSA. Zoals voorheen werden de niet-fiscale ontvangsten in kastermen gebruikt als vertrekpunt. Deze cijfers werden aangevuld met overgangscorrecties om dichter aan te sluiten bij de ESR-matig te boeken ontvangsten. Hieronder worden voor 2026 achtereenvolgens de niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties, de afdrachten en de overgangscorrecties besproken.

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2026 geraamd op 7.580 miljoen euro. Ten opzichte van de initiële begroting nemen de ontvangsten toe met 1.089 miljoen euro.

Het verschil ten opzichte van de initiële begroting wordt onder andere verklaard door:

- verschuivingen tussen drie begrotingsartikelen die onderling werden aangepast en herraamd (FOD Financiën, §1, artikel 16.11.17 Verjaringen bij de DCK, artikel 56.50.01 Overname en

⁵ Cijfers Algemene Toelichting bij de initiële begroting 2026.

verkoop effecten en artikel 08.10.07 Dematerialisatie, met een netto-impact van +17 miljoen euro op het ESR-vorderingensaldo van de Algemene Toelichting bij de initiële begroting);

- betaling door de EU van inningskosten bij de Thesaurie (+117 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting, FOD Financiën, §1, artikel 16.13.01);
- interesten van de portefeuille van de Deposito- en Consignatieskas (+92 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting, FOD Financiën, §1, artikel 26.20.03, 78 miljoen euro hiervan of het verschil tussen de kasontvangst en de vastgestelde rechten wordt geneutraliseerd via een correctie, cf. infra);
- terugbetaling door de OISZ van COVID-19 subsidies (+187 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting, FOD Sociale Zekerheid, artikel 42.20.03);
- terugbetaling (in kader van de toegestane energiepremies) door de CREG (+128 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting, FOD Economie, artikel 46.40.08);
- overheidsopdracht kentekenplaten en -bewijzen (-42 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting, FOD Mobiliteit, artikel 16.11.26). Er wordt hiervoor nu pas een ontvangst voorzien in 2027;
- terugbetaling evenwichtsdotatie RSZ (+548 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting, FOD Sociale Zekerheid, artikel 42.80.03);
- inkomsten met betrekking tot derivaten (+99 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting, Rijksschuld, artikel 86.70.03, niet ESR-aanrekenbaar voor het vorderingensaldo).

In de bijlagen wordt een overzicht gegeven per artikel van de belangrijkste niet-fiscale middelen voor overgangscorrecties.

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 20 miljoen euro voor 2026. Dit betreft interestontvangsten op gewestelijke belastingen.

In ESR-termen worden voor 2026 volgende correcties doorgevoerd:

Er worden code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 1.174 miljoen euro in plaats van 1.116 miljoen euro bij de initiële begroting.

Er worden zoals bij de initiële begroting ook een aantal andere aanpassingen doorgevoerd voor 2026. Deze andere correcties bedragen voor 2026 netto +231 miljoen euro ten opzichte van +495 miljoen euro bij de initiële begroting. Deze diverse aanpassingen betreffen:

- een correctie om bepaalde ontvangsten van het Rode Kruis die via een thesaurierekening verlopen aan te rekenen: +9 miljoen euro (ongewijzigd). Er gebeurt ook simultaan de omgekeerde correctie bij de uitgaven;
- een correctie in verband met de aanrekening van de stortingen door ondernemingen in het kader van de overdracht van hun pensioenverplichtingen aan de Staat: +189 miljoen euro (+375 miljoen euro bij de initiële begroting). Het INR heeft voor deze correctie haar methodologie aangepast met een neerwaartse herziening tot gevolg;
- een correctie voor het aanrekeningsmoment van telecomlicenties ingevolge de ESR2010-reglementering: +74 miljoen euro (t.o.v. +73 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting). Het op 2026 aan te rekenen bedrag wordt daarmee op 133 miljoen euro gebracht. Er wordt bij gebrek aan een definitief akkoord over de verdeling van de ontvangsten, geen rekening gehouden met een afdracht aan de gemeenschappen door de federale overheid;

- een correctie op de aanrekening van ontvangsten van emissierechten uit het ETS1: -8 miljoen euro (t.o.v. -12 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting). Deze correctie is gebaseerd op prognoses van de FOD Volksgezondheid per entiteit met constante prijs;
- een correctie voor het uitsluiten van het geboekte bedrag voor niet ESR-aanrekenbare code 08- en code 9-verrichtingen, alsook ontvangsten van dematerialisatie: -202 miljoen euro (t.o.v. -215 miljoen euro t.o.v. de initiële begroting); De opbrengsten uit erfloze nalatenschappen (nu geraamd op 11 miljoen euro) werden niet meer geëlimineerd voor de bepaling van het ESR-vorderingensaldo. De ontvangsten van dematerialisatie werden verplaatst uit de code 08-verrichtingen maar dit bedrag wordt, via deze correctie, net zoals voorheen niet aangerekend voor het vorderingensaldo in 2026. Wel wordt, ook zoals voorheen, via een bijkomende correctie toch 1/10^{de} ervan toegerekend aan 2026 (cf. infra);
- een correctie voor een gespreide aanrekening van de ontvangsten van dematerialisatie: +18 miljoen euro (idem de initiële begroting);
- een correctie voor het in rekening brengen van de bijdrage van de financiële instellingen aan het Depositogarantiefonds: +230 miljoen euro op basis van herziene cijfers van de FOD Financiën (+248 miljoen euro bij de initiële begroting);
- een nieuwe correctie voor de uitzonderlijke kasontvangst van interesten van de portefeuille van de Deposito- en Consignatiekas in 2026 (-78 miljoen euro).

3.1.2.4 Les dépenses primaires

Le tableau suivant reprend une situation des dépenses primaires (liquidations) pour les années 2025 (réalisations) et 2026 conforme à la présentation de l'Exposé général.

Tableau 30: Aperçu des dépenses primaires (concept exposé général)

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Verschil -	Verschil -	% -	% -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Kredieten	87 490	90 949	91 145	3 655	197	4,2	0,2	Crédits
Totaal Autoriteitscel	41 993	42 629	43 182	1 189	553	2,8	1,3	Total Cellule Autorité
Totaal Sociale Cel	35 195	34 529	34 563	-632	34	- 1,8	0,1	Total Cellule Sociale
Totaal Economische Cel	6 467	6 669	6 665	199	-3	3,1	0,0	Total Cellule Économique
Provisies	0	2 128	1 800	1 800	-328		- 15,4	Provisions
Bni-bijdrage EU	3 835	4 994	4 935	1 100	-59	28,7	- 1,2	Contribution RNB UE
Interessen FOD Financiën (-)	-124	-124	-270	-146	-146	- 117,7	- 117,7	Intérêts SPF Finances (-)
Onderbenutting (-)	0	-1 255	-1 255	-1 255	0		0,0	Sous-utilisation (-)
Primaire uitgaven AT	87 366	89 569	89 620	2 254	51	2,6	0,1	Dépenses primaires EG
ESR-correcties	-3 978	-1 336	-2 029	1 949	-693	49,0	- 51,9	Corrections SEC
Bni-bijdrage EU	-5	0	2	7	2	132,6		Contribution RNB UE
Primaire uitgaven schuldbegroting	44	57	64	20	7	45,3	12,2	Dépenses primaires de la dette
Correctie codes 8 en 9	-607	-174	-174	433	0	71,4	0,0	Correction codes 8 et 9
Andere ESR-correcties	-3 410	-1 219	-1 920	1 489	-702	43,7	- 57,6	Autres corrections SEC
Primaire uitgaven ESR	83 389	88 234	87 592	4 203	-642	5,0	- 0,7	Dépenses primaires SEC

2025

Les dépenses primaires SEC réalisées en 2025 se montent à 83.389 millions d'euros, soit une diminution de 175 millions d'euros par rapport aux dépenses SEC estimées pour 2025 lors de l'exposé général 2026.

2026

Les dépenses primaires SEC sont estimées à 87.592 millions d'euros pour l'actualisation 2026, soit une diminution de 642 millions d'euros (-0,7 %) par rapport aux dépenses primaires SEC 2026 estimées pour le budget initial 2026.

L'évolution des différentes rubriques ayant permis d'estimer les dépenses primaires SEC 2026 actualisées est détaillée ci-dessous (évolution par rapport au budget initial 2026) :

1. **Crédits (+197 millions d'euros) :**

La circulaire du 16 janvier 2026 précise les hypothèses utilisées par le SPF BOSA pour l'actualisation des estimations 2026.

Hypothèses de la circulaire :

Par rapport au budget initial 2026, la circulaire prévoit une indexation des crédits de personnel de 1,67 % et ne prévoit pas d'indexation pour les crédits de fonctionnement et d'investissement.

La circulaire prévoit entre autres l'application des principes suivants :

- les crédits du budget initial 2026 constituent la base du contrôle budgétaire ;
- on part du principe des enveloppes de crédit ;
- les nouvelles initiatives (qui n'ont pas encore été adoptées par le Conseil des ministres ou la Chambre des représentants) ne sont pas autorisées ;
- les crédits récurrents déjà mis à disposition en 2025 via un arrêté de répartition au départ de la provision interdépartementale visant à renforcer les services de sécurité et la politique de retour peuvent être inclus dans la base ;
- les ajustements doivent être dûment justifiés.

Les propositions budgétaires ont été fournies par les départements au SPF BOSA pour le 10 février 2026 et les réunions bilatérales ont eu lieu durant la première semaine du mois de mars 2026.

Le tableau suivant reprend les crédits de liquidation des dépenses primaires 2026 par départements tels qu'ils résultent des réunions bilatérales.

Le tableau reprend les colonnes suivantes :

- (1) Réalisations 2025 : il s'agit des liquidations effectuées en 2025 ;
- (2) 2026 INI : il s'agit des crédits de liquidation du budget initial 2026 ;
- (3) Index : elle reprend les indexations légales et les différences de change ;
- (4) Volume : elle reprend les variations en volume actualisées par rapport au budget initial 2026 ;
- (5) Colonne Monitoring mars 2026 : elle reprend l'actualisation de l'estimation des crédits de liquidation 2026 ;
- (6) Évolution entre l'actualisation et le budget initial 2026.

Tableau 31 : Crédits de liquidation par département (2025-2026)

(en millions d'euros)

Budgets	2025 Realisations - Réalisations	2026 Initiel - Initial	2026 Indexatie - Indexation	2026 Volume - Volume	2026 Mon. maart '26 - Mon. mars '26	2026 Variatie - Variation	2026 Variatie % - Variation %
Dotations	17 512,5	17 743,6	0,3	61,5	17 805,4	61,8	0,3
Chancellerie du Premier Ministre	215,9	228,6	1,5	3,2	233,3	4,6	2,0
Stratégie et Appui	441,5	877,0	2,1	6,7	885,8	8,8	1,0
Organismes indépendants	37,2	36,7	0,2	-6,2	30,7	-6,0	-16,4
Justice	2 866,2	2 843,7	31,0	35,8	2 910,5	66,8	2,4
Intérieur	2 560,7	2 297,7	8,5	50,6	2 356,8	59,1	2,6
Affaires étrangères et Coop. Développement	1 727,6	1 606,0	-3,7	1,9	1 604,3	-1,8	-0,1
Défense nationale	10 485,8	10 769,6	0,0	188,2	10 957,8	188,2	1,7
Police fédérale et fonctionnement intégré	2 841,1	2 892,9	24,7	-20,4	2 897,1	4,3	0,1
Finances	2 425,2	2 384,3	26,8	139,5	2 550,6	166,3	7,0
Régie des Bâtiments	879,7	948,8	1,4	-0,1	950,1	1,3	0,1
TOTAL CELLULE AUTORITÉ	41 993,5	42 628,9	92,9	460,6	43 182,3	553,5	1,3
Emploi, Travail et Concertation sociale	268,9	278,3	3,9	0,2	282,4	4,1	1,5
Sécurité sociale	31 357,8	30 723,5	376,3	-410,6	30 689,2	-34,3	-0,1
Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement	1 127,7	1 117,8	3,1	0,9	1 121,8	4,0	0,4
Intégration sociale	2 440,3	2 409,2	25,8	34,2	2 469,2	60,0	2,5
TOTAL CELLULE SOCIALE	35 194,7	34 528,8	409,1	-375,3	34 562,5	33,7	0,1
Économie, PME, Classes moyennes et Énergie	1 065,0	1 444,3	4,4	0,2	1 448,9	4,6	0,3
Mobilité et Transports	4 855,0	4 704,1	50,8	-65,1	4 689,7	-14,3	-0,3
Politique scientifique	546,8	520,3	6,2	0,4	526,8	6,5	1,3
TOTAL CELLULE ÉCONOMIQUE	6 466,8	6 668,6	61,3	-64,5	6 665,4	-3,2	0,0
Provision interdépartementale		829,7		-18,9	810,9	-18,9	-2,3
Provision politique nouvelle		3,3		0,0	3,3	0,0	0,0
Provision indexation		485,2	-485,2	0,0	0,0	-485,2	-100,0
Provision renforcement de la sécurité		366,9		176,3	543,1	176,3	48,0
Provision Ukraine		442,8		0,0	442,8	0,0	0,0
TOTAL PROVISIONS	0,0	2 128,0	-485,2	157,4	1 800,2	-327,8	-15,4
Crédits départementaux	83 654,9	85 954,2	78,1	178,2	86 210,5	256,3	0,3
Contribution RNB à l'UE	3 835,3	4 994,4	0,0	-59,4	4 935,0	-59,4	-1,2
Dépenses primaires	87 490,2	90 948,6	78,1	118,8	91 145,5	196,9	0,2

Sur base de cette situation, les crédits de liquidation actualisés pris en compte dans ce rapport pour 2026 se montent ainsi à 91.145,5 millions d'euros, soit une augmentation de 196,9 millions d'euros (+0,2 %) par rapport au budget initial 2026.

Cette évolution se répartit entre les 2 éléments suivants :

- Effet index : +78,1 millions d'euros ;
- Effet volume : +118,8 millions d'euros.

Le tableau suivant reprend les crédits de liquidation des dépenses primaires 2026 par gros postes.

Tableau 32 : Crédits de liquidation par gros postes (2025-2026)

(en millions d'euros)

Gros postes	2025	2026	2026	2026
Crédits de liquidation	Realisaties -	Initieel -	Mon. maart '26 -	Verschil -
	Réalisations	Initial	Mon. mars '26	Différence
Salaires et charges sociales	8 027	8 322	8 437	115
Frais de fonctionnement	7 413	5 235	5 249	14
Investissements	2 787	4 962	5 121	159
Budget des dotations hors dot. aux Comm.	469	471	471	0
Budget des dotations aux Communautés	17 044	17 273	17 334	61
Pro Déo	193	240	242	2
Dotation mobilité Bxl-capitale	55	55	55	0
Financement communes et instit. bruxelloises	492	494	518	24
Dotation FEDASIL	964	702	703	1
Dotation aux zones de secours	191	194	194	0
Organismes internationaux	110	113	109	-3
Coopération au développement	1 130	1 040	1 040	0
Dotations aux zones de police	1 314	1 271	1 274	3
Intérêts de la caisse dépôts et consignations	124	124	270	146
Dotations Régie des bâtiments	950	949	950	1
Dotation à l'ONEM	161	168	170	2
Dotation globale indépendants	471	478	481	3
Dotation équilibre indépendants	613	598	598	0
Allocations aux personnes handicapées	3 081	3 286	3 235	-50
Dotation globale salariés	2 633	2 666	2 684	18
Dotation équilibre salariés	6 751	5 670	5 653	-16
Subvention ORPSS	271	271	269	-2
Dotations pensions	15 904	16 150	16 135	-15
Garantie revenus personnes âgées	1 025	1 035	1 021	-13
Source de financement supplémentaire soins de santé	481	488	491	4
Blouses blanches	402	402	402	0
Dotation AFSCA	117	115	116	1
Dysnergie	190	0	0	0
Païement Poste contrat de gestion	155	155	155	1
SNCB	2 449	2 281	2 268	-12
Infrabel	1 967	1 941	1 967	26
Subventions CPAS - revenu d'intégration	1 788	2 085	2 133	48
Subventions CPAS - loi du 02.06.1965	468	156	176	20
Remboursement à la CAAMI	106	112	100	-12
Projets spatiaux ESA	254	234	237	3
Codes 8 et 9	608	108	108	0
Provision interdépartementale	0	830	811	-19
Provision politique nouvelle	0	3	3	0
Provision indexation	0	485	0	-485
Provision renforcement de la sécurité	0	367	543	176
Provision guerre Ukraine	0	443	443	0
Provisions Be NUC impact SEC	0	81	81	0
Provision Be NUC codes 8	0	65	65	0
provision norme énergétique	0	249	249	0
Dotation capital BE-WATT	0	488	488	0
RRF	184	607	611	4
Autres dépenses primaires	2 314	2 496	2 547	51
Crédits départementaux	83 655	85 954	86 210	256
Contribution RNB	3 835	4 994	4 935	-59
Crédits y compris contribution RNB	87 490	90 949	91 145	197

L'effet index (+78,1 millions d'euros) par rapport au budget initial 2026 est principalement dû au fait que, dans le budget initial 2026, un dépassement de l'indice-pivot était prévu en janvier 2026, alors qu'il est finalement intervenu en décembre 2025.

L'évolution en volume (+118,8 millions d'euros) par rapport aux crédits du budget initial 2026 s'explique principalement par les éléments suivants :

- Budget des dotations : les dotations aux communautés augmentent de 61,8 millions d'euros suite à l'application des paramètres du budget économique de février 2026 ;
- SPF Justice : l'évolution en volume s'explique principalement par un transfert de 19,5 millions d'euros en provenance de la provision sécurité ;
- SPF Intérieur : l'évolution en volume s'explique principalement par un transfert de 16,1 millions d'euros en provenance de la provision sécurité et, par une augmentation du crédit pour la main morte (+16,0 millions d'euros) ;
- Défense (+188 millions d'euros) : suite à l'évolution du PIB prévue au budget économique de février 2026, l'enveloppe de la Défense a été augmentée de 188 millions d'euros afin que l'effort de défense 2026 puisse atteindre 2 % du PIB en tenant compte des dépenses de défense externes ;
- SPF Finance (+166 millions d'euros) : l'augmentation s'explique principalement par l'augmentation des intérêts payés par la caisse des dépôts et de consignation. Suite à une modification de la méthode d'enregistrement de ces charges d'intérêt (sur base des droits constatés en non plus la base caisse), le crédit concerné a été augmenté de 146 millions d'euros mais fera l'objet d'une correction SEC en 2026 (voir section relative aux charges d'intérêt) ;
- SPF Sécurité sociale : la diminution en volume est principalement localisée au niveau des pensions du secteur public (-27,0 millions d'euros), des allocations aux personnes handicapées (-10,1 millions d'euros), de la garantie revenu aux personnes âgées (-30,4 millions d'euros) et de la sécurité sociale outre-mer (-7,8 millions d'euros) suite à une révision à la baisse des prestations ;
- SPP Intégration sociale : les subsides aux CPAS pour la loi du 2/4/1965 augmentent en volume de 17,2 millions d'euros et pour le revenu d'intégration de 25,3 millions d'euros ;
- SPF Mobilité et transports : la diminution en volume est principalement localisée au niveau de la dotation d'exploitation variable à la SNCB (-37,2 millions d'euros) et des frais d'inscription des véhicules (-30,0 millions d'euros) suite au report à 2027 des coûts liés au marché public pour la délivrance des plaques et certificats d'immatriculation ;
- Provisions (-327,8 millions d'euros) :
 - o La provision indexation est mise à 0 et répartie entre les différentes allocations de base (-485,2 millions d'euros) ;

- La provision interdépartementale diminue de 18,9 millions d'euros. La diminution 23,2 millions d'euros de la provision bien-être groupes vulnérables et cohésion sociale s'explique par un transfert de crédits vers la dotation pour les personnes handicapées (+22,5 millions d'euros) et vers l'INAMI pour les exclus au chômage (+0,6 millions d'euros) ;
- La provision renforcement de la sécurité augmente de 176,3 millions d'euros suite au report de la partie non utilisée de la provision sécurité 2025 (211,7 millions d'euros) et des redistributions effectuées vers les crédits (-35,4 millions d'euros, principalement vers le SPF Justice et SPF Intérieur).

Tableau 33 : Aperçu des provisions 2026

(en millions d'euros)

	2026 Initieel - Initial	2026 Mon. maart '26 - Mon. mars '26	2026 Verschil - Différence
Frais de justice et divers	618,3	618,3	0,0
Bien-être	0,0	0,0	0,0
Nouveaux contrats bpost	78,0	78,0	0,0
Fedasil	100,0	104,3	4,3
Bien-être groupes vulnérables et cohésion sociale	33,5	10,3	-23,2
Provision interdépartementale	829,7	810,9	-18,9
Provision politique nouvelle	3,3	3,3	0,0
Provision indexation	485,2	0,0	-485,2
Bénéficiaire loi de 65 - Réfugié ukrainien	298,8	298,8	0,0
Assistance macro-financière à l'Ukraine	24,0	24,0	0,0
European Peace Facility (EPF)	120,0	120,0	0,0
Provision guerre Ukraine	442,8	442,8	0,0
Renforcement des services de sécurité et de la politique de retour	250,0	250,0	0,0
Surpopulation carcérale	60,0	60,0	0,0
Report Justice	6,2	6,2	0,0
Justice et Intérieur	50,7	50,7	0,0
Crédits structurels transférés vers SPF(-)		-35,4	-35,4
Solde provision 2025		211,7	211,7
Provision renforcement de la sécurité	366,9	543,1	176,3
Total provisions	2 128,0	1 800,2	-327,8

2. **Intérêts SPF Finances (+146 millions d'euros)** : les intérêts payés par la Caisse des dépôts et de consignation, déduits des dépenses primaires et intégrés dans les charges d'intérêts SEC, passent de 124 à 270 millions d'euros ;

3. **Corrections de passage vers les dépenses SEC (-693 millions d'euros)** :

Les corrections de passage actualisées entraînent une diminution des dépenses SEC de 693 millions d'euros par rapport au budget initial 2026.

Les corrections apportées sont les suivantes :

- Le crédit de liquidation pour la **contribution RNB** à l'Union Européenne actualisé pour 2026 contient un montant de 2 millions d'euros qui n'a pas pu être liquidé en 2025. Ces 2 millions d'euros sont à prendre en compte en 2025 et font donc l'objet d'une correction diminuant les dépenses SEC en 2026 ;
- Le **budget de la Dette publique** comprend des dépenses autres que des charges d'intérêt qui ont un impact sur les dépenses primaires SEC. Il s'agit des commissions sur les émissions d'emprunts publics et de la dotation à l'Agence de la Dette. La correction venant augmenter les dépenses primaires SEC passe de 57 millions d'euros au budget initial 2026 à 64 millions d'euros pour l'actualisation 2026 ;
- Une correction est apportée aux **investissements et aux achats de munitions de la défense** afin de prendre en compte la différence entre le moment d'imputation budgétaire et le moment d'imputation en termes SEC. Il s'agit d'une correction avec un impact positif (diminution des dépenses SEC) sur le solde SEC de 2.114 millions d'euros pour l'actualisation 2026 ;
- Une correction négative (augmentation des dépenses SEC) de 14 millions d'euros est apportée pour l'achat de deux **hélicoptères Light Utility** par la Police fédérale dont la livraison et donc l'impact SEC est prévue au plus tôt en 2026 ;
- Pour ce qui concerne le **NATO Investment Fund** (NIF), Eurostat considère que les paiements à ce fonds sont des opérations financières sans impact sur le solde SEC mais dans le budget, cette dépense est traitée comme un transfert en capital. Pour l'actualisation 2026, une correction de 1 million d'euros venant réduire les dépenses SEC est apportée (-1 million d'euros) ;
- Une correction de passage est apportée à la fois en recettes non fiscales et en dépenses pour tenir compte du fait que le fonds organique relatif à la **Croix-Rouge** a été remplacé par un compte de trésorerie (9 millions d'euros en 2026) ;
- Le montant correspondant aux opérations **code 8** dans le budget général des Dépenses (hors budget de la Dette publique) est de 61 millions en 2026 augmenté d'un montant de 65 millions d'euros suite à la provision prévue pour des opérations codes 8 au budget du SPF Économie ;
- Les opérations **code 9** (47 millions d'euros en 2026) concernent les amortissements sur certains investissements de la SNCB/Infrabel ainsi que le crédit prévu au SPF Finances pour le remboursement à la BNB correspondant au retrait de la circulation des pièces de monnaie en euros ;
- Une correction augmentant les dépenses SEC de 92 millions d'euros (et donc avec impact négatif sur le solde SEC de 92 millions d'euros) est apportée pour tenir compte de l'enregistrement des intérêts dus dans le cadre de la condamnation relative aux droits de douane sur l'importation de **textiles chinois**. Ce montant de 92 millions d'euros est une

estimation qui avait été reprise comme correction pour 2025 dans l'exposé général 2026. Cependant, vu que le montant n'est pas encore définitivement arrêté mais est une estimation basée sur le montant en principal estimé pour la condamnation, il n'a pas été repris dans les résultats 2025 du Comité de monitoring. Nous sommes donc partis de l'hypothèse que le montant serait définitivement fixé en 2026 et que le budget de 2026 serait en conséquence impacté négativement ;

- Le montant dû à l'Union européenne pour la **contribution plastique** est estimé à 137 millions d'euros en 2026 ;
- Une correction SEC positive (diminution des dépenses SEC) de 55 millions d'euros est apportée pour les augmentations de capital dans les **banques multilatérales de développement** dont le moment d'enregistrement dans le budget diffère du moment à prendre en compte en SEC ;
- Une correction de 3 millions d'euros est apportée pour éliminer un **double comptage** au niveau de la provision interdépartementale et de l'INAMI. Le conseil des Ministres du 12 décembre 2025 avait en effet prévu un montant pour la création de 120 places supplémentaires en centres de psychiatrie légale (CPL) sans en définir l'affectation. Ce montant a donc été repris dans la provision IDP lors du budget initial 2026. Après la clôture des chiffres dans EXL budget, il a été constaté que l'INAMI en a aussi tenu compte dans ses propositions budgétaires ajustées 2026. Il y a par conséquent un double comptage de cette mesure et la provision doit donc être diminuée

Tableau 34 : Corrections de passage vers les dépenses SEC

(en millions d'euros)

	2025	2026	2026	2026
	Realisaties	Initieel	Mon. maart '26	Verschil
	-	-	-	-
	Réalisations	Initial	Mon. mars '26	Différence
Contribution RNB à l'Union européenne	-5	0	2	2
Dépenses primaires budget de la Dette	44	57	64	7
Achats Défense (investissements et munitions)	-3 280	-1 346	-2 114	-767
Hélicoptères Police fédérale	-2	14	14	0
Nato Investment Fund	-7	-5	-1	4
Compte de trésorerie Croix rouge (dépense)	9	9	9	0
Octrois de crédits et prises de participation (codes 8)	-540	-61	-61	0
Amortissements de dettes (codes 9)	-67	-47	-47	0
Provision BEWATT (opérations financières)		-65	-65	0
Intérêts condamnation textile chinois		0	92	92
Contribution plastique	101	137	137	0
Banques multilatérales de développement	-177	-27	-55	-28
Double comptage provision IDP			-3	-3
Totaux	-3 978	-1 335	-2 028	-693

NB : Crédits refusés

Lors des réunions bilatérales, 231,5 millions d'euros de crédits de liquidation ont été refusés et classés en colonne D dans EXL budget parce qu'il s'agissait de demandes non conformes à la circulaire budgétaire.

Toutes les nouvelles initiatives (qui n'ont pas encore été adoptées par le Conseil des Ministres ou la Chambre des Représentants) figurant dans les demandes des départements n'ont pas été discutées en réunions bilatérales et ne figurent donc pas dans les points refusés dans EXL budget vu que les nouvelles initiatives ne sont pas acceptées selon la circulaire budgétaire.

Tableau 35 : Crédits refusés

(en millions d'euros)

Budgets	Total
Dotations	0,0
Chancellerie du Premier Ministre	1,5
Stratégie et Appui	75,7
Organismes indépendants	0,0
Justice	9,5
Intérieur	64,1
Affaires étrangères et Coop. Développement	0,0
Défense nationale	0,1
Police fédérale et fonctionnement intégré	0,3
Finances	44,8
Régie des Bâtiments	-24,8
Emploi, Travail et Concertation sociale	0,0
Sécurité sociale	28,2
Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement	2,0
Intégration sociale	30,0
Économie, PME, Classes moyennes et Énergie	0,1
Mobilité et Transports	0,0
Politique scientifique	0,0
	231,5

Le tableau ci-dessus reprend une synthèse des demandes refusées parce qu'elles sont non conformes à la circulaire budgétaire.

Les crédits refusés les plus conséquents sont les suivants :

- SPF BOSA : Crédits RRF/Repower : 67,3 millions d'euros ;
- SPF Intérieur : Dotation Fedasil : 45,6 millions d'euros ;
- Régie des Bâtiments : Des glissements dans le temps pour le programme d'investissements n'ont pas été acceptés en bilatérales ;
- SPF Sécurité Sociale : Garantie de revenu aux personnes âgées : 26 millions d'euros ;
- SPP Intégration sociale : Subventions aux CPAS : 30 millions d'euros.

3.1.2.5 De interestlasten 2025-2026

De totale interestlasten worden bepaald door de som van:

- de interestlasten geraamd door het Federaal Agentschap van de Schuld (interestlasten ten laste van de Schatkist)⁶;
- de interestlasten van de te consolideren instellingen;
- de vanuit de primaire uitgaven naar de interestuitgaven geherklasseerde bedragen.

Tabel 36: De interestlasten voor 2025-2026

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Verschil -	Verschil -	% Verschil -	% Verschil -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Interestlasten (economisch)	10.960	12.343	12.455	1.495	111	13,6	0,9	Charges d'intérêt (économiques)
Schatkist	10.777	12.165	12.290	1.512	125	14,0	1,0	Trésor
Uit primaire uitgaven overgehevelde interesten	124	124	111	-13	-13	- 10,7	- 10,7	Intérêts en provenance des dépenses primaires
Te consolideren instellingen	59	55	54	-4	0	- 7,2	- 0,2	Organismes à consolider

Raming 2025:

De in 2025 gerealiseerde totale interestlasten op economische basis bedragen 10.960 miljoen euro, waarvan 10.777 miljoen euro interestlasten ten laste van de Schatkist.

Raming 2026:

De totale interestlasten op economische basis worden voor 2026 geraamd op 12.455 miljoen euro, of 111 miljoen euro meer dan voorzien in de initiële begroting.

De raming van de interestlasten ten laste van de Schatkist bedraagt 12.290 miljoen euro, dit is 1.512 miljoen euro meer in vergelijking met de gerealiseerde interestlasten voor 2025. Ten opzichte van de raming van de initiële begroting voor 2026 is dit een toename van 125 miljoen euro.

In de raming voor 2026 wordt rekening gehouden met bruto-financieringsbehoeften van 60,12 miljard euro (ten opzichte van 59,70 miljard euro bij de opmaak van de initiële begroting). De bruto-financieringsbehoeften bestaan nu naast een netto te financieren saldo van 26,91 miljard euro uit 33,21 miljard euro aan terugbetalingen van leningen die in 2026 vervallen, aankopen van leningen die na 2026 vervallen en andere vervroegde terugbetalingen.

Voor 2026 is het netto te financieren saldo gebaseerd op een vorderingentekort van -3,7 % van het bbp zoals voorzien in de initiële begroting. Dit impliceert een nominaal vorderingentekort van 24,60 miljard euro voor entiteit I, op basis van een bbp van 664,78 miljard euro zoals herzien in de economische begroting van februari. Hieraan worden correcties aangebracht ten belope van 2,31 miljard euro om te komen tot het netto te financieren saldo van 26,91 miljard euro.

⁶ Zie synthesesnota -raming dd. 03/03/2026- van het Federaal Agentschap van de Schuld.

Volgende tabel geeft de hypothesen voor de overgang van het vorderingensaldo naar het netto te financieren saldo weer:

Tabel 37: De overgang tussen vorderingensaldo en netto te financieren saldo voor 2026

<i>en millions EUR</i>	
	<u>2026</u>
PIB	664.778
Solde de financement de l'entité I %	3,70
<u>Solde de financement de l'entité I</u>	<u>24.597</u>
<u>Corrections de passage</u>	<u>2.314</u>
Intérêts courus vers intérêts échus	250
Remboursement prêts (ONSS)	-62
Remboursements prêts Grèce	0
Vente de participations/corrections défense	0
Primes d'émission cash	1.943
Impact des swaps	-110
Coût BB	1
Prime d'annulation de swap	100
Autres codes 8	192
<u>SNF</u>	<u>26.911</u>

De rentevoeten op de lange termijnen worden nu iets lager ingeschat dan voorzien bij de opmaak van de initiële begroting 2026. Op de termijn van 10 jaar wordt gerekend op een gemiddelde rentevoet van 3,38 % (ten opzichte van 3,62 % bij de initiële begroting). Volgende tabel toont de gemiddelden van een aantal interestvoeten die werden toegepast door het Federaal Agentschap van de Schuld:

Tabel 38: De gemiddelde interesthypothesen voor 2026 (in %)

	2026 IB26	2026 MC 3/26	verschil
4 maand	+1,87	+1,94	+0,07
6 maand	+1,88	+1,95	+0,07
12 maand	+1,93	+1,97	+0,04
5 jaar	+2,93	+2,68	-0,25
10 jaar	+3,62	+3,38	-0,24
15 jaar	+4,02	+3,80	-0,22
30/50 jaar	+4,26	+4,07	-0,19

De gewogen gemiddelde rentevoet en de gewogen gemiddelde looptijd van de uitgiften op lange termijn in 2026 bedragen in de ramingen respectievelijk 3,46 % en 13,88 jaar.

Voor de raming van de rentevoeten op lange termijn werd gebruik gemaakt van de OLO forward rentevoeten van 17/02/2026, waaraan een statistische correctie als veiligheidsmarge werd toegevoegd. De raming van de rentevoeten op korte termijn is gebaseerd op de actuele ESTR forward rentevoeten.

De raming is sterk afhankelijk van de gebruikte rentehypothesen. Aan het eind van de bespreking van de rentelasten 2027-2031 bij het Federaal Agentschap van de Schuld in dit rapport is een korte toelichting opgenomen van een sensitiviteitsanalyse voor wat een wijziging van de rentevoeten en het vorderingentekort betreft.

De interestlasten van de te consolideren instellingen worden voor 2026 geraamd op 54 miljoen euro.

De vanuit de primaire uitgaven geherklasseerde interestuitgaven worden op 111 miljoen euro geraamd voor 2026. Er werd daarin reeds rekening gehouden met een ESR-correctie ten belope van -159 miljoen euro om de uitzonderlijke impact in 2026 van de gewijzigde methodologie voor de toerekening van de intresten bij de Deposito-en Consignatiekas te neutraliseren.

3.1.2.6 Vrijstellingen doorstorting bedrijfsvoorheffing

Voor het vaststellen van de fiscale ontvangsten in ESR-termen worden de vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing niet in rekening gebracht. Deze worden immers als een uitgave beschouwd.

De vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing bedroegen voor 2025 4.452 miljoen euro.

Voor 2026 worden de vrijstellingen geraamd op 4.544 miljoen euro. Dit is 94 miljoen euro lager ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak voor 2026.

De volgende tabel geeft het detail van deze vrijstellingen weer.

Tabel 39: Vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing

<i>En millions EUR</i>	2025	2026	2026		
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Vershil	Vershil
	-	-	-	-	-
	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)
Dispenses de PrP à leg courante	4.452	4.639	4.544	93	-94
AIP	268	287	291	22	4
R&D	1.657	1.726	1.685	28	-41
Sport	146	156	149	2	-7
Overtime	211	215	215	4	0
Night+Shift à leg courante	2.046	2.151	2.080	34	-71
Marine	97	77	99	2	22
Starters+Zone	26	27	26	0	-1
Formation	0	0	0	0	0

3.1.2.7 Solde des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral (2025-2026)

Tableau 40 : Soldes des organismes à consolider (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Verschil -	Verschil -	% -	% -	
	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Saldo buiten financiële verrichtingen	1.668	1.639	1.487	-181	-153	- 10,9	- 9,3	Solde hors opérations financières
Onderbenutting	0	148	148	148	0		0,0	Sous-utilisation
ESR-correcties	-661	-396	-433		-37	34,5	- 9,4	Corrections SEC
ESR-saldo	1.007	1.392	1.202	195	-190	19,3	- 13,6	Solde SEC
Interestlasten	59	55	54	-4	0	- 7,2	- 0,2	Charges d'intérêt
Primair ESR-saldo	1.066	1.446	1.256	190	-190	17,9	- 13,1	Solde primaire SEC

Le tableau ci-dessus reprend une synthèse des soldes primaires et soldes SEC des OIP estimés pour 2025 et 2026.

Les deux tableaux suivants reprennent les soldes SEC par organisme ainsi qu'une synthèse des recettes et des dépenses des organismes pour les années budgétaires 2025 et 2026.

Tableau 41 : Solde SEC par organisme (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (1)	2026 Initieel - Initial (2)	2026 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (3)	Verschil - Différence (3)-(1)	Verschil - Différence (3)-(2)	
<i>in miljoen EUR</i>						<i>en millions EUR</i>
Administratieve openbare instellingen met ministerieel beheer						Organismes administratifs publics à gestion ministérielle
Regie der Gebouwen	7,4	12,8	17,7	10,4	5,0	Régie des Bâtiments
Federaal Planbureau	-0,8	0,0	0,0	0,8	0,0	Bureau fédéral du Plan
Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen	3,3	0,8	-5,9	-9,2	-6,6	Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire
Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers	0,3	0,0	0,0	-0,3	0,0	Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile
Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsprodukten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé
Agenschap van de schuld	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Agence fédérale de la dette
Administratieve openbare instellingen met beheersautonomie						Organismes administratifs publics à gestion autonome
War Heritage Institute	1,1	0,0	-0,5	-1,6	-0,5	War Heritage Institute
Nationaal Orkest van België	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Orchestre national de Belgique
Koninklijke Muntschouwborg	0,7	0,0	0,0	-0,7	0,0	Théâtre royal de la monnaie
Nationaal Geografisch Instituut	2,4	0,0	-0,2	-2,6	-0,2	Institut géographique national
Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen	11,2	0,0	0,0	-11,2	0,0	Institut pour l'égalité des femmes et des hommes
Federaal agentschap voor de nucleaire controle	5,7	0,6	0,6	-5,0	0,0	Agence fédérale de contrôle nucléaire
Credendo	18,0	-2,6	-2,6	-20,6	0,0	Credendo
Administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie						Services administratifs à comptabilité autonome
Koninklijke Bibliotheek Albert I	-0,1	-0,9	-2,3	-2,2	-1,4	Bibliothèque royale Albert I
Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de provincien	2,7	-0,4	-0,4	-3,1	0,0	Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces
Koninklijke Sterrenwacht van België	1,5	-3,4	-3,4	-4,9	0,0	Observatoire royal de Belgique
Koninklijk Meteorologisch Instituut van België	1,6	-1,1	-0,9	-2,6	0,2	Institut royal météorologique de Belgique
Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie	-0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	Institut d'aéronomie spatiale de Belgique
Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen	9,0	0,0	0,0	-8,9	0,0	Institut royal des sciences naturelles de Belgique
Koninklijk Museum voor Midden-Afrika	1,0	-0,8	-0,8	-1,8	0,0	Musée royal de l'Afrique centrale
Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis	4,0	-0,9	-0,1	-4,1	0,7	Musées royaux d'art et d'histoire
Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België	-0,3	-0,8	-0,8	-0,4	0,0	Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique
Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium	1,7	-0,7	0,0	-1,7	0,7	Institut royal du patrimoine artistique
Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie	0,8	0,0	0,0	-0,8	0,0	Institut national de Criminalistique et Criminologie
BELNET	3,5	-0,7	-2,4	-5,9	-1,7	BELNET
Résidence Palace/Internationaal Perscentrum	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	Résidence Palace/Centre international de presse
SAB voor het beheer van de identiteitskaarten en van het Rijksregister	25,1	2,7	2,8	-22,4	0,0	SGS pour la gestion des cartes d'identité et du Registre national
Consulaire zaken	13,2	4,6	3,2	-9,9	-1,4	Affaires consulaires
Egmontpaleis	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	Palais d'Egmont
Fedorest	2,7	0,0	0,0	-2,7	0,0	Fedorest
Restauratie en hoteldienst van Defensie	0,6	0,0	0,0	-0,6	0,0	Service de restauration et d'hôtellerie de la Défense
Centrale dienst voor Duitse vertaling	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Service central de traduction allemande
Poolsecretariaat	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	Secrétariat Polaire
Belgisch Commissariaat-generaal voor de Internationale Tentoonstellingen	-4,3	0,0	0,0	4,3	0,0	Commissariat général belge pour les expositions internationales
Gezondheids(zorg)data-autoriteit	0,8	0,0	0,0	-0,8	0,0	Autorité des données de soins de santé
Nationale Veiligheidsoverheid	3,0	0,1	0,1	-2,9	0,0	Autorité nationale de la sécurité
BE-WATT	0,0	499,3	499,3	499,3	0,0	BE-WATT
Sociale activiteiten	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	Activités sociales
Federaal Agentschap voor de Regulering van Transport	0,8	0,0	0,0	-0,8	0,0	Agence fédérale de Régulation du Transport

	2025 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (1)	2026 Initieel - Initial (2)	2026 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (3)	Vershil - Différence (3)-(1)	Vershil - Différence (3)-(2)	
<i>In miljoen EUR</i>						<i>en millions EUR</i>
Gelijkgestelde instellingen						Organismes assimilés
Belgische mededingingsautoriteit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Autorité belge de la concurrence
Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie	4,4	0,1	0,1	-4,3	0,0	Institut belge des services postaux et des télécommunications
Studecentrum voor Kernenergie	-4,6	0,0	0,0	4,6	0,0	Centre d'études de l'énergie nucléaire
Instituut voor de Nationale Rekeningen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Institut des comptes nationaux
Koninklijk Filmarchief van België	-0,4	0,1	0,1	0,5	0,0	Cinémathèque royale de Belgique
Koninklijk Gesticht van Meseu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Institution royale Messines
Agentschap voor Buitenlandse Handel	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	Agence du commerce extérieur
Instituut voor gerechtelijke opleiding	3,6	-0,2	-0,2	-3,8	0,0	Institut de formation judiciaire
Nationale Arbeidsraad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Conseil national du travail
Centrale Raad voor het Bedrijfsleven	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Conseil central de l'économie
Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises
Fonds voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Fonds d'aide médicale urgente
Paleis voor Schone Kunsten	-4,9	0,0	0,0	4,9	0,0	Palais des Beaux-Arts
Commissie voor Regulering van de Elektriciteit en Gas	199,0	-23,3	-124,6	-323,6	-101,3	Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz
FPIM Real Estate	1,9	0,1	0,1	-1,8	0,0	SFPI Real Estate
Unia	-0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	Unia
Myria	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	Myria
VZW Egov	0,4	0,2	0,2	-0,2	0,0	ASBL Egov
VZW Sociaal Verwarmingsfonds	1,2	0,0	0,0	-1,2	0,0	ASBL Fonds social chauffage
Commissie boekhoudkundige normen	0,7	0,0	0,0	-0,7	0,0	Commission normes comptables
EIG EURIDICE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	EIG EURIDICE
NIRAS	109,4	0,0	0,0	-109,4	0,0	ONDRAF
Vermogen van de Koninklijke Militaire School	-0,4	0,0	0,0	0,4	0,0	Patrimoine de l'École royale militaire
ASEVA (Apetra)	83,4	89,3	89,3	6,0	0,0	ASEVA (Apetra)
Astrid	21,7	0,0	0,0	-21,7	0,0	Astrid
Belgoprocess	-0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	Belgoprocess
NV Certi-fed	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	SA Certi-fed
ENABEL	-22,9	0,0	-11,0	11,9	-11,0	ENABEL
Congrespaleis	0,6	0,0	0,4	-0,2	0,4	Palais des Congrès
Belgische Maatschappij voor Internationale Investerings	3,7	0,0	0,0	-3,7	0,0	Société belge d'investissement international
Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden	36,4	26,1	22,0	-14,3	-4,1	Société belge d'investissement pour les pays en développement
Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij	690,3	636,6	583,9	-106,4	-52,6	Société fédérale de participations et d'investissement
NV Zephir-Fin	0,1	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	SA Zephir-Fin
Consumentenombudsdienst	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	Service médiation consommateur
Ombudsdienst voor energie	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	Service médiation énergie
Dexia Holding	-38,3	-1,4	-1,4	36,9	0,0	Dexia Holding
SCIENSANO	-2,5	0,0	0,0	2,5	0,0	SCIENSANO
Commissie voor nucleaire voorzieningen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Commission des provisions nucléaires
INFRABEL & SPV	179,6	-56,5	-35,0	-214,7	21,5	INFRABEL & SPV
TUC RAIL	2,8	1,6	1,6	-1,1	0,0	TUC RAIL
Myrrha	-9,2	0,0	0,0	9,2	0,0	Myrrha
Relaunch for the Future	8,9	5,3	5,3	-3,5	0,0	Relaunch for the Future
Sociale Dienst horizontale federale overheidsdiensten en Regie der Gebouwen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Service social commun aux services public fédéraux horizontaux et à la Régie des Bâtiments
Cel voor Financiële Informatieverwerking	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	Cellule de traitement des informations financières
Hedera	286,7	452,9	452,8	166,1	-0,1	Hedera
Saldo buiten financiële verrichtingen	1.668,3	1.639,5	1.487,0	-181,3	-152,5	Solde hors opérations financières
Onderbenutting	0,0	148,3	148,3	148,3	0,0	Sous-utilisation
ESR-correcties	-660,9	-395,9	-433,2	227,7	-37,3	Corrections SEC
ESR-saldo	1.007,4	1.391,8	1.202,0	194,7	-189,8	Solde SEC
Interestlasten	58,5	54,5	54,4	-4,1	-0,1	Charges d'intérêt
Primair ESR-saldo	1.065,9	1.446,3	1.256,4	190,5	-189,9	Solde primaire SEC

Tableau 42 : Synthèse des recettes et des dépenses (2025-2026)

Ontvangsten	2025 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (1)	2026 Initieel - Initial (2)	2026 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (3)	Verschil - Différence (3)-(1)	Verschil - Différence (3)-(2)	% TOT Mon. 03/26 - Mon. 03/26	Recettes
Diverse	270	17	17	-253	0	0,1	Divers
Lopende ontvangsten van goederen en diensten	2.193	2.357	2.363	170	7	21,1	Recettes courantes pour biens et services
Inkomsten uit eigendom	1.218	1.345	1.294	76	-51	11,6	Revenus de la propriété
Fiscale ontvangsten	471	454	452	-19	-2	4,0	Recettes fiscales
Overdrachten van andere sectoren	176	231	233	57	2	2,1	Transferts en provenance d'autres secteurs
Overdrachten binnen de institutionele groep	5.528	6.314	6.372	844	58	57,0	Transferts à l'intérieur du groupe institutionnel
Overdrachten van socialezekerheidsinstellingen	0	4	4	4	0	0,0	Transferts en provenance de la sécurité sociale
Overdrachten van lokale overheden	0	0	0	0	0	0,0	Transferts en provenance des pouvoirs locaux
Overdrachten van andere institutionele groepen	15	10	10	-5	0	0,1	Transferts en provenance d'autres groupes institutionnels
Desinvesteringen	34	34	35	1	1	0,3	Désinvestissements
Totaal buiten financiële verrichtingen	9.907	10.765	10.781	874	15	96,4	Total hors opérations financières
Kredietaflossingen en vereffeningen van deelnemingen	373	157	331	-41	174	3,0	Remboursements de crédits et liquidations de participations
Financiële verrichtingen betreffende de schuld	140	68	68	-72	0	0,6	Opérations financières relatives à la dette
Totaal van de ontvangsten van de instellingen	10.420	10.991	11.180	760	189	100,0	Total des recettes des organismes
Uitgaven							Dépenses
Diverse	135	60	64	-71	4	0,6	Divers
Lonen en sociale lasten	2.358	2.591	2.605	247	14	25,6	Salaires et charges sociales
Aankoop van niet-duurzame goederen en diensten	2.916	3.305	3.340	424	35	32,8	Dépenses courantes pour biens et services
Rentelasten	59	54	54	-4	0	0,5	Charges d'intérêt
Overdrachten aan andere sectoren	1.115	907	897	-218	-10	8,8	Transferts à d'autres secteurs
Overdrachten binnen de institutionele groep	321	382	511	189	128	5,0	Transferts à l'intérieur du groupe institutionnel
Overdrachten aan socialezekerheidsinstellingen	1	1	1	0	0	0,0	Transferts aux administrations de sécurité sociale
Overdrachten aan lokale overheden	140	177	177	37	0	1,7	Transferts aux pouvoirs locaux
Overdrachten aan andere institutionele groepen	68	90	85,3	18	-5	0,8	Transferts vers d'autres groupes institutionnels
Investeringen	1.126	1.559	1.559,2	433	0	15,3	Investissements
Totaal buiten financiële verrichtingen	8.239	9.126	9.293,6	1.055	168	91,3	Total hors opérations financières
Kredietverleningen en deelnemingen	779	733	778	-2	45	7,6	Octroi de crédits et prises de participations
Financiële verrichtingen betreffende de schuld	119	116	106	-13	-10	1,0	Opérations financières relatives à la dette
Totaal van de uitgaven van de instellingen	9.137	9.976	10.178	1.041	202	100,0	Total des dépenses des organismes
Saldo van de instellingen inclusief financiële verrichtingen	1.283	1.015	1.002	-281	-13		Solde des organismes y compris les opérations financières
Saldo buiten financiële verrichtingen	1.668	1.639	1.487	-181	-153		Solde hors opérations financières
Onderbenutting		148	148	148	0		Sous-utilisation
ESR-correcties	-661	-396	-433	228	-37		Corrections SEC
ESR-saldo	1.007	1.392	1.202	195	-190		Solde SEC
Rentelasten	59	54	54	-4	0		Charges d'intérêt
Primair ESR-saldo	1.066	1.446	1.256	191	-190		Solde primaire SEC

2025

Les données actualisées reprises pour 2025 sont des réalisations provisoires étant donné que les organismes ont jusqu'au 20 mars 2026 pour clôturer les comptes de 2025.

Le solde SEC actualisé des OIP pour 2025 est estimé à +1.007 millions d'euros et le solde primaire SEC est estimé à +1.066 millions d'euros.

2026

En tenant compte d'une sous-utilisation de 148,3 millions d'euros comme prévu au budget initial 2026, le solde SEC des OIP actualisé pour 2026 est estimé à +1.202 millions d'euros, soit une détérioration de 190 millions d'euros par rapport au budget initial 2026.

Les principaux éléments à mettre en évidence sont les suivants :

- Le solde SEC du budget de la CREG actualisé dans eBMC se détériore de 101 millions d'euros, principalement suite au versement au budget des voies et moyens d'un

montant de 128 millions d'euros de remboursements au SPF Economie. Il s'agit d'une opération neutre pour le solde consolidé du pouvoir fédéral.

Hors versement au budget des voies et moyens, le solde SEC de la CREG s'améliorerait de 27 millions d'euros mais cette amélioration est plus que compensée par la correction SEC apportée afin d'appliquer correctement le moment d'enregistrement en SEC du coût du tarif social (-37 millions d'euros), suite à l'évolution à la hausse de l'estimation du coût du tarif social par rapport à l'hypothèse retenue au budget initial 2026 ;

- Le solde de la SFPI diminue de 53 millions d'euros suite à des recettes de dividendes plus faibles que prévu au budget initial 2026 ;

Dans le cadre du contrôle budgétaire 2026, Myrrha a introduit une demande d'utilisation de ses réserves pour 36 millions d'euros mais cette autorisation ne lui a pas été accordée dans le cadre des réunions bilatérales techniques.

3.1.2.8 Onverdeelde overgangscorrecties

De onverdeelde overgangscorrecties bedroegen voor 2025 19 miljoen euro.

Voor 2026 worden de onverdeelde overgangscorrecties geraamd op -44 miljoen euro. De correcties hebben enkel betrekking op de financiering van uitgaven via EU-fondsen. Uitgaven die gebeuren met Europese middelen dienen ESR-matig steeds in evenwicht gebracht te worden via een correctie in plus of in min aan ontvangstenzijde.

3.2 Sécurité sociale

3.2.1 Remarques préalables

Cette section vise à actualiser les données budgétaires de la sécurité sociale pour les années 2025 et 2026. Les données transmises par les différentes IPSS ont été retravaillées dans des tableaux de synthèse par le SPF Sécurité sociale.

Les données chiffrées du régime des travailleurs salariés proviennent du 81^{ième} rapport au gouvernement du Comité de Gestion de la Sécurité Sociale du 10 mars 2026, celles du régime des travailleurs indépendants reçues le 6 mars 2026 proviennent du Comité général de Gestion de l'INASTI-Gestion globale et les données de l'INAMI-Soins de santé proviennent des tableaux synoptiques du 2 mars 2026 ; ces données ont d'abord été retravaillées dans des tableaux préparés par le SPF Sécurité sociale avant que le Comité de Monitoring y apporte encore quelques adaptations.

Un décompte a été fait concernant les dotations d'équilibre de 2025. Il en ressort un trop-perçu de 548 millions d'euros pour l'ONSS-Gestion Globale et un trop peu perçu de 219 millions d'euros pour l'INASTI-Gestion Globale. Le trop-perçu a été ajouté au niveau des dépenses diverses de l'ONSS-Gestion Globale en 2026. Le trop peu perçu sera ajouté à la dotation d'équilibre de l'INASTI-Gestion Globale de 2026, lorsque celle-ci sera recalculée après le conclave budgétaire de mars 2026.

Pour l'année 2026, les dotations d'équilibre ont été maintenues au niveau du budget initial 2026. Les dotations d'équilibre seront actualisées après le conclave budgétaire de mars 2026.

Pour 2025 et 2026, le financement alternatif a été calculé, conformément à la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale, sur base des données actualisées concernant la TVA et le précompte mobilier transmises par le SPF Finances le 27 février 2026. En 2025 et en 2026, l'application des pourcentages aux recettes de TVA donne un résultat inférieur aux montants minimums, qui sont dès lors utilisés.

S'agissant des frais de gestion, les données de ce rapport sont conformes aux montants repris dans le budget normé adapté communiqué par le SPF BOSA.

Pour l'année 2026, conformément aux notifications du conclave budgétaire du 14 février 2025, la norme de croissance pour la détermination de l'objectif budgétaire de l'INAMI-Soins de santé est réduite à 2,0 %. De plus, à partir de 2026, l'objectif budgétaire intègre la partie étatique du BMF concernant les patients affiliés à l'une des sept mutualités belges, qui était précédemment reprise en transferts externes.

Conformément aux notifications du conclave budgétaire du 14 février 2025, les enveloppes bien-être ne sont pas reprises dans les estimations.

Les données des pensions ont été adaptées de manière à prendre en compte la 3^{ième} lecture de la réforme des pensions conformément aux décisions du Conseil des ministres du 6 mars 2026.

3.2.2 Solde SEC de la sécurité sociale

Le tableau présenté ci-dessous regroupe les données budgétaires du régime des travailleurs salariés, du régime des travailleurs indépendants, des soins de santé, des régimes hors gestion globale et des pensions publiques ainsi que les corrections techniques établies de manière à passer du solde budgétaire au solde de financement.

Tableau 43 : Ensemble des régimes de la sécurité sociale (2025-2026)

	In miljoen EUR					En %	In %	
	En millions EUR					In %	En %	
	2025 Mon. 03/26	2026 Initieel	2026 Mon. 03/26	Différence	Différence	Différence	Verschil	
	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Verschil (3) vs. (1)	Verschil (3) vs. (2)	Verschil (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	
Bijdragen (ESR-termen)	83.045	85.526	85.352	2.307	-173	2,8	-0,2	Cotisations (en termes SEC)
Toelagen van de overheden	28.288	27.679	27.441	-848	-238	-3,0	-0,9	Subventions des pouvoirs publics
Alternatieve financiering	26.458	27.222	27.207	749	-15	2,8	-0,1	Financement alternatif
Toegewezen ontvangsten	3.694	3.846	3.934	240	89	6,5	2,3	Recettes affectées
Externe overdrachten	469	466	445	-24	-21	-5,1	-4,5	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	140	204	186	46	-18	33,2	-8,8	Revenus de placements
Diversen	3.175	3.076	3.082	-94	6	-2,9	0,2	Divers
Totaal ontvangsten (exclusief overdrachten tussen de stelsels)	145.270	148.017	147.647	2.377	-370	1,6	-0,3	Recettes totales (transferts entre les régimes exclus)
Prestaties	132.212	135.492	137.544	5.332	2.051	4,0	1,5	Prestations
Betalingskosten	3	3	3	0	0	0,9	0,0	Frais de paiements
Beheerskosten	2.892	2.993	2.990	98	-3	3,4	-0,1	Frais de gestion
Externe overdrachten	7.615	7.367	4.567	-3.048	-2.800	-40,0	-38,0	Transferts externes
Interestlasten	46	28	43	-3	15	-6,9	54,3	Charges d'intérêt
Diversen	3.436	1.975	2.796	-640	821	-18,6	41,5	Divers
Totaal uitgaven (exclusief overdrachten tussen de stelsels)	146.204	147.858	147.942	1.738	84	1,2	0,1	Dépenses totales (transferts entre les régimes exclus)
Begrotingssaldo sociale zekerheid	-934	169	-296	639	-454	68,4	-286,3	Solde budgétaire de la sécurité sociale
Technische/ESR-correcties	501	619	363	-139	-157	-27,7	-30,2	Corrections techniques/SEC
Vorderingensaldo sociale zekerheid	-433	678	67	500	-611	115,4	-90,1	Solde de financement de la sécurité sociale

2025

Pour 2025, le solde budgétaire est estimé à -934 millions d'euros. Après la prise en compte des corrections techniques à hauteur de 501 millions d'euros, le solde de financement est estimé à -433 millions d'euros. Il n'y a pas de correction pour la sous-utilisation dès lors que les données détaillées reprises dans chaque régime intègrent les dépenses réelles de l'année 2025. Les corrections se décomposent comme suit :

- +244 millions d'euros : correction SEC visant à neutraliser l'impact du 13^{ème} mois budgété en 2025 pour la partie étatique du BMF ;
- +139 millions d'euros : correction visant à neutraliser l'impact SEC des moins-values réalisées sur les placements par l'ONSS, l'INASTI et FEDRIS ;
- +119 millions d'euros : correction visant à intégrer des différences méthodologiques liées à l'enregistrement des cotisations irrécouvrables en termes budgétaires et SEC.

2026

Pour 2026, le solde budgétaire est estimé à -296 millions d'euros. Après la prise en compte des corrections techniques à hauteur de 363 millions d'euros, le solde de financement est estimé à 67 millions d'euros ce qui représente une détérioration de 611 millions d'euros (dont 548 millions d'euros proviennent du remboursement du trop-perçu 2025) par rapport aux données du budget initial 2026. Notons également une forte variation au niveau des prestations (+2.051 millions d'euros) et des transferts externes (-2.800 millions d'euros) qui s'explique principalement par l'intégration de la partie étatique du BMF (précédemment reprise sur la ligne transfert externe) dans l'objectif budgétaire des soins de santé.

Les corrections techniques se décomposent comme suit :

- +221 millions d'euros : sous-utilisation IPSS ;
- +88 millions d'euros : correction visant à neutraliser l'impact SEC des moins-values estimées par l'ONSS et l'INASTI ;
- +240 millions d'euros : correction visant à intégrer des différences méthodologiques liées à l'enregistrement des cotisations irrécouvrables en termes budgétaires et SEC ;
- -187 millions d'euros : correction lié au remboursement suites aux décomptes 2021-2022 de la dotation Covid-19 ;
- +1 million d'euros : correction technique relative au budget de gestion de E-Health.

3.2.3 Régime des travailleurs salariés

Tableau 44 : Régime des travailleurs salariés (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Vershil -	Vershil -	% -	% -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Bijdragen	68.011	69.675	69.582	1.570	-93	2,3	- 0,1	Cotisations
Gloabaal beheer	67.907	69.591	69.499	1.592	-93	2,3	- 0,1	Gestion globale
Sociale bijdragen	64.702	66.065	66.010	1.309	-55	2,0	- 0,1	Cotisations sociales
Regeringsmaatregelen, opslagen en verwijlinteressen	101	163	104	3	-59	2,6	- 36,3	Mesures du gouvernement, majoration et intérêts de retard
Specifieke bijdragen	3.104	3.364	3.385	281	21	9,0	0,6	Cotisations spécifiques
Bijdragen instellingen	104	83	83	-21	0	- 20,3	0,0	Cotisations des organismes
Toelagen van de overheden	9.968	8.851	8.863	-1.105	12	- 11,1	0,1	Subventions des pouvoirs publics
RSZ-Gloabaal beheer	2.838	2.873	2.893	55	20	1,9	0,7	ONSS-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	6.751	5.653	5.653	-1.098	0	- 16,3	0,0	Dotation équilibre
Gefedereerde entiteiten	379	325	317	-62	-7	- 16,3	- 2,3	Entités fédérées
Alternatieve financiering	22.671	23.392	23.380	709	-12	3,1	- 0,1	Financement alternatif
Gloabaal beheer	22.671	23.392	23.380	709	-12	3,1	- 0,1	Gestion globale
waarvan RIZIV-Geneseskundige verzorging	7.415	7.645	7.645	230	0	3,1	0,0	dont INAMI-Soins de santé
Toegewezen ontvangsten	1.811	1.884	1.908	97	25	5,4	1,3	Recettes affectées
Externe overdrachten	557	566	558	1	-8	0,2	- 1,4	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	47	135	114	67	-21	142,2	- 15,6	Produit des placements
Gloabaal beheer	47	135	114	67	-21	143,0	- 15,6	Gestion globale
Diversen	198	187	188	-10	0	- 5,3	0,0	Divers
Instellingen	198	187	188	-10	0	- 5,3	0,0	Organismes
Totaal ontvangsten	103.263	104.690	104.593	1.329	-97	1,3	- 0,1	Total des recettes
Uitkeringen	62.871	63.342	63.174	303	-168	0,5	- 0,3	Prestations
RIZIV-Uitkeringen	14.074	14.879	14.734	660	-145	4,7	- 1,0	INAMI-Indemnités
FPD	41.755	43.271	43.049	1.295	-221	3,1	- 0,5	SFP
Fedris-AO	334	341	340	5	-2	1,5	- 0,5	Fedris-AT
Fedris-BZ	214	205	207	-7	2	- 3,4	1,1	Fedris-MP
RVA	6.486	4.638	4.836	-1.650	198	- 25,4	4,3	ONEm
Tijdscrediet en them. verloven	578	577	584	6	7	1,0	1,2	Crédits temps et congés thématiques
Outplacement	0	2	2	1	0	251,3	0,0	Outplacement
Werkloosheid	5.740	3.917	4.107	-1.633	189	- 28,5	4,8	Chômage
Werkloosheid met bedrijfsstoelag	167	142	144	-23	2	- 14,0	1,4	Chômage avec complément d'entreprise
Mijnwerkers	0	0	0	0	0	- 18,4	- 8,3	Mineurs
Zeelieden	7	8	8	0	0	1,7	- 0,7	Marins
Betalingskosten	2	2	2	0	0	0,0	0,0	Frais de paiement
Beheerskosten	1.448	1.479	1.475	27	-4	1,9	- 0,2	Frais de gestion
Gloabaal beheer	270	277	278	8	2	2,9	0,6	Gestion globale
Instellingen	1.177	1.202	1.197	19	-5	1,6	- 0,4	Organismes
Overdrachten	38.410	39.554	39.557	1.147	2	3,0	0,0	Transferts
Federale overheid	3.333	3.247	3.260	-74	13	- 2,2	0,4	Pouvoir fédéral
Gefedereerde entiteiten	372	317	309	-62	-8	- 16,7	- 2,5	Entités fédérées
RIZIV-Geneseskundige verzorging	34.705	35.990	35.988	1.283	-2	3,7	0,0	INAMI-Soins de santé
Interesten op leningen	17	10	19	2	10	12,7	99,2	Intérêts sur emprunts
Diversen	1.039	241	797	-243	555	- 23,4	230,0	Divers
Totaal uitgaven	103.787	104.628	105.024	1.237	396	1,2	0,4	Total des dépenses
Saldo	-524	62	-432	92	-493			Solde

Le tableau suivant réconcilie les données qui sont présentées dans le 81^{ème} rapport au gouvernement du CGSS pour 2025 et 2026 et les chiffres présentés dans ce rapport.

Tableau 45 : Concordance des soldes avec le 81^{ième} rapport au gouvernement du CGSS (en milliers d'euros)

en milliers EUR	2025				2026			
	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total
81^{ième} rapport au gouvernement du CGSS 10/03/2026	0	-344.241	-179.717	-523.958	0	-500	-422.572	-423.072
Solde comptes courants								
(1) Frais d'administration :				0				
<i>ONSS</i>							7.273	7.273
<i>INAMI-Indemnités</i>				0			545	545
<i>SPFD</i>				0			16.417	16.417
(2) Pensions : Effect maatregel pensionbonus-malus (actuariële)							-20.000	-20.000
(3) Pensions : Effect pensioenhervorming 3e lezing							-12.800	-12.800
Différences d'arrondi				0				
SPF Sécurité Sociale - Solde ONSS	0	-344.241	-179.717	-523.958	0	-500	-418.337	-431.637
Différences d'arrondi			1	1				
Comité de monitoring - Solde ONSS	0	-344.241	-179.716	-523.957	0	-500	-418.337	-431.637

Ci-dessous quelques explications relatives au tableau :

- (1) Il s'agit de la différence entre les frais de gestion calculés selon les instructions du SPF BOSA (budget normé) et les crédits supplémentaires liés à l'inflation ainsi que les crédits essentiels demandés (tels que repris dans le 81^{ième} rapport au gouvernement du CGSS 10/03/2026) ;
- (2) Il s'agit de la correction effectuée par le SFP relative à l'impact de la mesure "neutralité actuarielle", intervenue après l'établissement du 81^{ième} rapport au gouvernement du CGSS 10/03/2026 ;
- (3) Il s'agit de l'adaptation des chiffres de pensions suite à la 3^{ième} lecture de la réforme des pensions (Conseil des ministres du 6/03/2026).

En 2026, le solde du régime des travailleurs salariés est estimé à -432 millions d'euros. Cela correspond à une amélioration de 92 millions d'euros par rapport à 2025 et une détérioration de 493 millions d'euros (dont 548 millions d'euros proviennent du remboursement du trop-perçu 2025) par rapport aux données du budget initial 2026.

Les cotisations sociales atteignent 69.582 millions d'euros en 2026. Cela correspond à une augmentation de 1.570 millions d'euros (+2,3 %) par rapport à 2025. Par rapport aux données du budget initial 2026, les cotisations diminuent de 93 millions d'euros.

L'évolution par rapport aux données 2026 présentées dans le cadre du rapport du budget initial de janvier dernier s'explique principalement par :

- Cotisations salariés : -120 millions d'euros
 - o Masse salariale : -80 millions d'euros ;
Ceci résulte de l'application des nouvelles hypothèses trimestrielles légèrement supérieures du Bureau fédéral du Plan de février 2026 relatives à la croissance des masses salariales pour l'année 2026 dans les secteurs du privé et du public, mais sur une réestimation inférieure plus marquée pour l'année 2025 (base de départ) ;
 - o Réductions de cotisations fédérales récurrentes : +23 millions d'euros ;

- Diminution du coût des plans plus : +74 millions d'euros ;
- Diminution du coût de la réduction structurelle : +8 millions d'euros ;
- Ajout de l'exonération de la cotisation patronale au-dessus du plafond salarial : -58 millions d'euros (moindre recette) ;
- Suppression de la réduction collective du temps de travail : +3 millions d'euros (recette supplémentaire) ;
- Autres : -4 millions d'euros.
- Correction SEC 2010 : -21 millions d'euros ;
- Mesures du gouvernement : -57 millions d'euros ;
 - Mesure heures supplémentaires : -19 millions d'euros (entrée en vigueur ultérieure et annulation de la recette de la non-prolongation de la mesure encore prévue en septembre 2025) ;
 - Mesure de l'exonération de la cotisation patronale au-dessus du plafond salarial : +55 millions d'euros (l'impact de la mesure initiale + l'exclusion des sportifs (à partir du 1/04/2026) est à présent repris dans l'estimation technique de la réduction des cotisations au lieu d'être repris à la ligne des mesures du Gouvernement) ;
 - Mesure des plans plus : -53 millions d'euros (l'impact de la réforme (à partir du 1/04/2026) est à présent intégré dans l'estimation technique de la réduction de cotisations des plans plus au lieu d'être repris à la ligne des mesures du Gouvernement) ;
 - Mesure de la suppression de la réduction ONSS pour la réduction collective du temps de travail et le secteur horeca : 28 millions d'euros (l'impact de la suppression de la réduction collective du temps de travail (à partir du 1/04/2026) est à présent intégré dans l'estimation technique de la réduction collective du temps de travail et non plus repris sous la ligne des mesures du Gouvernement. Dans le projet de Loi-programme, la suppression de la réduction du secteur horeca n'a pas été retenue ;
 - Mesure de l'intégration de la pension médicale des fonctionnaires : 13 millions d'euros (entrée en vigueur ultérieure).
- Cotisations spécifiques : +17 millions d'euros ;
- Majorations et intérêts de retard : -2 millions d'euros ;
- Cotisations pouvoirs locaux : +25 millions d'euros ;
- ONVA : +2 millions d'euros.

Pour plus de détails quant à l'évolution des cotisations sociales, nous renvoyons au 81^{ème} rapport au gouvernement du CGSS.

Tableau 46 : Hypothèses du Bureau fédéral du Plan relatives au calcul des masses salariales (sans pouvoirs locaux)

	2025		2026	
	sept-25	févr-26	sept-25	févr-26
Secteur privé				
Augmentation réelle	0,2%	0,0%	0,2%	0,3%
Indexation	3,1%	3,1%	1,8%	2,1%
ETP	0,4%	0,2%	0,9%	0,5%
Masse salariale - Total	3,7%	3,4%	2,9%	3,0%
Secteur public				
Augmentation réelle	0,0%	-0,6%	0,0%	0,0%
Indexation	2,5%	2,5%	1,8%	2,0%
ETP	0,7%	0,7%	0,0%	0,3%
Masse salariale - Total	3,2%	2,6%	1,9%	2,3%

Par rapport à l'estimation de septembre 2025, le Bureau fédéral du Plan a revu à la baisse l'hypothèse annuelle relative à la croissance de la masse salariale dans le secteur privé en 2025 (-0,3 point de pourcentage). Pour ce qui concerne le secteur public, l'hypothèse annuelle a été revue à la baisse de 0,6 point de pourcentage en 2025 et à la hausse de 0,4 point de pourcentage en 2026.

Le tableau suivant présente l'évolution des réductions de cotisations entre les années 2025 et 2026.

Tableau 47 : Réductions de cotisations (2025-2026) (avec pouvoirs locaux)

en millions EUR	2025	2026
Réductions de cotisations spécifiques	243	254
Réductions de cotisations personnelles	1.731	1.875
Réductions de cotisations patronales	669	546
Réductions de cotisations structurelles	2.146	2.419
<i>Hauts salaires</i>	56	57
<i>Bas salaires</i>	1.556	1.599
<i>Très bas salaires</i>	377	603
<i>Forfait</i>	157	160
Arriérés et anciens soldes	0	0
Exonération de la cotisation patronale au-dessus du plafond salarial	30	58
TOTAL réductions fédérales	4.819	5.153
TOTAL Réductions régionalisées	379	317
TOTAL GENERAL	5.198	5.470
Exonération unique 7,07 % cot. patr. de base	1	0
TOTAL réductions fédérales (tax shift compris)	5.199	5.470

Les subventions des pouvoirs publics atteignent 8.863 millions d'euros en 2026. Cela correspond à une diminution de 1.105 millions d'euros (-11,1 %) par rapport à 2025. Cette diminution s'explique principalement par la révision à la baisse de la dotation d'équilibre (-1.098 millions d'euros). Par rapport aux données du budget initial 2026, les subventions des pouvoirs publics augmentent de 12 millions d'euros.

Le financement alternatif atteint 23.380 millions d'euros en 2026, ce qui correspond à une hausse de 709 millions d'euros (+3,1 %) par rapport à 2025. Cette hausse s'explique par la révision à la hausse du PM, de la TVA et du montant soins de santé (§1 *quater*). Par rapport aux données du budget initial 2026, le montant diminue de 12 millions d'euros. En appliquant le pourcentage de 22,64 % sur les recettes nettes de TVA estimées, cela donne un montant de 8.991 millions d'euros. Ce montant est inférieur au montant minimum de 9.344 millions d'euros prévu à l'article 2, §2 de la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale. Par conséquent, le montant minimum de 9.344 millions d'euros est retenu.

Tableau 48 : Financement alternatif des travailleurs salariés (2025 et 2026)

<i>En millions EUR</i>	2025 Mon. 03/26 (1)	2026 Initial (2)	2026 Mon. 03/26 (3)	Différence (3) - (1)	Différence (3) - (2)
Financement alternatif	22.671	23.392	23.380	709	-12
TVA	16.400	16.989	16.989	589	0
<i>Montant de base</i>	9.072	9.344	9.344	271	0
<i>Soins de santé (§1 quater)</i>	7.328	7.645	7.645	317	0
Précompte mobilier	6.271	6.403	6.391	120	-12
<i>Montant de base</i>	6.271	6.403	6.391	120	-12

Les prestations atteignent 63.174 millions d'euros en 2026, ce qui correspond à une augmentation de 303 millions d'euros (+0,5 %) par rapport à 2025. Par rapport aux données du budget initial 2026, cela correspond à une diminution de 168 millions d'euros.

L'évolution des prestations sociales par rapport aux données du budget initial 2026 est expliquée par quatre facteurs :

- Effet volume : -725 millions d'euros ;
- Indice-pivot : +101 millions d'euros ;
- Variation impact mesure : +33 millions d'euros ;
- Autre impact : +424 millions d'euros.

Le tableau suivant propose une vision synthétique de l'évolution des dépenses de prestations en 2026 de l'INAMI-Indemnités, du SFP et de l'ONEM, en mettant en évidence l'impact des nouvelles perspectives d'indexation, des effets de volume et d'autres impacts.

Tableau 49 : Évolution des principales prestations sociales entre 2025 et 2026

Prestations (en millions EUR)	2025 Mon. 03/26 (1)	2026 Initial (2)	2026 Mon. 03/26 (3)	Différence (3) - (1)	Différence (3) - (2)	(3)/(1) (en %)			
						Index	Volume	Autre	Total
INAMI-Indemnités	14.074	14.879	14.734	660	-145	1,83 %	2,86 %	-0,05 %	4,69 %
SFP	41.755	43.271	43.049	1.295	-221	1,83 %	1,38 %	-0,11 %	3,10 %
ONEM	6.486	4.663	4.836	-1.650	173	1,83 %	-18,93 %	-8,34 %	-25,43 %

- INAMI-Indemnités : -145 millions d'euros :
 - Effet-volume : -149 millions d'euros ;
 - Indice-pivot : +24 millions d'euros ;
 - Autre impact : -20 millions d'euros :
 - Variation de l'indemnité journalière moyenne (hors impact adaptation de l'indice-pivot).
- SFP : -221 millions d'euros :
 - Effet-volume : -863 millions d'euros ;
 - Intégration de la réforme de l'âge légal dans les effets volumes (adaptation paramètres) et non plus au niveau dans la partie autre impact (estimation théorique).
 - Indice-pivot : +69 millions d'euros ;
 - Variation impact mesure : +33 millions d'euros ;
 - Suppression de l'impact de la mesure "neutralité actuarielle" du budget initial 2026 : +20 millions d'euros ;
 - Intégration de la 3^{ième} lecture de la réforme des pensions (Conseil des ministres du 6/03/2026) : +13 millions d'euros.
 - Autre impact : +541 millions d'euros ;
 - Intégration de la réforme de l'âge légal dans les effets volumes et non plus au niveau dans la partie autre impact.
- ONEM : +198 millions d'euros :
 - Effet-volume : +287 millions d'euros ;
 - Augmentation au niveau du chômage pour un montant de 276 millions d'euros. En effet, selon les perspectives du Bureau fédéral du Plan de février 2026, le nombre de chômeurs indemnisés par l'ONEM va augmenter de 15.462 unités par rapport au budget initial 2026 ;
 - Augmentation de 2 millions d'euros au niveau des RCC ;
 - Augmentation de 9 millions d'euros dans les congés thématiques et crédit temps.
 - Indice-pivot : +8 millions d'euros ;
 - Autre impact : -97 millions d'euros ;
 - Il s'agit d'une adaptation de l'allocation journalière moyenne sur base des observations de 2025 (impact réel hors index) et d'une adaptation des arriérés, conversion BUD/PHYS, jours indemnisés et glissements entre catégories.

Les frais de gestion atteignent 1.475 millions d'euros en 2026, ce qui correspond à une augmentation de 27 millions d'euros (+1,9 %) par rapport à l'année 2025 et une diminution de 4 millions d'euros par rapport aux données du budget initial 2026.

Les transferts atteignent 39.557 millions d'euros en 2026, ce qui correspond à une augmentation de 1.147 millions d'euros (+3,0 %) par rapport à 2025 et de 2 millions d'euros par rapport aux données du budget initial 2026. Cette augmentation s'explique notamment par les hausses des transferts vers l'INAMI-Soins de santé dits « §1 *bis* » (+1.045 millions d'euros) et des transferts vers l'INAMI-Soins de santé dits « §1 *quater* » (+230 millions d'euros). Ces augmentations sont partiellement tempérées par la diminution des transferts vers le pouvoir fédéral (-74 millions d'euros) et la diminution des réductions de cotisations (-62 millions d'euros).

Les dépenses diverses atteignent 797 millions d'euros en 2026, ce qui correspond à une diminution de 243 millions d'euros (-23,4 %) par rapport à 2025 et une augmentation de 555 millions d'euros par rapport aux données du budget initial 2026. Cette augmentation s'explique principalement par le remboursement du trop-perçu de la dotation d'équilibre de 2025 (+548 millions d'euros).

3.2.4 Régimes des travailleurs indépendants

Tableau 50 : Régime des travailleurs indépendants (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Verschil -	Verschil -	% -	% -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Bijdragen	5.428	5.810	5.642	213	-168	3,9	-2,9	Cotisations
Toelagen van de overheden	1.084	1.076	1.079	-4	3	-0,4	0,3	Subventions des pouvoirs publics
RSVZ-Globaal beheer	471	478	481	11	3	2,2	0,7	INASTI-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	613	598	598	-15	0	-2,4	0,0	Dotation équilibre
Alternatieve financiering	3.788	3.829	3.827	40	-2	1,0	-0,1	Financement alternatif
Globaal beheer	3.788	3.829	3.827	40	-2	1,0	-0,1	Gestion globale
waarvan RIZIV-Geneeskundige verzorging	724	714	714	-10	0	-1,4	0,0	dont INAMI-Soins de santé
Toegevoegen ontvangsten	25	26	26	1	0	2,8	-0,6	Recettes affectées
Opbrengsten beleggingen	50	28	31	-19	3	-38,7	11,5	Produit des placements
Diversen	4	3	3	-1	0	-16,0	8,7	Divers
Totaal ontvangsten	10.379	10.772	10.608	229	-164	2,2	-1,5	Total des recettes
Uitkeringen	6.789	7.012	6.939	150	-73	2,2	-1,0	Prestations
RIZIV-Uitkeringen	999	1.070	1.057	58	-13	5,8	-1,2	INAMI-Indemnités
Pensioenen	5.773	5.920	5.858	85	-62	1,5	-1,0	Pensions
Overbruggingsrecht	11	15	17	6	1	50,8	9,4	Droit passerelle
Uitkering voor mantelzorg	6	7	7	1	0	12,0	-3,2	Allocation pour aidant proche
Beheerskosten	147	164	163	16	-1	11,0	-0,5	Frais de gestion
Globaal beheer	104	119	119	15	-1	14,2	-0,5	Gestion globale
Instellingen	43	44	44	1	0	3,2	-0,5	Organismes
Overdrachten	3.608	3.555	3.508	-100	-47	-2,8	-1,3	Transferts
Andere	4	4	4	0	0	3,0	0,0	Autre
RIZIV-Geneeskundige verzorging	3.604	3.551	3.504	-100	-47	-2,8	-1,3	INAMI-Soins de santé
Interessen op leningen	4	3	8	4	4	100,4	125,7	Intérêts sur emprunts
Diversen	257	38	40	-217	2	-84,5	5,8	Divers
Totaal uitgaven	10.805	10.772	10.657	-148	-115	-1,4	-1,1	Total des dépenses
Saldo	-426	0	-49	377	-49			Solde

En 2026, le solde du régime des travailleurs indépendants est estimé à -49 millions d'euros. Cela correspond à une amélioration de 377 millions d'euros par rapport à l'année 2025 et à une détérioration de 49 millions d'euros par rapport aux données du budget initial 2026.

Le tableau suivant réconcilie les données transmises par l'INASTI le 6 mars 2026 et les chiffres présentés dans ce rapport.

Tableau 51 : Réconciliation des soldes repris dans les documents transmis par l'INASTI et dans le cadre de ce rapport

Tableau synoptique INASTI du 06/03/2026		
en milliers EUR	2025	2026
INASTI - Résultat consolidé	-557.861	-45.444
(1) Transferts vers INAMI-Soins de santé (exercices précédents + 2025)		
	138.607	
	-6.968	
(2) Frais d'administration INAMI-Indemnités		35
(3) Pensions : Effect maatregel pensioenbonus- malus (actuariële neutraliteit)		-3.000
(4) Enveloppe cohésion sociale : congé parental		
(5) Pensions : Effect pensioenhervorming 3e lezing		-900
Comité de monitoring - Solde INASTI	-426.221	-49.309

Ci-dessous quelques explications relatives au tableau :

- (1) Il s'agit de la différence entre les droits constatés relatifs au financement des soins de santé (§1 bis et §1 quater) et les besoins de trésorerie couverts par l'INASTI ;
- (2) Il s'agit de la différence entre les frais de gestion selon les instructions du SPF BOSA (budget normé) et les crédits supplémentaires liés à l'inflation et les crédits essentiels demandés par l'INAMI (tels que repris dans le document de l'INASTI du 06/03/2026) ;
- (3) Il s'agit de la correction effectuée par le SFP relative à l'impact de la mesure "neutralité actuarielle", intervenue après l'établissement du document de l'INASTI du 6/03/2026 ;
- (4) Il s'agit de l'adaptation des chiffres de pensions suite à la 3^{ième} lecture (Conseil des ministres du 6/03/2026).

Les cotisations atteignent 5.642 millions d'euros en 2026, ce qui correspond à une augmentation de 213 millions d'euros (+3,9 %) par rapport à l'année 2025 et une diminution de 168 millions d'euros par rapport aux données du budget initial 2026.

Les subventions des pouvoirs publics atteignent 1.079 millions d'euros en 2026. Cela correspond à une diminution de 4 millions d'euros (-0,4 %) par rapport à 2025. Par rapport aux données du budget initial 2026, les subventions des pouvoirs publics augmentent de 3 millions d'euros en 2026.

Le financement alternatif atteint 3.827 millions d'euros, ce qui correspond à une augmentation de 40 millions d'euros (+1,0 %) par rapport à 2025. Par rapport aux données du budget initial 2026, le montant diminue de 2 millions d'euros. Notons également qu'en appliquant le pourcentage de 4,56 % sur les recettes nettes de TVA estimées, cela donne un montant de 1.811 millions d'euros. Ce montant est inférieur au montant minimum de 1.876 millions d'euros prévu à l'article 9, §2 de la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale. Par conséquent, le montant minimum de 1.876 millions d'euros est retenu.

Tableau 52 : Financement alternatif des travailleurs indépendants (2025 et 2026)

<i>En millions EUR</i>	2025 Mon. 03/26 (1)	2026 Initial (2)	2026 Mon. 03/26 (3)	Différence (3) - (1)	Différence (3) - (2)
Financement alternatif	3.788	3.829	3.827	40	-2
TVA	2.566	2.591	2.591	25	0
Montant de base	1.842	1.876	1.876	35	0
Soins de santé (§1 quater)	724	714	714	-10	0
Précompte mobilier	1.222	1.239	1.236	15	-2
Montant de base	1.222	1.239	1.236	15	-2

Les prestations atteignent 6.939 millions d'euros en 2026, ce qui correspond à une augmentation de 150 millions d'euros (+2,2 %) par rapport à 2025. Par rapport aux données du budget initial 2026, cela correspond à une diminution de 73 millions d'euros.

Le tableau suivant propose une vision synthétique de l'évolution des dépenses de prestations en 2026 de l'INAMI-Indemnités et du SFP, en mettant en évidence l'impact des nouvelles perspectives d'indexation, des effets de volume et d'autres impacts.

Tableau 53 : Évolution des principales prestations sociales entre 2025 et 2026

Prestations (en millions EUR)	2025 Mon. 03/26 (1)	2026 Initial (2)	2026 Mon. 03/26 (3)	Différence (3) - (1)	Différence (3) - (2)	(3)/(1) (en %)			
						Index	Volume	Autre	Total
INAMI-Indemnités	999	1.070	1.057	58	-13	1,83%	4,41%	-0,48%	5,81%
SFP	5.773	5.920	5.858	85	-62	1,83%	0,77%	-1,13%	1,47%

- La SFP : -62 millions d'euros :
 - o Effet-volume : -91 millions d'euros ;
 - o Indice-pivot : +9 millions d'euros ;
 - o Variation impact mesure : -16 millions d'euros ;
 - o Autre impact : +36 millions d'euros.
- INAMI-Indemnités : -13 millions d'euros :
 - o Effet-volume : -15 millions d'euros ;
 - o Indice-pivot : +2 millions d'euros ;
 - o Variation impact mesure : -3 millions d'euros ;
 - o Autre impact : +3 millions d'euros

En 2026, les frais de gestion du régime des travailleurs indépendants atteignent 163 millions d'euros. Cela représente une augmentation de 16 millions d'euros (+11,0 %) par rapport à 2025. Par rapport aux données du budget initial 2026, le montant diminue de 1 million d'euros.

Les transferts atteignent 3.508 millions d'euros en 2026, ce qui correspond à une diminution de 100 millions d'euros (-2,8 %) par rapport à 2025 et de 47 millions d'euros par rapport aux données du budget initial 2026. La diminution par rapport à 2025 s'explique notamment par les baisses des transferts vers l'INAMI-Soins de santé dits « §1 bis » (-89 millions d'euros), des transferts vers l'INAMI-Soins de santé dits « §1 quater » (-17 millions d'euros) et des transferts vers l'INAMI-Soins de santé dits FBI (+7 millions d'euros) .

Les dépenses diverses atteignent 40 millions d'euros en 2026, ce qui correspond à une diminution de 217 millions d'euros (-84,5 %) par rapport à 2025. Cette diminution s'explique principalement par le fait qu'en 2026, les données ne reprennent pas de remboursement du trop-perçu de la dotation d'équilibre de l'année précédente (-202 millions d'euros en 2025). Par rapport aux données du budget initial 2026, le montant augmente de 2 millions d'euros.

3.2.5 Régimes des soins de santé

Tableau 54 : Soins de santé (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 Mon. 03/26 (1)	2026 Initieel Initial (2)	2026 Mon. 03/26 Mon. 03/26 (3)	Vershil - Différence (3) vs. (1)	Vershil - Différence (3) vs. (2)	% - Différence (3) vs. (1)	% - Différence (3) vs. (2)	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Eigen ontvangsten	7.100	7.212	7.292	191	79	2,7	1,1	Recettes propres
Bijdragen	1.871	1.918	1.952	81	34	4,3	1,7	Cotisations
Toelagen van de overheden	823	835	839	16	4	2,0	0,4	Subventions des pouvoirs publics
Toegewezen ontvangsten	1.858	1.936	2.000	142	64	7,6	3,3	Recettes affectées
Opbrengsten beleggingen	1	1	1	0	0	2,3	0,2	Produits des placements
Diversen	2.548	2.522	2.500	-48	-22	-1,9	-0,9	Divers
RSZ - Globaal beheer	34.562	35.839	35.837	1.275	-3	3,7	0,0	ONSS - Gestion globale
bedrag § 1bis	27.146	28.194	28.191	1.045	-3	3,9	0,0	montant § 1bis
bedrag § 1quater	7.415	7.645	7.645	230	0	3,1	0,0	montant § 1quater
RSVZ - Globaal beheer	3.407	3.348	3.301	-106	-47	-3,1	-1,4	INASTI - Gestion globale
bedrag § 1bis	2.676	2.634	2.586	-89	-47	-3,3	-1,8	montant § 1bis
bedrag § 1quater	731	714	714	-17	0	-2,3	0,0	montant § 1quater
Gemengde loopbanen en IBF	340	354	354	14	0	4,1	0,1	Carrières mixtes et FBI
Totaal ontvangsten	45.409	46.753	46.783	1.374	30	3,0	0,1	Total des recettes
Prestaties	39.612	41.297	43.862	4.250	2.565	10,7	6,2	Prestations
Beheerskosten	1.186	1.236	1.238	52	2	4,4	0,2	Frais de gestion
Externe overdrachten	3.020	2.878	79	-2.941	-2.799	-97,4	-97,3	Transferts externes
Diversen	1.592	1.341	1.663	71	322	4,5	24,0	Divers
Totaal uitgaven	45.411	46.753	46.843	1.432	90	3,2	0,2	Total des dépenses
Saldo	-2	0	-60	-57	-60			Solde

Le solde de l'INAMI-Soins de santé en 2025, tel qu'il est présenté dans le cadre de ce rapport, est de 2 millions d'euros pour les opérations courantes. Ceci s'explique par le solde des recettes et dépenses Seed Money en 2025. Ce solde négatif est, cependant, compensé par le solde positif en 2024, par le transfert d'une partie de l'excédent à hauteur du déficit de 2025 conformément aux modalités de l'arrêté royal du 13 septembre 2023 portant exécution de l'article 195, §1er, 2°, alinéa 8, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Le solde de l'INAMI-Soins de santé en 2026, tel qu'il est présenté dans le cadre de ce rapport, est de 60 millions d'euros. Par rapport aux données du budget initial 2026, cela correspond à une diminution de 60 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par :

- Cotisations : +34 millions d'euros ;
- Recettes affectées : +64 millions d'euros :
 - o Claw forward : +80 millions d'euros ;
 - o Assurances diverses : -15 millions d'euros.
- Recettes diverses : -22 millions d'euros ;
- Transferts des gestions globales : -50 millions d'euros ;
 - o ONSS-Gestion globale (§1 bis) : -3 millions d'euros ;
 - o INASTI-Gestion globale (§1 bis) : -47 millions d'euros.
- Prestations : +2.565 millions d'euros :
 - o Objectif budgétaire : +2.806 millions d'euros ;

- Intégration de la partie étatique du BMF dans l'objectif budgétaire (précédemment reprise dans les transferts externes) ;
- Montants non affectables : -241 millions d'euros ;
 - Intégration des montants non affectables liés à l'objectif budgétaire dans la catégorie prestations au lieu des dépenses diverses.
- Transferts externes : -2.799 millions d'euros :
 - Retrait de la partie étatique du BMF pour l'intégrer au niveau des prestations : -2.806 millions d'euros ;
- Dépenses diverses : +322 millions d'euros :
 - Retrait des montants non affectables liés à l'objectif budgétaire afin de les intégrer au niveau des prestations.

Notons que par rapport aux données du budget initial 2026, la catégorie prestations a été adaptée afin d'intégrer la partie étatique du BFM concernant les patients affiliés à l'une des sept mutualités belges dans l'objectif budgétaire et les montants non-affectables liés à l'objectif budgétaire. Ces changements de méthodologie permettent de mettre en lumière le montant des dépenses autorisées pour les prestations de soins de santé.

De plus, conformément aux notifications du conclave budgétaire du 14 février 2025, la norme de croissance pour la détermination de l'objectif budgétaire de l'INAMI-Soins de santé est réduite à 2,0 %. Cette norme de croissance combinée à l'intégration de la partie étatique du BMF explique la réestimation de l'objectif budgétaire de 2026 à 44.103 millions d'euros. En tenant compte des montants non affectables, les dépenses autorisées pour les prestations de soins de santé sont de 43.862 millions EUR.

Les montants du financement additionnel des soins de santé par les gestions globales, dit §1 quater, sont identiques à ceux repris dans l'AR du 11/03/2026 dans le cadre du financement alternatif de l'assurance obligatoire des soins de santé destiné aux régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants. Étant donné l'actualisation des chiffres, les montants de l'AR du 11/03/2026 devraient être revus pour l'ONSS-Gestion globale et pour l'INASTI-Gestion globale après le conclave budgétaire de mars 2026.

En 2025 et 2026, la dotation pour le fond blouses blanches est de respectivement 342 millions d'euros et 347 millions d'euros.

3.2.6 Régimes hors gestions globales

Tableau 55 : Régimes hors gestion globale y compris pensions publiques (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Verschil -	Verschil -	% -	% -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Ontvangsten	25.102	25.894	25.724	623	-170	2,5	-0,7	Recettes
Bijdragen	7.734	8.122	8.176	442	54	5,7	0,7	Cotisations
Toelagen van de overheden	16.414	16.916	16.659	245	-257	1,5	-1,5	Subventions des pouvoirs publics
Externe overdrachten	487	451	457	-29	6	-6,0	1,3	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	42	41	41	-1	0	-2,8	0,0	Revenus de placement
Diversen	425	364	391	-34	27	-8,1	7,5	Divers
Uitgaven	25.084	25.797	25.480	396	-318	1,6	-1,2	Dépenses
Prestaties	22.939	23.841	23.568	630	-273	2,7	-1,1	Prestations
Beheerskosten	111	115	114	3	-1	2,5	-0,4	Frais de gestion
Externe overdrachten	1.460	1.471	1.485	24	13	1,7	0,9	Transferts externes
Interestlasten	25	15	16	-9	1	-36,9	7,8	Charges d'intérêt
Diversen	548	355	296	-252	-59	-46,0	-16,6	Divers
Saldo	18	97	245	227	148			Solde

Tableau 56 : Pensions du secteur public (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Verschil -	Verschil -	% -	% -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Ontvangsten	23.555	24.326	24.045	490	-281	2,1	-1,2	Recettes
Bijdragen	7.169	7.503	7.465	296	-38	4,1	-0,5	Cotisations
Toelagen van de overheden	15.904	16.392	16.147	243	-245	1,5	-1,5	Subventions des pouvoirs publics
Externe overdrachten	439	398	397	-42	-1	-9,7	-0,3	Transferts externes
Diversen	42	33	36	-6	3	-15,1	9,1	Divers
Uitgaven	23.656	24.227	23.930	274	-297	1,2	-1,2	Dépenses
Prestaties	21.930	22.828	22.529	599	-298	2,7	-1,3	Prestations
Betalingkosten	0	0	0	0	0	10,2	0,0	Frais de paiement
Beheerskosten	67	70	70	3	0	4,9	-0,6	Frais de gestion
Externe overdrachten	1.300	1.329	1.331	31	2	2,4	0,1	Transferts externes
Diversen	359	0	0	-359	0	-100,0	-8,8	Divers
Saldo	-101	98	115	216	16			Solde

Tableau 57 : Régimes hors gestion globale hors pensions du secteur public (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Verschil -	Verschil -	% -	% -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Ontvangsten	1.547	1.569	1.679	132	111	8,6	7,1	Recettes
Bijdragen	565	619	711	146	92	25,9	14,9	Cotisations
Toelagen van de overheden	509	524	511	2	-13	0,4	-2,4	Subventions des pouvoirs publics
Externe overdrachten	48	54	61	13	7	27,7	13,1	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	42	41	41	-1	0	-2,8	0,0	Revenus de placement
Diversen	383	331	355	-28	24	-7,3	7,3	Divers
Uitgaven	1.427	1.570	1.549	122	-21	8,5	-1,3	Dépenses
Prestaties	1.008	1.014	1.039	31	26	3,1	2,5	Prestations
Beheerskosten	45	45	45	0	0	-1,0	-0,2	Frais de gestion
Externe overdrachten	160	142	154	-7	11	-4,1	8,1	Transferts externes
Interestlasten	25	15	16	-9	1	-36,9	7,8	Charges d'intérêt
Diversen	189	355	296	107	-59	56,8	-16,6	Divers
Saldo	120	-1	130	11	131			Solde

Le tableau « Régimes hors gestion globale » ci-avant correspond à la somme des tableaux « Pensions du secteur public » et « Régimes hors gestion globales hors pensions du secteur public ».

En 2026, le solde des régimes hors gestions globales s'élève à 245 millions d'euros. Cela correspond à une amélioration de 227 millions d'euros par rapport à l'année 2025 et de 148 millions d'euros par rapport aux données du budget initial 2026.

Les cotisations sociales augmentent de 54 millions d'euros en 2026 par rapport aux données du budget initial 2026. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des cotisations pour

le FFE (+86 millions d'euros) partiellement compensée par la baisse des cotisations pour les pensions du secteur public (-38 millions d'euros).

Les dotations diminuent de 257 millions d'euros en 2026 par rapport aux données du budget initial 2026, pour atteindre 16.659 millions d'euros. Cette diminution s'explique notamment par l'évolution des dotations aux pensions du secteur public, qui diminuent de 245 millions d'euros. Cette diminution au niveau des dotations aux pensions du secteur public est principalement due à la baisse des prestations.

Les prestations sociales diminuent de 273 millions d'euros par rapport aux données du budget initial 2026, pour atteindre 23.568 millions d'euros. Cette diminution s'explique par la baisse des prestations des pensions du secteur public (-298 millions d'euros) qui est partiellement tempérée par la hausse des prestations des régimes hors gestions globales hors pensions du secteur public (+26 millions d'euros).

3.3 Soldes de l'entité I

3.3.1 Soldes nominal et primaire pour l'entité I

Les tableaux suivants présentent un aperçu général de la composition des soldes nominal et primaire pour l'entité I, d'une part sur base des flux globaux au sein de l'entité I (exprimés en % du PIB) et, d'autre part, sur la base du solde et des charges d'intérêts par sous-entité (exprimés en millions d'euros).

Tableau 58 : Composition des soldes nominal et primaire de l'Entité I – flux globaux (2025-2026)

	In % bbp					
	- En % pib					
	2025	2026	2026			
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Verschil	Verschil	
	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Initial	Mon. 03/26	Différence	Différence	
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Inkomsten	30,2	30,5	30,3	0,1	-0,2	Recettes
Nettofiscale inkomsten	15,4	15,7	15,6	0,1	-0,1	Recettes fiscales nettes
Brutofiscale inkomsten	25,3	25,4	25,3	-0,1	-0,1	Recettes fiscales brutes
Directe belastingen	15,3	15,2	15,2	-0,1	0,0	Impôts directs
Indirecte & kapitaal	10,0	10,1	10,0	0,0	-0,1	Impôts indirects et capital
Eigen fiscale ontvangsten ION	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	Recettes fiscales propres OIP
Fiscale afdrachten naar EU & andere entiteiten	-9,9	-9,7	-9,7	0,2	0,0	Transferts fiscaux à l'UE et à d'autres entités
Sociale bijdragen/parafiscale ontvangsten	12,9	12,9	12,9	-0,1	-0,1	Cotisations sociales/recettes parafiscales
Niet-fiscale ontvangsten	1,9	1,9	1,9	0,0	0,0	Recettes non fiscales
Primaire uitgaven	-32,2	-32,6	-32,3	-0,1	0,3	Dépenses primaires
Finale uitgaven	-28,2	-28,5	-28,2	0,0	0,3	Dépenses finales
Totaal prestaties Sociale Zekerheid	-20,5	-20,5	-20,7	-0,2	-0,2	Ensemble des prestations sociales
Andere uitgaven Sociale Zekerheid	-1,9	-1,8	-1,4	0,5	0,4	Autres dépenses de la sécurité sociale
Primaire uitgaven begroting & ION	-5,8	-6,2	-6,1	-0,3	0,1	Budget des dépenses primaires et OIP
Nettobudgettaire transferten	-4,0	-4,1	-4,1	-0,1	0,0	Transferts budgétaires nets
Onverdeeld	0,0	0,2	0,1	0,1	-0,1	Non réparti
Primair saldo	-2,0	-1,9	-1,9	0,1	0,0	Solde primaire
Interestlasten	-1,7	-1,8	-1,9	-0,2	0,0	Charges d'intérêts
Vorderingensaldo	-3,7	-3,7	-3,8	-0,1	-0,1	Solde de financement

Entre le budget initial 2026 et le présent rapport, certaines adaptations méthodologiques ont été réalisées au niveau du tableau de consolidation de l'entité I (tableau 4). Ces dernières concernent certains glissements des recettes non fiscales vers les impôts directs entre les colonnes (2) et (3) dans le but de se rapprocher le plus possible de l'approche SEC. Cela n'a aucun impact sur les soldes primaire et de financement mais affecte la comparaison pour les lignes concernées.

Exprimées en pourcentage du PIB, les recettes augmentent de 0,1 point de pourcentage entre 2025 et 2026. Les dépenses primaires, quant à elles, augmentent de 0,1 point de pourcentage. Les mesures non réparties augmentent de 0,1 point de pourcentage. Ainsi, le solde primaire pour 2026 s'améliore de 0,1 point de pourcentage du PIB par rapport à 2025. Les charges d'intérêt consolidées augmentent de 0,2 point de pourcentage du PIB. Le solde de financement de l'entité I se détériore ainsi de 0,1 point de pourcentage du PIB entre 2025 et 2026.

Par rapport au budget initial 2026, les recettes diminuent de 0,2 point de pourcentage du PIB alors que les dépenses primaires diminuent de 0,3 point de pourcentage du PIB. Les mesures non réparties

diminuent quant à elles de 0,1 point de pourcentage du PIB. Les charges d'intérêts sont stables. Le solde de financement, quant à lui, se détériore de 0,1 point de pourcentage du PIB par rapport au budget initial 2026.

Tableau 59 : Composition des soldes nominal et primaire de l'Entité I – par sous-entité (2025-2026)

	2025 Mon. 03/26 -	2026 Initieel -	2026 Mon. 03/26 -	Vershil -	Vershil -	% Vershil -	% Vershil -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Initial (2)	Mon. 03/26 (3)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Primair saldo entiteit I	-13.085	-12.469	-12.832	253	-363	1,9	-2,9	Solde primaire entité I
Vorderingensaldo entiteit I	-23.952	-24.637	-25.144	-1.192	-507	-5,0	-2,1	Solde de financement entité I
Vorderingensaldo federaal	-23.519	-26.740	-26.057	-2.538	683	-10,8	2,6	Solde de financement fédéral
Vorderingensaldo SZ	-433	678	67	500	-611	115,4	-90,1	Solde de financement SS
Onverdeelde maatregelen	0	1.425	846	846	-579		-40,6	Mesures non réparties
Interestlasten entiteit I	10.867	12.168	12.313	1.445	144	13,3	1,2	Charges d'intérêt entité I
% bbp - % pib								
Primair saldo entiteit I	-2,0	-1,9	-1,9	0,1	0,0	5,1	-2,5	Solde primaire entité I
Vorderingensaldo entiteit I	-3,7	-3,7	-3,8	-0,1	-0,1	-1,6	-1,6	Solde de financement entité I
Vorderingensaldo federaal	-3,7	-4,0	-3,9	-0,3	0,1	-7,2	3,0	Solde de financement fédéral
Vorderingensaldo SZ	-0,1	0,1	0,0	0,1	-0,1	114,9	-90,2	Solde de financement SS
Onverdeelde maatregelen	0,0	0,2	0,1	0,1	-0,1		-40,9	Mesures non réparties
Interestlasten entiteit I	1,7	1,8	1,9	0,2	0,0	9,6	0,8	Charges d'intérêt entité I

Le **solde de financement de l'entité I** pour 2025 est de -23.952 millions d'euros ou -3,7 % du PIB. Les charges d'intérêt consolidées sont estimées à 10.867 millions d'euros ou 1,7 % du PIB. Le **solde primaire de l'entité I** en 2025 est donc estimé à -13.085 millions d'euros ou -2,0 % du PIB.

En 2026, le solde de financement de l'entité I est quant à lui estimé à -25.144 millions d'euros ou -3,8 % du PIB. Les charges d'intérêt consolidées atteignent 12.313 millions d'euros ou 1,9 % du PIB.

Le solde primaire de l'entité I en 2026 atteint donc -12.832 millions d'euros ou -1,9 % du PIB. Cela représente une amélioration de 0,1 point de pourcentage du PIB par rapport à 2025. Par rapport au budget initial 2026, les données sont stables.

3.3.2 Solde primaire structurel de l'entité I

Dans le cadre du réexamen de la gouvernance économique (RGE), le solde primaire structurel est devenu un paramètre important, entre autres, en vue d'obtenir le taux de croissance autorisé pour l'agrégat des dépenses.

Pour passer du solde nominal au solde structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact de la conjoncture et l'impact des mesures ponctuelles (« one off ») ainsi que de tenir compte de la correction pour les transferts aux entités fédérées (concept CSF). Pour passer du solde structurel au solde primaire structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact des charges d'intérêt.

L'estimation de l'**impact de la conjoncture** sur le solde est basée sur l'output gap. Les estimations utilisées dans le cadre de ce rapport sont basées sur le Budget économique 2026 et les Perspectives économiques 2027-2031 du Bureau fédéral du Plan de février 2026. L'output gap pour 2025 et 2026 est estimé à -0,4 % et -0,5 % du PIB potentiel. En conséquence, la correction cyclique pour l'entité I est estimée à -1.154 millions d'euros en 2025 et à -1.497 millions d'euros en 2026.

Le tableau suivant présente un aperçu des éléments qui sont repris en tant que **one-off** en 2025 et en 2026.

Tableau 60 : One-off entité I (2025-2026)

	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	
(in miljoen EUR)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	(en millions EUR)
Hervorming bedrijfsvoorheffing	-221	0	0	0	0	0	0	0 Réforme du précompte professionnel
Afrekeningssaldo BFW	-314	269	0	0	0	0	0	0 Décomptes LSF
Strafrechtelijke en niet-strafrechtelijke schikkingen	75	0	0	0	0	0	0	0 Transactions pénales et non pénales
Nalatigheidsinteressen Chinees textiel	0	-92	0	0	0	0	0	0 Intérêts de retard textile chinois
Belfius dividend	250	500	0	0	0	0	0	0 Dividende Belfius
Fiscale hervorming (belastingvrije som)	0	-79	-251	-186	-754	-475	-28	-28 Réforme fiscale (quotité exemptée)
VVPRbis	402	0	0	0	0	0	0	0 VVPRbis
Bpost	0	89	0	0	0	0	0	0 Bpost
TOTAAL ENTITÉ I	192	687	-251	-186	-754	-475	-28	TOTAL ENTITÉ I

Pour les estimations de la **correction pour les transferts**, les pourcentages sont ceux qui ont été transmis par le secrétariat du CSF. Selon le CSF, la correction pour transferts est de -115 millions d'euros en 2025 et de -120 millions d'euros en 2026.

Les tableaux suivants présentent le solde primaire structurel de l'entité I en 2025 et 2026.

Tableau 61 : Solde primaire structurel de l'entité I (2025-2026) (en millions d'euros)

	2025	2026	2026			
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Différence	Différence	
	-	-	-	-	-	
(in miljoen EUR)	Mon. 03/26	Initial	Mon. 03/26	Verschil	Verschil	(en millions EUR)
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Vorderingensaldo	-23.952	-24.637	-25.144	-1.192	-507	Solde de financement
Cyclische correctie	-1.154	-1.303	-1.497	-343	-194	Correction cyclique
One-off	192	575	687	495	112	One-off
Correctie voor overdrachten	-115	-140	-120	-5	20	Correction pour transferts
Structureel saldo	-22.875	-23.769	-24.215	-1.340	-446	Solde structurel
Interestlasten	10.867	12.168	12.313	1.445	144	Charges d'intérêt
Structureel primair saldo	-12.008	-11.601	-11.902	106	-301	Solde primaire structurel

Tableau 62 : Solde primaire structurel de l'entité I (2025-2026) (en % PIB)

	2025	2026	2026			
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Différence	Différence	
	-	-	-	-	-	
(in % bbp)	Mon. 03/26	Initial	Mon. 03/26	Verschil	Verschil	(en % PIB)
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Vorderingensaldo	-3,7	-3,7	-3,8	-0,06	-0,06	Solde de financement
Cyclische correctie	-0,2	-0,2	-0,2	0,0	0,0	Correction cyclique
One-off	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	One-off
Correctie voor overdrachten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Correction pour transferts
Structureel saldo	-3,6	-3,6	-3,6	-0,1	-0,1	Solde structurel
Interestlasten	1,7	1,8	1,9	0,2	0,0	Charges d'intérêt
Structureel primair saldo	-1,9	-1,8	-1,8	0,1	0,0	Solde primaire structurel

Le **solde primaire structurel de l'entité I** en 2025 est estimé à -12.008 millions d'euros ou -1,9 % du PIB.

Le solde primaire structurel de l'entité I en 2026 est estimé à -11.902 millions d'euros ou -1,8 % du PIB. Par rapport à 2025, cela représente une amélioration de 0,1 point de pourcentage du PIB. Par rapport au budget initial 2026, les données sont stables.

4 Solde et taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

4.1 Solde de l'ensemble des pouvoirs publics

Le tableau suivant présente l'estimation des soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics, à la fois en millions d'euros et en % du PIB.

Les données relatives à l'entité II proviennent du Budget économique 2026 et des Perspectives économiques 2027-2031 du Bureau fédéral du Plan de février 2026 et ont été adaptées concernant les Communautés et Régions en tenant compte de la différence d'estimation de l'IPP régional en SEC entre le BFP et le SPF Finances.

Tableau 63 : Soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics (2025-2026)

	2025	2026	2026			
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Verschil	Verschil	
	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Initial	Mon. 03/26	Différence	Différence	
(in miljoen EUR)	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(en millions EUR)
Entiteit I						Entité I
Vorderingensaldo	-23.952	-24.637	-25.144	-1.192	-507	Solde de financement
Structureel primair saldo	-12.008	-11.601	-11.902	106	-301	Solde primaire structurel
Entiteit II						Entité II
Vorderingensaldo	-9.764	-8.016	-8.143	1.621	-127	Solde de financement
Structureel primair saldo	-5.771	-3.852	-3.031	2.741	822	Solde primaire structurel
Gezamenlijke overheid						Ensemble des pouvoirs publics
Vorderingensaldo	-33.716	-32.653	-33.287	429	-634	Solde de financement
Structureel primair saldo	-17.800	-15.474	-14.953	2.846	521	Solde primaire structurel

	2025	2026	2026			
	Mon. 03/26	Initieel	Mon. 03/26	Verschil	Verschil	
	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Initial	Mon. 03/26	Différence	Différence	
(in % bbp)	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(en % PIB)
Entiteit I						Entité I
Vorderingensaldo	-3,7	-3,7	-3,8	-0,1	-0,1	Solde de financement
Structureel primair saldo	-1,9	-1,8	-1,8	0,1	0,0	Solde primaire structurel
Entiteit II						Entité II
Vorderingensaldo	-1,5	-1,2	-1,2	0,3	0,0	Solde de financement
Structureel primair saldo	-0,9	-0,6	-0,5	0,4	0,1	Solde primaire structurel
Gezamenlijke overheid						Ensemble des pouvoirs publics
Vorderingensaldo	-5,2	-4,9	-5,0	0,2	-0,1	Solde de financement
Structureel primair saldo	-2,8	-2,3	-2,2	0,5	0,1	Solde primaire structurel

Le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics est estimé à -33.716 millions d'euros ou -5,2 % du PIB en 2025. En 2026, le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics est estimé à -33.287 millions d'euros ou -5,0 % du PIB. Cela représente une amélioration de 0,2 point de pourcentage du PIB par rapport à 2025. Par rapport au budget initial 2026, cela représente une détérioration de 0,1 point de pourcentage du PIB.

Le solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics, c'est-à-dire après correction des impacts de la conjoncture, des one-off et des charges d'intérêts, est estimé pour l'année 2025 à -17.800 millions d'euros ou -2,8 % du PIB. En 2026, le solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics atteint -14.953 millions d'euros ou -2,2 % du PIB. Cela représente une amélioration de 0,5 point de pourcentage du PIB par rapport à 2025 et de 0,1 point de pourcentage du PIB par rapport au budget initial 2026.

4.2 Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

Le taux d'endettement est estimé sur base, entre autres, du solde de financement et des estimations de l'Agence de la Dette concernant l'impact des facteurs exogènes sur la dette.

Tableau 64 : Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics (2024-2026)

	2024	2025	2026	
	INR	Mon. 03/26	Mon. 03/26	
	-	-	-	
(in % bbp)	ICN	Mon. 03/26	Mon. 03/26	(en % PIB)
Schuldgraad	103,9	107,3	109,8	Taux d'endettement
Verandering schuldgraad	1,4	3,4	2,5	Variation du taux d'endettement
Endogene factoren	1,4	1,5	1,5	Facteurs endogènes
Exogene factoren	0,0	1,9	1,0	Facteurs exogènes

En 2024, le taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics est de 103,9 % du PIB. Entre 2024 et 2025, le taux d'endettement augmente de 3,4 points de pourcentage du PIB pour atteindre 107,3 % du PIB. En 2026, le taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics augmente de 2,5 points de pourcentage du PIB pour atteindre 109,8 %.

Il a été tenu compte des éléments suivants pour la détermination des facteurs exogènes.

Tableau 65 : Aperçu des facteurs exogènes (2025-2026)

En millions EUR	2025	2026
Exogene factoren	11.945	6.747
<i>in % bbp</i>	1,9	1,0
<i>Impact interesten swaps (cash)</i>	-73	-110
<i>Uitgiftepremies</i>	1.468	1.943
<i>Annulatiepremies swaps + swapoptions</i>	100	100
<i>Overgang van gelopen intresten naar vervallen intersten (kas)</i>	430	250
<i>Kostprijs terugkopen OLO's</i>	4	1
<i>Pensioenen</i>	188	189
<i>Terugbetaling Griekenland EFSF</i>	0	0
<i>Aantal schuldcorrecties op niveau gewesten en lokale overheden (VMSW, VWF)</i>	1.710	1.820
<i>Diverse kasovergang</i>	1.069	687
<i>Defensie investeringsuitgaven</i>	3.281	2.100
<i>A1/A3</i>	-300	-300
<i>Impact investissements Défense sur la dette</i>	0	-1.268
<i>Participation Flandre Brussels Airport</i>	2.770	0
<i>BEWATT</i>	332	339
<i>Andere (0,15 % PIB)</i>	965	997

Deel II – Meerjarenraming 2027-2031

5 Entiteit I

5.1 Federale overheid

5.1.1 Solde de financement du pouvoir fédéral

Le tableau ci-dessous présente la composition du solde de financement du pouvoir fédéral.

Tableau 66 : Solde de financement du pouvoir fédéral (2026-2031)

	2026 Mon. 03/26	2027 Mon. 03/26	2028 Mon. 03/26	2029 Mon. 03/26	2030 Mon. 03/26	2031 Mon. 03/26	'31 vs. '26 Verschil -	
	-	-	-	-	-	-	-	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	(en millions EUR sauf indication contraire)
Fiscale ontvangsten	163.631	168.338	172.483	175.354	179.143	184.046	20.415	Recettes fiscales
Fiscale overdrachten (-)	-92.926	-96.533	-99.038	-102.637	-106.009	-109.183	-16.256	Transferts fiscaux (-)
Fiscale middelen	70.704	71.805	73.445	72.717	73.134	74.863	4.159	Moyens fiscaux
Niet-fiscale middelen	6.617	4.225	5.319	5.265	5.441	5.446	-1.171	Moyens non fiscaux
Middelen	77.321	76.030	78.763	77.982	78.575	80.309	2.988	Recettes Voies et Moyens
Interestlasten (-)	-12.455	-13.956	-15.670	-17.679	-19.949	-22.505	-10.050	Charges d'intérêt (-)
Primaire uitgaven (-)	-87.592	-89.839	-92.699	-94.963	-95.225	-96.666	-9.074	Dépenses primaires (-)
Uitgave vrijstellingen BV (-)	-4.544	-4.509	-4.434	-4.558	-4.627	-4.787	-243	Dép. dispenses précompte pr. (-)
Primair saldo instellingen	1.256	1.078	1.232	1.004	1.193	1.213	-43	Solde primaire organismes
Onverdeelde overgangscorrecties	-44	16	18	-29	-13	-13	31	Corrections de passage non ventilées
Vorderingensaldo federale overheid	-26.057	-31.181	-32.790	-38.242	-40.045	-42.449	-16.392	Solde de financement pouvoir fédéral
%bbp	-3,9	-4,6	-4,6	-5,3	-5,3	-5,5	-1,6	%PIB

Tableau 67 : Solde de financement du pouvoir fédéral – évolution en %

	'31 vs. '26 Verschil -	'27 vs. '26 Verschil -	'28 vs. '27 Verschil -	'29 vs. '28 Verschil -	'30 vs. '29 Verschil -	'31 vs. '30 Verschil -	'31 vs. '26 Verschil -	
	Différence % p.an./p.jr.	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	
Fiscale ontvangsten	2,4	2,9	2,5	1,7	2,2	2,7	12,5	Recettes fiscales
Fiscale overdrachten (-)	-3,3	-3,9	-2,6	-3,6	-3,3	-3,0	-17,5	Transferts fiscaux (-)
Fiscale middelen	1,1	1,6	2,3	-1,0	0,6	2,4	5,9	Moyens fiscaux
Niet-fiscale middelen	-3,8	-36,2	25,9	-1,0	3,3	0,1	-17,7	Moyens non fiscaux
Middelen	0,8	-1,7	3,6	-1,0	0,8	2,2	3,9	Recettes Voies et Moyens
Interestlasten (-)	-12,6	-12,1	-12,3	-12,8	-12,8	-12,8	-80,7	Charges d'intérêt (-)
Primaire uitgaven (-)	-2,0	-2,6	-3,2	-2,4	-0,3	-1,5	-10,4	Dépenses primaires (-)
Uitgave vrijstellingen BV (-)	-1,0	0,8	1,7	-2,8	-1,5	-3,5	-5,3	Dép. dispenses précompte pr. (-)
Primair saldo instellingen	-0,7	-14,2	14,3	-18,5	18,8	1,7	-3,4	Solde primaire organismes
Onverdeelde overgangscorrecties	21,5	135,5	13,5	-261,0	53,3	1,5	70,2	Corrections de passage non ventilées
Vorderingensaldo federale overheid	-10,3	-19,7	-5,2	-16,6	-4,7	-6,0	-62,9	Solde de financement pouvoir fédéral
%bbp	-7,0	-16,3	-1,9	-13,1	-1,5	-2,9	-39,9	%PIB

Le **solde de financement du pouvoir fédéral** se détériore de 16.392 millions d'euros ou 1,6 point de pourcentage du PIB sur la période 2026-2031. Le déficit passe de 26.057 millions d'euros ou 3,9 % du PIB en 2026 à 42.449 millions d'euros ou 5,5 % du PIB en 2031. Malgré la forte augmentation des recettes fiscales au cours de la période concernée (+20.415 millions d'euros ou 2,4 % d'augmentation moyenne par an), celle-ci est compensée par une forte augmentation des transferts fiscaux (+16.256 millions d'euros ou 3,3 % d'augmentation moyenne par an), des dépenses primaires (+9.074 millions d'euros ou 2,0 % d'augmentation moyenne par an) et des charges d'intérêt (+10.050 millions d'euros ou 12,6 % d'augmentation moyenne par an).

Les différentes rubriques de recettes et de dépenses permettant de déterminer le solde de financement du pouvoir fédéral sont examinées ci-après.

5.1.2 Bespreking van de ramingen per ontvangsten-/uitgavenrubriek

5.1.2.1 Fiscale ontvangsten 2027-2031

5.1.2.1.1 De fiscale ontvangsten in ESR-termen voor 2027-2031

Voor de raming van de jaren 2027-2031 werd gebruik gemaakt van parameters uit de Economische vooruitzichten van februari van het Federaal Planbureau.

Tabel 68: Belangrijkste parameters voor de macro-economische methode

		2027	2028	2029	2030	2031
Impôt	Variables	BE fev 2026	BE fev 2026	BE fev 2026	BE fev 2026	BE fev 2026
PRP	Salaires (croissance "réelle")	0,7%	1,2%	0,7%	1,2%	1,1%
	Allocations (croissance "réelle")	0,5%	0,6%	0,9%	1,4%	1,7%
	Dont inflation (t-1)	1,9%	1,6%	2,2%	1,8%	1,7%
ISoc	Base macroéconomique	1,8%	1,5%	2,0%	2,0%	1,7%
	Profitabilité	-0,6%	-1,7%	-1,0%	-1,1%	-1,2%
TVA	Base macroéconomique	2,7%	3,2%	3,0%	3,4%	2,7%
Accises	Consommation à prix constants	1,2%	1,0%	1,2%	1,3%	1,2%
	Part du tabac, carburants, alcool	-1,6%	-2,9%	-2,2%	-2,0%	-2,0%

Zoals gebruikelijk wordt er voor elk jaar rekening gehouden met de aanvullende impact van de genomen maatregelen. Bij de berekening van een bepaald jaar werd zoals voorheen, omwille van het éénmalige karakter, eerst de éénmalige impact van maatregelen van het jaar voordien uit de startbasis gehaald via de technische factoren, en vervolgens de nieuwe éénmalige impact voor het nieuwe jaar toegevoegd als maatregel.

Voor de belastingen op de opbrengsten van beleggingen van bevroren Russische tegoeden werd in de ramingen van de FOD Financiën het bedrag van 1.016 miljoen euro voor 2026 overgenomen voor de periode 2027-2031.

Net zoals voor 2026 werden diverse maatregelen herhaald. Belangrijke herzieningen voor de periode 2027-2031 betreffen onder andere:

- het wegvallen van de wijziging van de btw op take away, niet-alcoholhoudende dranken en inrichtingen voor sport en ontspanning, zoals voor 2026;
- aangepaste ramingen voor de besliste maatregelen rond de werkbonus en BBSZ;
- een lagere raming voor de impact van de verhoging van accijnzen op aardgas voor niet-professioneel verbruik;
- een lagere raming van de ontvangsten van de vliegtaks;
- ontvangsten van bankentaksen, waaraan nu vanaf 2027 besliste ontvangsten werden toegevoegd die voorheen nog bij de niet-fiscale ontvangsten waren opgenomen.

Tabel 69: Bijkomende impact maatregelen 2027

2027	IPP				VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	2027
	L&Soc				L&Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren AJ 2026	Kohieren AJ 2027	VA	Kohieren					
	VA	Pr. p. SEC	Rôles ex 2026	Rôles ex 2027	VA	Rôles					
Maatregelen post-conclaaf maart 2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0	Mesures post conclave mars 2021
Verhoogde aftrek laadpalen						1,2				1,2	Déduction majorée bornes électriques
Investeringsaftrek e-trucks						-0,2				-0,2	DPI e-Trucks
Maatregelen post-conclaaf maart 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	-117,0	-4,1	0,0	0,0	0,0	-121,0	Mesures post conclave mars 2022
Inkorting periode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling					-117,0	-4,1				-121,0	Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé
Maatregelen: begrotingsconclaaf maart 2023	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-188,6	0,0	0,0	0,0	-188,6	Mesures: conclave budgétaire mars 2023
Introduce van de SBS package - vermindering van ontvangsten van minimum belasting (Pijler 2)						-184,1				-184,1	Introduction SBS package entraînant une diminution de l'impôt minimum (Pilier 2)
Uitstel hervorming van de investeringsaftrek						-4,5				-4,5	Report réforme de la déduction pour investissement
Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2023	0,0	0,0	-2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,4	Mesures: conclave budgétaire octobre 2023
Aanpassing werkbonus			-2,4							-2,4	Modification bonus emploi
Maatregelen post-conclaaf oktober 2023	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,0	-0,4	Mesures post conclave octobre 2023
Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding						-0,4				-0,4	Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo
Maatregelen maart 2024	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,6	0,0	0,0	0,0	-2,6	Mesures Mars 2024
papieren publicaties						-2,6				-2,6	Concession presse
Conclaaf Februari 2025	-0,7	0,0	119,6	33,4	13,8	71,0	257,0	-80,0	0,0	414,0	Mesures conclave accord de GVT Février 2025
Maatregel beter investeringsklimaat			0,1		-3,2					-3,1	Mesure meilleur climat d'investissement
Flexi-jobs			0,1							0,1	Flexi-jobs
Verdubbeling incentive eigen middelen			-2,3							-2,3	Doublément incitant ressources propres
Tegengaan grensaankopen directe belastingen								-100,0		-100,0	Lutte contre les achats frontaliers
Overgangsperiode hybride voertuigen	-0,7			0,01						-0,7	Période transitoire véhicules hybrides
Schrappen kleinere aftrekposten, uitzonderingen en vrijstellingen			19,6							19,6	Suppression des petits postes de déduction, des exceptions et des exonérations
Investerings aftrek (groene)						-1,8				-1,8	déduction pour investissement (vert)
Schrappen kleinere aftrekposten						2,8				2,8	Suppression des petits postes de déduction
Belastingkrediet kinderen ten laste niet indexering			1,6	3,4						5,0	Non-indexation crédit d'impôt enfant à charge
Onderhoudsuitkeringen			11,4	17,6						29,0	Pensions alimentaires
Niet indexering fiscale uitgaven exct vervangingsinkomens			1,8	12,5						14,3	Non-indexation des dépenses fiscales (à l'exclusion des revenus de remplacement)
Tegengaan grensaankopen indirecte belastingen								20,0		20,0	Lutte contre les achats frontaliers
Uitbreiding Witte Kassa							157,0			157,0	Extension caisse intelligente
Digital tax digitale advertenties						70,0				70,0	Digital tax
BTW real time invoice							100,0			100,0	TVA real time invoice
Afschaffing gewone interestaftrek			87,2							87,2	Suppression de la déduction ordinaire d'intérêts
DBI					17,0					17,0	RDT
Conclaaf maart 2025	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-67,1	-67,1	Mesures conclave mars 2025
Fiscale regularisatie										25,0	Régularisation fiscale
Uitbreiding belastbare basis RV										-92,1	Élargissement base imposable PM
Maatregelen Zommerkord	-71,0	-230,5	0,8	-37,4	0,0	-4,3	0,0	0,0	33,0	-309,4	Mesures Accords d'été
Meerwaarde financiële activa									33,0	33,0	Taxe sur les plus-values
Belastingvrije som		-449,2		-161,5						-610,7	Quotité exemptée
Hervorming kinderen ten laste		-7,2		1,5						-5,6	Réforme enfants à charge
Uitdoen huwelijksquotient niet gepensioneerden tegen 2029		81,4		20,2						101,6	Réduction du quotient conjugal pour les non-retraités d'ici à 2029
Afbouw huwelijksquotient gepensioneerden		22,5		4,0						26,5	Extinction du quotient conjugal retraités
Belastingvermindering werkloosheidsuitkeringen		132,0		82,8						214,8	Fin de la réduction d'impôt allocations de chômage
Afbouw belastingvermindering hoogste pensioenen		16,5		10,3						26,9	Diminution de la réduction d'impôt pour les pensions les plus élevées
Overuren			0,8	2,1						2,9	Heures supplémentaires
Auteursrechten - IT sector				6,5						6,5	Droits d'auteur - secteur IT
Lagere belasting bijverdienden na pensioen		-26,5								-26,5	Taxation moindre du complément de revenu après la retraite
Ondernemersaftrek	-71,0									-71,0	Déduction pour entrepreneurs
Afschaffing belastingvermeerdering VA voor zelfstandigen				-8,7						-8,7	Suppression majoration VA pour indépendants
Beloning leidinggevenden 50K verlaagd tarief VENB				5,4		-1,0				4,4	rémunération dirigeants 50K taux réduit ISOC
Verlies verlaagd tarief 20% voordelen van alle aard bedrijfsleiders						2,3				2,3	perte taux réduit ATN 20% dirigeants
Afzonderlijk aanslag 7,5% voordelen van alle aard bedrijfsleiders/werknemers						1,3				1,3	cotisation distincte 7,5% ATN dirigeants/employés
Maaltijdcheques - verhoging van 8 naar 10 euro						-6,9				-6,9	chèques repas - passage de 8 à 10 euros
Conclaaf december 2025	0,0	-29,5	0,0	-27,5	-35,9	0,0	35,3	42,6	525,6	510,6	Mesures conclave decembre 2025
Niet indexeren niet-doorstorting bedrijfsvoorheffing					-35,9					-35,9	Non-indexation de la dispense de versement du précompte professionnel
Hotels en camping							26,4			26,4	Hôtels et camping
Accijnzen sanities (accijnzen ter anticipatie Europese richtlijn)								58,1		58,1	Accises sur le gaz naturel (accises anticipant la directive européenne)
Verlaging accijnzen elektriciteit beschermde klanten								-10,6		-10,6	Baisse accises électricité clients protégés
Accijnzen diesel en benzine								43,6		43,6	Accises sur le diesel et l'essence
BTW op pesticiden 12% naar 21%							8,9			8,9	TVA sur les pesticides de 12 % à 21 %
Accijnzen huisbrandolie en IC								8,0		8,0	Accises sur le mazout de chauffage et IC
Vliegtax 10 euro vanaf 2027 +0,5 euro per jaar vanaf 2028 tot en met 2029 voor korte afstand									75,3	75,3	Taxe aérienne de 10 euros à partir de 2027 + 0,5 euro par an de 2028 à 2029 pour les courtes distances
Jaarlijkse taks op de effectenrekeningen									48,0	48,0	Taxe annuelle sur les comptes-titres
Vervennootschappelijk tegengaan VVPRbis/liquidatie 18% ipv 15%									22,4	22,4	Lutte contre le passage en société VVPRbis/liquidation 18 % au lieu de 15 %
Bankentaks (vrijstelling EIB inclusief)									308,6	308,6	Taxe bancaire (y compris exemption BEI)
Operationeel register sociale voordelen									50,0	50,0	Registre opérationnel des avantages sociaux
Kostenaftrek auteursrechten schrappen				-6,8						-6,8	Suppression de la déduction fiscale des frais pour le régime des droits d'auteur
Verzekeringstaks 9,6% in plaats 9,25%									16,4	16,4	Taxe d'assurance 9,6 % au lieu de 9,25 %
Werkbonus		-29,5		-20,7						-50,2	Bonus à l'emploi
Verlaging accijnzen elektriciteit residentieel								-56,5		-56,5	Réduction des accises sur l'électricité résidentielle
De onmiddellijke inningen worden verhoogd met 10% (5.700 kEUR).									4,9	4,9	Les perceptions immédiates sont augmentées de 10 % (5.700 kEUR).
Algemeen totaal	-71,8	-260,0	117,9	-31,4	-139,1	-128,0	292,3	-37,4	491,5	234,1	Algemeen totaal
Algemeen totaal per belasting			-245,2			-267,1	292,3	-37,4	491,5	234,1	Algemeen totaal per belasting

Tabel 70: Technische factoren 2027

	PB			VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	
	IPP			i.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles	VA	Rôles					
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2026 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2026
Investeringsaftrek e-trucks				12,5					12,5	DPI eTrucks
Belastingvermindering laadpalen			5,7						5,7	Réduction impôt bornes électriques
papieren publicaties		0,9		27,8					28,6	Concesseion presse
Uitbreiding van de belastingvermindering op laadpalen			4,3						4,3	Extension de la réduction fiscale sur les bornes de recharge
Tijdelijke aanpassing korf met het oog op minimumbelasting					1,1				1,1	Adaptation temporaire corbeille en vue d'une imposition minimale
Veralgemeining fietsvergoeding & compenserend belastingkrediet					1,0				1,0	Généralisation indemnité vélo & crédit d'impôt compensatoire
Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding				28,1					28,1	Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				-1.016,0					-1.016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2027 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2027
HEDERA compensatie TBV								-35,2	-35,2	HEDERA indemnisation TOB
HEDERA compensatie TCTER								-0,5	-0,5	HEDERA indemnisation TCTER
HEDERA compensatie RV								2,2	2,2	HEDERA indemnisation PrM
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				1.016,0					1.016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes

Tabel 71: Bijkomende impact maatregelen 2028

2028	PB IPP				VENB I.Soc		"zuivere" btw TVA "pure"	Accijnzen	Diversen	Totaal	2028
	VA	BVESR	Kohieren AJ 2027	Kohieren AJ 2028	VA	Kohieren		Accises	Divers	Total	
	VA	Pr.p SEC	Rôles ex 2027	Rôles ex 2028	VA	Rôles					
Maatregelen post-conclaf maart 2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	Mesures post conclave mars 2021
Investeringsaftrek e-trucks						0,11				0,1	DPI eTrucks
Maatregelen post-conclaf maart 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-16,2	0,0	0,0	0,0	-16,2	Mesures post conclave mars 2022
Verkortingsperiode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling						-16,2				-16,2	Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé
Hervorming van de rolcyclen en modernisering van de hypotheekwetgeving									0,0	0,0	Réforme du droit de mise au rôle et modernisation de la législation hypothécaire
Maatregelen post-conclaf oktober 2023	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	Mesures post conclave octobre 2023
Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding						-0,1				-0,1	Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo
Maatregelen maart 2024	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	Mesures Mars 2024
papieren publicaties						0,3				0,3	Concession presse
Conclaf Februari 2025	4,1	0,0	14,3	25,4	-1,7	0,2	0,0	100,0	0,0	142,3	Mesures conclave accord de GVT Février 2025
Maatregel beter investeringsklimaat					-1,74					-1,7	Measure meilleur climat d'investissement
Overgangsperiode hybride voertuigen	4,1			-0,1						4,0	Période transitoire véhicules hybrides
Belastingkrediet kinderen ten laste niet indexering			1,4	1,6						3,0	Non-indexation crédit d'impôt enfant à charge
Investerings aftrek (groene)						-0,8				-0,8	déduction pour investissement (vert)
Schrappen kleinere aftrekposten						1,0				1,0	Suppression des petits postes de déduction
Onderhoudsultkeringen			7,5	18,0						25,5	Pensions alimentaires
Niet indexering fiscale uitgaven excl vervangingsinkomens			5,4	6,0						11,3	Non-indexation des dépenses fiscales (à l'exclusion des revenus de remplacement)
Antitabaksbeleid								100,0		100,0	Politique anti-tabac
Conclaf maart 2025	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	34,2	34,2	Mesures conclave mars 2025
Fiscale regulisatie										24	Régularisation fiscale
Uitbreiding belastbare basis RV										10,2	Élargissement base imposable PM
Maatregelen Zomerakkoord	0,2	-298,3	-18,3	47,7	0,0	-1,8	0,0	0,0	47,5	-223,0	Mesures Accords d'été
Meenwaarde financiële activa									47,5	47,5	Taxe sur les plus-values
Belastingvrije som		-343,1	-69,2	194,3						-218,0	Quotité exemptée
Hervorming kinderen ten laste		4,2	0,7	-1,3						3,6	Réforme enfants à charge
Uitdoven huwelijksquotient niet gepensioneerd tegen 2029		31,0	8,6	-25,4						14,3	Réduction du quotient conjugal pour les non-retraités d'ici à 2029
Afbouw huwelijksquotient gepensioneerd		18,2	1,7	-5,3						14,6	Extinction du quotient conjugal retraités
Belastingvermindering werkloosheidsuitkeringen		-7,9	35,5	-95,1						-67,5	Fin de la réduction d'impôt allocations de chômage
Afbouw belastingvermindering hoogste pensioenen		-0,8	4,4	-12						-8,2	Diminution de la réduction d'impôt pour les pensions les plus élevées
Overuren			0,9							0,9	Heures supplémentaires
Auteursrechten - IT sector			2,8							2,8	Droits d'auteur - secteur IT
Lagere belasting bijverdien na pensioen				1,2						1,2	Taxation moindre du complément de revenu après la retraite
Ondernemersaftrek	0,2			-8,8						-8,6	Déduction pour entrepreneurs
Afschaffing belastingvermeerdering VA voor zelfstandigen			-3,73							-3,7	Suppression majoration VA pour indépendants
Beloning leidinggevenden 50K verlaagd tarief VENB						-0,41				-0,4	rémunération dirigeants 50K taux réduit ISOC
Verlies verlaagd tarief 20% voordelen van alle aard bedrijfsleiders						1,0				1,0	perte taux réduit ATN 20% dirigeants
Afzonderlijk aanslag 7,5% voordelen van alle aard bedrijfsleiders/werknemers						0,6				0,6	cotisation distincte 7,5% ATN dirigeants/employés
Maaltijdcheques - verhoging van 8 naar 10 euro						-2,9				-2,9	chèques repas - passage de 8 à 10 euros
conclaf december 2025	0,0	-97,3	-11,8	20,7	-46,1	0,0	0,0	0,4	-33,1	-167,2	Mesures conclave decembre 2025
Niet indexeren niet-doortorting bedrijfsvoorheffing					-46,05					-46,1	Non-indexation de la dispense de versement du précompte professionnel
Accijnzen aardgas (accijnzen ter anticipatie Europese richtlijn)								39,6		39,6	Accises sur le gaz naturel (accises anticipant la directive européenne)
Accijnzen huisbrandolie en IC								3,3		3,3	Accises sur le mazout de chauffage et IC
Vliegtax 10 euro vanaf 2027 +0,5 euro per jaar vanaf 2028 tot en met 2029 voor korte afstand									6,9	6,9	Taxe aérienne de 10 euros à partir de 2027 + 0,5 euro par an de 2028 à 2029 pour les courtes distances
Bankentaks (vrijstelling EIB inclusief)									-40	-40,0	Taxe bancaire (y compris exemption BEI)
Kostenaftrek auteursrechten schrappen			-2,9							-2,9	Suppression de la déduction fiscale des frais pour le régime des droits d'auteur
Werkbonus		-97	-9	20,7						-85,5	Bonus à l'emploi
Verlaging accijnzen elektriciteit residentieel								-42,5		-42,5	Réduction des accises sur l'électricité résidentielle
Algemeen totaal	4,2	-395,6	-15,8	93,8	-47,8	-17,4	0,0	100,4	48,6	-229,5	Total général
Algemeen totaal per belasting			-313,3			-65,2	0,0	100,4	48,6	-229,5	Total général par impôt

Tabel 72: Technische factoren 2028

	PB			VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	
	IPP			I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BVESR	Kohieren	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles	VA	Rôles					
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2027 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2027
Inkorting periode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling				142,0					142,0	Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé
Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding					3,5				3,5	Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo
papieren publicaties			0,1		14,9				15,0	Concesseion presse
belastingkrediet SNCB				4,3					4,3	Credit d'impôt SNCB
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				-1016,0					-1016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2028corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2028
HEDERA compensatie TCTER								-0,6	-0,6	HEDERA indemnisation TCTER
HEDERA compensatie RV								1,9	1,9	HEDERA indemnisation PrM
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				1016,0					1016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes

Tabel 73: Bijkomende impact maatregelen 2029

2029	PB				VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	2029
	IPP				I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren AJ 2028	Kohieren AJ 2029	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles ex 2028	Rôles ex 2029	VA	Rôles					
Conclaaft Februari 2025	6,9	0,0	10,9	15,5	-3,7	0,0	400,0	0,0	0,0	429,6	Mesures conclave accord de GVT Fevrier 2025
Maatregel beter investeringsklimaat					-3,7					-3,7	Mesure meilleur climat d'investissement
Overgangperiode hybride voertuigen	6,9		-0,04	0,5						7,4	Période transitoire véhicules hybrides
Belastingkrediet kinderen ten laste niet indexering			0,67	3						3,7	Non-indexation crédit d'impôt enfant à charge
Onderhoudsuitkeringen			7,7							7,7	Pensions alimentaires
Niet indexering fiscale uitgaven excl vervangingsinkomens			2,6	12						14,5	Non-indexation des dépenses fiscales (à l'exclusion des revenus de remplacement)
BTW real time invoice							400			400	TVA real time invoice
Conclaaft maart 2025	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-44	-44	Mesures conclave mars 2025
Fiscale regularisatie									10	10	Régularisation fiscale
Uitbreiding belastbare basis RV									-54	-54	Élargissement base imposable PM
Maatregelen Zomerakkoord	-19,7	-2.489,8	20,4	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	120	-2.355,4	Mesures Accords d'été
Meerwaarde financiële activa									120	120	Taxe sur les plus-values
Belastingvrije som		-2503,5	83,3	15,7						-2.405	Quotité exemptée
Hervorming kinderen ten laste		-27,2	-0,6	-0,2						-28	Réforme enfants à charge
Toeslag voor alleenstaande ouders		99,1								99,1	Supplément parents isolés uniquement pour vrais parents isolés
Uitdoven huwelijksquotient niet gepensioneerd tegen 2029		-40,6	-10,9	-1,4						-52,9	Réduction du quotient conjugal pour les non-retraités d'ici à 2029
Afbouw huwelijksquotient gepensioneerd		-6,7	-2,3	-0,8						-9,8	Extinction du quotient conjugal retraités
Belastingvermindering werkloosheidsuitkeringen		-3,9	-40,8	0,4						44,3	Fin de la réduction d'impôt allocations de chômage
Afbouw belastingvermindering hoogste pensioenen		-7,0	-5,08	0,04						-12,1	Diminution de la réduction d'impôt pour les pensions les plus élevées
Lagere belasting bijverdiene na pensioen			0,5							0,5	Taxation moindre du complément de revenu après la retraite
Ondernemersaftrek	-19,7		-3,8	0,02						-23,4	Déduction pour entrepreneurs
Conclaaft december 2025	0,0	0,0	8,9	0,0	32,4	0,0	0,0	16,5	171,3	229,0	Mesures conclave decembre 2025
Niet indexeren niet-doorstorting bedrijfsvoorheffing					32,38					32,4	Non-indexation de la dispense de versement du précompte professionnel
Accijnzen aardgas (accijnzen ter anticipatie Europese richtlijn)								41,50		41,5	Accises sur le gaz naturel (accises anticipant la directive européenne)
Accijnzen huisbrandolie en IC								3,30		3,3	Accises sur le mazout de chauffage et IC
Vliegtax 10 euro vanaf 2027 +0,5 euro per jaar vanaf 2028 tot en met 2029 voor korte afstand									1,3	1,3	Taxe aérienne de 10 euros à partir de 2027 + 0,5 euro par an de 2028 à 2029 pour les courtes distances
Vervennootschappelijk tegengaan VVPRbis/liquidatie 18% ipv 15%									210	210,0	Lutte contre le passage en société VVPRbis/liquidation 18 % au lieu de 15 %
Bankrentaks (vrijstelling EIB inclusief)									-40	-40,0	Taxe bancaire (y compris exemption BEI)
Werkbonus			8,86							8,9	Bonus à l'emploi
Verlaging accijnzen elektriciteit residentiële								-28,30		-28,3	Réduction des accises sur l'électricité résidentielle
Algemeen totaal	-12,8	-2489,8	40,2	29,1	28,7	0,0	400,0	16,5	247,3	-1740,8	Total général
Algemeen totaal per belasting			-2433,2		28,7		400,0	16,5	247,3	-1740,8	Total général

Tabel 74: Technische factoren 2029

	PB			VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	
	IPP			I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles	VA	Rôles					
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2028 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2028
papieren publicaties			0,05		6,4				6,5	Concesseion presse
Investeringsaftrek e-trucks					2,1				2,1	DPI eTrucks
Inkorting periode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling					11,3				11,3	Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé
Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding					1,5				1,5	Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo
belastingkrediet SNCB					0,5				0,5	Credit d'impôt SNCB
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				-1.016,0					-1.016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2029 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2029
HEDERA compensatie TCTER								-0,5	-0,5	HEDERA indemnisation TCTER
HEDERA compensatie RV								2,2	2,2	HEDERA indemnisation PrM
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				1.016,0					1.016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes

Tabel 75: Bijkomende impact maatregelen 2030

2030	PB				VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	2030
	IPP				I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren AJ 2029	Kohieren AJ 2030	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles ex 2029	Rôles ex 2030	VA	Rôles					
Conclaaft Februari 2025	0,0	0,0	6,4	11,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,5	Mesures conclave accord de GVT Fevrier 2025
Belastingkrediet kinderen ten laste niet indexering			1,3	2,1						3,4	Non-indexation crédit d'impôt enfant à charge
Niet indexering fiscale uitgaven excl vervangingsinkomens			5,1	8,9						14,1	Non-indexation des dépenses fiscales (à l'exclusion des revenus de remplacement)
Maatregelen Sommerakkord	0,0	-1.493,8	5,9	111,6	0,0	0,0	0,0	0,0	120,0	-1.256,3	Mesures Accords d'été
Meerwaarde financiële activa									120	120	Taxe sur les plus-values
Belastingvrije som		-1427,2	6,7	114,6						-1.306	Quotité exemptée
Hervorming kinderen ten laste		2,9	-0,1	1,2						4,0	Réforme enfants à charge
Toeslag voor alleenstaande ouders		8,7		-4,5						4,2	Supplément parents isolés uniquement pour vrais parents isolés
Uitdoven huwelijksquotient niet gepensioneerden tegen 2029		-26,2	-0,6	1,9						-24,9	Réduction du quotient conjugal pour les non-retraités d'ici à 2029
Afbouw huwelijksquotient gepensioneerden		-7,8	-0,4	0,3						-7,8	Extinction du quotient conjugal retraités
Belastingvermindering werkloosheidsuitkeringen		-40,8	0,2	0,2						-40,5	Fin de la réduction d'impôt allocations de chômage
Afbouw belastingvermindering hoogste pensioenen		-3,4	0,02	0,3						-3,0	Diminution de la réduction d'impôt pour les pensions les plus élevées
Ondernemersaftrek			0,01	-2,4						-2,4	Déduction pour entrepreneurs
Conclaaft december 2025	0,0	0,0	0,0	0,0	-32,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-32,4	Mesures conclave decembre 2025
Niet indexeren niet-doorstorting bedrijfsvoorheffing					-32,38					-32,4	Non-indexation de la dispense de versement du précompte professionnel
Algemeen totaal	0,0	-1.493,8	12,3	122,7	-32,4	0,0	0,0	0,0	120,0	-1.271,2	Total général
Algemeen totaal per belasting			-1.358,8		-32,4		0,0	0,0	120,0	-1.271,2	Total général

Tabel 76: Technische factoren 2030

	PB			VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	
	IPP			I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles	VA	Rôles					
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2029 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2029
Belastingkrediet niet-recupereerbare kosten event					7,5				7,5	Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé
belastingkrediet SNCB					0,2				0,2	Credit d'impôt SNCB
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				-1.016,0					-1.016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2030 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2030
HEDERA compensatie TCTER								0,3	0,3	HEDERA indemnisation TCTER
HEDERA compensatie RV								2,3	2,3	HEDERA indemnisation PrM
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				1.016,0					1.016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes

Tabel 77: Bijkomende impact maatregelen 2031

2031	PB				VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	2031
	IPP				I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren AJ 2030	Kohieren AJ 2031	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles ex 2030	Rôles ex 2031	VA	Rôles					
Conclaaf Februari 2025	0,0	0,0	4,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	Mesures conclave accord de GVT Fevrier 2025
Belastingkrediet kinderen ten laste niet indexering			0,9							0,9	Non-indexation crédit d'impôt enfant à charge
Niet indexering fiscale uitgaven excl vervangingsinkomens			3,8							3,8	Non-indexation des dépenses fiscales (à l'exclusion des revenus de remplacement)
Maatregelen Zomerakkoord	0,0	4,6	47,8	68,4	0,0	0,0	0,0	0,0	29,0	149,8	Mesures Accords d'été
Meerwaarde financiële activa									29	29,0	Taxe sur les plus-values
Belastingvrije som			49,1	65,4						114,5	Quotité exemptée
Hervorming kinderen ten laste			0,5	-0,1						0,4	Réforme enfants à charge
Toeslag voor alleenstaande ouders			-1,9	-0,4						-2,3	Supplément parents isolés uniquement pour vrais parents isolés
Uitdoven huwelijksquotient niet gepensioneerden tegen 2029			0,8	1,2						2,0	Réduction du quotient conjugal pour les non-retraités d'ici à 2029
Afbouw huwelijksquotient gepensioneerden		4,6	0,1	0,4						5,0	Extinction du quotient conjugal retraités
Belastingvermindering werkloosheidsuitkeringen			0,1	1,9						1,9	Fin de la réduction d'impôt allocations de chômage
Afbouw belastingvermindering hoogste pensioenen			0,14	0,2						0,3	Diminution de la réduction d'impôt pour les pensions les plus élevées
Ondernemersaftrek			-1,0							-1,0	Déduction pour entrepreneurs
Algemeen totaal	0,0	4,6	52,6	68,4	0,0	0,0	0,0	0,0	29,0	154,5	Total général
Algemeen totaal per belasting			125,5		0,0		0,0	0,0	29,0	154,5	Total général par impôt

Tabel 78: Technische factoren 2031

	PB			VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen	Totaal	
	IPP			I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total	
	VA	BV ESR	Kohieren	VA	Kohieren					
	VA	Pr.p SEC	Rôles	VA	Rôles					
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2030 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2030
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				-1.016,0					-1.016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes
Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2031 corrigeren										Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2031
Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden				1.016,0					1.016,0	Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes

Volgende tabel vat de berekening samen voor de grote belastingcategorieën die worden geraamd aan de hand van de macro-economische methode.

Tabel 79: Synthese van de macro-economische methode

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	
	-	-	-	-	-	-	
	Recettes prévues	Recettes prévues	Recettes prévues	Recettes prévues	Recettes prévues	Recettes prévues	
1. Personenbelasting "ESR"							1. Impôt des personnes physiques "SEC"
1.1. Globale PB-opbrengst, aanslagjaar t+1							1.1 Produit global IPP, exercice t+1
Nominale toename van het globaal inkomen	2,6 %	2,5 %	2,6 %	3,0 %	3,1 %	3,0 %	Croissance nominale du revenu global
Inflatie voorgaand jaar (t-1)	2,5 %	1,9 %	1,6 %	2,2 %	1,8 %	1,7 %	Inflation décalée d'un an (t-1)
Reële groeivoet	0,1 %	0,6 %	1,0 %	0,8 %	1,3 %	1,3 %	Taux de croissance réelle
Groei globale PB-opbrengst, excl. maatregelen en verschuivingen	2,6 %	2,8 %	3,0 %	3,3 %	3,6 %	3,5 %	Croissance du produit global IPP, hors mesures et glissements
Globale PB-opbrengst bij lopende wetgeving	64 039,5	65 627,0	67 246,9	67 118,3	68 120,8	70 496,7	Produit global IPP à législation courante
Idem groeivoet	2,2 %	2,5 %	2,5 %	-0,2 %	1,5 %	3,5 %	Idem taux de croissance
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering)	- 294,4	- 196,7	- 349,9	- 2 327,4	- 1 396,0	4,3	Incidences complémentaires des mesures (hors indexation)
Globale PB-opbrengst bij wetgeving t-1	64 333,9	65 823,7	67 596,8	69 445,7	69 516,8	70 492,5	Produit global IPP à législation de t-1
1.2 Bedrijfsvoorheffing "ESR"							1.2 Précompte professionnel "SEC"
Nominale loonstijging	2,8 %	2,6 %	2,8 %	2,9 %	3,0 %	2,8 %	Croissance nominale des salaires
Nominale groei van de sociale uitkeringen	2,1 %	2,5 %	2,2 %	3,1 %	3,2 %	3,4 %	Croissance nominale des allocations sociales
Inflatie voorgaand jaar (t-1)	2,5 %	1,9 %	1,6 %	2,2 %	1,8 %	1,7 %	Inflation décalée d'un an (t-1)
Reële groei van de reële lonen	0,3 %	0,7 %	1,2 %	0,7 %	1,2 %	1,1 %	Croissance réelle des salaires réels
Reële groei van de uitkeringen	-0,3 %	0,5 %	0,6 %	0,9 %	1,4 %	1,7 %	Croissance réelle des allocations
Groei bedrijfsvoorheffing, excl. maatregelen en verschuivingen	2,6 %	2,8 %	3,0 %	3,3 %	3,6 %	3,5 %	Croissance du précompte professionnel, hors mesures et glissements
Bedrijfsvoorheffing "ESR" bij lopende wetgeving	66 388,1	67 961,6	69 580,9	69 357,4	70 327,5	72 804,7	Pr P "SEC" à législation courante
Maatregelen (excl. indexering van de belastingsschalen en vrijstellingen)	1,7 %	2,4 %	2,4 %	-0,3 %	1,4 %	3,5 %	Mesures (hors indexation des barèmes fiscaux et hors dispenses)
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	-290,6	-260,0	-395,6	-2489,8	-1493,8	0,0	Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"	-273,5	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	Glissements et facteurs divers "t"
Bedrijfsvoorheffing "ESR" bij wetgeving t-1	66 959,2	68 220,7	69 976,5	71 847,2	71 821,3	72 800,1	Pr P "SEC" à législation de t-1
	1,7%	1,9%	2,6%	2,7%	0,0%	1,4%	
1.3 Voorafbetalingen personenbelasting							1.3 Versements anticipés personnes physiques
Voorafbetalingen bij lopende wetgeving	1 666,5	1 637,0	1 679,6	1 717,9	1 772,2	1 824,0	Versements anticipés à législation courante
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering)	12,6	-71,8	4,2	-12,8	0,0	0,0	Incidences complémentaires des mesures (hors indexation)
Verschuivingen en diverse factoren	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Glissements et facteurs divers
Voorafbetalingen personenbelasting bij wetgeving t-1	1 653,9	1 708,8	1 675,3	1 730,7	1 772,2	1 824,0	Versements anticipés personnes physiques à législation de t-1
1.4 Kohieren PB "ESR"							1.4 Rôles IPP "SEC"
Saldo vastgestelde rechten bij wetgeving t-1	-4 279,2	-4 105,8	-4 055,1	-4 132,2	-4 076,7	-4 131,7	Solde des droits constatés à législation t-1
Inachtneming van de vorige aanslagjaren en van de niet-geïnde rechten	-3 487,7	-3 346,4	-3 305,1	-3 367,9	-3 322,7	-3 367,5	Prise en compte des exercices antérieurs et des droits non perçus
Kohieren PB bij wetgeving t-1	-4 218,6	-3 571,8	-3 363,4	-3 310,0	-3 360,4	-3 328,2	Rôles IPP à législation de t-1
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering), vorig aanslagjaar	- 11,6	117,9	- 15,8	40,2	12,3	52,6	Incidences complémentaires des mesures (hors indexation), ex. antérieur
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering), lopend aanslagjaar	275,2	- 31,4	93,8	29,1	122,7	68,4	Incidences complémentaires des mesures (hors indexation), ex. en cours
Verschuivingen en diverse factoren	213,0	10,0	0,1	0,0	0,0	0,0	Glissements et facteurs divers
Kohieren PB bij lopende wetgeving	-3 742,0	-3 475,3	-3 285,3	-3 240,6	-3 225,4	-3 207,2	Rôles IPP à législation courante

Tabel 80: Synthese van de macro-economische methode (vervolg)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	
	-	-	-	-	-	-	
	Recettes prévues	Recettes prévues	Recettes prévues	Recettes prévues	Recettes prévues	Recettes prévues	
2. Vennootschapsbelasting "ESR"							2. Impôt des sociétés "SEC"
<i>Verklarende variabelen</i>							<i>Variables explicatives</i>
Primair inkomen van de vennootschappen	110 351,6	112 378,5	114 030,1	116 294,7	118 592,3	120 564,5	Revenu primaire des sociétés
Groei voet	4,4 %	1,8 %	1,5 %	2,0 %	2,0 %	1,7 %	Taux de croissance
Winstgevendheid	0,345	0,343	0,337	0,333	0,330	0,326	Profitabilité
Groei voet	1,1 %	-0,6 %	-1,7 %	-1,0 %	-1,1 %	-1,2 %	Taux de croissance
Groei van de ontvangsten bij ongewijzigde wetgeving	4,2%	1,8%	4,8%	4,1%	4,5%	3,6%	Croissance des recettes à législation constante
Structurele groei bij ongewijzigde wetgeving		2,5%	2,3%	1,6%	1,8%	1,8%	Croissance structurelle à législation constante
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>							<i>Mesures et glissements</i>
Bijkomende weerslag maatregelen	-125,2	-267,1	-65,2	28,7	-32,4	0,0	Incidences complémentaires des mesures
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	-1.155,1	-945,6	-851,4	-994,2	-1.008,3	-1.016,0	Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"	1.000,4	1.016,0	1.016,0	1.016,0	1.016,0	1.016,0	Glissements et facteurs divers "t"
Ontvangsten Ven.B "ESR"	27 270,4	27 723,4	28 428,3	28 924,2	29 402,2	29 900,6	Recettes d'l.Soc "SEC"
Verwachte groei van de ontvangsten	3,0 %	1,7 %	2,5 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	Croissance prévue des recettes
<i>Waaronder</i>							<i>Dont</i>
Voorafbetalingen vennootschappen	22 288,2	22 744,1	23 335,4	23 726,5	24 103,0	24 508,4	Versements anticipés sociétés
Kohieren vennootschappen	3905,0	3875,5	3964,2	4050,8	4131,6	4204,1	Rôles sociétés
Roerende voorheffing vennootschappen	1077,2	1103,7	1128,6	1146,9	1167,6	1188,1	Précompte mobilier sociétés
3. Roerende voorheffing natuurlijke personen "ESR"							3. Précompte mobilier personnes physiques "SEC"
<i>Verklarende variabelen</i>							<i>Variables explicatives</i>
Ontvangen rente en winstuitkeringen	39.700,0	40.800,0	41.870,0	43.080,0	44.430,0	45.790,0	Intérêts reçus et revenus distribués
Groei voet	2,1%	2,8%	2,6%	2,9%	3,1%	3,1%	Taux de croissance
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>							<i>Mesures et glissements</i>
Bijkomende weerslag maatregelen	143,0	-69,7	10,2	156,0			Incidences complémentaires des mesures
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	-402,1						Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"	79,9	2,2	1,9	2,2	2,3		Glissements et facteurs divers "t"
Ontvangsten roerende voorheffing natuurlijke personen	6.873,5	6.996,5	7.192,0	7.558,1	7.797,3	8.035,9	Recettes précompte mobilier personnes physiques
Verwachte groei van de ontvangsten	-0,6%	1,8%	2,8%	5,1%	3,2%	3,1%	Croissance prévue des recettes
4. Btw "ESR"							4. TVA "SEC"
<i>Verklarende variabelen</i>							<i>Variables explicatives</i>
Macro-economische grondslag	342 867,3	352 114,8	363 249,9	374 318,0	387 076,0	397 409,6	Base macroéconomique
Uitvoer jaar "t" en eerste kwartaal "t+1"	370 195,0	381 551,4	396 681,3	412 758,8	429 843,2	447 650,3	Exportations année "t" et 1er trimestre "t+1"
Uitvoer 4e kwartaal "t-1" tot en met 3e kwartaal "t"	367 446,5	372 666,3	385 732,2	401 114,0	417 541,2	434 831,2	Exportations du 4ème trim. "t-1" au 3ème trimestre "t"
<i>Idem, groei voet</i>							<i>Idem, taux de croissance</i>
Macro-economische grondslag	3,2 %	2,7 %	3,2 %	3,0 %	3,4 %	2,7 %	Base macroéconomique
Uitvoer jaar "t" en eerste kwartaal "t+1"	-0,3 %	3,1 %	4,0 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	Exportations année "t" et 1er trimestre "t+1"
Uitvoer 4e kwartaal "t-1" tot en met 3e kwartaal "t"	1,4 %	1,4 %	3,5 %	4,0 %	4,1 %	4,1 %	Exportations du 4ème trim. "t-1" au 3ème trimestre "t"
Groei van de ontvangsten, excl. maatregelen en verschuivingen	2,8 %	2,8 %	3,3 %	3,2 %	3,5 %	2,8 %	Croissance des recettes, hors mesures et glissements
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>							<i>Mesures et glissements</i>
Bijkomende weerslag maatregelen	101,2	292,3	0,0	400,0	0,0	0,0	Incidences complémentaires des mesures
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	1.041,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Glissements et facteurs divers "t"
Ontvangsten btw	40 222,7	41 637,8	43 000,6	44 756,7	46 335,5	47 615,8	Recettes de TVA
Verwachte groei van de ontvangsten	5,87 %	3,52 %	3,27 %	4,08 %	3,53 %	2,76 %	Croissance prévue des recettes
5. Accijnzen "ESR"							5. Accises "SEC"
<i>Verklarende variabelen</i>							<i>Variables explicatives</i>
Gezinsconsumptie tegen constante prijzen (groei)	1,2 %	1,2 %	1,0 %	1,2 %	1,3 %	1,2 %	Consommation privée à prix constants (croissance)
Aandeel van tabak, brandstoffen en alcohol in gezinsconsumptie (groei)	-1,1 %	-1,6 %	-2,9 %	-2,2 %	-2,0 %	-2,0 %	Part du tabac, des carburants et de l'alcool dans la consommation privée (croissance)
Groei van de ontvangsten, excl. maatregelen en verschuivingen	0,2%	-0,1%	-1,2%	-0,5%	-0,4%	-0,4%	Croissance des recettes, hors mesures et glissements
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>							<i>Mesures et glissements</i>
Bijkomende weerslag van de maatregelen	-18,8	-37,4	100,4	16,5	0,0	0,0	Incidences complémentaires des mesures
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Glissements et facteurs divers "t-1"
Verschuivingen en diverse factoren "t"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Glissements et facteurs divers "t"
Ontvangsten accijnzen	10 965,3	10 915,6	10 884,8	10 844,5	10 806,4	10 758,5	Recettes d'accises
Verwachte groei van de ontvangsten	0,03 %	-0,45 %	-0,28 %	-0,37 %	-0,35 %	-0,44 %	Croissance prévue des recettes

De resultaten in ESR-termen voor 2027-2031

De fiscale ontvangsten groeien volgens de ramingen gemiddeld met 2,4 % in de jaren 2027-2031. Terwijl ze voor 2026 op 24,6 % van het bbp worden geraamd, wordt voor 2031 uitgegaan van fiscale ontvangsten ten belope van 23,8 % van het bbp.

Tabel 81: De fiscale ontvangsten 2026-2031 in ESR-termen

	2026 Mon. 03/26 -	2027 Mon. 03/26 -	2028 Mon. 03/26 -	2029 Mon. 03/26 -	2030 Mon. 03/26 -	2031 Mon. 03/26 -	'31 vs. '26 Verschil -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	(en millions EUR sauf indication contraire)
Roerende voorheffing	7.951	8.100	8.321	8.705	8.965	9.224	1.273	Précompte mobilier
dividenden	4.491	4.639	4.760	5.100	5.250	5.402	911	dividendes
andere	3.338	3.339	3.436	3.477	3.580	3.683	346	autres
kohieren	122	123	125	128	134	138	16	rôles
Werknemersparticipatie	13	13	13	13	13	14	1	Participation des travailleurs
Voorafbetalingen	23.955	24.381	25.015	25.444	25.875	26.332	2.378	Versements anticipés
Kohieren	279	517	795	927	1.023	1.113	834	Rôles
vennootschappen	3.905	3.876	3.964	4.051	4.132	4.204	299	sociétés
natuurlijke personen	-3.742	-3.475	-3.285	-3.241	-3.225	-3.207	535	personnes physiques
belasting der niet-inwoners	116	116	116	116	116	116	0	impôt des non résidents
Bedrijfsvoorheffing	66.388	67.962	69.581	69.357	70.328	72.805	6.417	Précompte professionnel
bron	65.923	67.486	69.094	68.872	69.835	72.295	6.372	source
kohieren	465	476	487	486	493	510	45	rôles
Niet-geregionaliseerde diversen	367	400	448	568	689	689	322	Divers non régionaux
Directe belastingen	98.952	101.373	104.173	105.015	106.892	110.177	11.225	Impôts directs
Accijnzen	10.965	10.916	10.885	10.845	10.806	10.759	-207	Accises
Btw	45.148	47.057	48.468	50.269	51.937	53.310	8.161	TVA
zuivere	40.223	41.638	43.001	44.757	46.336	47.616	7.393	pure
diverse rechten en taksen	4.926	5.420	5.468	5.513	5.602	5.694	768	droits et taxes divers
Niet-geregionaliseerde registratierechten	176	178	180	182	184	187	11	Droits d'enregistrement non régionaux
Niet-geregionaliseerde diversen en boeten	841	873	962	973	983	994	153	Divers et amendes non régionaux
Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)	126	151	175	185	185	185	59	Régularisation (montants non répartis)
Taks op het langetermijnsparen	230	231	232	232	233	234	4	Taxe épargne à long terme
Impact personeelsbesparingen	-180	0	0	0	0	0	180	Impact économies en matière de personnel
Totaal excl. belastingen geheel geïnd voor derden	156.259	160.777	165.074	167.701	171.222	175.846	19.587	Total hors impôts entièrement encaissés pour des tiers
Belastingen geheel geïnd voor derden								Impôts entièrement encaissés pour des tiers
Gewestelijke belastingen	3.824	3.920	3.624	3.717	3.822	3.932	108	Impôts régionaux
Verkeersbelasting	0	0	0	0	0	0	0	Taxe de circulation
Belasting op inverterstelling	0	0	0	0	0	0	0	Taxe de mise en circulation
Belasting op spelen en weddenschappen	32	32	32	33	33	34	2	Taxe sur les jeux et paris
Automatische ontspannings toestellen	10	10	10	11	11	11	1	Appareils automatiques de divertissement
Onroerende voorheffing	0	0	0	0	0	0	0	Précompte immobilier
Geregionaliseerde boeten directe bel.	0	0	0	0	0	0	0	Amendes reg. impôts directs
Geregionaliseerde registratierechten	2.167	2.246	2.312	2.398	2.488	2.581	414	Droits d'enregistrement régionalisés
Geregionaliseerde boeten indirecte bel.	355	358	363	363	363	363	8	Amendes reg. impôts indirects
Successierechten	1.260	1.274	906	913	928	943	-317	Droits de succession
Douanerechten	3.547	3.641	3.784	3.936	4.099	4.268	721	Droits de douane
Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)	163.631	168.338	172.483	175.354	179.143	184.046	20.415	Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)
%bbp	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26	%pib
Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)	24,6	24,6	24,4	24,1	23,8	23,8	-0,9	Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)

Tabel 82: De fiscale ontvangsten 2026-2031 in ESR-termen – evolutie in %

	'31 vs. '26 Verschil - Différence % p.a.n./p.j.r.	'27 vs. '26 Verschil - Différence %	'28 vs. '27 Verschil - Différence %	'29 vs. '28 Verschil - Différence %	'30 vs. '29 Verschil - Différence %	'31 vs. '30 Verschil - Différence %	'31 vs. '26 Verschil - Différence %	
Roerende voorheffing	3,0	1,9	2,7	4,6	3,0	2,9	16,0	Précompte mobilier
dividenden	3,8	3,3	2,6	7,2	3,0	2,9	20,3	dividendes
andere	2,0	0,0	2,9	1,2	3,0	2,9	10,4	autres
kohieren	2,6	0,5	1,7	2,9	4,9	2,9	13,5	rôles
Werknemersparticipatie	1,8	1,9	1,6	2,2	1,8	1,7	9,5	Participation des travailleurs
Voorafbetalingen	1,9	1,8	2,6	1,7	1,7	1,8	9,9	Versements anticipés
Kohieren	31,9	84,9	53,9	16,5	10,4	8,9	298,5	Rôles
vennootschappen	1,5	- 0,8	2,3	2,2	2,0	1,8	7,7	sociétés
natuurlijke personen	3,0	7,1	5,5	1,4	0,5	0,6	14,3	personnes physiques
belasting der niet-inwoners		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	impôt des non résidents
Bedrijfsvoorheffing	1,9	2,4	2,4	- 0,3	1,4	3,5	9,7	Précompte professionnel
bron	1,9	2,4	2,4	- 0,3	1,4	3,5	9,7	source
kohieren	1,9	2,4	2,4	- 0,3	1,4	3,5	9,7	rôles
Niet-geregionaliseerde diversen	13,4	9,1	11,9	26,9	21,2	0,1	87,9	Divers non régionaux
Directe belastingen	2,2	2,4	2,8	0,8	1,8	3,1	11,3	Impôts directs
Accijnzen	- 0,4	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 1,9	Accises
Btw	3,4	4,2	3,0	3,7	3,3	2,6	18,1	TVA
zuivere	3,4	3,5	3,3	4,1	3,5	2,8	18,4	pure
diverse rechten en taksen	2,9	10,0	0,9	0,8	1,6	1,6	15,6	droits et taxes divers
Niet-geregionaliseerde registratierechten	1,2	1,1	1,2	1,2	1,4	1,2	6,3	Droits d'enregistrement non régionaux
Niet-geregionaliseerde diversen en boeten	3,4	3,7	10,3	1,1	1,1	1,1	18,2	Divers et amendes non régionaux
Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)		19,8	15,9	5,7	0,0	0,0	46,8	Régularisation (montants non répartis)
Taks op het langetermijnsparen	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	1,8	Taxe épargne à long terme
Impact personeelsbesparingen								Impact économies en matière de personnel
Totaal excl. belastingen geheel geïnd voor derden	2,4	2,9	2,7	1,6	2,1	2,7	12,5	Total hors impôts entièrement encaissés pour des tiers
<u>Belastingen geheel geïnd voor derden</u>								<u>Impôts entièrement encaissés pour des tiers</u>
Gewestelijke belastingen	0,6	2,5	- 7,5	2,6	2,8	2,9	2,8	Impôts régionaux
Belasting op spelen en weddenschappen	1,2	1,1	1,2	1,2	1,4	1,2	6,3	Taxe sur les jeux et paris
Automatische ontspannings toestellen	1,2	1,1	1,2	1,2	1,4	1,2	6,3	Appareils automatiques de divertissement
Geregionaliseerde registratierechten	3,6	3,6	3,0	3,7	3,7	3,8	19,1	Droits d'enregistrement régionalisés
Geregionaliseerde boeten indirecte bel.	0,5	0,8	1,4	0,0	0,0	0,0	2,3	Amendes reg. impôts indirects
Successierechten	- 5,6	1,1	- 28,9	0,7	1,6	1,6	- 25,2	Droits de succession
Douanerechten	3,8	2,6	3,9	4,0	4,1	4,1	20,3	Droits de douane
Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)	2,4	2,9	2,5	1,7	2,2	2,7	12,5	Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)

5.1.2.1.2 De overgang naar de fiscale ontvangsten in kas-termen voor 2027-2031

Het verschil tussen ESR- en kasconcept voor 2027-2031 bestaat uit enerzijds de vrijstellingen van de bedrijfsvoorheffing (in ESR te beschouwen als een subsidie) en anderzijds de correctie voor het verschil in het moment van registratie voor een aantal belastingcategorieën.

De tabel hieronder toont de overgang van de totale fiscale ontvangsten in ESR-termen naar de totale fiscale ontvangsten op kasbasis voor de periode 2026-2031.

Tabel 83: De overgang van ESR-ontvangsten naar kasontvangsten 2026-2031

	2026 Mon. 03/26 -	2027 Mon. 03/26 -	2028 Mon. 03/26 -	2029 Mon. 03/26 -	2030 Mon. 03/26 -	2031 Mon. 03/26 -
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26 0	Mon. 03/26
ESR-basis Financiën	163.631	168.338	172.483	175.354	179.143	184.046
vrijstellingen BV	4.544	4.509	4.434	4.558	4.627	4.787
federale ESR-correctie excl. vrijstellingen BV	677	746	841	625	776	978
niet-federale ESR-correctie	11	11	11	11	11	11
kasbasis	158.399	163.073	167.197	170.160	173.729	178.270

De volgende tabel toont het detail van de fiscale ontvangsten op kasbasis.

Tabel 84: De fiscale ontvangsten op kasbasis 2026-2031

	2026 Mon. 03/26 -	2027 Mon. 03/26 -	2028 Mon. 03/26 -	2029 Mon. 03/26 -	2030 Mon. 03/26 -	2031 Mon. 03/26 -	'31 vs. '26 Verschil -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	(en millions EUR sauf indication contraire)
Accijnscompenserende belasting	0	0	0	0	0	0	0	Taxe compensatoire des accises
Roerende voorheffing	7.941	8.089	8.300	8.675	8.941	9.200	1.259	Précompte mobilier
dividenden	4.503	4.628	4.751	5.076	5.240	5.391	889	dividendes
andere	3.316	3.339	3.424	3.472	3.567	3.670	354	autres rôles
kohieren	122	123	125	128	134	138	16	rôles
Werknemersparticipatie	13	13	13	13	13	14	1	Participation des travailleurs
Voorafbetalingen	23.955	24.381	25.015	25.444	25.875	26.332	2.378	Versements anticipés
Kohieren	257	532	748	881	980	1.075	818	Rôles
vennootschappen	3.883	3.891	3.917	4.005	4.089	4.166	282	sociétés
natuurlijke personen	-3.746	-3.749	-3.289	-3.249	-3.229	-3.210	535	personnes physiques
belasting der niet-inwoners	120	120	120	120	120	120	0	impôt des non résidents
Bedrijfsvoorheffing	61.706	63.255	64.944	64.827	65.579	67.706	6.000	Précompte professionnel
bron	61.219	62.756	64.433	64.319	65.063	67.172	5.953	source
kohieren	487	499	510	509	516	534	47	rôles
Niet-geregionaliseerde diversen	367	400	448	568	689	689	322	Divers non régionaux
Directe belastingen	94.238	96.670	99.468	100.410	102.077	105.016	10.778	Impôts directs
Accijnzen	10.965	10.916	10.885	10.845	10.806	10.759	-207	Accises
Btw	44.641	46.529	47.923	49.702	51.350	52.706	8.065	TVA
zuivere	39.713	41.110	42.455	44.189	45.748	47.012	7.299	pure
diverse rechten en taksen	4.928	5.420	5.468	5.513	5.602	5.694	765	droits et taxes divers
Niet-geregionaliseerde registratierechten	176	178	180	182	184	187	11	Droits d'enregistrement non régionaux
Niet-geregionaliseerde diversen en boeten	841	873	962	973	983	994	153	Divers et amendes non régionaux
Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)	126	126	151	175	185	185	59	Regularisation (montants non répartis)
Taks op het langetermijnsparen	230	231	232	232	233	234	4	Taxe épargne à long terme
Impact personeelsbesparingen	-180	0	0	0	0	0	180	Impact économies en matière de personnel
Totaal	151.038	155.522	159.799	162.518	165.819	170.081	18.863	Total
Belastingen geheel geïnd voor derden								Impôts entièrement encaissés pour des tiers
Gewestelijke belastingen	3.814	3.910	3.614	3.706	3.811	3.921	107	Impôts régionaux
Verkeersbelasting	0	0	0	0	0	0	0	Taxe de circulation
Belasting op inverterstelling	0	0	0	0	0	0	0	Taxe de mise en circulation
Belasting op spelen en weddenschappen	32	32	32	33	33	34	2	Taxe sur les jeux et paris
Automatische ontspanningsinstellingen	10	10	10	11	11	11	1	Appareils automatiques de divertissement
Onroerende voorheffing	0	0	0	0	0	0	0	Précompte immobilier
Geregion. fiscale boeten directe bel.	0	0	0	0	0	0	0	Amendes reg. impôts directs
Geregion. registratierechten	2.167	2.246	2.312	2.398	2.488	2.581	414	Droits d'enregistrement régionalisés
Geregion. fiscale boeten indirecte bel.	355	358	363	363	363	363	8	Amendes reg. impôts indirects
Succesierechten	1.249	1.264	896	902	917	932	-318	Droits de succession
Douanerechten	3.547	3.641	3.784	3.936	4.099	4.268	721	Droits de douane
Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)	158.399	163.073	167.197	170.160	173.729	178.270	19.871	Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)

Tabel 85: De fiscale ontvangsten op kasbasis 2026-2031 – evolutie in %

	'31 vs. '26 Verschil - Différence % p.a.n./ p.j.r.	'27 vs. '26 Verschil - Différence %	'28 vs. '27 Verschil - Différence %	'29 vs. '28 Verschil - Différence %	'30 vs. '29 Verschil - Différence %	'31 vs. '30 Verschil - Différence %	'31 vs. '26 Verschil - Différence %	
Accijnscompenserende belasting								Taxe compensatoire des accises
Roerende voorheffing	3,0	1,9	2,6	4,5	3,1	2,9	15,9	Précompte mobilier
dividenden	3,7	2,8	2,7	6,8	3,2	2,9	19,7	dividendes
andere	2,0	0,7	2,6	1,4	2,7	2,9	10,7	autres
kohieren	2,6	0,5	1,7	2,8	4,8	3,0	13,4	rôles
Werknemersparticipatie	1,8	1,9	1,6	2,2	1,8	1,7	9,5	Participation des travailleurs
Voorafbetalingen	1,9	1,8	2,6	1,7	1,7	1,8	9,9	Versements anticipés
Kohieren	33,1	106,7	40,6	17,7	11,2	9,7	317,7	Rôles
vennootschappen	1,4	0,2	0,7	2,2	2,1	1,9	7,3	sociétés
natuurlijke personen	3,0	7,1	5,5	1,4	0,5	0,6	14,3	personnes physiques
belasting der niet-inwoners		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	impôt des non résidents
Bedrijfsvoorheffing	1,9	2,5	2,7	-0,2	1,2	3,2	9,7	Précompte professionnel
bron	1,9	2,5	2,7	-0,2	1,2	3,2	9,7	source
kohieren	1,9	2,4	2,4	-0,3	1,4	3,5	9,7	rôles
Niet-gereguleerde diversen	13,4	9,1	11,9	26,9	21,2	0,1	87,9	Divers non régionaux
Directe belastingen	2,2	2,6	2,9	0,9	1,7	2,9	11,4	Impôts directs
Accijnzen	-0,4	-0,5	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	-1,9	Accises
Btw	3,4	4,2	3,0	3,7	3,3	2,6	18,1	TVA
zuivere	3,4	3,5	3,3	4,1	3,5	2,8	18,4	pure
diverse rechten en taksen	2,9	10,0	0,9	0,8	1,6	1,6	15,5	droits et taxes divers
Niet-gereguleerde registratierechten	1,2	1,1	1,2	1,2	1,4	1,2	6,3	Droits d'enregistrement non régionaux
Niet-gereguleerde diversen en boeten	3,4	3,7	10,3	1,1	1,1	1,1	18,2	Divers et amendes non régionaux
Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)		0,0	19,8	15,9	5,7	0,0	46,8	Regularisation (montants non répartis)
Taks op het langetermijnsparen	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	1,8	Taxe épargne à long terme
Impact personeelsbesparingen								Impact économies en matière de personnel
Totaal	2,4	2,8	2,8	1,7	2,0	2,6	12,5	Total
<u>Belastingen geheel geïnd voor derden</u>								<u>Impôts entièrement encaissés pour des tiers</u>
Gewestelijke belastingen	0,6	2,5	-7,6	2,6	2,8	2,9	2,8	Impôts régionaux
Verkeersbelasting								Taxe de circulation
Belasting op inverterstelling								Taxe de mise en circulation
Belasting op spelen en weddenschappen	1,2	1,1	1,2	1,2	1,4	1,2	6,3	Taxe sur les jeux et paris
Automatische ontspanningsinstellingen	1,2	1,1	1,2	1,2	1,4	1,2	6,3	Appareils automatiques de divertissement
Onroerende voorheffing								Précompte immobilier
Geregion. fiscale boeten directe bel.								Amendes reg. impôts directs
Geregion. registratierechten	3,6	3,6	3,0	3,7	3,7	3,8	19,1	Droits d'enregistrement régionalisés
Geregion. fiscale boeten indirecte bel.	0,5	0,8	1,4	0,0	0,0	0,0	2,3	Amendes reg. impôts indirects
Succesierechten	-5,7	1,1	-29,1	0,7	1,6	1,6	-25,4	Droits de succession
Douanerechten	3,8	2,6	3,9	4,0	4,1	4,1	20,3	Droits de douane
Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)	2,4	2,8	2,5	1,8	2,1	2,6	12,4	Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)

5.1.2.2 Fiscale afdrachten

5.1.2.2.1 Algemeen overzicht

De volgende tabel geeft een overzicht van de geraamde evolutie van de fiscale afdrachten voor de periode 2026-2031.

Tabel 86: Fiscale afdrachten 2026-2031

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
EU	4.296	4.415	4.590	4.770	4.957	5.153	857	UE
Btw	748	774	806	834	859	885	136	TVA
Douanerechten	3.547	3.641	3.784	3.936	4.099	4.268	721	Droits de douane
Gemeenschappen en Gewesten	59.916	61.540	62.958	64.717	66.069	67.657	7.741	Communautés et Régions
Gewestelijke belastingen	3.814	3.910	3.614	3.706	3.811	3.921	107	Impôts régionaux
Gewestelijke aanvullende belasting op PB	14.864	15.452	16.062	16.693	16.866	17.308	2.444	Taxe additionnelle régionale sur l'IPP
PB- en btw-dotaties	41.311	42.254	43.361	44.399	45.475	46.515	5.204	Dotations IPP et TVA
2 %-beperking van de 'stortingen' zoals bedoeld in artikel 54, §1, zesde en zevende lid, BFW	-73	-75	-79	-81	-84	-87	-14	Limitation 2 % des 'versements' comme prévu dans l'article 54, §1, alinéa 6 et 7, LSF
Sociale zekerheid	27.309	28.505	29.489	31.097	32.911	34.418	7.109	Sécurité sociale
Globaal beheer werknemers	23.380	24.451	25.317	26.718	28.325	29.664	6.284	Gestion globale travailleurs salariés
Globaal beheer zelfstandigen	3.827	3.953	4.070	4.277	4.484	4.652	825	Gestion globale travailleurs indépendants
BBSZ en deeleconomie	102	102	102	102	102	102	0	CSSS et l'économie collaborative
Andere	1.879	2.049	1.981	2.033	1.920	1.873	-7	Autres
Politie	381	388	395	401	409	416	35	Police
CREG	526	490	426	471	355	353	-173	CREG
Elia	723	958	960	957	945	892	169	Elia
NIRAS	63	60	46	48	51	52	-10	ONDRAF
Hedera	149	115	117	118	121	121	-28	Hedera
ASEVA	38	38	38	38	38	38	0	ASEVA
Afdrachten fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties	93.400	96.509	99.018	102.616	105.857	109.100	15.700	Transferts de recettes fiscales avant les corrections de passage
Niet-federale overgangscorrecties	11	11	11	11	11	11	0	Corrections de passage non fédérales
Andere overgangscorrecties	-484	13	9	10	141	71	555	Autres corrections de passage
Afdrachten fiscale ontvangsten, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau	92.926	96.533	99.038	102.637	106.009	109.183	16.256	Transferts de recettes fiscales, incluant les corrections de passage au niveau du solde

Tabel 87: Fiscale afdrachten - Evolutie in %

	'31 vs. '26	'27 vs. '26	28 vs. '27	29 vs. '28	30 vs. '29	31 vs. '30	'31 vs. '26	
	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	
	% p.an./p.jr.	%	%	%	%	%	%	
EU	3,7	2,8	4,0	3,9	3,9	3,9	20,0	UE
Btw	3,4	3,4	4,1	3,5	3,0	3,0	18,2	TVA
Douanerechten	3,8	2,6	3,9	4,0	4,1	4,1	20,3	Droits de douane
Gemeenschappen en Gewesten	2,5	2,7	2,3	2,8	2,1	2,4	12,9	Communautés et Régions
Gewestelijke belastingen	0,6	2,5	-7,6	2,6	2,8	2,9	2,8	Impôts régionaux
Gewestelijke aanvullende belasting op PB	3,1	4,0	3,9	3,9	1,0	2,6	16,4	Taxe additionnelle régionale sur l'IPP
PB- en btw-dotaties	2,4	2,3	2,6	2,4	2,4	2,3	12,6	Dotations IPP et TVA
2 %-beperking van de 'stortingen' zoals bedoeld in artikel 54, §1, zesde en zevende lid, BFW	-3,6	-3,7	-4,3	-3,4	-3,4	-3,2	-19,4	Limitation 2 % des 'versements' comme prévu dans l'article 54, §1, alinéa 6 et 7, LSF
Sociale zekerheid	4,7	4,4	3,5	5,5	5,8	4,6	26,0	Sécurité sociale
Globaal beheer werknemers	4,9	4,6	3,5	5,5	6,0	4,7	26,9	Gestion globale travailleurs salariés
Globaal beheer zelfstandigen	4,0	3,3	3,0	5,1	4,9	3,7	21,6	Gestion globale travailleurs indépendants
BBSZ en deeleconomie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CSSS et l'économie collaborative
Andere	-0,1	9,0	-3,3	2,6	-5,6	-2,5	-0,3	Autres
Politie	1,8	1,7	1,8	1,7	1,9	1,8	9,1	Police
CREG	-7,7	-6,7	-13,2	10,6	-24,5	-0,6	-32,8	CREG
Elia	4,3	32,6	0,2	-0,3	-1,2	-5,6	23,5	Elia
NIRAS	-3,6	-4,6	-22,6	4,0	6,5	2,0	-16,6	ONDRAF
Hedera	-4,1	-22,4	1,1	1,5	2,2	0,0	-18,7	Hedera
ASEVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ASEVA
Afdrachten fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties	3,2	3,3	2,6	3,6	3,2	3,1	16,8	Transferts de recettes fiscales avant les corrections de passage
Niet-federale overgangscorrecties	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	4,5	Corrections de passage non fédérales
Andere overgangscorrecties		102,7	-29,9	6,9	1 343,2	-49,2	114,8	Autres corrections de passage
Afdrachten fiscale ontvangsten, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau	3,3	3,9	2,6	3,6	3,3	3,0	17,5	Transferts de recettes fiscales, incluant les corrections de passage au niveau du solde

De fiscale afdrachten na overgangscorrecties stijgen over de periode 2026-2031 met 16.256 miljoen euro of gemiddeld 3,3 % per jaar. Voor 2026 worden de fiscale afdrachten geraamd op 92.926 miljoen euro om vervolgens elk jaar toe te nemen tot 109.183 miljoen euro in 2031.

De overgangscorrecties voor de periode 2026-2031 hebben betrekking op een correctie voor de overgang van de gewestelijke personenbelasting volgens de voorschottenregeling naar ESR-termen (evolueert van -557 miljoen euro in 2026 tot -15 miljoen euro in 2031 wat betekent dat de fiscale

afdrachten in ESR-termen lager liggen dan deze op basis van doorgestorte voorschotten), het neutraliseren van de lopende afrekening in kas ingevolge de definitieve vaststelling van de autonomiefactor in 2018 (van 72 miljoen euro in 2026 tot 87 miljoen euro in 2031 die de afdrachten verhogen) en een ESR-correctie voor successierechten (jaarlijks ongeveer 11 miljoen euro die de afdrachten verhoogt).

5.1.2.2.2 Fiscale afdrachten aan de EU

De fiscale afdrachten aan de EU evolueren van 4.296 miljoen euro in 2026 naar 5.153 miljoen euro in 2031. Dit is een stijging met 857 miljoen euro over de periode 2026-2031, hetzij een gemiddelde stijging van 3,7 % per jaar.

De inkomsten uit douanerechten nemen over diezelfde periode toe met 721 miljoen euro en gaan van 3.547 miljoen euro in 2026 naar 4.268 miljoen euro in 2031. De btw-afdrachten nemen toe met 136 miljoen euro en gaan van 748 miljoen euro in 2026 naar 885 miljoen euro in 2031.

5.1.2.2.3 Fiscale afdrachten aan Gemeenschappen en Gewesten

1. Parameters

De volgende tabel geeft een overzicht van de parameters die werden gehanteerd voor de raming van de fiscale afdrachten aan de Gemeenschappen en Gewesten in het kader van de Bijzondere Financieringswet.

Tabel 88: Parameters BFW 2027-2031

begrotingsjaar (t) / année budgétaire (t)	2027	2028	2029	2030	2031
	indicatif(e)f	indicatif(e)f	indicatif(e)f	indicatif(e)f	indicatif(e)f
ICP / IPC	1,60%	2,20%	1,80%	1,70%	1,70%
	EV-PE 12/02/26	EV-PE 12/02/26	EV-PE 12/02/26	EV-PE 12/02/26	EV-PE 12/02/26
reële bbp-groei / croissance réelle PIB	1,10%	1,20%	1,20%	1,40%	1,20%
	EV-PE 12/02/26	EV-PE 12/02/26	EV-PE 12/02/26	EV-PE 12/02/26	EV-PE 12/02/26
# inwoners -18 jaar	30/06/2026 (ram-est 1° obs)	30/06/2027 (ram-est 1° obs)	30/06/2028 (ram-est 1° obs)	30/06/2029 (ram-est 1° obs)	30/06/2030 (ram-est 1° obs)
# habitants -18 ans					
VG / RF	1.310.677	1.305.131	1.298.963	1.292.387	1.286.396
WG excl. DG / RW excl. CG	709.909	702.140	694.212	686.558	679.380
BHG / RBC	262.665	258.160	253.542	249.169	245.095
totaal excl. DG / total hors CG	2.283.252	2.265.432	2.246.716	2.228.114	2.210.872
DG / CG	15.659	15.636	15.572	15.493	15.425
# leerlingen (6 tem 17 jaar) *	sch j / année scol	sch j / année scol	sch j / année scol	sch j / année scol	sch j / année scol
# élèves (6 à 17 ans inclus) *	2026 - 2027 ram-est	2027 - 2028 ram-est	2028 - 2029 ram-est	2029 - 2030 ram-est	2030 - 2031 ram-est
VG / Comm fl	917.568	916.175	910.104	903.133	895.700
	58,828%	59,036%	59,199%	59,398%	59,646%
FG / Comm fr	642.190	635.719	627.261	617.345	606.004
	41,172%	40,964%	40,801%	40,602%	40,354%
totaal excl. DG / total hors CG	1.559.758	1.551.894	1.537.365	1.520.477	1.501.704
# inwoners 0 tot en met 18 jaar *	01/01/2027 ram-est	01/01/2028 ram-est	01/01/2029 ram-est	01/01/2030 ram-est	01/01/2031 ram-est
# habitants 0 à 18 ans inclus *					
VG / RF	1.392.018	1.386.306	1.380.845	1.374.028	1.367.894
WG incl. DG / RW avec CG incluse	768.318	760.554	752.657	744.613	737.313
BHG / RBC	275.937	271.644	267.127	262.645	258.661
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	2.436.273	2.418.504	2.400.629	2.381.286	2.363.868
DG / CG	16.592	16.591	16.525	16.436	16.339
WG excl. DG / RW hors CG	751.726	743.963	736.132	728.177	720.974
totaal excl. DG / total hors CG	2.419.681	2.401.913	2.384.104	2.364.850	2.347.529
# inwoners +80 jaar *	01/01/2027 ram-est	01/01/2028 ram-est	01/01/2029 ram-est	01/01/2030 ram-est	01/01/2031 ram-est
# habitants +80 ans *					
VG	397.222	411.686	424.750	438.213	451.028
WG incl. DG / RW avec CG incluse	170.925	180.114	189.435	198.474	206.469
BHG / RBC	42.044	42.902	43.799	44.559	45.158
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	610.191	634.702	657.984	681.246	702.655
DG / CG	4.233	4.300	4.362	4.473	4.557
WG excl. DG / RW hors CG	166.692	175.814	185.073	194.001	201.912
totaal excl. DG / total hors CG	605.958	630.402	653.622	676.173	698.098
totale bevolking *	01/01/2027 ram-est	01/01/2028 ram-est	01/01/2029 ram-est	01/01/2030 ram-est	01/01/2031 ram-est
population totale*					
VG / RF	6.940.701	6.973.962	7.005.333	7.035.182	7.063.632
WG incl. DG / RW avec CG incluse	3.719.105	3.724.163	3.728.532	3.732.314	3.735.599
BHG / RBC	1.256.997	1.256.409	1.255.358	1.253.952	1.252.378
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	11.916.803	11.954.534	11.989.223	12.021.448	12.051.609
DG / CG	79.775	79.784	79.736	79.657	79.554
WG excl. DG / RW hors CG	3.639.330	3.644.379	3.648.796	3.652.657	3.656.045
totaal excl. DG / total hors CG	11.837.028	11.874.750	11.909.487	11.941.791	11.972.055
totale bevolking: solid. mech. / population totale: méca. de solid.	01/01/(AJ-EI)2026 ram-est	01/01/(AJ-EI)2027 ram-est	01/01/(AJ-EI)2028 ram-est	01/01/(AJ-EI)2029 ram-est	01/01/(AJ-EI)2030 ram-est
VG / RF	6.905.020	6.940.701	6.973.962	7.005.333	7.035.182
WG incl. DG / RW avec CG incluse	3.713.241	3.719.105	3.724.163	3.728.532	3.732.314
BHG / RBC	1.256.976	1.256.997	1.256.409	1.255.358	1.253.952
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	11.875.237	11.916.803	11.954.534	11.989.223	12.021.448
DG / CG	79.717	79.775	79.784	79.736	79.657
WG excl. DG / RW hors CG	3.633.524	3.639.330	3.644.379	3.648.796	3.652.657
totaal excl. DG / total hors CG	11.795.520	11.837.028	11.874.750	11.909.487	11.941.791
federale personenbelasting / impôt des personnes physiques fédéral	AJ-EI 2026 ram-est	AJ-EI 2027 ram-est	AJ-EI 2028 ram-est	AJ-EI 2029 ram-est	AJ-EI 2030 ram-est
VG / RF	31.436.223.130,46	32.282.793.025,95	33.094.482.394,38	33.905.237.625,50	33.889.991.913,14
WG excl. DG / RW total hors CG	13.366.704.886,67	13.574.025.603,42	13.908.305.306,27	14.252.648.029,61	14.250.714.515,61
BHG / RBC	4.222.342.581,72	4.264.459.549,59	4.370.734.612,73	4.477.202.467,32	4.480.115.605,01
DG / CG	202.207.441,44	206.727.985,36	211.892.935,58	217.096.333,57	217.037.492,30
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	49.227.478.040,30	50.328.006.164,31	51.585.415.248,96	52.852.184.456,00	52.837.859.526,05
WG incl. DG / RW avec CG incluse	13.568.912.328,12	13.780.753.588,78	14.120.198.241,85	14.469.744.363,18	14.467.752.007,91
sleutel federale personenbelasting / clé impôt des personnes physiques fédérale	AJ-EI 2026 ram-est	AJ-EI 2027 ram-est	AJ-EI 2028 ram-est	AJ-EI 2029 ram-est	AJ-EI 2030 ram-est
VG / RF	63,859%	64,145%	64,155%	64,151%	64,140%
WG excl. DG / RW total hors CG	27,153%	26,971%	26,962%	26,967%	26,971%
BHG / RBC	8,577%	8,473%	8,473%	8,471%	8,479%
DG / CG	0,411%	0,411%	0,411%	0,411%	0,411%
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	100,000%	100,000%	100,000%	100,000%	100,000%
WG incl. DG / RW avec CG incluse	27,564%	27,382%	27,372%	27,378%	27,381%
Stroom van pendelaars	2027	2028	2029	2030	2031
Flux de navetteurs					
VG / RF	61,866%	61,866%	61,866%	61,866%	61,866%
WG / RW	38,134%	38,134%	38,134%	38,134%	38,134%
Tota(a)l:	100,000%	100,000%	100,000%	100,000%	100,000%
Reële bbp-groei per inwoner / taux de croissance réelle du PIB par habitant	0,7474%	0,8806%	0,9072%	1,1282%	0,9467%

Bron: FOD Financiën

2. Gewestelijke belastingen

De af te dragen gewestbelastingen worden voor 2026 geraamd op 3.814 miljoen euro en stijgen over de periode 2026-2031 met 107 miljoen euro om in 2031 uit te komen op 3.921 miljoen euro. Dit is een gemiddelde stijging van 0,6 % per jaar. De toename situeert zich hoofdzakelijk bij de inkomsten uit registratierechten (+414 miljoen euro), terwijl de inkomsten uit successierechten daarentegen dalen over de periode 2026-2031 met 318 miljoen euro.

3. Gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting

De gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting (doorgestorte voorschotten en afrekeningen) evolueert van 14.864 miljoen euro in 2026 naar 17.308 miljoen euro in 2031. Dit is een stijging met 2.444 miljoen euro over de periode 2026-2031, hetzij een gemiddelde stijging van 3,1 % per jaar. De stijging wordt vooral verklaard door een geraamde toename van de opbrengst van de gewestelijke opcentiemen (+1.604 miljoen euro) en een geraamde daling van de fiscale uitgaven (-844 miljoen euro) over de betrokken periode.

In ESR-termen evolueert de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting van 14.307 miljoen euro in 2026 naar 17.292 miljoen euro in 2031. Het verschil tussen het ESR-concept en de doorgestorte voorschotten wordt via de overgangscorrecties verrekend.

De volgende tabellen geven een overzicht van de ramingen voor de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting op basis van doorgestorte voorschotten en in ESR-termen, alsook van de gewestelijke opcentiemen en de fiscale uitgaven voor de periode 2026-2031 (in miljoen euro).

Tabel 89: Gewestelijke personenbelasting, opbrengst gewestelijke opcentiemen en fiscale uitgaven 2026-2031

in miljoen EUR	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Vershil
	-	-	-	-	-	-	-
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence
Gewestelijke pb (doorgestorte voorschotten)	14.864	15.452	16.062	16.693	16.866	17.308	2.444
Gewestelijke pb in ESR	14.307	15.389	15.992	16.622	16.923	17.292	2.985
Vershil ESR - doorgestorte voorschotten	-557	-62	-70	-72	57	-15	541

in miljoen EUR	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Vershil
	-	-	-	-	-	-	-
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence
Opcentiemen	16 897	17 296	17 726	18 190	18 199	18 501	1 604
Fiscale uitgaven	1 930	1 748	1 564	1 392	1 228	1 086	- 844

Uit de definitieve vaststelling van de autonomiefactor in 2018 bleek dat de Gewesten voor de jaren 2015 tot en met 2017 te veel middelen hadden ontvangen. Voor die jaren voorzag de wet immers de toepassing van een voorlopige autonomiefactor die uiteindelijk hoger bleek te zijn dan de definitieve autonomiefactor. De afrekening bedroeg ongeveer 1.626 miljoen euro. Dit bedrag werd in ESR integraal op 2018 aangerekend. In kastermen wordt deze afrekening evenwel over meerdere jaren gespreid om niet meer dan 2 % van de overgedragen middelen per begrotingsjaar te overschrijden. Het bedrag van deze afrekening evolueert van 73 miljoen euro in 2026 naar 87 miljoen euro in 2031. Via een

overgangscorrectie wordt dit bedrag evenwel jaarlijks geneutraliseerd om te komen tot een bedrag in ESR. Vanaf 2026 gaat het enkel nog om de afbetaling door het Vlaamse Gewest. Eind 2031 wordt het openstaande saldo geraamd op circa 67 miljoen euro.

4. Pb- en btw-dotaties

De pb- en btw-dotaties stijgen over de periode 2026-2031 met 5.204 miljoen euro. Ze worden voor 2026 geraamd op 41.311 miljoen euro en lopen op tot 46.515 miljoen euro in 2031. Dit komt overeen met een gemiddelde stijging van 2,4 % per jaar.

5.1.2.2.4 Afdrachten aan de sociale zekerheid

De afdrachten aan de sociale zekerheid stijgen over de periode 2026-2031 met 7.109 miljoen euro en gaan van 27.309 miljoen euro in 2026 naar 34.418 miljoen euro in 2031. Dit is een gemiddelde stijging van 4,7 % per jaar.

De afdrachten inzake alternatieve financiering worden geraamd op 27.207 miljoen euro in 2026 en lopen op tot 34.316 miljoen euro in 2031 en kunnen als volgt uitgesplitst worden:

- Globaal beheer werknemers: van 23.380 miljoen euro in 2026 naar 29.664 miljoen euro in 2031 (+6.284 miljoen euro);
- Globaal beheer zelfstandigen: van 3.827 miljoen euro in 2026 naar 4.652 miljoen euro in 2031 (+825 miljoen euro).

De afdrachten inzake BBSZ en deeleconomie blijven over de periode 2026-2031 constant op 102 miljoen euro.

Het gedeelte met betrekking tot de alternatieve financiering komt ook aan bod in de hoofdstukken met betrekking tot de respectieve globale beheren (zie infra).

5.1.2.2.5 Overige afdrachten

Het gaat om afdrachten ter financiering van de CREG, Elia, Niras, Hedera, ASEVA (Petroleumagentschap), alsook de Politie (sociale dotatie en bijdrage voor het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie).

De overige fiscale afdrachten fluctueren over de periode 2026-2031 om uiteindelijk in 2031 7 miljoen euro lager uit te komen ten opzichte van de herramingen voor 2026. Voor 2026 worden deze afdrachten geraamd op 1.879 miljoen euro; voor 2031 worden ze geraamd op 1.873 miljoen euro.

5.1.2.3 De niet-fiscale ontvangsten en niet-fiscale middelen 2026-2031

Hieronder worden telkens de niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties, de afdrachten en de overgangscorrecties besproken. De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties zijn gebaseerd op de resultaten van de bilaterale vergaderingen in kastermen, die werden verzameld in de eXL-database van de FOD BOSA.

Tabel 90: De niet-fiscale ontvangsten en middelen 2026-2031

	2026 Mon. 03/26 -	2027 Mon. 03/26 -	2028 Mon. 03/26 -	2029 Mon. 03/26 -	2030 Mon. 03/26 -	2031 Mon. 03/26 -	'31 vs. '26 Verschil -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	(en millions EUR sauf indication contraire)
Kanselarij van de Eerste Minister	6	6	6	6	6	6	-1	Chancellerie du Premier Ministre
Beleid en Ondersteuning	448	10	10	10	10	10	-438	Stratégie et Appui
Justitie	61	51	51	51	51	51	-10	Justice
Binnenlandse Zaken	199	101	105	109	73	73	-126	Intérieur
Buitenlandse Zaken	124	124	121	117	117	117	-8	Affaires étrangères
Landsverdediging	67	70	102	48	98	98	31	Défense
Federale politie en geïntegreerde werking	64	57	56	57	56	56	-8	Police fédérale et fonctionnement intégré
Financiën	5.330	4.545	4.077	3.770	4.103	4.080	-1.251	Finances
Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg	0	0	0	0	0	0	0	Emploi, Travail et Concertation sociale
Sociale Zekerheid	737	1	1	1	1	1	-736	Sécurité sociale
Volksgezondheid	109	249	321	314	313	313	204	Santé publique
Economie, Middenstand en Energie	257	103	100	314	336	336	79	Économie, Classes moyennes et Énergie
Mobiliteit en Vervoer	148	188	188	186	185	172	24	Mobilité et Transports
Maatschappelijke integratie	22	7	10	5	1	1	-21	Intégration sociale
Wetenschapsbeleid	7	3	1	2	2	1	-6	Politique scientifique
Niet-fiscale ontvangsten	7.580	5.515	5.150	4.988	5.352	5.315	-2.265	Recettes non fiscales
waarvan lopende ontvangsten	5.469	3.636	3.741	3.673	3.683	3.703	-1.766	dont recettes courantes
waarvan kapitaalontvangsten	2.111	1.879	1.409	1.315	1.669	1.611	-499	dont recettes de capital
Afgestane niet-fiscale ontvangsten	20	21	21	22	22	22	2	Recettes non fiscales transférées
Niet-fiscale middelen	7.559	5.494	5.129	4.967	5.330	5.292	-2.267	Recettes non fiscales Voies et Moyens
Overgangscorrecties	-943	-1.270	190	298	111	153	1.096	Corrections de passage
Correctie codes 8	-1.174	-1.560	-1.076	-1.035	-1.333	-1.270	-97	Correction codes 8
Andere overgangscorrecties	231	290	1.265	1.333	1.445	1.424	1.193	Autres corrections de passage
Niet-fiscale middelen, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau	6.617	4.225	5.319	5.265	5.441	5.446	-1.171	Recettes non fiscales Voies et Moyens, incluant les corrections de passage au niveau du solde

	'31 vs. '26 Verschil -	'27 vs. '26 Verschil -	'28 vs. '27 Verschil -	'29 vs. '28 Verschil -	'30 vs. '29 Verschil -	'31 vs. '30 Verschil -	'31 vs. '26 Verschil -	
	Différence % p.an./ p.jr.	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	
Kanselarij van de Eerste Minister		- 2,2	- 4,4	- 0,4	- 1,2	0,0	- 7,9	Chancellerie du Premier Ministre
Beleid en Ondersteuning	- 53,4	- 97,8	0,0	0,0	0,0	0,0	- 97,8	Stratégie et Appui
Justitie	- 3,4	- 15,8	0,0	0,2	0,0	- 0,2	- 15,8	Justice
Binnenlandse Zaken	- 18,1	- 49,2	4,4	2,9	- 32,8	0,6	- 63,2	Intérieur
Buitenlandse Zaken	- 1,3	- 0,3	- 2,3	- 3,4	0,2	- 0,4	- 6,2	Affaires étrangères
Landsverdediging	8,0	4,1	46,6	- 52,7	103,7	0,0	47,0	Défense
Federale politie en geïntegreerde werking	- 2,7	- 11,9	- 1,1	1,3	- 1,3	- 0,2	- 13,0	Police fédérale et fonctionnement intégré
Financiën	- 5,2	- 14,7	- 10,3	- 7,5	8,8	- 0,6	- 23,5	Finances
Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg		37,7	- 26,2	1,0	0,5	0,0	3,1	Emploi, Travail et Concertation sociale
Sociale Zekerheid	- 74,6	- 99,9	0,0	- 28,8	0,0	0,0	- 99,9	Sécurité sociale
Volksgezondheid	23,5	128,9	28,8	- 2,1	- 0,4	0,0	187,8	Santé publique
Economie, Middenstand en Energie	5,5	- 59,9	- 2,8	212,6	7,2	0,0	30,6	Économie, Classes moyennes et Énergie
Mobiliteit en Vervoer	3,0	27,0	0,0	- 0,9	- 0,6	- 7,1	16,2	Mobilité et Transports
Maatschappelijke integratie	- 53,8	- 67,1	37,3	- 54,3	- 84,1	- 25,8	- 97,6	Intégration sociale
Wetenschapsbeleid	- 27,5	- 53,8	- 60,4	34,1	- 3,3	- 15,5	- 80,0	Politique scientifique
Niet-fiscale ontvangsten	- 6,9	- 27,2	- 6,6	- 3,1	7,3	- 0,7	- 29,9	Recettes non fiscales
waarvan lopende ontvangsten	- 7,5	- 33,5	2,9	- 1,8	0,3	0,6	- 32,3	dont recettes courantes
waarvan kapitaalontvangsten	- 5,3	- 11,0	- 25,0	- 6,7	26,9	- 3,5	- 23,7	dont recettes de capital
Afgestane niet-fiscale ontvangsten	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	10,5	Recettes non fiscales transférées
Niet-fiscale middelen	- 6,9	- 27,3	- 6,6	- 3,2	7,3	- 0,7	- 30,0	Recettes non fiscales Voies et Moyens
Overgangscorrecties		- 34,7	114,9	57,3	- 62,7	37,7	508	Corrections de passage
Correctie codes 8	- 1,6	- 32,9	31,0	3,8	- 28,8	4,7	- 8,2	Correction codes 8
Andere overgangscorrecties	43,9	25,6	336,1	5,4	8,4	- 1,5	516,2	Autres corrections de passage
Niet-fiscale middelen, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau	- 3,8	- 36,2	25,9	- 1,0	3,3	0,1	- 17,7	Recettes non fiscales Voies et Moyens, incluant les corrections de passage au niveau du solde

In de bijlagen wordt een overzicht gegeven per artikel van de belangrijkste niet-fiscale middelen vóór overgangscorrecties.

2027

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2027 geraamd op 5.515 miljoen euro. Dit is een verschil van -2.065 miljoen euro ten opzichte van de raming voor 2026.

Dit verschil wordt onder meer verklaard door:

- lagere ontvangsten van verjaringen bij de Deposito- en Consignatiekas (-380 miljoen euro t.o.v. 2026, FOD Financiën, §1 artikel 16.11.17);
- een lager dividend vanwege financiële instellingen (-471 miljoen euro t.o.v. 2026, FOD Financiën §1, artikel 28.20.01). Het departement is voor de meerjarenraming uitgegaan van een bedrag van 445 miljoen euro vanaf 2027, na het wegvallen van het verhoogd dividend in het kader van de defensie-inspanning;
- een hogere ontvangst van toeslagen geheven op de boetes geïnd via het crossborder-platform (+30 miljoen euro t.o.v. 2026, FOD Financiën §2, artikel 36.90.04);
- het wegvallen van terugbetalingen van Bpost in 2027 (-89 miljoen euro t.o.v. 2026, FOD Financiën §6, artikel 38.10.02);
- het wegvallen van inkomsten uit de repartitiebijdrage van de energiesector (100 miljoen euro t.o.v. 2026, FOD Financiën §2, artikel 37.70.02);
- ontvangsten van de overheidsopdracht kentekenplaten en -bewijzen waarvoor nu vanaf 2027 ontvangsten worden voorzien (+51 miljoen euro t.o.v. 2026, FOD Mobiliteit §5, artikel 16.11.26);
- een aantal wijzigingen die het vorderingensaldo van 2027 van entiteit I niet of zeer beperkt beïnvloeden:
 - aanpassingen met betrekking tot code 8-verrichtingen (-386 miljoen euro ten opzichte van de raming voor 2026);
 - de in 2027 niet meer voorziene terugstortingen van alternatieve financiering (548 miljoen euro) en de in 2027 niet meer voorziene terugbetalingen van coronakosten vanwege de Sociale Zekerheid (-187 miljoen euro);
 - het wegvallen van een terugstorting van de CREG (-127 miljoen euro);
 - een lagere storting in de middelen door het BIPT (-26 miljoen euro);
 - ETS2-inkomsten (+140 miljoen euro);
 - diverse aanpassingen voor middelen afkomstig van EU-fondsen;
 - een hogere storting vanwege de FPIM (+45 miljoen euro);
 - lagere interesten van de portefeuille van de Deposito- en Consignatiekas in kasternen (75 miljoen).

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 21 miljoen euro. Het betreft interestontvangsten op gewestelijke belastingen.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd, voor een bedrag van 1.560 miljoen euro, ten opzichte van 1.174 miljoen euro voor 2026. Daarnaast worden er ook een aantal andere aanpassingen doorgevoerd ten belope van +290 miljoen euro ten opzichte van +231 miljoen euro voor 2026. Het betreft:

- eenzelfde correctie als voor 2026 om bepaalde ontvangsten van het Rode Kruis die via een thesaurierekening verlopen aan te rekenen: +9 miljoen euro;
- quasi dezelfde correctie als voor 2026 in verband met de aanrekening van de stortingen door ondernemingen in het kader van de overdracht van hun pensioenverplichtingen: +189 miljoen euro;
- ongeveer dezelfde correctie als voor 2026 voor het aanrekeningsmoment van telecomlicenties ingevolge de ESR2010-reglementering: +69 miljoen euro;
- een correctie als voor 2026 voor het uitsluiten van het geboekte bedrag voor niet-ESR-aanrekenbare code 08- en code 9-verrichtingen: -25 miljoen euro. De correctie voor ontvangsten vanwege dematerialisatie valt weg;

- een correctie voor de ontvangsten van emissierechten uit ETS1: -27 miljoen euro (-8 miljoen euro in 2026);
- een correctie voor de ontvangsten van emissierechten uit ETS2: -140 miljoen euro (nul in 2026). Er wordt verondersteld dat de ontvangsten pas vanaf 2028 kunnen worden aangerekend;
- een correctie om de ontvangsten van CBAM aan te rekenen: +10 miljoen euro (nul in 2026). Er werd in deze nota uitgegaan van prognoses van de FOD Volksgezondheid met vaste prijzen, en een federaal aandeel van 9,05 % en geen eigen ontvangst voor de EU;
- een correctie voor het in rekening brengen van de bijdrage van de financiële instellingen aan het Depositogarantiefonds: +251 miljoen euro (+230 miljoen euro voor 2026);
- een correctie voor de terugbetaling van de inningskosten door de EU: -47 miljoen euro (nul voor 2026). Vanaf 2027 werden de cijfers gealigneerd op de ramingen van de Europese Commissie.

De correctie voor uitzonderlijke interestontvangsten bij de Deposito- en Consignatieskas (van -78 miljoen euro in 2026) valt weg vanaf 2027.

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties dalen met 2.392 miljoen euro tot 4.225 miljoen euro (-36,2 %) ten opzichte van 2026.

2028

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2028 geraamd op 5.150 miljoen euro. Dit is een daling met 365 miljoen euro ten opzichte van de raming voor 2027.

Dit verschil wordt grotendeels verklaard door aanpassingen die neutraal zijn voor het vorderingensaldo van entiteit I en:

- door het departement ingeschreven ontvangsten van ETS2 (+70 miljoen euro t.o.v. 2027, FOD Volksgezondheid, artikel 36.70.01, evenwel nog te corrigeren met een ESR-correctie, cf. infra);
- verkopen van militair materieel (+50 miljoen euro, Defensie, artikel 77.70.02).

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 21 miljoen euro.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 1.076 miljoen euro in plaats van 1.560 miljoen euro voor 2027.

De andere correcties bedragen netto +1.265 miljoen euro (t.o.v. +290 miljoen euro voor 2027). De correctie op de terugbetaling van de inningskosten door de EU bedraagt +432 miljoen euro in 2028 (t.o.v. -47 miljoen euro voor 2027) en er wordt ook een correctie ingeschreven om rekening te houden met de interfederale bijdrage voor het MFK (+500 miljoen euro). Voor het overige zijn de correcties quasi gelijk aan die van 2027.

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties stijgen met 1.094 miljoen euro tot 5.319 miljoen euro (+25,9 %) ten opzichte van 2027.

2029

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2029 geraamd op 4.988 miljoen euro. Dit is een daling met 162 miljoen euro ten opzichte van de raming voor 2028.

Wat verrichtingen met impact op het ESR-vorderingensaldo van entiteit I betreft, gaat het vooral over:

- de ontvangst van Fluxys die wegvalt (-100 miljoen euro, FOD Financiën §2, artikel 36.90.08);
- verkopen van militair materieel (-50 miljoen euro, Defensie, artikel 77.70.02).

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 22 miljoen euro.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 1.035 miljoen euro, in plaats van 1.076 miljoen euro voor 2028.

De andere correcties bedragen netto +1.333 miljoen euro (t.o.v. +1.265 miljoen euro voor 2028). Het verschil t.o.v. 2028 situeert zich vooral bij de correctie voor ontvangsten van emissierechten ETS1 (+2 miljoen euro i.p.v. -27 miljoen euro) en de correctie op de terugbetaling van de inningskosten door de EU (+469 miljoen euro i.p.v. +432 miljoen euro).

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties dalen met 54 miljoen euro tot 5.265 miljoen euro (-1,0 %) ten opzichte van 2028.

2030

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2030 geraamd op 5.352 miljoen euro. Dit is een stijging met 364 miljoen euro ten opzichte van de raming voor 2029.

Het verschil betreft grotendeels behalve code 8-verrichtingen die per definitie neutraal zijn voor het vorderingensaldo in ESR-termen verkopen van militair materieel (+50 miljoen euro, Defensie, artikel 77.70.02).

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 22 miljoen euro.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 1.333 miljoen euro, in plaats van 1.035 miljoen euro voor 2029.

De andere correcties bedragen netto +1.445 miljoen euro (+1.333 miljoen euro in 2029). Deze andere correcties nemen vooral toe door een minder negatieve correctie voor ontvangsten van emissierechten uit het ETS2 (-68 miljoen euro i.p.v. -137 miljoen euro) en de correctie op de terugbetaling van de inningskosten door de EU (+502 miljoen euro i.p.v. +469 miljoen euro).

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties stijgen met 176 miljoen euro tot 5.441 miljoen euro (+3,3 %) ten opzichte van 2029.

2031

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2031 geraamd op 5.315 miljoen euro. Dit is een daling met 37 miljoen euro ten opzichte van de raming voor 2030.

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 22 miljoen euro.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 1.270 miljoen euro, in plaats van 1.333 miljoen euro voor 2030. De andere correcties dalen tot netto +1.424 miljoen euro (+1.445 miljoen euro in 2030), vooral door toedoen van een negatievere correctie voor ontvangsten van emissierechten uit het ETS2 (-111 miljoen euro i.p.v. -68 miljoen euro), terwijl de correctie op de terugbetaling van de inningskosten door de EU stijgt (+533 miljoen euro i.p.v. +502 miljoen euro);

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties stijgen met 4 miljoen euro tot 5.446 miljoen euro (+0,1 %) ten opzichte van 2030.

5.1.2.4 Les dépenses primaires

Le tableau suivant reprend une situation des dépenses primaires à prix courants (optique liquidations) pour les années 2026 à 2031 conforme à la présentation de l'Exposé général.

Tableau 91 : Aperçu des dépenses primaires (concept exposé général)

	2026 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2027 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2028 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2029 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2030 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2031 Mon. 03/26 Mon. 03/26	'31 vs. '26 Verschil Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Kredieten	91 145	91 616	93 750	94 574	94 925	97 109	5 963	Crédits
Totaal Autoriteitscel	43 182	43 244	43 912	44 574	45 687	46 819	3 636	Total Cellule Autorité
Totaal Sociale Cel	34 563	35 318	35 906	36 560	37 074	37 744	3 182	Total Cellule Sociale
Totaal Economische Cel	6 665	6 147	6 243	6 033	6 426	6 520	-146	Total Cellule Économique
Provisies	1 800	965	1 286	787	871	958	-842	Provisions
Bni-bijdrage EU	4 935	5 941	6 403	6 620	4 866	5 067	132	Contribution RNB UE
Interessen FOD Financiën (-)	-270	-127	-143	-153	-164	-174	96	Intérêts SPF Finances (-)
Onderbenutting (-)	-1 255	-1 255	-1 275	-1 352	-1 352	-1 352	-96	Sous-utilisation (-)
Primaire uitgaven AT	89 620	90 233	92 332	93 069	93 409	95 583	5 963	Dépenses primaires EG
ESR-correcties	-2 029	-394	367	1 893	1 816	1 083	3 111	Corrections SEC
Bni-bijdrage EU	2	0	0	0	0	0	-2	Contribution RNB UE
Primaire uitgaven schuld/begroting	64	77	74	71	71	76	12	Dépenses primaires de la dette
Correctie codes 8 en 9	-174	-132	-116	-132	-128	-129	45	Correction codes 8 et 9
Andere ESR-correcties	-1 920	-340	408	1 955	1 872	1 136	3 057	Autres corrections SEC
Primaire uitgaven ESR	87 592	89 839	92 699	94 963	95 225	96 666	9 074	Dépenses primaires SEC

Dans l'aperçu des dépenses primaires ci-dessus, les dépenses primaires 2026-2031 sont exprimées à prix courants. Il s'agit d'une **estimation pluriannuelle** à prix courants. Le passage des prix constants aux prix courants est effectué selon une approche basée sur les paramètres d'indexation des perspectives économiques de février 2026, en appliquant des coefficients d'indexation spécifique sur base de la nature économique des dépenses et non par une analyse détaillée par allocations de base. Pour ce qui concerne le coefficient d'indexation des salaires, il tient déjà compte de l'indexation en centimes.

Les données à prix courants obtenues par cette approche ne préjugent en rien de décisions qui pourraient être prises ultérieurement.

Estimations pluriannuelles à prix courants

Les crédits des dépenses primaires (à prix courants) passent de 91.145 millions d'euros en 2026 à 97.109 millions d'euros en 2031 (+5.963 millions EUR) soit une croissance annuelle moyenne de 1,3 %.

Les charges d'intérêt du SPF Finances évoluent de 270 millions d'euros en 2026 à 174 millions d'euros en 2031. En retirant les charges d'intérêts du SPF Finances et en prenant une estimation de sous-utilisation qui évolue de 1.255 millions d'euros à 1.352 millions d'euros de 2026 à 2031 (comme prévu au conclave budgétaire de mars 2025), les dépenses primaires (concept exposé général) passent de 89.620 millions d'euros en 2026 à 95.583 millions d'euros en 2031, soit une croissance de 5.963 millions d'euros.

En y ajoutant les corrections SEC qui passent de respectivement -2.029 millions d'euros en 2026 (diminution des dépenses primaires) à +1.083 millions d'euros en 2031 (augmentation des dépenses primaires), les dépenses primaires (à prix courants) exprimées en SEC passent de 87.592 millions d'euros en 2026 à 96.666 millions d'euros en 2031, soit une croissance de 9.074 millions d'euros, soit une croissance annuelle moyenne de 1,9%.

Au niveau des départements, les principales évolutions 2026-2031 sont les suivantes :

- **Budget des dotations** : les dotations fédérales accordées dans le cadre du financement des Communautés en exécution de la sixième réforme de l'Etat sont déterminées sur base de

différents paramètres, notamment la croissance et l'inflation. Elles sont communiquées par le SPF Finances à prix courants et sont reprises telles quelles dans cette estimation. Les dotations aux Communautés croissent en moyenne de 3,1 % de 2026 à 2031 ;

- **SPF BOSA** : la diminution des crédits de liquidations entre 2026 et 2031 s'explique principalement par l'évolution des crédits RRF qui disparaissent du budget après 2026 étant donné que le programme RRF se termine en 2026 ;
- **SPF Sécurité sociale** :
 - o les allocations aux personnes handicapées croissent continuellement sur toute la période 2026-2031, passant de 3.235 millions d'euros en 2026 à 3.963 millions d'euros en 2031, soit une augmentation annuelle moyenne à prix courants de 4,1 % ;
 - o les dotations au Service Fédéral des Pensions croissent continuellement sur toute la période 2026-2031, passant de 16.135 millions d'euros en 2026 à 17.164 millions d'euros en 2031, soit une augmentation annuelle moyenne à prix courants de 1,2 % ;
 - o la garantie de revenu aux personnes âgées augmente également et passe de 1.021 millions d'euros en 2026 à 1.131 millions d'euros en 2031, soit une augmentation annuelle moyenne à prix courants de 2,1 % ;
 - o les dotations d'équilibre à la sécurité sociale augmentent à prix courants de 1,8 % en moyenne entre 2026 et 2031. Par hypothèse, les dotations d'équilibre sont maintenues à prix constants au niveau de 2026 en tenant compte de l'impact de l'indexation.
- **SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie** : la diminution des crédits est principalement localisée au niveau des dotations à BE-WATT. La dotation en capital à BE-WATT destinée à effectuer des opérations codes-8 évolue de 487,6 millions d'euros en 2026 à 80 millions d'euros en 2031 ;

Le tableau suivant reprend l'évolution des crédits de liquidation par départements estimés à prix courants, donc en ce compris l'indexation établie sur base des perspectives économiques de février 2026.

Tableau 92 : Crédits de liquidation par département (2026-2031) à prix courants

(montants en millions d'euros et évolution moyenne en %)

Budgets	2026 Après bilatérales	2027 Prix courants	2028 Prix courants	2029 Prix courants	2030 Prix courants	2031 Prix courants	Evolution moyenne 26/31 %
Dotations	17.805	18.285	18.920	19.496	20.095	20.683	3,0
Chancellerie du Premier Ministre	233	288	299	226	230	232	1,1
Stratégie et Appui	886	273	259	259	264	267	-14,2
Organismes indépendants	31	28	29	29	29	30	-0,6
Justice	2.910	2.971	3.007	3.063	3.129	3.179	1,8
Intérieur	2.357	2.394	2.289	2.173	2.184	2.214	-1,2
Affaires étrangères et Coop. Développement	1.604	1.529	1.533	1.541	1.550	1.559	-0,6
Défense nationale	10.958	11.181	11.347	11.562	12.046	12.476	2,6
Police fédérale et fonctionnement intégré	2.897	2.980	3.003	3.050	3.052	3.098	1,4
Finances	2.551	2.368	2.359	2.378	2.381	2.403	-1,1
Régie des Bâtiments	950	946	866	796	728	677	-6,5
TOTAL CELLULE AUTORITÉ	43.182	43.244	43.912	44.574	45.687	46.819	1,6
Emploi, Travail et Concertation sociale	282	282	281	281	283	285	0,2
Sécurité sociale	30.689	31.429	31.944	32.492	32.912	33.490	1,8
Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement	1.122	1.100	1.111	1.110	1.117	1.124	0,0
Intégration sociale	2.469	2.507	2.570	2.676	2.762	2.845	2,9
TOTAL CELLULE SOCIALE	34.563	35.318	35.906	36.560	37.074	37.744	1,8
Économie, PME, Classes moyennes et Énergie	1.449	1.138	1.240	1.057	1.036	1.048	-5,6
Mobilité et Transports	4.690	4.485	4.498	4.482	4.888	4.962	1,2
Politique scientifique	527	524	505	495	502	510	-0,6
TOTAL CELLULE ÉCONOMIQUE	6.665	6.147	6.243	6.033	6.426	6.520	-0,3
Provision interdépartementale	811	404	945	421	506	593	13,1
Provision politique nouvelle	3	3	3	3	3	3	0,0
Provision indexation	0	0	0	0	0	0	0,0
Provision renforcement de la sécurité	543	337	337	362	362	362	-6,1
Provision Ukraine	443	221	0	0	0	0	0,0
TOTAL PROVISIONS	1.800	965	1.286	787	871	958	-6,3
Crédits départementaux	86.210	85.675	87.347	87.954	90.058	92.041	1,3
Contribution RNB à l'UE	4.935	5.941	6.403	6.620	4.866	5.067	1,8
Dépenses primaires	91.145	91.616	93.750	94.574	94.925	97.109	1,3

Tableau 93 : Crédits de liquidation par gros postes (2026-2031) à prix courants

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Evolution moyenne
	Après bilatérales	Prix courants	Prix courants	Prix courants	Prix courants	Prix courants	%
Salaires et charges sociales	8.437	8.914	9.221	9.468	9.122	9.261	1,9
Frais de fonctionnement	5.249	5.704	5.305	5.143	5.277	5.648	1,6
Investissements	5.121	4.525	4.783	4.879	3.540	3.565	-6,1
Budget des dotations hors dot. aux Comm.	471	477	468	464	471	478	0,3
Budget des dotations aux Communautés	17.334	17.809	18.452	19.032	19.624	20.205	3,1
Pro Déo	242	242	242	242	242	242	0,0
Dotation mobilité Bxl-capitale	55	55	55	55	55	55	0,0
Financement communes et instit. bruxelloises	518	520	528	536	544	552	1,3
Dotation FEDASIL	703	761	625	544	552	561	-3,9
Dotation aux zones de secours	194	188	194	194	194	194	0,0
Organismes internationaux	109	114	117	119	121	123	2,4
Coopération au développement	1.040	957	955	956	956	956	-1,6
Dotations aux zones de police	1.274	1.328	1.339	1.356	1.328	1.346	1,1
Intérêts de la caisse dépôts et consignations	270	127	143	153	164	174	-4,0
Dotations Régie des bâtiments	950	946	866	796	728	677	-6,5
Dotation à l'ONEM	170	170	170	170	169	169	-0,1
Dotation globale indépendants	481	489	499	509	517	526	1,8
Dotation équilibre indépendants	598	608	621	632	643	654	1,8
Allocations aux personnes handicapées	3.235	3.367	3.512	3.656	3.810	3.963	4,1
Dotation globale salariés	2.684	2.730	2.786	2.838	2.887	2.937	1,8
Dotation équilibre salariés	5.653	5.747	5.867	5.975	6.079	6.185	1,8
Subvention ORPSS	269	271	272	274	275	275	0,4
Dotations pensions	16.135	16.551	16.690	16.873	16.934	17.164	1,2
Garantie revenus personnes âgées	1.021	1.053	1.074	1.104	1.123	1.131	2,1
Source de financement supplémentaire soins de santé	491	499	510	519	528	537	1,8
Blouses blanches	402	402	402	402	402	402	0,0
Dotation AFSCA	116	117	118	120	122	124	1,4
Paielement Poste contrat de gestion	155	107	110	112	113	115	-4,7
SNCB	2.268	2.110	2.070	2.100	2.289	2.343	0,8
Infrabel	1.967	1.937	1.987	1.962	2.173	2.188	2,3
Subventions CPAS - revenu d'intégration	2.133	2.205	2.274	2.398	2.485	2.571	3,8
Subventions CPAS - loi du 02.06.1965	176	145	141	136	132	127	-6,1
Remboursement à la CAAMI	100	102	104	106	108	110	1,8
Projets spatiaux ESA	237	232	224	226	233	237	0,1
Codes 8 et 9	108	132	116	132	128	129	4,3
Provision interdépartementale	811	404	945	421	506	593	13,1
Provision politique nouvelle	3	3	3	3	3	3	0,0
Provision indexation	0	0	0	0	0	0	0,0
Provision renforcement de la sécurité	543	337	337	362	362	362	-6,1
Provision guerre Ukraine	443	221	0	0	0	0	-30,0
Provision défense	0	0	0	0	2.004	2.004	0,0
Provisions Be NUC impact SEC	81	0	0	0	0	0	-20,0
Provision Be NUC codes 8	65	0	0	0	0	0	-20,0
provision norme énergétique	249	265	265	165	165	165	-6,3
Dotation capital BE-WATT	488	282	366	78	80	80	-17,7
RRF	611	0	0	0	0	0	-20,0
Autres dépenses primaires	2.547	2.521	2.590	2.744	2.870	2.909	98
Crédits départementaux	86.210	85.675	87.347	87.954	90.058	92.041	1,3
Contribution RNB	4.935	5.941	6.403	6.620	4.866	5.067	1,8
Crédits y compris contribution RNB	91.145	91.616	93.750	94.574	94.925	97.109	1,3

Tableau 94 : Aperçu des provisions 2026 à 2031 (à prix courants)

	2026 après bilatérales	2027	2028	2029	2030	2031
Frais de justice et divers	618,3	292,7	831,7	287,2	287,2	287,2
Bien-être	0,0	0,0	0,0	0,0	85,9	174,5
Nouveaux contrats bpost	78,0	78,0	78,0	78,0	78,0	78,0
Fedasil	104,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bien-être groupes vulnérables et cohésion sociale	10,3	33,0	35,2	55,9	54,5	53,1
Provision interdépartementale	810,9	403,7	944,9	421,0	505,6	592,8
Provision politique nouvelle	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
Provision indexation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéficiaire loi de 65 - Réfugié ukrainien	298,8	77,0				
Assistance macro-financière à l'Ukraine	24,0	24,0				
European Peace Facility (EPF)	120,0	120,0				
Provision guerre Ukraine	442,8	221,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Renforcement des services de sécurité et de la politique de retour	250,0	250,0	250,0	275,0	275,0	275,0
Surpopulation carcérale	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0
Report Justice	6,2					
Justice et Intérieur	50,7	62,7	62,7	62,7	62,7	62,7
Crédits structurels transférés vers SPF(-)	-35,4	-35,4	-35,4	-35,4	-35,4	-35,4
Solde provision 2025	211,7					
Provision renforcement de la sécurité	543,1	337,3	337,3	362,3	362,3	362,3
Total provisions	1.800,2	965,3	1.285,5	786,7	871,3	958,5

Corrections de passage vers les dépenses SEC :

Les corrections de passage vers les dépenses SEC permettent le passage entre les chiffres budgétaires et le solde de financement établi dans les comptes nationaux conformément à la nomenclature SEC.

Le tableau suivant donne un aperçu de ces corrections de passage vers les dépenses SEC pour la période 2026-2031.

Tableau 95 : Corrections de passage vers les dépenses SEC

	2026 après bilatérales	2027	2028	2029	2030	2031
Contribution RNB à l'Union européenne	2	0	0	0	0	0
Dépenses primaires budget de la Dette	64	77	74	71	71	76
Achats Défense (investissements et munitions)	-2.114	-438	124	1.851	1.780	815
Hélicoptères Police fédérale	14	0	0	0	0	0
Nato Investment Fund	-1	-1	-1	-1	-1	-1
Compte de trésorerie Croix rouge (dépense)	9	9	9	9	9	9
Octrois de crédits et prises de participation (codes 8)	-61	-83	-66	-81	-74	-74
Amortissements de dettes (codes 9)	-47	-48	-50	-52	-53	-55
Provision BEWATT (opérations financières)	-65	0	0	0	0	0
Intérêts condamnation textile chinois	92	0	0	0	0	0
Contribution plastique	137	137	141	142	143	145
Banques multilatérales de développement	-55	-36	145	-36	-48	179
Double comptage provision IDP	-3	-10	-10	-10	-10	-10
Totaux	-2.028	-394	377	1.904	1.826	1.093

L'évolution des corrections SEC de 2027 à 2031 est principalement influencée par les achats de la Défense dont le programme de livraison varie très fort d'année en année ainsi que par la correction pour les Banques de développement qui vient augmenter les dépenses SEC pour le montant total du programme lorsque la première tranche d'un programme est payée. Lors des bilatérales, on est parti de l'hypothèse que la Belgique participerait aux programmes IDA 22 et IDA 23. C'est ainsi que la correction SEC pour les contributions aux banques de développement vient augmenter les dépenses SEC 2028 et 2031 suite à la prise en compte des programmes IDA 22 (266,4 millions d'euros) et IDA 23 (280 millions d'euros) dont les premières tranches devraient être payées respectivement en 2028 et 2031.

5.1.2.5 De interestlasten 2026-2031

Tabel 96: De interestlasten voor 2026-2031

	2026 Mon. 03/26 -	2027 Mon. 03/26 -	2028 Mon. 03/26 -	2029 Mon. 03/26 -	2030 Mon. 03/26 -	2031 Mon. 03/26 -	'31 vs. '26 Verschil -	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Interestlasten (economisch)	12.455	13.956	15.670	17.679	19.949	22.505	10.050	Charges d'intérêt (économiques)
Schatkist	12.290	13.761	15.452	17.452	19.708	22.259	9.969	Trésor
Uit primaire uitgaven overgeheveldde interesten	111	127	143	153	164	174	63	Intérêts en provenance des dépenses primaires
Te consolideren instellingen	54	68	75	74	77	72	18	Organismes à consolider

Tabel 97: De interestlasten voor 2026-2031 – evolutie in %

	'31 vs. '26 Verschil -	'27 vs. '26 Verschil -	28 vs. '27 Verschil -	29 vs. '28 Verschil -	30 vs. '29 Verschil -	31 vs. '30 Verschil -	'31 vs. '26 Verschil -	
	Différence % p.an./p.jr.	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	
Interestlasten (economisch)	12,6	12,1	12,3	12,8	12,8	12,8	80,7	Charges d'intérêt (économiques)
Schatkist	12,6	12,0	12,3	12,9	12,9	12,9	81,1	Trésor
Uit primaire uitgaven overgeheveldde interesten		14,8	12,6	7,0	7,2	6,1	57,2	Intérêts en provenance des dépenses primaires
Te consolideren instellingen	5,8	25,9	10,2	- 1,7	3,7	- 6,3	32,5	Organismes à consolider

De interestlasten geraamd door het Federaal Agentschap van de Schuld bedragen 13.761 miljoen euro voor 2027, wat staat voor een stijging met 1.471 miljoen euro of 12,0 % ten opzichte van 2026. In de jaren 2027-2029 stijgen ze jaarlijks met percentages tussen 12,0 % en 13,0 % om in 2031 op 22.259 miljoen euro uit te komen.

Daarmee zouden deze interestlasten ongeveer 10 miljard euro of 81 % hoger uitvallen in 2031 dan in 2026.

In de berekeningen worden bruto-financieringsbehoeften ingecalculeerd van 55,92 miljard euro voor 2027 tot 80,53 miljard euro voor 2031.

Deze bruto-financieringsbehoeften gaan uit van de meerjarenraming van de initiële begroting, die een vorderingstekort voorzag van 3,9 % van het bbp voor 2027 en dat verder oploopt naar 4,3 % in 2029. Voor 2030 en 2031 werd telkens uitgegaan van een aangroei van het tekort met 0,3 %. De overgang van het vorderingensaldo naar het netto te financieren saldo wordt in volgende tabel weergegeven:

Tabel 98: De overgang tussen vorderingensaldo en netto te financieren saldo 2027-2031

<i>en millions EUR</i>	<u>2027</u>	<u>2028</u>	<u>2029</u>	<u>2030</u>	<u>2031</u>
PIB	683.938	705.609	727.910	751.169	773.914
Solde de financement de l'entité I %	3,90	4,10	4,30	4,60	4,90
<u>Solde de financement de l'entité I</u>	<u>26.674</u>	<u>28.930</u>	<u>31.300</u>	<u>34.554</u>	<u>37.922</u>
<u>Corrections de passage</u>	<u>-1.244</u>	<u>-959</u>	<u>-1.461</u>	<u>-1.021</u>	<u>-1.202</u>
Intérêts courus vers intérêts échus	72	177	-415	-575	-673
Remboursement prêts (ONSS)	-62	-62	-62	-62	-62
Remboursements prêts Grèce	0	0	-97	-97	-97
Vente de participations/corrections défense	-1.134	-1.152	-758	0	0
Primes d'émission cash	0	0	0	0	0
Impact des swaps	-106	-106	-105	-96	-85
Coût BB	20	-58	-117	-182	-355
Prime d'annulation de swap	100	100	100	100	100
Autres codes 8	-133	142	-8	-109	-29
<u>SNF</u>	<u>25.430</u>	<u>27.971</u>	<u>29.839</u>	<u>33.533</u>	<u>36.720</u>

In de rentehypothesen voor de meerjarenramingen 2027-2031 werd de statistische correctie op de lange termijn forward rentevoeten constant gehouden op het niveau van december 2026 (10 basispunten). Volgende gemiddelde rentehypothesen werden gebruikt:

Tabel 99: De gemiddelde interesthypothesen voor 2026-2031 (in %)

	2026	+/-	2027	+/-	2028	+/-	2029	+/-	2030	+/-	2031
	MC 3/26		MC 3/26		MC 3/26		MC 3/26		MC 3/26		MC 3/26
4 maand	+1,94	+0,10	+2,04	+0,21	+2,24	+0,20	+2,44	+0,17	+2,61	+0,16	+2,77
6 maand	+1,95	+0,12	+2,06	+0,20	+2,27	+0,20	+2,46	+0,17	+2,63	+0,16	+2,78
12 maand	+1,97	+0,16	+2,13	+0,20	+2,33	+0,19	+2,52	+0,17	+2,68	+0,16	+2,84
5 jaar	+2,68	+0,31	+2,99	+0,31	+3,30	+0,31	+3,61	+0,29	+3,89	+0,30	+4,20
10 jaar	+3,38	+0,30	+3,68	+0,25	+3,93	+0,24	+4,17	+0,21	+4,38	+0,14	+4,52
15 jaar	+3,80	+0,24	+4,04	+0,19	+4,23	+0,16	+4,38	+0,14	+4,53	+0,16	+4,69
30/50 jaar	+4,07	+0,09	+4,16	+0,06	+4,22	+0,04	+4,26	+0,02	+4,29	+0,01	+4,30

De interestlasten van de te consolideren instellingen zouden voor de periode 2027-2031 tussen 68 en 77 miljoen euro bedragen.

De vanuit de primaire uitgaven geherklasseerde interestuitgaven zouden geleidelijk oplopen van 127 miljoen euro in 2027 tot 174 miljoen euro in 2031.

De totale interestlasten op economische basis worden geraamd op:

- 13.956 miljoen euro voor 2027 (+1.501 miljoen euro of +12,1 % ten opzichte van 2026);
- 15.670 miljoen euro voor 2028 (+1.714 miljoen euro, of +12,3 % ten opzichte van 2027);

- 17.679 miljoen euro voor 2029 (+2.009 miljoen euro, of +12,8 % ten opzichte van 2028);
- 19.949 miljoen euro voor 2030 (+2.269 miljoen euro, of +12,8 % ten opzichte van 2029);
- 22.505 miljoen euro voor 2031 (+2.556 miljoen euro, of +12,8 % ten opzichte van 2030).

Het Federaal Agentschap van de Schuld heeft enkele sensitiviteitsanalyses uitgevoerd met betrekking tot de interestlasten gesitueerd bij de Schatkist. Een eerste simulatie betreft de impact van een stijging van de rentecurve. Onderstaande tabel toont de resultaten van een simulatie van een lineaire stijging van de rentecurve met 100 basispunten vanaf maart 2026. Voor 2026 zou dit een stijging van de rentelasten met 618 miljoen euro tot gevolg hebben. Voor de jaren erna loopt dit sterk op, voor de rentelasten van 2027 wordt het effect geraamd op 1.413 miljoen euro, voor 2031 bedraagt de raming 3.865 miljoen euro.

Tabel 100: Effect lineaire stijging van de rentecurve met 100 bp vanaf maart 2026

Impact d'une augmentation des taux de 100 BP à partir de mars 2026						Millions EUR
	<u>2026</u>	<u>2027</u>	<u>2028</u>	<u>2029</u>	<u>2030</u>	<u>2031</u>
Impact sur les intérêts de la dette émise à plus d'un an	187	795	1.370	1.988	2.592	3.179
Impact sur les intérêts de la dette émise à un an au plus	431	618	704	627	621	686
Impact sur les intérêts de la dette totale	618	1.413	2.073	2.615	3.214	3.865

Een tweede simulatie betreft de impact op de rentelasten van een toename van het vorderingensaldo met 1 miljard euro (waaruit ook het effect van een afname kan worden geraamd), gefinancierd via uitgaven van leningen op 10 jaar. Een tijdelijke toename van het tekort met 1 miljard euro enkel in 2028 bijvoorbeeld, resulteert in een stijging van de raming van de rentelasten met 15 miljoen euro in 2028 en telkens 39 miljoen euro in de daaropvolgende jaren.

Tabel 101: Effect wijziging van het vorderingensaldo met 1 miljard euro (in mio euro)

	<u>2026</u>	<u>2027</u>	<u>2028</u>	<u>2029</u>	<u>2030</u>	<u>2031</u>
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2026	12	31	31	31	30	30
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2027		15	37	36	36	36
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2028			15	39	39	39
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2029				16	41	41
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2030					17	43
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2031						17
Total	12	46	83	122	164	208

5.1.2.6 Vrijstellingen doorstorting bedrijfsvoorheffing

Voor het vaststellen van de fiscale ontvangsten in ESR-termen worden de vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing niet in rekening gebracht. Deze worden immers als een uitgave beschouwd.

De vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing worden voor 2026 geraamd op 4.544 miljoen euro en nemen in de daaropvolgende jaren toe tot 4.787 miljoen euro in 2031. Dit is een stijging met 243 miljoen euro tussen 2026 en 2031, hetzij een gemiddelde toename van 1,0 % per jaar.

De volgende tabel geeft een overzicht.

Tabel 102: Uitgaven vrijstelling bedrijfsvoorheffing

En millions EUR	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil
	-	-	-	-	-	-	-
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence
Dispenses de PrP à leg courante	4.544	4.509	4.434	4.558	4.627	4.787	243
AIP	291	289	287	303	312	320	30
R&D	1.685	1.671	1.642	1.685	1.709	1.769	84
Sport	149	148	145	149	151	156	7
Overtime	215	213	209	215	218	226	11
Night+Shift à leg courante	2.080	2.063	2.028	2.081	2.110	2.184	104
Marine	99	98	96	99	100	104	5
Starters+Zone	26	26	26	26	27	28	1
Formation	0	0	0	0	0	0	0

5.1.2.7 Solde des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral (2026-2031)

Le tableau suivant affiche l'estimation des soldes 2026 à 2031 pour l'ensemble des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral. L'estimation se base sur les données budgétaires les plus récentes dont dispose le SPF BOSA introduites dans eBMC dans le cadre de la préparation du contrôle budgétaire 2026.

Tableau 103 : Soldes des organismes à consolider (2026-2031)

	2026 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2027 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2028 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2029 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2030 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2031 Mon. 03/26 Mon. 03/26	'31 vs. '26 Verschil Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Saldo buiten financiële verrichtingen	1.487	1.232	1.437	1.220	1.420	1.459	-28	Solde hors opérations financières
Onderbenutting	148	148	151	160	160	160	11	Sous-utilisation
ESR-correcties	-433	-371	-431	-449	-463	-478	-44	Corrections SEC
ESR-saldo	1.202	1.009	1.156	930	1.116	1.141	-61	Solde SEC
Interestlasten	54	68	75	74	77	72	18	Charges d'intérêt
Primair ESR-saldo	1.256	1.078	1.232	1.004	1.193	1.213	-43	Solde primaire SEC

Le solde SEC prévu des organismes à consolider est assez stable sur la période 2026-2031 en passant de +1.202 millions d'euros à +1.141 millions d'euros en 2031.

Les principaux éléments à mettre en évidence sont les suivants :

- Suite à la décision du conclave budgétaire de mars 2025, la sous-utilisation prise en compte pour les OIP dans ce rapport est de 148,3 millions d'euros en 2026 et 2027, 150,5 millions d'euros en 2028 et 159,5 millions d'euros en 2029 et 2030. En l'absence de décision pour 2031, le montant de 159,5 millions d'euros a aussi été repris en 2031 ;
- Infrabel : le solde SEC d'Infrabel redevient positif à partir de 2030 après avoir été négatif sur toute la période 2026-2029. L'évolution du solde SEC négatif d'Infrabel de 2026 à 2029 s'explique principalement par le préfinancement des SPV ainsi que par les charges d'intérêts de l'emprunt contracté auprès de la Banque d'européenne d'investissement (BEI) et des travaux effectués grâce à cet emprunt pendant 5 ans, de 2025 à 2029.
- Dans le cadre du conclave budgétaire relatif au budget initial 2026, l'ONDRAF a reçu des moyens supplémentaires pour le financement du passif nucléaire BP1/BP2 de 2026 à 2029. Comme cette décision se limite aux années 2026 à 2029, aucun supplément n'a été repris dans ce rapport et le montant de base de 95 millions d'euros a dès lors été pris en compte pour le financement du passif nucléaire BP1/BP2 en 2030 et 2031 ;

Le tableau ci-dessous reprend le solde SEC par organisme pour les années 2026 à 2031.

Tableau 104 : Solde SEC par organisme (2026-2031)

	2026 Mon. 03/26 - Mon. 03/26 (3)	2027 Mon. 03/26 - Mon. 03/26	2028 Mon. 03/26 - Mon. 03/26	2029 Mon. 03/26 - Mon. 03/26	2030 Mon. 03/26 - Mon. 03/26	2031 Mon. 03/26 - Mon. 03/26	
<i>in miljoen EUR</i>							<i>en millions EUR</i>
Administratieve openbare instellingen met ministerieel beheer							Organismes administratifs publics à gestion ministérielle
Regie der Gebouwen	17,7	25,6	0,0	3,8	11,9	0,0	Régie des Bâtiments
Federaal Planbureau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Bureau fédéral du Plan
Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen	-5,9	-2,5	-0,4	0,7	0,7	0,7	Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire
Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile
Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsprodukten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé
Agenschap van de schuld	0,0	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	Agence fédérale de la dette
Administratieve openbare instellingen met beheersautonomie							Organismes administratifs publics à gestion autonome
War Heritage Institute	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	War Heritage Institute
Nationaal Orkest van België	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Orchestre national de Belgique
Koninklijke Muntchouwborg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Théâtre royal de la monnaie
Nationaal Geografisch Instituut	-0,2	-0,8	-0,5	-0,3	0,0	0,0	Institut géographique national
Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Institut pour l'égalité des femmes et des hommes
Federaal agentschap voor de nucleaire controle	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Agence fédérale de contrôle nucléaire
Credendo	-2,6	3,5	3,3	3,1	3,1	3,1	Credendo
Administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie							Services administratifs à comptabilité autonome
Koninklijke Bibliotheek Albert I	-2,3	-0,8	-0,1	-0,2	-0,5	-0,3	Bibliothèque royale Albert I
Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de provincien	-0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces
Koninklijke Sterrenwacht van België	-3,4	1,2	1,0	1,4	1,4	1,4	Observatoire royal de Belgique
Koninklijk Meteorologisch Instituut van België	-0,9	0,3	0,3	0,2	0,0	0,0	Institut royal météorologique de Belgique
Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Institut d'aéronomie spatiale de Belgique
Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen	0,0	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	Institut royal des sciences naturelles de Belgique
Koninklijk Museum voor Midden-Afrika	-0,8	-0,9	-0,9	-1,7	-1,1	-1,1	Musée royal de l'Afrique centrale
Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Musées royaux d'art et d'histoire
Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België	-0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique
Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium	0,0	-1,1	-3,3	-1,9	-2,0	-2,0	Institut royal du patrimoine artistique
Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Institut national de Criminalistique et Criminologie
BELNET	-2,4	3,2	-0,9	4,8	4,8	4,8	BELNET
Résidence Palace/Internationaal Perscentrum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Résidence Palace/Centre international de presse
SAB voor het beheer van de identiteitskaarten en van het Rijksregister	2,8	2,8	2,7	-3,2	-3,7	-3,7	SGS pour la gestion des cartes d'identité et du Registre national
Consulaire zaken	3,2	3,8	4,0	4,1	4,2	4,3	Affaires consulaires
Egmontpaleis	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Palais d'Egmont
Fedorest	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Fedorest
Restauratie en hoteldienst van Defensie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Service de restauration et d'hôtellerie de la Défense
Centrale dienst voor Duitse vertaling	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Service central de traduction allemande
Poolsecretariaat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Secrétariat Polaire
Belgisch Commissariaat-generaal voor de Internationale Tentoonstellingen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Commissariat général belge pour les expositions internationales
Gezondheids(zorg)data-autoriteit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Autorité des données de soins de santé
Nationale Veiligheidsoverheid	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Autorité nationale de la sécurité
BE-WATT	499,3	281,8	365,8	78,0	80,0	80,0	BE-WATT
Sociale activiteiten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activités sociales
Federaal Agentschap voor de Regulering van Transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Agence fédérale de Régulation du Transport

	2026 Mon. 03/26 -	2027 Mon. 03/26 -	2028 Mon. 03/26 -	2029 Mon. 03/26 -	2030 Mon. 03/26 -	2031 Mon. 03/26 -	
<i>in miljoen EUR</i>	Mon. 03/26 (3)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	<i>en millions EUR</i>
Gelijkgestelde instellingen							Organismes assimilés
Belgische mededingingsautoriteit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Autorité belge de la concurrence
Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie	0,1	25,0	24,3	23,6	22,8	22,1	0,0 Institut belge des services postaux et des télécommunications
Studiecentrum voor Kernenergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Centre d'études de l'énergie nucléaire
Instituut voor de Nationale Rekeningen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Institut des comptes nationaux
Koninklijk Filmarchief van België	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1 Cinémathèque royale de Belgique
Koninklijk Gesticht van Mesen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Institution royale Messines
Agentschap voor Buitenlandse Handel	0,0	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2 Agence du commerce extérieur
Instituut voor gerechtelijke opleiding	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Institut de formation judiciaire
Nationale Arbeidsraad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Conseil national du travail
Centrale Raad voor het Bedrijfsleven	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Conseil central de l'économie
Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises
Fonds voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Fonds d'aide médicale urgente
Paleis voor Schone Kunsten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Palais des Beaux-Arts
Commissie voor Regulering van de Elektriciteit en Gas	-124,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz
FPIM Real Estate	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1 SFPI Real Estate
Unia	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Unia
Myria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Myria
VZW Egov	0,2	1,0	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5 ASBL Egov
VZW Sociaal Verwarmingsfonds	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 ASBL Fonds social chauffage
Commissie boekhoudkundige normen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Commission normes comptables
EIG EURIDICE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 EIG EURIDICE
NIRAS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 ONDRAF
Vermogen van de Koninklijke Militaire School	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Patrimoine de l'École royale militaire
ASEVA (Apetra)	89,3	85,8	86,2	81,4	76,6	76,6	76,6 ASEVA (Apetra)
Astrid	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Astrid
Belgoproces	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Belgoproces
NV Certi-fed	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 SA Certi-fed
ENABEL	-11,0	-0,7	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0 ENABEL
Congrespaleis	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5 Palais des Congrès
Belgische Maatschappij voor Internationale Investerings	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Société belge d'investissement international
Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden	22,0	1,5	27,9	34,0	28,7	29,3	29,3 Société belge d'investissement pour les pays en développement
Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij	583,9	552,0	603,3	655,9	656,7	656,7	656,7 Société fédérale de participations et d'investissement
NV Zephir-Fin	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1 SA Zephir-Fin
Consumentenombudsdienst	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Service médiation consommateur
Ombudsdienst voor energie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Service médiation énergie
Dexia Holding	-1,4	-4,9	-1,3	4,0	4,2	4,2	4,2 Dexia Holding
SCIENSANO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 SCIENSANO
Commissie voor nucleaire voorzieningen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Commission des provisions nucléaires
INFRABEL & SPV	-35,0	-131,1	-129,9	-138,0	46,8	98,1	98,1 INFRABEL & SPV
TUC RAIL	1,6	1,3	1,2	0,8	0,7	0,7	0,7 TUC RAIL
Myrha	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Myrha
Relaunch for the Future	5,3	3,5	2,9	2,0	1,4	1,4	1,4 Relaunch for the Future
Sociale Dienst horizontale federale overheidsdiensten en Regie der Gebouwen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 Service social commun aux services public fédéraux horizontaux et à la Régie des Bâtiments
Cel voor Financiële Informatieverwerking	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1 Cellule de traitement des informations financières
Hedera	452,8	380,9	449,1	464,8	480,9	480,9	480,9 Hedera
Saldo buiten financiële verrichtingen	1.487,0	1.232,1	1.437,0	1.219,5	1.419,8	1.459,3	1.459,3 Solde hors opérations financières
Onderbenutting	148,3	148,3	150,5	159,5	159,5	159,5	159,5 Sous-utilisation
ESR-correcties	-433,2	-371,0	-431,3	-448,8	-463,2	-477,6	-477,6 Corrections SEC
ESR-saldo	1.202,0	1.009,3	1.156,2	930,2	1.116,1	1.141,2	1.141,2 Solde SEC
Interestlasten	54,4	68,5	75,5	74,2	76,9	72,1	72,1 Charges d'intérêt
Primair ESR-saldo	1.256,4	1.077,8	1.231,7	1.004,4	1.193,1	1.213,2	1.213,2 Solde primaire SEC

Enfin, le tableau suivant reprend une synthèse des recettes et des dépenses attendues des organismes pour les années budgétaires 2026 à 2031.

Tableau 105 : Synthèse des recettes et des dépenses (2026-2031) (en millions d'euros)

Ontvangsten	2026 Mon. 03/26 Mon. 03/26 (3)	2027 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2028 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2029 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2030 Mon. 03/26 Mon. 03/26	2031 Mon. 03/26 Mon. 03/26	Recettes
Diverse	17	6	6	6	6	6	Divers
Lopende ontvangsten van goederen en diensten	2.363	2.371	2.390	2.317	2.264	2.264	Recettes courantes pour biens et services
Inkomsten uit eigendom	1.294	1.325	1.392	1.464	1.490	1.488	Revenus de la propriété
Fiscale ontvangsten	452	442	432	431	429	430	Recettes fiscales
Overdrachten van andere sectoren	233	104	153	152	153	153	Transferts en provenance d'autres secteurs
Overdrachten binnen de institutionele groep	6.372	5.818	5.518	5.245	5.084	5.004	Transferts à l'intérieur du groupe institutionnel
Overdrachten van socialezekerheidsinstellingen	4	4	4	4	4	4	Transferts en provenance de la sécurité sociale
Overdrachten van lokale overheden	0	0	0	0	0	0	Transferts en provenance des pouvoirs locaux
Overdrachten van andere institutionele groepen	10	9	9	9	9	9	Transferts en provenance d'autres groupes institutionnels
Desinvesteringen	35	43	26	26	26	26	Désinvestissements
Totaal buiten financiële verrichtingen	10.781	10.123	9.931	9.655	9.465	9.385	Total hors opérations financières
Kredietaflossingen en vereffeningen van deelnemingen	331	594	679	524	556	578	Remboursements de crédits et liquidations de participations
Financiële verrichtingen betreffende de schuld	68	62	57	0	49	24	Opérations financières relatives à la dette
Totaal van de ontvangsten van de instellingen	11.180	10.780	10.667	10.179	10.071	9.987	Total des recettes des organismes
Uitgaven							Dépenses
Diverse	64	109	111	112	120	119	Divers
Lonen en sociale lasten	2.605	2.576	2.487	2.428	2.463	2.472	Salaires et charges sociales
Aankoop van niet-duurzame goederen en diensten	3.340	3.325	3.124	2.931	2.584	2.518	Dépenses courantes pour biens et services
Rentelasten	54	68	75	74	77	72	Charges d'intérêt
Overdrachten aan andere sectoren	897	869	850	1.038	1.046	1.031	Transferts à d'autres secteurs
Overdrachten binnen de institutionele groep	511	358	280	324	205	205	Transferts à l'intérieur du groupe institutionnel
Overdrachten aan socialezekerheidsinstellingen	1	1	1	1	1	1	Transferts aux administrations de sécurité sociale
Overdrachten aan lokale overheden	177	166	153	146	147	148	Transferts aux pouvoirs locaux
Overdrachten aan andere institutionele groepen	85,3	77,6	58,3	50,0	50,0	50,0	Transferts vers d'autres groupes institutionnels
Investerings	1.559,2	1.342,5	1.354,2	1.333,1	1.352,3	1.308,9	Investissements
Totaal buiten financiële verrichtingen	9.293,6	8.891,2	8.493,8	8.435,0	8.045,5	7.925,3	Total hors opérations financières
Kredietverleningen en deelnemingen	778	594	679	399	409	414	Octroi de crédits et prises de participations
Financiële verrichtingen betreffende de schuld	106	62	57	46	68	66	Opérations financières relatives à la dette
Totaal van de uitgaven van de instellingen	10.178	9.547	9.230	8.880	8.523	8.406	Total des dépenses des organismes
Saldo van de instellingen inclusief financiële verrichtingen	1.002	1.232	1.437	1.298	1.548	1.581	Saldo des organismes y compris les opérations financières
Saldo buiten financiële verrichtingen	1.487	1.232	1.437	1.220	1.420	1.459	Saldo hors opérations financières
Onderbenutting	148	148	151	160	160	160	Sous-utilisation
ESR-correcties	-433	-371	-431	-449	-463	-478	Corrections SEC
ESR-saldo	1.202	1.009	1.156	930	1.116	1.141	Saldo SEC
Rentelasten	54	68	75	74	77	72	Charges d'intérêt
Primair ESR-saldo	1.256	1.078	1.232	1.004	1.193	1.213	Saldo primaire SEC

5.1.2.8 Onverdeelde overgangscorrecties

De onverdeelde overgangscorrecties fluctueren onregelmatig over de periode 2026-2031 en bedragen respectievelijk -44 miljoen euro, 16 miljoen euro, 18 miljoen euro, -29 miljoen euro en -13 miljoen euro vanaf 2030.

Ze hebben enkel betrekking op Europese fondsen. Uitgaven die gebeuren met Europese middelen dienen ESR-matig steeds in evenwicht gebracht te worden via een correctie in plus of in min aan ontvangstenzijde.

5.2 Sécurité sociale

5.2.1 Remarques préalables

Cette section vise à actualiser les données budgétaires de la sécurité sociale pour les années 2026 à 2031. Les données transmises par les différentes IPSS ont été retravaillées dans des tableaux de synthèse par le SPF Sécurité sociale.

Les données chiffrées du régime des travailleurs salariés proviennent du 81^{ième} rapport au gouvernement du Comité de Gestion de la Sécurité Sociale du 10 mars 2026, celles du régime des travailleurs indépendants reçues le 6 mars 2026 proviennent du Comité général de Gestion de l'INASTI-Gestion globale et les données de l'INAMI-Soins de santé proviennent des tableaux synoptiques du 2 mars 2026 ; ces données ont d'abord été retravaillées dans des tableaux préparés par le SPF Sécurité sociale avant que le Comité de Monitoring y apporte encore quelques adaptations.

Pour l'année 2026, les dotations d'équilibre ont été maintenues au niveau du budget initial 2026. Les dotations d'équilibre seront actualisées après le conclave budgétaire de mars 2026.

Dans le cadre de ce rapport, pour les années 2027 à 2031, le montant de la dotation d'équilibre de l'année N+1 est fixé à titre provisoire au montant de l'année N indexé avec l'indice santé de l'année N+1. Notons que, dans les données communiquées par le SPF Sécurité Sociale le montant de la dotation d'équilibre de l'année N+1 est fixé, à titre provisoire en utilisant le montant nécessaire à l'équilibre budgétaire.

Pour le financement alternatif, le SPF Finances a transmis des chiffres actualisés pour la TVA et le précompte mobilier qui ont été calculés conformément à la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale pour la période 2026-2031. De 2026 à 2028, l'application des pourcentages aux recettes de TVA donne un résultat inférieur aux montants minimums, qui sont dès lors utilisés.

S'agissant des frais de gestion, les données de ce rapport sont conformes aux montants repris dans le budget normé adapté communiqué par le SPF BOSA.

Conformément aux notifications du conclave budgétaire du 14 février 2025, les enveloppes bien-être ne sont plus reprises dans les estimations pour 2025 à 2029. Conformément à l'approche retenue par le Bureau fédéral du Plan dans ses Perspectives économiques 2027-2031 et le Comité d'étude sur le vieillissement, les enveloppes bien-être ont été intégrées à partir de 2030.

Pour le calcul de la norme des soins de santé 2026-2031 (norme de croissance de 2 % en 2026 et 2027, de 2,6 % en 2028 et de 3 % de 2029 à 2031, ajustée du coût supplémentaire des indexations et des corrections liées aux recettes de conventions en rapport avec l'indemnité temporaire pour médicaments innovants), le point de départ est l'objectif budgétaire 2026. De plus, à partir de 2026, l'objectif budgétaire intègre la partie étatique du BMF concernant les patients affiliés à l'une des sept mutualités belges, qui était précédemment reprise en transferts externes.

Les données de pensions ont été adaptées de manière à prendre en compte la 3^{ième} lecture de la réforme des pensions conformément au Conseil des ministres du 6 mars 2026.

Concernant la mesure relative à l'indexation en centimes, les données du présent rapport reprennent les estimations fournies par les différentes institutions sur base des estimations de février 2026 du Bureau fédéral du Plan. Par conséquent, les prestations sociales et les cotisations sociales reprennent les impacts suivants :

Tableau 106 : Impact du centenindex sur les prestations sociales (économies)

En millions EUR	2027	2028	2029	2030	2031
Salariés	90,591	189,804	231,200	243,629	255,090
SFP	76,000	148,000	172,000	176,000	180,000
INAMI-Indemnités	13,277	39,295	56,332	64,761	72,221
ONEm	1,314	2,508	2,867	2,867	2,867
Mineurs	0,000	0,001	0,001	0,001	0,002
Indépendants	6,044	13,965	16,960	16,950	17,196
SFP	5,000	11,000	13,300	13,000	13,000
INAMI-Indemnités	0,915	2,708	3,360	3,643	3,884
Droit passerelle	0,005	0,012	0,014	0,014	0,015
Allocation de paternité et de naissance	0,114	0,225	0,263	0,269	0,273
Congé de deuil	0,010	0,020	0,023	0,024	0,024
Pensions publiques	138,000	272,000	316,000	322,000	328,000
Total	234,635	475,769	564,160	582,579	600,286

Tableau 107 : Impact du centenindex sur les cotisations sociales de l'ONSS

In duizend euro	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Verlies aan globale bijdrageontvangsten	-46.463	-238.488	-439.154	-513.559	-527.653	-540.910
Stijging van de bijdragen naar aanleiding van de nieuwe specifieke bijdrage "Geconsolideerde bijzondere loonmatigingsbijdrage"	40.000	250.000	445.000	545.000	570.000	570.000

5.2.2 Solde SEC de la sécurité sociale

Le tableau présenté ci-dessous regroupe les données budgétaires du régime des travailleurs salariés, du régime des travailleurs indépendants, des soins de santé, des régimes hors gestion globale et des pensions publiques ainsi que les corrections techniques établies de manière à passer du solde budgétaire au solde de financement.

Tableau 108 : Ensemble des régimes de la sécurité sociale (2026-2031)

	2026 Mon. 03/26	2027 Mon. 03/26	2028 Mon. 03/26	2029 Mon. 03/26	2030 Mon. 03/26	2031 Mon. 03/26	'31 vs. '26 Verschil -	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)	Mon. 03/26 (1)	Mon. 03/26 (2)	Mon. 03/26 (3)	Mon. 03/26 (4)	Mon. 03/26 (5)	Mon. 03/26 (6)	Différence (6) vs. (1)	(en millions EUR sauf indication contraire)
Bijdragen (ESR-termen)	85.352	87.587	90.227	93.097	96.213	99.124	13.772	Cotisations (en termes SEC)
Toelagen van de overheden	27.441	28.014	28.360	28.731	28.888	29.314	1.873	Subventions des pouvoirs publics
Alternatieve financiering	27.207	28.403	29.387	30.995	32.809	34.316	7.109	Financement alternatif
Toegewezen ontvangsten	3.934	4.044	3.788	3.906	3.951	4.147	212	Recettes affectées
Externe overdrachten	445	448	450	453	455	458	13	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	186	220	239	258	257	263	77	Revenus de placements
Diversen	3.082	3.143	3.274	3.422	3.577	3.732	650	Divers
Totaal ontvangsten (exclusief overdrachten tussen de stelsels)	147.647	151.860	155.725	160.862	166.151	171.354	23.707	Recettes totales (transferts entre les régimes exclus)
Prestaties	137.544	142.069	146.481	151.665	156.859	161.999	24.455	Prestations
Welvaartsenveloppe	0	0	0	0	570	1.164	1.164	Enveloppe bien-être
Betalingskosten	3	3	3	3	3	3	0	Frais de paiements
Beheerskosten	2.990	3.013	3.070	3.104	3.141	3.213	222	Frais de gestion
Externe overdrachten	4.567	4.624	4.724	4.825	4.844	4.959	392	Transferts externes
Interestlasten	43	43	43	43	43	43	0	Charges d'intérêt
Diversen	2.796	2.306	2.220	2.138	2.228	2.318	-477	Divers
Totaal uitgaven (exclusief overdrachten tussen de stelsels)	147.942	152.058	156.540	161.777	167.688	173.699	25.756	Dépenses totales (transferts entre les régimes exclus)
Begrotingssaldo sociale zekerheid	-296	-198	-816	-916	-1.537	-2.345	-2.049	Solde budgétaire de la sécurité sociale
Technische/ESR-correcties	363	527	518	520	520	519	157	Corrections techniques/SEC
Vorderingensaldo sociale zekerheid	67	330	-297	-396	-1.017	-1.826	-1.893	Solde de financement de la sécurité sociale

Tableau 109 : Ensemble des régimes de la sécurité sociale (évolution année par année)

	31 vs. '26 Verschil Différence %	27 vs. '26 Verschil Différence %	28 vs. '27 Verschil Différence %	29 vs. '28 Verschil Différence %	30 vs. '29 Verschil Différence %	31 vs. '30 Verschil Différence %	31 vs. '26 Verschil Différence % p.an./p.jr.	
Bijdragen (ESR-termen)	16,1	2,6	3,0	3,2	3,3	3,0	3,0	Cotisations (en termes SEC)
Toelagen van de overheden	6,8	2,1	1,2	1,3	0,5	1,5	1,3	Subventions des pouvoirs publics
Alternatieve financiering	26,1	4,4	3,5	5,5	5,9	4,6	4,8	Financement alternatif
Toegewezen ontvangsten	5,4	2,8	-6,3	3,1	1,2	4,9	1,1	Recettes affectées
Externe overdrachten	2,9	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	41,6	18,4	8,7	7,7	-0,3	2,3	7,2	Revenus de placements
Diversen	21,1	2,0	4,2	4,5	4,5	4,3	3,9	Divers
Totaal ontvangsten (exclusief overdrachten tussen de stelsels)	16,1	2,9	2,5	3,3	3,3	3,1	3,0	Recettes totales (transferts entre les régimes exclus)
Prestaties	17,8	3,3	3,1	3,5	3,4	3,3	3,3	Prestations
Welvaartsenveloppe						104,1		Enveloppe bien-être
Betalingskosten	3,4	3,4	0	0	0	0	0,7	Frais de paiements
Beheerskosten	7,4	0,8	1,9	1,1	1,2	2,3	1,4	Frais de gestion
Externe overdrachten	8,6	1,2	2,2	2,1	0,4	2,4	1,7	Transferts externes
Interestlasten	-0,1	0,3	-0,2	0,4	-0,2	-0,3	-0,0	Charges d'intérêt
Diversen	-17,1	-17,5	-3,7	-3,7	4,2	4,1	-3,7	Divers
Totaal uitgaven (exclusief overdrachten tussen de stelsels)	17,4	2,8	2,9	3,3	3,7	3,6	3,3	Dépenses totales (transferts entre les régimes exclus)
Begrotingssaldo sociale zekerheid	693,0	-33,1	312,5	12,3	67,8	52,6	51,3	Solde budgétaire de la sécurité sociale
Technische correcties	43,3	45,4	-1,7	0,4	-0,1	-0,1	7,5	Corrections techniques
Vorderingsaldo sociale zekerheid								Solde de financement de la sécurité sociale

Le solde de financement de la sécurité sociale atteint 67 millions d'euros en 2026. Le total des corrections techniques est de 363 millions d'euros pour l'année 2026. Entre 2026 et 2031, le solde de financement de la sécurité sociale se détériore de 2.049 millions d'euros. Cette détérioration ne peut pas être considérée comme définitive étant donné le caractère provisoire des dotations d'équilibre pour la période 2027-2031. Cependant, elle indique l'évolution du solde avec une dotation d'équilibre gelée au niveau de la dotation provisoire de 2026 (sauf indexation) et permet donc d'illustrer l'évolution sous-jacente des différents régimes.

Tableau 110 : Détail des corrections techniques/SEC

En millions EUR	2026	2027	2028	2029	2030	2031
(1) Sous-utilisation IPSS	221,1	221,1	224,6	238,6	238,6	238,6
(2) Frais de gestion	0,8	0,6	0,2	0,2	-0,4	-0,7
<i>E-Health</i>	0,8	0,6	0,2	0,2	-0,4	-0,7
(3) Cotisations Irrécouvrables	240,0	240,0	240,0	240,0	240,0	240,0
(4) Plus et moins values réalisées	87,7	65,7	53,6	41,6	41,6	41,6
<i>ONSS</i>	67,5	45,7	33,8	22,0	22,0	22,0
<i>INASTI</i>	20,2	20,0	19,8	19,6	19,6	19,6
(5) Décomptes 2021-2022 dotation Covid-19	-187,0					
Total	362,6	527,3	518,4	520,4	519,8	519,5

Ci-dessous quelques explications relatives au tableau :

- (1) Il s'agit de la sous-utilisation demandée aux IPSS ;
- (2) Il s'agit d'une correction technique relative au budget de gestion de E-Health ;
- (3) Il s'agit d'une correction SEC visant à intégrer des différences méthodologiques liées à l'enregistrement des cotisations irrécouvrables en termes budgétaires et SEC ;
- (4) Il s'agit d'une correction SEC visant à neutraliser l'impact SEC des moins-values enregistrées par l'ONSS et l'INASTI ;
- (5) Il s'agit d'une correction relative aux décomptes 2021-2022 de la dotation Covid-19.

5.2.3 Régime des travailleurs salariés

Tableau 111 : Régime des travailleurs salariés (2026-2031)

	2026 Mon. 03/26 -	2027 Mon. 03/26 -	2028 Mon. 03/26 -	2029 Mon. 03/26 -	2030 Mon. 03/26 -	2031 Mon. 03/26 -	'31 vs. '26 Verschil -	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Bijdragen	69.582	71.399	73.431	75.569	78.083	80.331	10.749	Cotisations
Globaal beheer	69.499	71.316	73.347	75.486	78.000	80.248	10.749	Gestion globale
Sociale bijdragen	66.010	67.770	69.473	71.546	73.824	75.878	9.867	Cotisations sociales
Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijlinteressen	104	-147	-118	-246	-143	-53	-157	Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard
Specifieke bijdragen	3.385	3.693	3.993	4.186	4.319	4.423	1.038	Cotisations spécifiques
Bijdragen instellingen	83	83	83	83	83	83	0	Cotisations des organismes
Toelagen van de overheden	8.863	8.997	9.169	9.325	9.392	9.555	692	Subventions des pouvoirs publics
RSZ-Globaal beheer	2.893	2.943	3.003	3.059	3.112	3.166	274	ONSS-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	5.653	5.747	5.867	5.975	6.079	6.185	532	Dotation équilibre
Gefedereerde entiteiten	317	307	299	292	201	204	-113	Entités fédérées
Sectoren	0	0	0	0	0	0	0	Secteurs
Alternatieve financiering	23.380	24.451	25.317	26.718	28.325	29.664	6.284	Financement alternatif
Globaal beheer	23.380	24.451	25.317	26.718	28.325	29.664	6.284	Gestion globale
<i>waarvan RIZIV-Geneeskundige verzorging</i>	<i>7.645</i>	<i>8.441</i>	<i>8.941</i>	<i>9.731</i>	<i>10.772</i>	<i>11.616</i>	<i>3.971</i>	<i>dont INAMI-Soins de santé</i>
Toegewezen ontvangsten	1.908	2.001	1.669	1.722	1.693	1.814	-94	Recettes affectées
Externe overdrachten	558	564	568	573	578	584	26	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	114	144	163	181	181	187	73	Produit des placements
Globaal beheer	114	144	163	181	181	186	73	Gestion globale
Diversen	188	188	188	188	188	188	0	Divers
Instellingen	188	188	188	188	188	188	0	Organismes
Totaal ontvangsten	104.593	107.743	110.505	114.276	118.440	122.322	17.729	Total des recettes
Uitkeringen	63.174	65.184	67.204	69.545	72.145	74.682	11.508	Prestations
Welvaartsenveloppe	0	0	0	0	494	1.008	1.008	Enveloppe bien-être
RIZIV-Uitkeringen	14.734	15.179	15.422	15.571	16.011	16.443	1.709	INAMI-Indemnités
FPD	43.049	45.095	46.919	49.044	50.693	52.281	9.231	SFP
Fedris-AO	340	346	352	359	366	372	33	Fedris-AT
Fedris-BZ	207	206	204	203	201	199	-8	Fedris-MP
RVA	4.836	4.350	4.299	4.360	4.373	4.371	-465	ONEm
Tijdskrediet en them. Verloven	584	592	598	606	619	636	52	Crédits temps et congés thématiques
Outplacement	2	0	0	0	0	0	-2	Outplacement
Werkloosheid	4.107	3.654	3.635	3.712	3.708	3.696	-411	Chômage
Werkloosheid met bedrijfsstoelag	144	104	66	42	45	40	-104	Chômage avec complément d'entreprise
Mijnwerkers	0	0	0	0	0	0	0	Mineurs
Zeelieden	8	8	8	8	8	8	1	Marins
Betalingskosten	2	2	2	2	2	2	0	Frais de paiement
Beheerskosten	1.475	1.446	1.497	1.514	1.515	1.548	73	Frais de gestion
Globaal beheer	278	280	327	333	314	322	44	Gestion globale
Instellingen	1.197	1.166	1.170	1.181	1.202	1.226	30	Organismes
Overdrachten	39.557	41.060	42.406	43.921	45.833	47.844	8.287	Transferts
Federale overheid	3.260	3.280	3.344	3.402	3.460	3.521	261	Pouvoir fédéral
Gefedereerde entiteiten	309	298	291	283	192	195	-114	Entités fédérées
RIZIV-Geneeskundige verzorging	35.988	37.481	38.771	40.236	42.181	44.128	8.140	INAMI-Soins de santé
Interessen op leningen	19	19	19	20	19	19	0	Intérêts sur emprunts
Diversen	797	257	271	275	279	282	-514	Divers
Totaal uitgaven	105.024	107.968	111.401	115.277	119.794	124.378	19.354	Total des dépenses
Saldo	-432	-225	-896	-1.001	-1.353	-2.056	-1.624	Solde

Tableau 112 : Régime des travailleurs salariés – Évolution en %

	'31 vs. '26 Verschil - Différence % p.a.n./ p.jr.	'27 vs. '26 Verschil - Différence %	'28 vs. '27 Verschil - Différence %	'29 vs. '28 Verschil - Différence %	'30 vs. '29 Verschil - Différence %	'31 vs. '30 Verschil - Différence %	'31 vs. '26 Verschil - Différence %	
Bijdragen	2,9	2,6	2,8	2,9	3,3	2,9	15,4	Cotisations
Globaal beheer	2,9	2,6	2,8	2,9	3,3	2,9	15,5	Gestion globale
Sociale bijdragen	2,8	2,7	2,5	3,0	3,2	2,8	14,9	Cotisations sociales
Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijlinteressen	- 187,4	- 242,2	19,9	- 108,4	42,0	62,9	- 151,1	Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard
Specifieke bijdragen	5,5	9,1	8,1	4,8	3,2	2,4	30,7	Cotisations spécifiques
Bijdragen instellingen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Cotisations des organismes
Toelagen van de overheden	1,5	1,5	1,9	1,7	0,7	1,7	7,8	Subventions des pouvoirs publics
RSZ-Globaal beheer	1,8	1,7	2,1	1,8	1,7	1,7	9,5	ONSS-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	1,8	1,7	2,1	1,8	1,8	1,7	9,4	Dotation équilibre
Gefedereerde entiteiten	- 8,4	- 3,4	- 2,5	- 2,4	- 31,3	1,8	- 35,7	Entités fédérées
Sectoren	- 31,3	- 56,5	0,0	0,0	- 64,9	0,0	- 84,7	Secteurs
Alternatieve financiering	4,9	4,6	3,5	5,5	6,0	4,7	26,9	Financement alternatif
Globaal beheer	4,9	4,6	3,5	5,5	6,0	4,7	26,9	Gestion globale
waarvan RIZIV-Geneeskundige verzorging	8,7	10,4	5,9	8,8	10,7	7,8	51,9	dont INAMI-Soins de santé
Toegewezen ontvangsten	- 1,0	4,9	- 16,6	3,2	- 1,7	7,1	- 4,9	Recettes affectées
Externe overdrachten	0,9	1,1	0,7	0,9	0,9	1,0	4,7	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	10,4	26,3	13,5	10,9	0,0	3,0	63,8	Produit des placements
Globaal beheer	10,4	26,3	13,5	10,9	0,0	3,0	63,8	Gestion globale
Diversen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	Divers
Instellingen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	Organismes
Totaal ontvangsten	3,2	3,0	2,6	3,4	3,6	3,3	17,0	Total des recettes
Uitkeringen	3,4	3,2	3,1	3,5	3,7	3,5	18,2	Prestations
Welvaartsenveloppe						104,1		Enveloppe bien-être
RIZIV-Uitkeringen	2,2	3,0	1,6	1,0	2,8	2,7	11,6	INAMI-Indemnités
FPD	4,0	4,8	4,0	4,5	3,4	3,1	21,4	SFP
Fedris-AO	1,8	1,9	1,7	1,9	1,9	1,8	9,6	Fedris-AT
Fedris-BZ	- 0,8	- 0,5	- 1,2	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 3,8	Fedris-MP
RVA	- 2,0	- 10,1	- 1,2	1,4	0,3	0,0	- 9,6	ONEm
Tijds krediet en them. Verloven	1,7	1,3	1,0	1,3	2,2	2,7	8,9	Crédits temps et congés thématiques
Outplacement								Outplacement
Werkloosheid	- 2,1	- 11,0	- 0,5	2,1	- 0,1	- 0,3	- 10,0	Chômage
Werkloosheid met bedrijfsstoelag	- 22,8	- 27,6	- 36,2	- 36,3	7,1	- 12,7	- 72,5	Chômage avec complément d'entreprise
Mijnwerkers	- 12,7	- 10,1	- 12,0	- 34,5	- 1,3	- 0,7	- 49,2	Mineurs
Zeelieden	1,7	1,5	1,8	1,8	1,7	1,7	8,8	Marins
Betalingskosten	0,9	4,4	0,0	0,0	0,0	0,0	4,4	Frais de paiement
Beheerskosten	1,0	- 2,0	3,6	1,1	0,1	2,2	5,0	Frais de gestion
Globaal beheer	3,0	0,7	16,7	1,8	- 5,8	2,6	15,7	Gestion globale
Instellingen	0,5	- 2,6	0,4	0,9	1,7	2,1	2,5	Organismes
Overdrachten	3,9	3,8	3,3	3,6	4,4	4,4	20,9	Transferts
Federale overheid	1,6	0,6	2,0	1,7	1,7	1,8	8,0	Pouvoir fédéral
Gefedereerde entiteiten	- 8,8	- 3,5	- 2,7	- 2,6	- 32,3	1,7	- 37,0	Entités fédérées
RIZIV-Geneeskundige verzorging	4,2	4,1	3,4	3,8	4,8	4,6	22,6	INAMI-Soins de santé
Interessen op leningen	0,0	0,5	0,0	0,8	- 0,5	- 0,6	0,2	Intérêts sur emprunts
Diversen	- 18,7	- 67,7	5,4	1,2	1,7	1,1	- 64,6	Divers
Totaal uitgaven	3,4	2,8	3,2	3,5	3,9	3,8	18,4	Total des dépenses
Saldo								Solde

Le tableau suivant réconcilie les données qui sont présentées dans le 81^{ème} rapport au Gouvernement du CGSS pour 2026-2031 et les chiffres présentés dans ce rapport.

Tableau 113 : Concordance des soldes avec le CGSS)

en milliers EUR	2026				2027				2028			
	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total
81^{ème} rapport au gouvernement du CGSS 10/03/2026	0	-500	-422.572	-423.072	0	-500	58.243	57.743	0	0	11.793	11.793
Solde comptes courants												
(1) Financement alternatif - §1 quater							-1.574	-1.574			-1.604	-1.604
(2) Transferts vers l'INAMI (§1 quater)							1.574	1.574			1.604	1.604
(3) Frais d'administration :												
ONSS			7.273	7.273			14.662	14.662			15.909	15.909
INAMI-Indemnités			545	545			548	548			558	558
SPFD			16.417	16.417			19.808	19.808			19.686	19.686
(4) Pensions : Effect maatregel pensioenbonus-malus (actuariële neutraliteit)			-20.000	-20.000			-52.000	-52.000			-78.000	-78.000
(5) Pensions : Effect pensioenhervorming 3 ^e lezing			-12.800	-12.800			-31.900	-31.900			16.500	16.500
(6) Recalcul de la dotation d'équilibre				0			48.882	48.882			25.347	25.347
Différences d'arrondi												
SPF Sécurité Sociale - Solde ONSS	0	-500	-418.337	-431.637	0	-500	58.243	57.743	0	0	11.793	11.793
(7) Dotation d'équilibre							-282.854	-282.854			-907.816	-907.816
Différences d'arrondi												
Comité de monitoring - Solde ONSS	0	-500	-418.337	-431.637	0	-500	-224.611	-225.111	0	0	-896.023	-896.022

en milliers EUR	2029				2030				2031			
	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total
81^{ème} rapport au gouvernement du CGSS 10/03/2026	0	0	7.553	7.553	0	0	30.543	30.543			27.383	27.383
Solde comptes courants												
(1) Financement alternatif - §1 quater			-1.633	-1.633			-1.662	-1.662			-1.692	-1.692
(2) Transferts vers l'INAMI (§1 quater)			1.633	1.633			1.662	1.662			1.692	1.692
(3) Frais d'administration :												
ONSS			13.092	13.092			11.569	11.569			11.678	11.678
INAMI-Indemnités			569	569			579	579			589	589
SPFD			17.077	17.077			19.693	19.693			18.447	18.447
(4) Pensions : Effect maatregel pensioenbonus-malus (actuariële neutraliteit)			-103.000	-103.000								
(5) Pensions : Effect pensioenhervorming 3 ^e lezing			4.700	4.700			-17.500	-17.500			-37.500	-37.500
(6) Recalcul de la dotation d'équilibre			67.562	67.562			-14.342	-14.342			6.786	6.786
Différences d'arrondi			1	1			1	1				
SPF Sécurité Sociale - Solde ONSS	0	0	7.553	7.553	0	0	30.543	30.543	0	0	27.383	27.383
(7) Dotation d'équilibre			-1.008.205	-1.008.205			-1.383.887	-1.383.887			-2.083.410	-2.083.410
Différences d'arrondi												
Comité de monitoring - Solde ONSS	0	0	-1.000.652	-1.000.652	0	0	-1.353.344	-1.353.344	0	0	-2.056.027	-2.056.027

Ci-dessous, quelques explications concernant le tableau :

- (1) Il s'agit de l'impact sur les recettes de l'ONSS-Gestion globale de la différence suite à l'actualisation des frais de gestion dans la branche soins de santé [excluant les crédits supplémentaires tels que repris dans le 81^{ème} rapport au gouvernement du CGSS 10/03/2026] ;
- (2) Il s'agit de l'impact sur les dépenses de l'ONSS-Gestion globale de la différence suite à l'actualisation des frais de gestion dans la branche soins de santé [excluant les crédits supplémentaires tels que repris dans le 81^{ème} rapport au gouvernement du CGSS 10/03/2026] ;
- (3) Il s'agit de la différence entre les frais de gestion selon les instructions du SPF BOSA (budget normé) et les crédits supplémentaires liés à l'inflation et les crédits essentiels demandés par

l'INAMI-Indemnités, l'ONSS et le SFPD (tels que repris dans le 81^{ième} rapport au gouvernement du CGSS 10/03/2026) ;

- (4) Il s'agit de la correction effectuée par le SFP relative à l'impact de la mesure "neutralité actuarielle", intervenue après l'établissement du 81^{ième} rapport au gouvernement du CGSS 10/03/2026 ;
- (5) Il s'agit de l'adaptation des chiffres de pensions suite à la 3^{ième} lecture de la réforme des pensions (Conseil des ministres du 6/03/2026) ;
- (6) Il s'agit de l'impact suite aux diverses corrections [(cf.(3-5)). En effet, dans le 81^{ième} rapport au gouvernement du CGSS, pour les années 2027 à 2031, la dotation d'équilibre est fixée, à titre provisoire en utilisant le montant nécessaire à l'équilibre budgétaire. Il en résulte les montants suivants (en millions d'euros) :

Tableau 114 : Calcul dotation d'équilibre selon l'ONSS

81 ^{ième} rapport au gouvernement du CGSS		2026	2027	2028	2029	2030	2031
	Solde avant dotation d'équilibre	-6.076,559	-5.923,564	-6.737,556	-6.907,920	-7.447,076	-8.234,413
	Dotation d'équilibre	5.653,488	5.981,307	6.749,349	6.915,473	7.477,619	8.261,796
	Solde après dotation d'équilibre provisoire	-423,072	57,743	11,793	7,553	30,543	27,383
	Montant nécessaire à l'équilibre budgétaire	5.588,141	5.981,307	6.749,349	6.915,473	7.477,619	8.261,796

Le SPF Sécurité Sociale a procédé à des corrections entraînant une modification du montant nécessaire à l'équilibre budgétaire, ce qui a donc impacté les dotations d'équilibre [cf.(3-5)]. Il en résulte les montants suivants (en millions d'euros) :

Tableau 115 : Calcul dotation d'équilibre selon le SPF Sécurité sociale

SPF Sécurité sociale		2026	2027	2028	2029	2030	2031
	Solde avant dotation d'équilibre	-6.085,125	-5.972,447	-6.762,903	-6.975,482	-7.432,734	-8.241,199
	Dotation d'équilibre	5.653,488	6.030,189	6.774,696	6.983,036	7.463,277	8.268,582
	Solde après dotation d'équilibre provisoire	-431,637	57,743	11,793	7,553	30,543	27,383
	Montant nécessaire à l'équilibre budgétaire	5.596,706	6.030,189	6.774,696	6.983,036	7.463,277	8.268,582

- (7) Dans le cadre de ce rapport, le Comité de Monitoring a calculé la dotation d'équilibre provisoire en utilisant comme point de départ le montant de la dotation d'équilibre de l'année 2026 qui a chaque année été augmenté de la croissance de l'indice santé pour le calcul de la dotation d'équilibre des années suivantes. Il en résulte les montants suivants (en millions d'euros) :

Tableau 116 : Calcul dotation d'équilibre selon le SPF BOSA

Comité de Monitoring		2026	2027	2028	2029	2030	2031
	Solde avant dotation d'équilibre	-6.085,124	-5.972,446	-6.762,902	-6.975,483	-7.432,734	-8.241,199
	Dotation d'équilibre	5.653,488	5.747,336	5.866,880	5.974,831	6.079,390	6.185,172
	Solde après dotation d'équilibre provisoire	-431,637	-225,111	-896,022	-1.000,652	-1.353,344	-2.056,027

2026-2031

Le solde du régime des travailleurs salariés atteint -432 millions d'euros en 2026 et -2.056 millions d'euros en 2031. Cela représente une détérioration de 1.624 millions d'euros. Comme cela a été indiqué ci-avant, cette détérioration ne peut pas être considérée comme définitive étant donné le caractère provisoire des dotations d'équilibre pour la période 2027-2031.

Les recettes augmentent pour passer de 104.593 millions d'euros à 122.322 millions d'euros. Cette augmentation représente une croissance annuelle moyenne de 3,2 %. Les dépenses, quant à elles, augmentent entre 2026 et 2031, pour passer de 105.024 millions d'euros à 123.874 millions d'euros. Cette augmentation représente une croissance annuelle moyenne de 3,4 %.

Au niveau des recettes, les cotisations augmentent de 15,4 % entre 2026 et 2031, soit une augmentation de 10.749 millions d'euros. Cela représente une croissance annuelle moyenne de 2,9 %. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance de la masse salariale (+10.264 millions d'euros). Notons que le Bureau fédéral du Plan a déjà intégré, dans ses hypothèses de février 2026, l'impact à la baisse de la mesure relative à l'indexation en centimes sur la composante de l'indexation (sur la base des informations disponibles fin janvier 2026). Les hypothèses relatives aux masses salariales pour la période 2026-2031 sont présentées ci-dessous :

Tableau 117 : Hypothèses du Bureau fédéral du Plan relatives au calcul des masses salariales (sans pouvoirs locaux)

	2026		2027	2028	2029	2030	2031
	sept-25	févr-26	févr-26	févr-26	févr-26	févr-26	févr-26
Secteur privé							
Augmentation réelle	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Indexation	1,8%	2,1%	1,6%	1,7%	1,8%	1,8%	1,7%
ETP	0,9%	0,5%	1,0%	1,2%	1,2%	1,3%	1,1%
Masse salariale - Total	2,9%	3,0%	2,9%	3,1%	3,3%	3,3%	3,0%
Secteur public							
Augmentation réelle	0,0%	0,0%	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Indexation	1,8%	2,0%	1,7%	1,2%	1,9%	2,0%	1,8%
ETP	0,0%	0,3%	-0,2%	-0,1%	-0,3%	0,0%	0,0%
Masse salariale - Total	1,9%	2,3%	1,8%	1,3%	1,6%	2,0%	1,9%

Les subventions des pouvoirs publics augmentent de 692 millions d'euros, pour passer de 8.863 millions d'euros à 9.555 millions d'euros. Cela représente une croissance de 7,8 % et une croissance annuelle moyenne de 1,5 %. Cette augmentation entre 2026 et 2031 est liée à l'augmentation de la dotation d'équilibre et à l'augmentation de la subvention de base étant donné les perspectives d'indexation.

Les recettes liées au financement alternatif augmentent quant à elles de 6.284 millions EUR, soit une augmentation de 26,9 % entre 2026 et 2031. Conformément à l'arrêté royal du 8 mars 2026, les pourcentages prévus par la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale de la TVA et du précompte mobilier ont été adaptés : ils sont fixés respectivement à 22,64 % et 80,48 %. Notons que pour 2026 à 2028, l'application des nouveaux pourcentages aux recettes de TVA donne un résultat inférieur aux nouveaux montants minimums, qui sont dès lors utilisés.

Tableau 118 : Financement alternatif (2026-2031)

<i>En millions EUR</i>	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Financement alternatif	23.380	24.451	25.317	26.718	28.325	29.664
TVA	16.989	17.940	18.637	19.736	21.130	22.260
<i>Montant de base</i>	9.344	9.499	9.696	10.004	10.357	10.644
<i>Soins de santé (§1 quater)</i>	7.645	8.441	8.941	9.731	10.772	11.616
Précompte mobilier	6.391	6.510	6.679	6.982	7.196	7.404
<i>Montant de base</i>	6.391	6.510	6.679	6.982	7.196	7.404

Au niveau des dépenses, les prestations augmentent de 18,2 % entre 2026 et 2031, pour passer de 63.174 millions d'euros en 2026 à 74.682 millions d'euros en 2031. Cela représente une croissance annuelle moyenne de 3,3 %.

L'augmentation des prestations (incluant l'enveloppe bien-être théorique) est due à :

- Effet volume : +7.589 millions d'euros ;
- Indice-pivot : +6.207 millions d'euros ;
- Variation impact mesures : -4.682 millions d'euros ;
- Enveloppe bien-être théorique : +1.008 millions d'euros ;
- Autre impact : +1.386 millions d'euros.

Les dépenses de prestations relatives à l'INAMI-Indemnités augmentent de 11,6 %. Les dépenses de pensions augmentent quant à elles de 21,4 %. Au niveau de l'ONEm, les dépenses diminuent de 9,6 % entre 2026 et 2031. Les autres dépenses de prestations, moins importantes en termes budgétaires, évoluent de manière contrastée.

Le tableau suivant illustre l'évolution des prestations de l'INAMI-Indemnités, du SFP et de l'ONEm sur la période 2026-2031.

Tableau 119 : Prestations sociales (en millions d'euros)

Prestations (en millions EUR)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	en %					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(2)/(1)	(3)/(2)	(4)/(3)	(5)/(4)	(6)/(5)	(6)/(1)
INAMI-Indemnités	14.734	15.179	15.422	15.571	16.011	16.443	3,02 %	1,60 %	0,97 %	2,82 %	2,70 %	11,60 %
SFP	43.049	45.095	46.919	49.044	50.693	52.281	4,75 %	4,04 %	4,53 %	3,36 %	3,13 %	21,44 %
ONEM	4.836	4.350	4.299	4.360	4.373	4.371	-10,06 %	-1,16 %	1,41 %	0,29 %	-0,04 %	-9,62 %

Tableau 120 : Prestations sociales (facteurs de volume)

Facteurs volume	2026	2027	2028	2029	2030	2031	en %					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(2)/(1)	(3)/(2)	(4)/(3)	(5)/(4)	(6)/(5)	(6)/(1)
INAMI-Indemnités (nombre de jours)	225.957.362	227.431.032	226.945.142	224.044.478	224.621.804	225.152.211	0,65 %	-0,21 %	-1,28 %	0,26 %	0,24 %	-0,36 %
SFP (effectives (moyenne))	5.155.542	5.260.159	5.384.074	5.509.047	5.634.969	5.731.307	2,03 %	2,36 %	2,32 %	2,29 %	1,71 %	11,17 %
ONEM (moyenne annuelle)	509.237	471.199	462.636	459.773	455.111	451.029	-7,47 %	-1,82 %	-0,62 %	-1,01 %	-0,90 %	-11,43 %

5.2.4 Régime des travailleurs indépendants

Tableau 121 : Régime des travailleurs indépendants (2026-2031)

	2026 Mon. 03/26 -	2027 Mon. 03/26 -	2028 Mon. 03/26 -	2029 Mon. 03/26 -	2030 Mon. 03/26 -	2031 Mon. 03/26 -	'31 vs. '26 Verschil -	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Bijdragen	5.642	5.785	5.960	6.124	6.286	6.452	810	Cotisations
Toelagen van de overheden	1.079	1.097	1.120	1.140	1.160	1.181	101	Subventions des pouvoirs publics
RSVZ-Globaal beheer	481	489	499	509	517	526	45	INASTI-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	598	608	621	632	643	654	56	Dotation équilibre
Alternatieve financiering	3.827	3.953	4.070	4.277	4.484	4.652	825	Financement alternatif
Globaal beheer	3.827	3.953	4.070	4.277	4.484	4.652	825	Gestion globale
waarvan RIZIV-Geneseskundige verzorging	714	786	831	911	1.006	1.076	362	dont INAMI-Soins de santé
Toegevoegde ontvangsten	26	26	27	27	27	27	1	Recettes affectées
Opbrengsten beleggingen	31	35	34	34	33	33	3	Produit des placements
Diversen	3	3	3	3	3	3	0	Divers
Totaal ontvangsten	10.608	10.899	11.214	11.605	11.995	12.349	1.741	Total des recettes
Uitkeringen	6.939	7.210	7.431	7.675	7.957	8.250	1.311	Prestations
Welvaartsenveloppe	0	0	0	0	77	156	156	Enveloppe bien-être
RIZIV-Uitkeringen	1.057	1.090	1.110	1.131	1.194	1.249	192	INAMI-Indemnités
Pensioenen	5.858	6.093	6.291	6.512	6.654	6.810	952	Pensions
Overbruggingsrecht	17	20	22	22	22	23	6	Droit passerelle
Uitkering voor mantelzorg	7	7	8	9	11	12	5	Allocation pour aidant proche
Beheerskosten	163	160	163	163	165	168	6	Frais de gestion
Globaal beheer	119	117	120	120	121	123	4	Gestion globale
Instellingen	44	43	43	43	44	45	1	Organismes
Overdrachten	3.508	3.687	3.807	3.978	4.158	4.313	805	Transferts
Andere	4	4	4	5	5	5	0	Autre
RIZIV-Geneseskundige verzorging	3.504	3.683	3.803	3.974	4.154	4.308	805	INAMI-Soins de santé
Interessen op leningen	8	8	8	8	8	8	0	Intérêts sur emprunts
Diversen	40	41	42	43	44	44	4	Divers
Totaal uitgaven	10.657	11.106	11.451	11.867	12.333	12.784	2.126	Total des dépenses
Saldo	-49	-207	-237	-262	-338	-435	-386	Solde

Tableau 122 : Régime des travailleurs indépendants – Évolution en %

	'31 vs. '26 Verschil -	'27 vs. '26 Verschil -	28 vs. '27 Verschil -	29 vs. '28 Verschil -	30 vs. '29 Verschil -	31 vs. '30 Verschil -	'31 vs. '26 Verschil -	
	Différence % p.an./p.jr.	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	Différence %	
Bijdragen	2,7	2,5	3,0	2,7	2,7	2,6	14,4	Cotisations
Toelagen van de overheden	1,8	1,6	2,1	1,8	1,8	1,7	9,4	Subventions des pouvoirs publics
RSVZ-Globaal beheer	1,8	1,6	2,1	1,8	1,8	1,7	9,3	INASTI-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	1,8	1,7	2,1	1,8	1,8	1,7	9,4	Dotation équilibre
Alternatieve financiering	4,0	3,3	3,0	5,1	4,9	3,7	21,6	Financement alternatif
Globaal beheer	4,0	3,3	3,0	5,1	4,9	3,7	21,6	Gestion globale
waarvan RIZIV-Geneseskundige verzorging	8,5	10,0	5,7	9,7	10,4	6,9	50,6	dont INAMI-Soins de santé
Toegevoegde ontvangsten	1,1	2,2	1,3	0,4	0,9	0,7	5,6	Recettes affectées
Opbrengsten beleggingen	1,7	13,1	-1,8	0,8	-2,8	0,2	9,0	Produit des placements
Diversen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Divers
Totaal ontvangsten	3,1	2,7	2,9	3,5	3,4	3,0	16,4	Total des recettes
Uitkeringen	3,5	3,9	3,1	3,3	3,7	3,7	18,9	Prestations
Welvaartsenveloppe						104,1		Enveloppe bien-être
RIZIV-Uitkeringen	3,4	3,1	1,9	1,9	5,5	4,7	18,2	INAMI-Indemnités
Pensioenen	3,1	4,0	3,2	3,5	2,2	2,3	16,2	Pensions
Overbruggingsrecht	6,4	17,6	9,4	2,0	2,0	1,8	36,3	Droit passerelle
Uitkering voor mantelzorg	12,1	12,4	11,8	12,2	12,2	12,0	77,2	Allocation pour aidant proche
Beheerskosten	0,7	-1,9	2,0	0,1	1,3	1,9	3,4	Frais de gestion
Globaal beheer	0,7	-1,7	2,8	-0,1	1,0	1,8	3,8	Gestion globale
Instellingen	0,5	-2,4	-0,2	0,7	2,1	2,3	2,5	Organismes
Overdrachten	4,2	5,1	3,3	4,5	4,5	3,7	23,0	Transferts
Andere	1,9	2,2	1,5	2,0	1,8	1,7	9,6	Autre
RIZIV-Geneseskundige verzorging	4,2	5,1	3,3	4,5	4,5	3,7	23,0	INAMI-Soins de santé
Interessen op leningen	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	Intérêts sur emprunts
Diversen	2,1	2,3	2,6	2,4	1,9	1,5	11,2	Divers
Totaal uitgaven	3,7	4,2	3,1	3,6	3,9	3,7	20,0	Total des dépenses
Saldo								Solde

Le tableau ci-dessous permet de faire le lien entre le solde présenté dans le tableau synoptique de l'INASTI du 6 mars 2026 et le solde présenté dans le cadre de ce rapport.

Tableau 123 : Concordance des soldes avec le tableau synoptique de l'INASTI

Tableau synoptique INASTI du 06/03/2026						
en milliers EUR	2026	2027	2028	2029	2030	2031
INASTI - Résultat consolidé	-45.444	0	0	0	0	0
(1) Frais d'administration INAMI-Indemnités	35	34	37	35	36	38
(2) Pensions : Effect maatregel pensioenbonus-malus (actuariële neutraliteit)	-3.000	-5.000	-5.000	-4.000		
(3) Enveloppe cohésion sociale : congé parental			5.000	5.000	5.000	5.000
(4) Pensions : Effect pensioenhervorming 3e lezing	-900	800	4.900	4.800	6.800	6.800
(5) Recalcul de la dotation d'équilibre		4.166	-4.937	-5.835	-11.836	-11.838
SPF Sécurité Sociale - Solde INASTI	-49.309	0	0	0	0	0
(6) Dotation d'équilibre		-206.649	-237.260	-261.589	-337.924	-434.952
Comité de monitoring - Solde INASTI	-49.309	-206.649	-237.260	-261.589	-337.924	-434.952

Ci-dessous quelques explications concernant le tableau :

- (1) Il s'agit de la différence entre les frais de gestion selon les instructions du SPF BOSA (budget normé) et les crédits supplémentaires liés à l'inflation et les crédits essentiels demandés par l'INAMI (tel que repris dans le document de l'INASTI du 06/03/2025) ;
- (2) Il s'agit de la correction effectuée par le SFP relative à l'impact de la mesure "neutralité actuarielle", intervenue après l'établissement du document de l'INASTI du 6/03/2026 ;
- (3) Il s'agit de l'adaptation des chiffres car le montant est repris en non réparti au niveau de l'entité I ;
- (4) Il s'agit de l'adaptation des chiffres de pensions suite à la 3^{ème} lecture (Conseil des ministres du 6/03/2026) ;
- (5) Il s'agit de l'impact des diverses corrections [(cf.(1-4)]. En effet, dans les données transmises par l'INASTI, pour les années 2027 à 2031, la dotation d'équilibre est fixée, à titre provisoire en utilisant le montant nécessaire à l'équilibre budgétaire. Il en résulte les montants suivants (en millions d'euros) :

Tableau 124 : Calcul dotation d'équilibre selon l'INASTI

Données communiquées par l'INASTI		2026	2027	2028	2029	2030	2031
	Solde avant dotation d'équilibre	-643,405	-810,370	-862,728	-899,374	-992,768	-1.100,987
	Dotation d'équilibre	597,961	810,370	862,728	899,374	992,768	1.100,987
	Solde après dotation d'équilibre provisoire	-45,444	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
	Montant nécessaire à l'équilibre budgétaire	646,370	810,370	862,728	899,374	992,768	1.100,987

Le SPF Sécurité sociale a procédé à des corrections entraînant une modification du montant nécessaire à l'équilibre budgétaire ce qui a donc impacté les dotations d'équilibre. Il en résulte les montants suivants (en millions d'euros) :

Tableau 125 : Calcul dotation d'équilibre selon le SPF Sécurité sociale

Données communiquées par le SPF Sécurité Sociale		2026	2027	2028	2029	2030	2031
	Solde avant dotation d'équilibre	-647,270	-814,536	-857,791	-893,538	-980,932	-1.089,149
	Dotation d'équilibre	597,961	814,536	857,791	893,538	980,932	1.089,149
	Solde après dotation d'équilibre provisoire	-49,309	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
	Montant nécessaire à l'équilibre budgétaire	647,270	814,536	857,791	893,538	980,932	1.089,149

- (6) Dans le cadre de ce rapport, le Comité de Monitoring a calculé la dotation d'équilibre provisoire en utilisant comme point de départ le montant de la dotation d'équilibre de l'année 2026 qui a chaque année été augmenté de la croissance de l'indice santé pour le calcul de la dotation d'équilibre des années suivantes. Il en résulte les montants suivants (en millions d'euros) :

Tableau 126 : Calcul dotation d'équilibre selon le SPF BOSA

Comité de Monitoring	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Solde avant dotation d'équilibre	-647,270	-814,536	-857,791	-893,538	-980,932	-1.089,148
Dotation d'équilibre	597,961	607,887	620,531	631,949	643,008	654,196
Solde après dotation d'équilibre provisoire	-49,309	-206,649	-237,260	-261,589	-337,924	-434,952

2026-2031

Entre 2026 et 2031, le solde du régime des travailleurs indépendants se détériore de 386 millions d'euros pour passer de -49 millions d'euros à -435 millions d'euros. Comme cela a été indiqué ci-avant, cette détérioration ne peut pas être considérée comme définitive étant donné le caractère provisoire des dotations d'équilibre pour la période 2027-2031.

Les recettes augmentent de 16,4 % pour passer de 10.608 millions d'euros à 12.349 millions d'euros. Cela correspond à une croissance annuelle moyenne de 3,1 %. Les dépenses, quant à elles, augmentent de 19,2 % pour passer de 10.657 millions d'euros à 12.706 millions d'euros. Cela correspond à une croissance annuelle moyenne de 3,6 %.

Au niveau des recettes, les cotisations augmentent de 14,4 % pour atteindre 6.452 millions d'euros. Les subventions des pouvoirs publics, quant à elles, augmentent de 9,4 % en passant de 1.079 millions d'euros à 1.181 millions d'euros.

Les recettes liées au financement alternatif augmentent quant à elles de 21,6 %, pour atteindre 4.652 millions EUR en 2031. Conformément à l'arrêté royal du 16 décembre 2025, les pourcentages prévus par la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale pour les montants de base de la TVA et du précompte mobilier ont été adaptés : ils sont fixés respectivement à 4,56 % et 15,57 %. Notons que pour 2026 à 2028, l'application des nouveaux pourcentages aux recettes de TVA donne un résultat inférieur aux nouveaux montants minimums, qui sont dès lors utilisés.

Tableau 127 : Financement alternatif (2026-2031)

En millions EUR	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Financement alternatif	3.827	3.953	4.070	4.277	4.484	4.652
TVA	2.591	2.693	2.778	2.926	3.092	3.219
Montant de base	1.876	1.908	1.947	2.015	2.086	2.144
Soins de santé (§1 quater)	714	786	831	911	1.006	1.076
Précompte mobilier	1.236	1.260	1.292	1.351	1.392	1.432
Montant de base	1.236	1.260	1.292	1.351	1.392	1.432

Concernant les autres postes de recettes, les recettes diverses et les recettes affectées sont stables sur la période 2026-2031.

Au niveau des dépenses, les prestations augmentent de 18,9 %, pour passer de 6.939 millions d'euros en 2026 à 8.250 millions d'euros en 2031. Cette hausse concerne notamment les dépenses liées à l'INAMI-Indemnités (+18,2%) ainsi que celles relatives aux pensions (+16,2%).

Le tableau suivant illustre l'évolution des prestations de l'INAMI-Indemnités et du SFP sur la période 2026-2031.

Tableau 128 : Prestations sociales (en millions d'euros)

Prestations (en millions EUR)	2026 (1)	2027 (2)	2028 (3)	2029 (4)	2030 (5)	2031 (6)	en %					
							(2)/(1)	(3)/(2)	(4)/(3)	(5)/(4)	(6)/(5)	(6)/(1)
INAMI-Indemnités	1.057	1.090	1.110	1.131	1.194	1.249	3,07%	1,90%	1,89%	5,51%	4,66%	18,18%
SFP	5.858	6.093	6.291	6.512	6.654	6.810	4,01%	3,25%	3,51%	2,18%	2,34%	16,25%

Tableau 129 : Prestations sociales (facteurs de volume)

Facteurs volume	2026 (1)	2027 (2)	2028 (3)	2029 (4)	2030 (5)	2031 (6)	en %					
							(2)/(1)	(3)/(2)	(4)/(3)	(5)/(4)	(6)/(5)	(6)/(1)
INAMI-Indemnités	16.872.298	17.079.689	17.202.404	17.238.896	17.843.379	18.363.707	1,23%	0,72%	0,21%	3,51%	2,92%	8,84%
Incapacité primaire (jours)	4.238.110	4.273.383	4.311.186	4.349.973	4.447.991	4.541.607	0,83%	0,88%	0,90%	2,25%	2,10%	7,16%
Invalidité (jours)	12.634.188	12.806.306	12.891.218	12.888.923	13.395.388	13.822.100	1,36%	0,66%	-0,02%	3,93%	3,19%	9,40%
Maternité (cas)	8.879	8.976	8.976	8.978	8.978	8.980	1,10%	0,00%	0,02%	0,01%	0,01%	1,13%
SFP (effectives (moyenne))	813.324	822.196	831.172	840.147	849.121	858.125	1,09%	1,09%	1,08%	1,07%	1,06%	5,51%

S'agissant des autres dépenses, les frais de paiement sont stables alors que tant les frais de gestion (3,4 %) que les transferts externes (+23,0 %) et les dépenses diverses (+11,2 %) augmentent.

5.2.5 Régime des soins de santé

Tableau 130 : Soins de santé (2026-2031)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Eigen ontvangsten	7.292	7.528	7.841	8.148	8.405	8.728	1.436	Recettes propres
Bijdragen	1.952	2.040	2.124	2.213	2.238	2.328	376	Cotisations
Toelagen van de overheden	839	847	858	868	878	888	49	Subventions des pouvoirs publics
Toegewezen ontvangsten	2.000	2.016	2.092	2.157	2.231	2.305	305	Recettes affectées
Diversen	2.500	2.624	2.766	2.909	3.057	3.207	707	Divers
RSZ - Globaal beheer	35.837	37.326	38.614	40.076	42.018	43.961	8.125	ONSS - Gestion globale
bedrag §1 bis	28.191	28.885	29.673	30.344	31.245	32.345	4.154	montant §1 bis
bedrag §1 quater	7.645	8.441	8.941	9.731	10.772	11.616	3.971	montant §1 quater
RSVZ - Globaal beheer	3.301	3.474	3.587	3.751	3.924	4.071	770	INASTI - Gestion globale
bedrag §1 bis	2.586	2.688	2.756	2.840	2.918	2.995	409	montant §1 bis
bedrag §1 quater	714	786	831	911	1.006	1.076	362	montant §1 quater
Gemengde loopbanen en IBF	354	364	373	383	393	404	50	Carrières mixtes et FBI
Totaal ontvangsten	46.783	48.692	50.416	52.357	54.740	57.164	10.381	Total des recettes
Prestaties	43.862	45.591	47.361	49.359	51.627	53.932	10.070	Prestations
Beheerskosten	1.238	1.292	1.294	1.311	1.344	1.378	139	Frais de gestion
Externe overdrachten	79	81	84	87	89	92	13	Transferts externes
Diversen	1.663	1.728	1.677	1.600	1.680	1.763	99	Divers
Totaal uitgaven	46.843	48.692	50.416	52.357	54.740	57.164	10.322	Total des dépenses
Saldo	-60	0	0	0	0	0	60	Solde

Tableau 131 : Soins de santé – Évolution en %

	'31 vs. '26 Verschil - Différence % p.a.n./p.jr.	'27 vs. '26 Verschil - Différence %	'28 vs. '27 Verschil - Différence %	'29 vs. '28 Verschil - Différence %	'30 vs. '29 Verschil - Différence %	'31 vs. '30 Verschil - Différence %	'31 vs. '26 Verschil - Différence %	
Eigen ontvangsten	3,7	3,2	4,2	3,9	3,2	3,8	19,7	Recettes propres
Bijdragen	3,6	4,5	4,2	4,2	1,2	4,0	19,2	Cotisations
Toelagen van de overheden	1,1	1,0	1,3	1,2	1,1	1,1	5,8	Subventions des pouvoirs publics
Toegewezen ontvangsten	2,9	0,8	3,8	3,1	3,4	3,3	15,3	Recettes affectées
Diversen	5,1	5,0	5,4	5,2	5,1	4,9	28,3	Divers
RSZ - Globaal beheer	4,2	4,2	3,5	3,8	4,8	4,6	22,7	ONSS - Gestion globale
bedrag §1 bis	2,8	2,5	2,7	2,3	3,0	3,5	14,7	montant §1 bis
bedrag §1 quater	8,7	10,4	5,9	8,8	10,7	7,8	51,9	montant §1 quater
RSVZ - Globaal beheer	4,3	5,2	3,3	4,6	4,6	3,8	23,3	INASTI - Gestion globale
bedrag §1 bis	3,0	3,9	2,5	3,0	2,7	2,7	15,8	montant §1 bis
bedrag §1 quater	8,5	10,0	5,7	9,7	10,4	6,9	50,6	montant §1 quater
Gemengde loopbanen en IBF	2,7	2,7	2,5	2,7	2,7	2,6	14,0	Carrières mixtes et FBI
Totaal ontvangsten	4,1	4,1	3,5	3,9	4,6	4,4	22,2	Total des recettes
Prestaties	4,2	3,9	3,9	4,2	4,6	4,5	23,0	Prestations
Beheerskosten	2,2	4,3	0,2	1,3	2,5	2,5	11,2	Frais de gestion
Externe overdrachten	3,0	3,0	3,1	3,2	3,0	2,8	16,1	Transferts externes
Diversen	1,2	3,9	-2,9	-4,6	5,0	4,9	6,0	Divers
Totaal uitgaven	4,1	3,9	3,5	3,9	4,6	4,4	22,0	Total des dépenses
Saldo								Solde

2026-2031

Le solde de l'INAMI-Soins de santé en 2026, tel qu'il est présenté dans le cadre de ce rapport, est de -60 millions d'euros. Les montants 2026 du financement additionnel des soins de santé par les gestions globales, dit §1 quater, sont identiques à ceux repris dans l'AR du 11/03/2026 dans le cadre du financement alternatif de l'assurance obligatoire des soins de santé destiné aux régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants. Étant donné l'actualisation des chiffres, les montants de l'AR du 11/03/2026 devraient être revus pour l'ONSS-Gestion globale et pour l'INASTI-Gestion globale après le conclave budgétaire de mars 2026.

Pour la période 2027-2031, le solde de l'INAMI-Soins de santé est à l'équilibre. Conformément à l'article 191, 1° et 1°bis de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, cet équilibre est atteint via le financement additionnel des soins de santé par les gestions globales (dit financement alternatif §1 quater).

Sur la période 2026-2031, les recettes augmentent de 22,2 %, passant de 46.783 millions d'euros en 2026 à 57.164 millions d'euros en 2031. Les cotisations (+19,2%), les recettes affectées (+15,3 %), les subventions des pouvoirs publics (+5,8 %) ainsi que les recettes diverses (+28,3 %) augmentent entre 2026 et 2031.

Le financement provenant des gestions globales des travailleurs salariés et indépendants augmente respectivement de 22,7 % et de 23,3 % entre 2026 et 2031.

Entre 2026 et 2031, l'objectif budgétaire des soins de santé passe de 44.103 millions d'euros à 54.486 millions d'euros. Cela représente une augmentation de 23,5 %.

Entre 2026 et 2031, les dépenses autorisées pour les prestations de soins de santé passent de 43.862 millions EUR à 53.932 millions EUR. Cela représente une augmentation de 23,0%.

5.2.6 Régimes hors gestions globales

Tableau 132 : Ensemble des régimes hors gestion globale (2026-2031)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Ontvangsten	25.724	26.270	26.751	27.425	27.910	28.561	2.837	Recettes
Bijdragen	8.176	8.363	8.712	9.192	9.605	10.014	1.837	Cotisations
Toelagen van de overheden	16.659	17.073	17.212	17.397	17.458	17.690	1.031	Subventions des pouvoirs publics
Externe overdrachten	457	464	468	472	476	481	23	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	41	41	41	42	42	43	2	Revenus de placement
Diversen	391	328	317	323	328	334	-57	Divers
Uitgaven	25.480	26.036	26.434	27.079	27.756	28.415	2.936	Dépenses
Prestaties	23.568	24.084	24.485	25.085	25.701	26.298	2.730	Prestations
Beheerskosten	114	116	116	115	117	119	4	Frais de gestion
Externe overdrachten	1.485	1.540	1.588	1.642	1.698	1.753	269	Transferts externes
Interestlasten	16	16	16	16	16	16	0	Charges d'intérêt
Diversen	296	280	229	220	225	229	-67	Divers
Saldo	245	234	317	346	155	146	-99	Solde

Tableau 133 : Ensemble des régimes hors gestion globale – Évolution en %

	'31 vs. '26	'27 vs. '26	'28 vs. '27	'29 vs. '28	'30 vs. '29	'31 vs. '30	'31 vs. '26	
	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	
	% p.an / p.jr.	%	%	%	%	%	%	
Ontvangsten	2,1	2,1	1,8	2,5	1,8	2,3	11,0	Recettes
Bijdragen	4,1	2,3	4,2	5,5	4,5	4,3	22,5	Cotisations
Toelagen van de overheden	1,2	2,5	0,8	1,1	0,4	1,3	6,2	Subventions des pouvoirs publics
Externe overdrachten	1,0	1,5	0,8	0,9	0,9	0,9	5,1	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	0,9	0,7	1,1	1,0	0,9	0,9	4,7	Revenus de placement
Diversen	-3,1	-16,1	-3,4	1,7	1,8	1,8	-14,5	Divers
Uitgaven	2,2	2,2	1,5	2,4	2,5	2,4	11,5	Dépenses
Prestaties	2,2	2,2	1,7	2,5	2,5	2,3	11,6	Prestations
Beheerskosten	0,8	1,3	-0,1	-0,1	1,1	1,7	3,9	Frais de gestion
Externe overdrachten	3,4	3,7	3,1	3,4	3,4	3,3	18,1	Transferts externes
Interestlasten	-0,1	0,1	-0,6	0,0	0,0	0,0	-0,6	Charges d'intérêt
Diversen	-5,0	-5,4	-18,1	-3,9	2,0	2,0	-22,6	Divers
Saldo								Solde

Tableau 134 : Pensions du secteur public (2026-2031)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Ontvangsten	24.045	24.791	25.329	26.021	26.491	27.124	3.079	Recettes
Bijdragen	7.465	7.800	8.197	8.702	9.108	9.508	2.042	Cotisations
Toelagen van de overheden	16.147	16.551	16.690	16.873	16.934	17.164	1.016	Subventions des pouvoirs publics
Externe overdrachten	397	403	406	410	413	416	20	Transferts externes
Diversen	36	36	36	36	36	36	0	Divers
Uitgaven	23.930	24.554	25.010	25.653	26.315	26.957	3.027	Dépenses
Prestaties	22.529	23.100	23.509	24.099	24.706	25.293	2.764	Prestations
Beheerskosten	70	71	71	70	71	73	3	Frais de gestion
Externe overdrachten	1.331	1.383	1.430	1.483	1.537	1.591	260	Transferts externes
Diversen	0	0	0	0	0	0	0	Divers
Saldo	115	236	319	368	176	167	52	Solde

Tableau 135 : Pensions du secteur public – Évolution en %

	'31 vs. '26	'27 vs. '26	28 vs. '27	29 vs. '28	30 vs. '29	31 vs. '30	'31 vs. '26	
	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Difference	Difference	Difference	Difference	Difference	Difference	Difference	
	% p.a.n./ p.jr.	%	%	%	%	%	%	
Ontvangsten	2,4	3,1	2,2	2,7	1,8	2,4	12,8	Recettes
Bijdragen	5,0	4,5	5,1	6,2	4,7	4,4	27,4	Cotisations
Toelagen van de overheden	1,2	2,5	0,8	1,1	0,4	1,4	6,3	Subventions des pouvoirs publics
Externe overdrachten	1,0	1,7	0,7	0,8	0,8	0,8	4,9	Transferts externes
Diversen	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,0	Divers
Uitgaven	2,4	2,6	1,9	2,6	2,6	2,4	12,6	Dépenses
Prestaties	2,3	2,5	1,8	2,5	2,5	2,4	12,3	Prestations
Beheerskosten	0,8	1,9	- 0,6	- 0,3	1,2	1,9	4,1	Frais de gestion
Externe overdrachten	3,6	3,9	3,4	3,7	3,7	3,5	19,5	Transferts externes
Diversen	1,6	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,0	Divers
Saldo								Solde

Tableau 136 : Régimes hors gestion globale hors pensions du secteur public (2026-2031)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Difference	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Ontvangsten	1.679	1.479	1.422	1.405	1.419	1.437	-242	Recettes
Bijdragen	711	563	515	489	497	506	-205	Cotisations
Toelagen van de overheden	511	522	522	524	524	526	15	Subventions des pouvoirs publics
Externe overdrachten	61	61	62	63	64	65	4	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	41	41	41	42	42	43	2	Revenus de placement
Diversen	355	292	281	286	292	298	-57	Divers
Uitgaven	1.549	1.482	1.424	1.426	1.441	1.458	-91	Dépenses
Prestaties	1.039	985	976	986	994	1.005	-34	Prestations
Beheerskosten	45	45	45	45	45	46	2	Frais de gestion
Externe overdrachten	154	157	158	159	161	163	9	Transferts externes
Interestlasten	16	16	16	16	16	16	0	Charges d'intérêt
Diversen	296	280	229	220	225	229	-67	Divers
Saldo	130	-2	-2	-21	-21	-21	-151	Solde

Tableau 137 : Régimes hors gestion globale hors pensions du secteur public – Évolution en %

	'31 vs. '26	'27 vs. '26	28 vs. '27	29 vs. '28	30 vs. '29	31 vs. '30	'31 vs. '26	
	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Difference	Difference	Difference	Difference	Difference	Difference	Difference	
	% p.a.n./ p.jr.	%	%	%	%	%	%	
Ontvangsten	- 3,1	- 11,9	- 3,9	- 1,2	1,1	1,3	- 14,4	Recettes
Bijdragen	- 6,6	- 20,9	- 8,5	- 4,9	1,6	1,7	- 28,8	Cotisations
Toelagen van de overheden	0,6	2,1	0,0	0,3	0,0	0,4	2,9	Subventions des pouvoirs publics
Externe overdrachten	1,2	0,7	1,4	1,2	1,3	1,3	6,0	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	0,9	0,7	1,1	1,0	0,9	0,9	4,7	Revenus de placement
Diversen	- 3,5	- 17,7	- 3,8	1,9	2,0	2,0	- 16,1	Divers
Uitgaven	- 1,2	- 4,4	- 3,9	0,2	1,0	1,2	- 5,9	Dépenses
Prestaties	- 0,7	- 5,3	- 0,9	1,0	0,8	1,1	- 3,3	Prestations
Beheerskosten	0,7	0,4	0,6	0,2	0,9	1,3	3,5	Frais de gestion
Externe overdrachten	1,1	1,9	0,6	1,0	1,0	1,3	5,9	Transferts externes
Interestlasten	- 0,1	0,1	- 0,6	0,0	0,0	0,0	- 0,6	Charges d'intérêt
Diversen	- 5,0	- 5,4	- 18,1	- 3,9	2,0	2,0	- 22,6	Divers
Saldo								Solde

2026-2031

Le solde des régimes hors gestions globales passe de 245 millions d'euros en 2026 à 146 millions d'euros en 2031, soit une détérioration de 99 millions d'euros durant cette période.

Les recettes augmentent de 2.837 millions d'euros pour passer de 25.724 millions d'euros à 28.561 millions d'euros (+11,0 %). Les recettes de cotisations augmentent de 22,5 % pour atteindre 10.014 millions d'euros.

Les dépenses augmentent de 2.936 millions d'euros pour passer de 25.480 millions d'euros à 28.415 millions d'euros (+11,5 %). Les prestations augmentent de 11,6 % pour atteindre 26.298 millions d'euros.

5.3 Soldes de l'entité I

5.3.1 Soldes nominal et primaire de l'entité I

Les tableaux suivants présentent la composition des soldes nominal et primaire pour l'entité I, d'une part sur base des flux globaux au sein de l'entité I (exprimés en % du PIB) et, d'autre part, sur la base du solde et des charges d'intérêt par sous-entité (exprimés en millions d'euros).

Tableau 138 : Composition des soldes nominal et primaire de l'entité I – flux globaux (2026-2031) (en % du PIB)

	In % bbp						
	-						
	En % PIB						
	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	
-	-	-	-	-	-		
Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26		
(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		
Inkomsten	30,3	29,9	29,9	29,5	29,3	29,3	Recettes
Nettofiscale inkomsten	15,6	15,5	15,3	15,0	14,8	14,8	Recettes fiscales nettes
Brutofiscale inkomsten	25,3	25,3	25,0	24,7	24,4	24,4	Recettes fiscales brutes
Directe belastingen	15,2	15,1	15,0	14,7	14,5	14,5	Impôts directs
Indirecte & kapitaal	10,0	10,1	10,0	10,0	9,9	9,8	Impôts indirects et capital
Eigen fiscale ontvangsten ION	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	Recettes fiscales propres OIP
Fiscale afdrachten naar EU & andere entiteiten	-9,7	-9,8	-9,7	-9,7	-9,6	-9,6	Transferts fiscaux à l'UE et à d'autres entités
Sociale bijdragen/parafiscale ontvangsten	12,9	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	Cotisations sociales/recettes parafiscales
Niet-fiscale ontvangsten	1,9	1,6	1,8	1,7	1,7	1,7	Recettes non fiscales
Primaire uitgaven	-32,3	-32,4	-32,4	-32,4	-32,2	-32,1	Dépenses primaires
Finale uitgaven	-28,2	-28,1	-28,1	-28,1	-28,2	-28,2	Dépenses finales
Totaal prestaties Sociale Zekerheid	-20,7	-20,8	-20,8	-20,8	-21,0	-21,1	Ensemble des prestations sociales
Andere uitgaven Sociale Zekerheid	-1,4	-1,4	-1,4	-1,4	-1,3	-1,3	Autres dépenses de la sécurité sociale
Primaire uitgaven begroting & ION	-6,1	-6,0	-6,0	-6,0	-5,9	-5,8	Budget des dépenses primaires et OIP
Nettobudgettaire transferten	-4,1	-4,2	-4,3	-4,2	-4,0	-4,0	Transferts budgétaires nets
Onverdeeld	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	Non réparti
Primair saldo	-1,9	-2,3	-2,2	-2,5	-2,5	-2,5	Solde primaire
Interestlasten	-1,9	-2,0	-2,2	-2,4	-2,6	-2,9	Charges d'intérêts
Vorderingensaldo	-3,8	-4,3	-4,4	-4,9	-5,1	-5,4	Solde de financement

Exprimée en pourcentage du PIB, une diminution des recettes de 1,0 point peut être observée sur la période 2026-2031. Cette dernière s'explique principalement par la diminution des recettes fiscales brutes (-0,9 point de pourcentage du PIB). Entre 2026 et 2031, les dépenses primaires, quant à elles, diminuent de 0,2 point de pourcentage du PIB. Cette diminution s'explique par le fait que l'augmentation des prestations sociales (+0,4 point de pourcentage du PIB) est plus que compensée par la diminution du budget des dépenses primaires et des OIP (-0,3 point de pourcentage du PIB) et la diminution des transferts budgétaires nets (-0,2 point de pourcentage du PIB). Les mesures non réparties passent quant à elles de 0,1 à 0,4 point de pourcentage du PIB entre 2026 et 2031. Cela se traduit par une diminution du solde primaire de 0,5 point de pourcentage du PIB entre 2026 et 2031. Les charges d'intérêts consolidées augmentent de 1,0 point de pourcentage du PIB entre 2026 et 2031. Ainsi, le solde de financement de l'entité I se détériore de 1,6 point de pourcentage du PIB entre 2026 et 2031.

Tableau 139 : Composition des soldes nominal et primaire de l'entité I – par sous-entité (2026-2031)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	'31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)								(en millions EUR sauf indication contraire)
Primair saldo entiteit I	-12.832	-15.505	-15.452	-18.364	-18.518	-19.181	-6.349	Solde primaire entité I
Vorderingensaldo entiteit I	-25.144	-29.285	-30.926	-35.829	-38.253	-41.466	-16.322	Solde de financement entité I
Vorderingensaldo federaal	-26.057	-31.181	-32.790	-38.242	-40.045	-42.449	-16.392	Solde de financement fédéral
Vorderingensaldo SZ	67	330	-297	-396	-1.017	-1.826	-1.893	Solde de financement SS
Onverdeelde maatregelen	846	1.567	2.161	2.809	2.809	2.809	1.963	Mesures non réparties
Interestlasten entiteit I	12.313	13.780	15.474	17.465	19.735	22.285	9.973	Charges d'intérêt entité I
	% bbp - % PIB							
Primair saldo entiteit I	-1,9	-2,3	-2,2	-2,5	-2,5	-2,5	-0,5	Solde primaire entité I
Vorderingensaldo entiteit I	-3,8	-4,3	-4,4	-4,9	-5,1	-5,4	-1,6	Solde de financement entité I
Vorderingensaldo federaal	-3,9	-4,6	-4,6	-5,3	-5,3	-5,5	-1,6	Solde de financement fédéral
Vorderingensaldo SZ	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	Solde de financement SS
Onverdeelde maatregelen	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,2	Mesures non réparties
Interestlasten entiteit I	1,9	2,0	2,2	2,4	2,6	2,9	1,0	Charges d'intérêt entité I

Le **solde de financement pour l'entité I** est estimé à -25.144 millions d'euros ou -3,8 % du PIB en 2026. Sur la période 2026-2031, le déficit devrait se détériorer chaque année pour atteindre 41.466 millions d'euros en 2031. Entre 2026 et 2031, le déficit passerait ainsi de 3,8 % du PIB à 5,4 % du PIB, soit une détérioration de 1,6 point de pourcentage du PIB.

Les charges d'intérêt consolidées passent de 12.313 millions d'euros en 2026 à 22.285 millions d'euros en 2031. Cela représente une augmentation de 9.973 millions d'euros.

Le **solde primaire de l'entité I** passe ainsi de -12.832 millions d'euros ou -1,9 % du PIB en 2026 à -19.181 millions d'euros ou -2,5 % du PIB en 2031.

5.3.2 Solde primaire structurel de l'entité I

Dans le cadre du réexamen de la gouvernance économique (RGE), le solde primaire structurel est devenu un paramètre important, entre autres, en vue d'obtenir le taux de croissance autorisé pour l'agrégat des dépenses.

Pour passer du solde nominal au solde structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact de la conjoncture et l'impact des mesures ponctuelles (« one off ») ainsi que de tenir compte de la correction pour les transferts aux entités fédérées (concept CSF). Pour passer du solde structurel au solde primaire structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact des charges d'intérêts.

L'estimation de l'**impact de la conjoncture** sur le solde est basée sur l'output gap. Les estimations utilisées dans le cadre de ce rapport sont basées sur les données du Bureau fédéral du Plan de février 2026. L'output gap est estimé à -0,5 % du PIB potentiel en 2026, -0,7 % en 2027, -0,6 % en 2028, -0,5 % en 2029, -0,2 % en 2030 et 0,0 % en 2031. En conséquence, la correction cyclique pour l'entité I est estimée à -1.497 millions d'euros en 2026, -1.869 millions d'euros en 2027, -1.790 millions d'euros en 2028, -1.403 millions d'euros en 2029, -557 millions d'euros en 2030 et -120 millions d'euros en 2031.

En ce qui concerne les **one-off**, le tableau suivant présente un aperçu des éléments qui sont repris en tant que one-off entre 2026 et 2031.

Tableau 140 : One-off Entité I (2026-2030)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	
(in miljoen EUR)	-	-	-	-	-	-	(en millions EUR)
Afrekeningssaldo BFW	269	0	0	0	0	0	Afrekeningssaldo BFW
Nalatigheidsinteressen Chinees textiel	-92	0	0	0	0	0	Intérêts de retard textile chinois
Belfius dividend	500	0	0	0	0	0	Dividende Belfius
Fiscale hervorming (belastingvrije som)	-79	-251	-186	-754	-475	-28	Réforme fiscale (quotité exemptée)
Bpost	89	0	0	0	0	0	Bpost
TOTAAL ENTITEIT I	687	-251	-186	-754	-475	-28	TOTAL ENTITÉ I

Pour les estimations de la **correction pour transferts**, les pourcentages sont ceux qui ont été transmis par le secrétariat du CSF. Selon le CSF, la correction pour transferts est de -120 millions d'euros en 2026, -135 millions d'euros en 2027, -132 millions d'euros en 2028, -114 millions d'euros en 2029, -40 millions d'euros en 2030 et -9 millions d'euros en 2031.

Le tableau suivant présente l'aperçu de l'estimation du solde primaire structurel pour l'entité I entre 2026 et 2031.

Tableau 141 : Solde primaire structurel de l'entité I (2026-2031) (en millions d'euros)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
(in miljoen EUR)	-	-	-	-	-	-	-	(en millions EUR)
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
Vorderingensaldo	-25.144	-29.285	-30.926	-35.829	-38.253	-41.466	-16.322	Solde de financement
Cyclische correctie	-1.497	-1.869	-1.790	-1.403	-557	-120	1.377	Correction cyclique
One-off	687	-251	-186	-754	-475	-28	-715	One-off
Correctie voor overdrachten	-120	-135	-132	-114	-40	-9	110	Correction pour transferts
Structureel saldo	-24.215	-27.030	-28.819	-33.559	-37.181	-41.309	-17.094	Solde structurel
Interestlasten	12.313	13.780	15.474	17.465	19.735	22.285	9.973	Charges d'intérêt
Structureel primair saldo	-11.902	-13.250	-13.344	-16.093	-17.446	-19.024	-7.121	Solde primaire structurel

Tableau 142 : Solde primaire structurel de l'entité I (2026-2031) (en % PIB)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	31 vs. 26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
(in % bbp)	-	-	-	-	-	-	-	(en % PIB)
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Différence	
Vorderingensaldo	-3,8	-4,3	-4,4	-4,9	-5,1	-5,4	-1,6	Solde de financement
Cyclische correctie	-0,2	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1	0,0	0,2	Correction cyclique
One-off	0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	One-off
Correctie voor overdrachten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Correction pour transferts
Structureel saldo	-3,6	-4,0	-4,1	-4,6	-4,9	-5,3	-1,7	Solde structurel
Interestlasten	1,9	2,0	2,2	2,4	2,6	2,9	1,0	Charges d'intérêt
Structureel primair saldo	-1,8	-1,9	-1,9	-2,2	-2,3	-2,5	-0,7	Solde primaire structurel

Le **solde primaire structurel de l'entité I** se détériore entre 2026 et 2031 pour passer de -1,8 % du PIB en début de période à -2,5 % du PIB en 2031, soit une détérioration de 0,7 point de pourcentage du PIB. Cela représente une détérioration en termes nominaux de 7.121 millions d'euros.

6 Soldes et taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

6.1 Soldes de l'ensemble des pouvoirs publics

Le tableau suivant présente l'estimation des soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics à politique constante, à la fois en millions d'euros et en % du PIB.

Les données relatives à l'entité II proviennent Budget économique 2026 et des Perspectives économiques 2027-2031 du Bureau fédéral du Plan de février 2026 et ont été adaptées concernant les Communautés et Régions en tenant compte de la différence d'estimation de l'IPP régional en SEC entre le BFP et le SPF Finances.

Tableau 143 : Soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics (2026-2031)

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
(in miljoen EUR)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Difference	(en millions EUR)
Entiteit I								Entité I
Vorderingensaldo	-25.144	-29.285	-30.926	-35.829	-38.253	-41.466	-16.322	Solde de financement
Structureel primair saldo	-11.902	-13.250	-13.344	-16.093	-17.446	-19.024	-7.121	Solde primaire structurel
Entiteit II								Entité II
Vorderingensaldo	-8.143	-5.935	-4.711	-4.792	-5.621	-4.762	3.381	Solde de financement
Structureel primair saldo	-3.031	-603	1.121	770	359	1.932	4.962	Solde primaire structurel
Gezamenlijke overheid								Ensemble des pouvoirs publics
Vorderingensaldo	-33.287	-35.219	-35.637	-40.621	-43.874	-46.228	-12.941	Solde de financement
Structureel primair saldo	-14.953	-13.874	-12.244	-15.344	-17.108	-17.113	-2.159	Solde primaire structurel

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	31 vs. '26	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Verschil	
(in % bbp)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Difference	(en % PIB)
Entiteit I								Entité I
Vorderingensaldo	-3,8	-4,3	-4,4	-4,9	-5,1	-5,4	-1,6	Solde de financement
Structureel primair saldo	-1,8	-1,9	-1,9	-2,2	-2,3	-2,5	-0,7	Solde primaire structurel
Entiteit II								Entité II
Vorderingensaldo	-1,2	-0,9	-0,7	-0,7	-0,7	-0,6	0,6	Solde de financement
Structureel primair saldo	-0,5	-0,1	0,2	0,1	0,0	0,2	0,7	Solde primaire structurel
Gezamenlijke overheid								Ensemble des pouvoirs publics
Vorderingensaldo	-5,0	-5,1	-5,1	-5,6	-5,8	-6,0	-1,0	Solde de financement
Structureel primair saldo	-2,2	-2,0	-1,7	-2,1	-2,3	-2,2	0,0	Solde primaire structurel

Le **solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics** en 2026 est estimé à -33.287 millions d'euros ou -5,0 % du PIB.

Entre 2026 et 2031, le déficit augmente pour atteindre 6,0 % du PIB en 2031. Cela représente une détérioration du solde de financement en termes nominaux de 12.941 millions d'euros ou 1,0 point de pourcentage du PIB.

Le **solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics**, c'est-à-dire après correction des impacts de la conjoncture, des one-off et des charges d'intérêts, est estimé pour l'année 2026 à -14.953 millions d'euros ou -2,2 % du PIB. Entre 2026 et 2031, le solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics se détériore pour atteindre -17.113 millions d'euros. En pourcentage du PIB, les données sont stables entre 2026 et 2031 (-2,2 % du PIB).

6.2 Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

Le taux d'endettement est estimé sur base, entre autres, du solde de financement et des estimations de l'Agence de la Dette concernant l'impact des facteurs exogènes sur la dette.

Tableau 144 : Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics à politique inchangée

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	
	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	
(in % bbp)	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	Mon. 03/26	(en % PIB)
Schuldgraad	109,8	112,4	114,4	116,6	118,9	121,6	Taux d'endettement
Verandering schuldgraad	2,5	2,6	2,1	2,1	2,3	2,7	Variation du taux d'endettement
Endogene factoren	1,5	2,1	1,6	2,1	2,2	2,5	Facteurs endogènes
Exogene factoren	1,0	0,5	0,5	0,1	0,1	0,2	Facteurs exogènes

Le taux d'endettement passe de 109,8 % du PIB en 2026 à 121,7 % du PIB en 2031.

Il a été tenu compte des éléments suivants pour la détermination des facteurs exogènes.

Tableau 145 : Aperçu des facteurs exogènes (2026-2031)

En millions EUR	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Exogene factoren	6.747	3.277	3.341	415	819	1.740
<i>in % bbp</i>	1,0	0,5	0,5	0,1	0,1	0,2
Impact interesten swaps (cash)	-110	-106	-106	-105	-96	-85
Uitgiftepremies	1.943	0	0	0	0	0
Annulatiepremies swaps + swapoptions	100	100	100	100	100	100
Overgang van gelopen intresten naar vervallen intresten (kas)	250	72	177	-415	-575	-673
Kostprijs terugkopen OLO's	1	21	-58	-117	-182	-355
Pensioenen	189	190	190	190	189	187
Terugbetaling Griekenland EFSF	0	0	0	-97	-97	-97
Aantal schuldcorrecties op niveau gewesten en lokale overheden (VMSW, VWF)	1.820	1.830	1.841	1.824	1.881	1.881
Diverse kasovergang	687	757	852	636	787	989
Defensie investeringsuitgaven	2.100	438	-124	-1.851	-1.780	-815
A1/A3	-300	-300	-300	-300	-300	-300
Impact investissements Défense sur la dette	-1.268	-951	-634	-317	0	0
Participation Flandre Brussels Airport	0	0	0	0	0	0
BEWATT	339	201	345	-225	-236	-253
Andere (0,15 % PIB)	997	1.026	1.058	1.092	1.127	1161

7 Bijlagen

Tabel 146 : Belangrijkste posten van de niet fiscale middelen voor overgangscorrecties (cijfers AT initiële begroting 2026 en ramingen 2026-2031)

Titre	Chap	Par	SEC	SEC	NO	Libellé FR	Libellé NL	2026 INI	2026 MC	2027 MC	2028 MC	2029 MC	2030 MC	2031 MC	2026 MC vs 2026 INI	2027 MC vs 2026 MC	2028 MC vs 2027 MC	2029 MC vs 2028 MC	2030 MC vs 2029 MC	2031 MC vs 2030 MC
01	13	0	39	10	06	Subsides perçus de l'UE pour AMIF et ISF	Subsidies vanuit EC voor AMIF en ISF	33.822	33.822	0	0	0	0	0	0	-33.822	0	0	0	0
01	13	0	39	10	09	Subsides de l'UE pour AMIF-BMVI-ISF	Subsidies vanuit EC voor AMIF-BMVI-ISF	106.796	106.796	43.172	47.940	48.296	15.356	15.356	0	-63.624	4.768	356	-32.940	0
01	14	2	36	50	02	Versement net de la Loterie nationale.	Netto-storting door de Nationale Loterij.	84.709	84.709	84.709	84.709	84.709	84.709	84.709	0	0	0	0	0	0
01	18	1	16	11	17	Prescriptions de la CDC	Verjaringen van DCK	8.455	440.500	60.600	60.600	60.600	60.600	60.600	432.045	-379.900	0	0	0	0
01	18	1	16	13	01	Frais de perception remboursés par les Communautés	Inningskosten terugbetaald door de Europese	784.543	901.537	912.341	922.377	932.523	942.781	954.094	116.994	10.804	10.036	10.146	10.258	11.313
01	18	1	26	20	03	Intérêts du portefeuille de la Caisse des Dépôts	Interessen van de portefeuille van de Deposito- en	76.663	168.318	93.514	107.608	122.083	132.306	136.520	91.655	-74.804	14.094	14.475	10.223	4.214
01	18	1	28	20	01	Dividendes de participations de l'Etat dans les	Dividenden van de deelnemingen van de Staat in de	915.000	915.000	444.500	444.500	444.500	444.500	444.500	0	-470.500	0	0	0	0
01	18	1	28	20	05	Dividende dû à l'Etat par la Société fédérale de	Dividend aan de Staat verschuldigd op basis van	107.407	55.789	100.840	106.421	110.832	118.869	118.869	-51.618	45.051	5.581	4.411	8.037	0
01	18	1	36	50	01	Rente de monopole de la Loterie Nationale.	Monopolierente van de Nationale Loterij.	101.500	101.500	101.500	101.500	101.500	101.500	101.500	0	0	0	0	0	0
01	18	2	12	11	12	Frais de justice et de poursuite récupérés en mati	Gerecupereerde gerechts- en vervolgingskosten inza	67.624	63.342	64.862	66.030	67.152	68.294	69.455	-4.282	1.520	1.168	1.122	1.142	1.161
01	18	2	26	10	01	Intérêts moratoires et intérêts de retard en matiè	Nalatigheidsinteressen inzake belastingen	99.870	102.626	103.301	103.980	104.664	105.352	106.044	2.756	675	679	684	688	692
01	18	2	26	10	04	Intérêts moratoires et intérêts de retard en matiè	Nalatigheidsinteressen (ten laste van de bedrijven	72.816	91.642	94.047	96.769	99.673	102.494	105.394	18.826	2.405	2.722	2.904	2.821	2.900
01	18	2	36	90	04	Redevance prélevée sur toutes les amendes perçues	Toeslag geheven op alle boetes geind via het cross	105.685	105.685	135.245	145.675	150.046	154.547	154.547	0	29.560	10.430	4.371	4.501	0
01	18	2	36	90	08	Contribution Fluxus	Bijdrage Fluxus	100.000	100.000	100.000	100.000	0	0	0	0	0	0	-100.000	0	0
01	18	2	37	70	02	Contribution du secteur énergétique.	Bijdrage van de energiesector.	100.000	100.000	0	0	0	0	0	0	-100.000	0	0	0	0
01	18	3	16	12	03	Rétributions hypothécaires	Hyp. Retributies	270.448	290.351	299.062	299.062	299.062	308.034	308.034	19.903	8.711	0	0	8.972	0
01	18	6	38	10	02	Produits de transactions	Opbrengsten van transacties	89.200	89.200	0	0	0	0	0	0	-89.200	0	0	0	0
01	24	0	42	80	02	Remboursements par les institutions publiques de SS	Terugbetalingen door openbare instellingen van SZ	0	186.958	0	0	0	0	0	186.958	-186.958	0	0	0	0
01	24	0	42	80	03	Remb. Dotation d'équilibre INASTI/ONSS	Terugb. Evenwichtsdotatie RSVZ/RSZ	0	547.511	0	0	0	0	0	547.511	-547.511	0	0	0	0
01	25	0	36	70	01	Revenus enchères de quotas d'émission ETS2	Opbrengst veiling emissierechten ETS2	0	0	140.000	210.000	210.000	210.000	210.000	0	140.000	70.000	0	0	0
01	25	0	36	90	04	Revenus enchères de droits d'émission ETS1	Opbrengsten veiling van emissierechten ETS1	65.805	65.805	66.103	67.835	61.143	60.029	60.029	0	298	1.732	-6.692	-1.114	0
01	32	0	46	40	05	Versement au Trésor IBPT	Storting aan de Schatkist BIPT	3.000	28.542	3.000	3.000	3.000	3.000	3.000	25.542	-25.542	0	0	0	0
01	32	0	46	40	08	Remboursement CREG	Terugbetaling CREG	0	127.843	0	0	0	0	0	127.843	-127.843	0	0	0	0
01	33	5	16	11	26	Marché public plaques et certificats d'immatricula	Overheidsopdracht kentekenplaten en -bewijzen	42.235	0	50.538	50.538	50.538	50.538	50.538	-42.235	50.538	0	0	0	0
01	33	7	37	40	01	Allocations familiales	Kinderbijslag	64.012	64.012	64.521	65.289	65.781	66.407	66.407	0	509	768	492	626	0
02	06	0	59	11	01	Recettes UE pour investissements	Ontvangsten EU voor investeringen	437.654	437.654	0	0	0	0	0	0	-437.654	0	0	0	0
02	16	0	77	70	02	Invest. et desinvest. - vente matériel mil. (LPM)	Invest. en desinvest. - verk. mil. Materieel (MPW)	0	0	0	50.000	0	50.000	50.000	0	0	50.000	-50.000	50.000	0
02	18	1	56	50	01	Recettes du rachat et de la vente de titres	Ontvangsten uit overname en verkoop effecten	475.000	202.800	9.840	4.220	0	0	0	-272.200	-192.960	-5.620	-4.220	0	0
02	18	1	86	10	04	Remboursement fonds mission SFPI	Terugbetaling geleende middelen FPIM opdracht	11.000	7.875	76.625	0	0	0	0	-3.125	68.750	-76.625	0	0	0
02	18	2	58	20	01	Confiscations et biens sous séquestre - sommes	Verbeurdverklaringen en gesekwestreerde goederen -	136.564	122.170	122.170	122.170	122.170	122.170	122.170	-14.394	0	0	0	0	0
02	18	2	58	20	03	Récupérations de pensions alimentaires.	Terugvordering van alimentatiegelden.	27.354	30.161	33.676	37.602	41.985	46.878	52.342	2.807	3.515	3.926	4.383	4.893	5.464
02	32	0	77	30	01	Recettes provenant de la vente des licences UMTS.	Ontvangsten afkomstig uit de verkoop van de UMTS-	58.770	58.770	58.770	58.770	58.770	58.770	58.770	0	0	0	0	0	0
02	32	0	86	10	06	Remboursement shareholder loan	Terugbetaling shareholder loan	0	0	0	0	213.000	235.000	235.000	0	0	0	213.000	22.000	0
02	51	0	86	70	01	Gains de change sur la dette en devises	Wisselwinsten op de schuld in vreemde munt	149.891	172.722	100.000	120.897	100.263	223.710	100.000	22.831	-72.722	20.897	-20.634	123.447	-123.710
02	51	0	86	70	02	Gains en capital autres que gains de change (sur	Kapitaalwinsten andere dan wisselwinsten (op de	36.714	51.681	54.280	58.288	116.623	181.733	354.887	14.967	2.599	4.008	58.335	65.110	173.154
02	51	0	86	70	04	Recettes afférentes à des produits dérivés.	Inkomsten met betrekking tot derivaten.	302.091	400.960	422.299	404.401	404.797	395.059	378.633	98.869	21.339	-17.898	396	-9.738	-16.426
02	51	0	86	70	06	Couverture paiements des F35 et Male.	Indekking van betalingen voor de F35 en Male	480.954	445.858	494.372	342.414	0	0	0	-35.096	48.514	-151.958	-342.414	0	0
02	51	0	88	12	01	Remb. de prêts par des pays membres de l'UE	Terugbetaling leningen aan lidstaten van de EU	0	0	0	0	97.262	97.262	97.262	0	0	0	97.262	0	0
02	51	0	89	14	01	Remboursement de prêts octroyés aux OAP	Terugbetaling van leningen aan AOI	48.111	8.111	333.111	58.111	8.111	109.311	29.311	-40.000	325.000	-275.000	-50.000	101.200	-80.000
02	51	0	89	20	01	Remb. prêts sans intérêts - ONSS-gestion globale	Terugbet. renteloze leningen RSZ-Globaal beheer	62.133	62.133	62.133	62.133	62.133	62.133	62.133	0	0	0	0	0	0
01	18	1	08	10	07	Dématérialisation titres	Dematerialisatie effecten	177.000	0	0	0	0	0	0	-177.000	0	0	0	0	0